PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conseil national des 15 et 16 novembre 1952
Puteaux

Sommaire

Le président (Georges Dardel) 2
Pierre Commun 3
Guy Mollet 4
Marcel-Edmond Naegelen 20
Le président (Robert Lacoste) 29
Léon Boutbien 29
Marcel-Edmond Naegelen 36
Léon Boutbien 36
Roux 42
Charles Lamarque-Cando 48
Georges Gorce 57
Georges Rougeron 63
Edouard Depreux 66
Francis Leenhardt 73
Marceau Pivert 79
Max Lejeune 87
Andrée Viennot 91
Le Tétour (?) 95
Jean Léonetti 97
Le président (Maurice Deixonne) 103
André Bidet 103
Georges Gorce 106
André Bidet 107
Guy Mollet 116
Georges Gorce 125
Guy Mollet 126
Francis Leenhardt 130
Guy Mollet 131
Le président (Albert Gazier) 137
Roger Marzauk 137
Bonnefoi 140
Mosse 142
Guy Mollet 146
Edmond Staub 149
Mauperon 151
Rigaux 151
André Hauriou 153
Jean Le Coutaller 156
Mireille Osmin 157

Fondation Jean-Jaurès

Camille Delabre 158
Joseph Begarra 160
Jean Charlot 161
Mosse 163
Roger Marzauk 165
Georges Brutelle 166
Le président 168
Georges Rougeron 170
Oreste Rosenfeld 171
Marceau Pivert 171
Schmidt 172
André Bidet 173
Léon Boutbien 175
André Bidet 178
Andrée Viennot 180
Jean Capdeville 181
Duroux. 182
André Bidet 182
Guy Mollet 183
Christian Pineau. 187
François Leenhardt 191
Marceau Pivert 191
Guy Mollet 195
Marceau Pivert 197
Pierre Commin 198

Séance du samedi 15 novembre 1952 (matinée)

Pierre Commin - Camarades, pour la séance de ce matin, nous vous proposons le Bureau suivant :
Président : Dardel,
Assesseurs : Bellet de Savoie, Auzanneau, des Deux-Sèvres, Dubarry du Tarn et Garonne, M.A. Garrau de la Gironde.
Il n'y a pas d'oppositions ?
…..
Je demande à ces camarades de prendre place immédiatement au Bureau.
(Le Bureau prend place sur l'estrade).

Le président (Georges Dardel)

Camarades, je suis heureux, au nom de la section Socialiste de Puteaux, et des élus Socialistes au Conseil municipal, de vous accueillir une nouvelle fois dans cette salle, cette salle que vous connaissez bien, mais qui vous reçoit sous un jour nouveau, et qui, je l'espère, à l'image de ce premier Conseil national dans la salle rénovée, nous présentera un Conseil national rénové dans ses méthodes et qui permettra ainsi des décisions préparant les futures victoires du Parti.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

En tant que président de cette première séance, il m'échoit la pénible tache d'avoir à rappeler la mémoire de ceux de nos militants qui ont disparu depuis le précédent Conseil national.
Raymond Bouyer : militant syndicaliste et Socialiste ancien collaborateur de J. Jouhaux, qui fut, lorsqu'a été créé le Conseil économique, directeur de son cabinet. Toute sa vie, Raymond Bouyer est resté un Socialiste et un militant syndicaliste digne de tous les exemples.
Jean Rougier, Conseiller général à la Libération, ancien président du Conseil général du Lot, Jean Rougier était devenu député le 21 octobre 1950 ; il fut réélu le 17 juin 1951. De nature très effacée, il siégeait à la Commission de la santé de l'Assemblée Nationale, où son avis autorisé en matière médicale lui valait l'estime de ses collègues. Jean Rougier était un militant Socialiste que tous ont connu et aimé. Denis Cordonnier, député du Nord; Denis Cordonnier était le septième fils d'un instituteur laïc. Il était président de la fédération des élus municipaux et cantonaux Socialistes ; il nous a quitté brusquement, après avoir passé sa vie et on peut dire sans exagération car sa fatigue était extrême usé prématurément ses forces dans la lutte contre la misère physique et morale. Ses amis savent quelle était sa bonté, son sens de l'humain, sa simplicité et son désintéressement. Salomon Trimbach : Salomon Trimbach, il faudrait comme pour Cordonnier, une séance complète de ce Conseil national pour rappeler sa vie et son dévouement total à la cause du Socialisme international. Il était issu d'une vieille famille française qui, après la guerre de 1871, avait dû se soumettre à la loi prussienne ; il était particulièrement impliqué dans les luttes pour l'Internationale. Sur le plan international, il nous faut signaler la mort de Kurt Schumacher, grand militant Socialiste, président du Parti Social Démocrate allemand, homme qui, par son action, avait rendu à l'Allemagne démocratique un grand Parti Socialiste, et surtout, évitait à l'Allemagne occidentale qu'elle soit livrée au bolchevisme ; adversaire résolu de l'hitlérisme, Kurt Schumacher avait payé son attachement à la démocratie, de douze années de camp de concentration. Il en était sorti, meurtri, diminué physiquement. Seule une extraordinaire simplicité lui permettait de dominer ses souffrances physiques. En juin 1951, il avait présidé le Congrès de l'Internationale à Francfort, qui parqua la renaissance de l'Internationale Socialiste. Chers amis, je vous demande de respecter une minute de silence à la mémoire de ce grand disparu.
(L'Assemblée, debout, observe une minute de silence)

Pierre Commun

Camarades, voici l'ordre du jour qui vous est proposé.
Ce matin, ouverture de la discussion sur la politique générale : désignation de la Commission des Résolutions, qui pourra siéger le soir et le lendemain matin.
Dimanche matin, de 10 heures à 13 heures : élections municipales, lois électorales.
Dimanche après-midi, rapport des Commissions et vote.
Je demande au président, s'il n'y a pas d'observations, de bien vouloir mettre aux voix cet ordre du jour.

Le président - Pas d'observations ?
L'ordre du jour est adopté.
La parole est à Guy Mollet pour l'ouverture de la discussion sur la politique générale.

Guy Mollet

Camarades, comme à chaque Conseil national, je voudrais faire un tour d'horizon que j'essaierais de faire le plus rapide possible, me réservant d'ailleurs d'intervenir ensuite dans le débat, me limitant ainsi à un exposé des faits qui se sont déroulés depuis notre dernier Congrès, depuis le Congrès des 22 et 25 mai, et je voudrais faire ce tour d'horizon, dans les domaines suivants :
Politique intérieure, Politique de l'Union Française, Politique extérieure et vie du Parti. Pour la politique du Parti, si nous nous portons les uns et les autres à la résolution du Congrès de mai, résolution que je souhaiterai voir commentée plus souvent dans toute notre presse fédérale, car, si vous avez la curiosité de la relire aujourd'hui, vous vous apercevrez combien elle était complète et exacte, si nous nous reportons à cette résolution, dis-je, nous trouverons dès ces premières lignes que le Parti constate, qu'à un moment où la situation internationale exigerait une politique hardie, le gouvernement actuel pratique une des politiques les plus réactionnaires que la France ait connu en régime républicain.
Voici ce que nous écrivions en mai dernier, et non seulement, nous dénoncions ce caractère réactionnaire, mais, comme chaque fois, nous proposions nos solutions. Au moment où nous adoptions cette résolution il faut bien le dire, le progrès, très certainement, ne nous comprenait pas encore, de même d'ailleurs, quand en juillet, le 16 juillet, le Comité directeur adoptait le texte de résolution que vous avez connu, dans lequel il dressait un premier bilan de faillite ; il faut bien dire - et d'ailleurs notre communiqué lui-même le disait que les conséquences de cette politique suivie par le gouvernement n'étaient pas encore perçues par une grande fraction de l'opinion publique.
Il n'est pas jusqu'à certaines sphères d'opinions proches du Parti, quelques sympathisants, ou même quelques amis, qui doutaient aussi de la valeur que nous donnions à la critique de la politique gouvernementale.
Aujourd'hui, au contraire, chaque jour qui passe rend plus claire la faillite de la politique gouvernementale.
Certes, au départ, il pouvait paraître gênant, difficile pour certains non avertis, de s'opposer, comme nous le faisions à la politique de Pinay. C'est qu'en effet, une presse qui l'a bien servi, et une radio qui le sert sans aucun ménagement et sans tenir compte absolument de la pensée de l'opposition, avaient lancé deux slogans, dans le pays :
Pinay pour la baisse des prix ! Pinay pour la défense du franc. Quiconque est contre Pinay est contre la baisse des prix et contre la défense du Franc.
Reportons-nous encore un instant à notre résolution, dans laquelle nous disions : "La baisse des prix, elle est évidemment incompatible avec un libéralisme

économique et avec le dirigisme à sens unique des ententes professionnelles."
Et maintenant, constatons ce qu'il a pu y avoir comme baisses.
Celles que nous avions annoncées : d'une part, la baisse sur certains prix agricoles à la production ; d'autre part, et surtout, la baisse sur les prix des productions des entreprises nationalisées.
Soit dit en passant, les adversaires des nationalisations ont du se féliciter au gouvernement qu'il y ait ces dites nationalisations, faute de quoi ils n'avaient aucun élément possible de baisse autoritaire. Et d'ailleurs les baisses telles qu'elles ont été réalisées sur les nationalisations - et nous y reviendrons - sont presque toujours imputées sur les crédits réservés aux investissements.
Au cours d'une réunion publique, à laquelle j'avais le plaisir d'assister, il y a quelque temps, et dans laquelle parlait notre ami Albert Gazier, il lançait une boutade qui m'apparaît tellement juste que je la lui vole aujourd'hui : à savoir que "la seule baisse effective, mais réelle alors de 25 à 30%, réalisée par le gouvernement Pinay, c'est celle des effectifs du RPF."
Je veux dire que, dans 1'opinion publique, s'il y a encore attachement à cette idée de la baisse que nous avons les premiers, répandu dans l'opinion, à l'heure actuelle par contre, on commence à se rendre compte que cela a été à la fois un leurre et plus encore un paravent.
En réalité, derrière cette idée de la baisse, on a caché la politique économique gouvernementale. On en arrive au deuxième terme de la proposition :
"Lutte contre l'inflation, lutte pour la défense du Franc".
Il n'est pas nécessaire de rappeler devant vous, entre nous, que nous avons été les tout premiers, dès 1945 à dénoncer devant le pays les dangers de l'inflation en France et à une heure où il fallait, dans beaucoup d'autres domaines énormément de courage pour le faire, puisqu'à la fois le grand patronat et la CGT cadre jouaient tous les deux l'inflation et les dévaluations successives rapportant aux uns et aux autres. Inutile, donc, d'insister entre nous, encore qu'il faille le faire quand nous parlons en réunion publique, mais voyons comment le gouvernement s'est attaqué à la défense du Franc.
Encore une fois, permettez-moi de revenir à notre résolution, non pas seulement parce qu'elle est notre loi, parce qu'elle a été décidée au dernier Congrès, mais parce qu'il est rare qu'en un Congrès, nous ayons vu, aussi clairement que nous l'avons fait, en mai dernier, la situation économique réelle, en France.
Que disions-nous ?
Nous disions que pour réduire l'inflation, il faut augmenter l’offre et réduire la demande. Cela va être tellement bien le schéma de ce que nous avons à dire aujourd’hui, que je vous relis les deux paragraphes :
"Comment augmenter l’offre ? En prenant toutes les mesures voulues pour accroître la production des biens de première nécessité, ce qui exige la poursuite et l'extension d'une politique d'investissement dans le cadre du nouveau plan de modernisation et d'équipement; en développant la productivité des entreprises, en accord avec les organisations ouvrières, dans la sauvegarde du plein emploi ; en construisant des centaines de milliers de logements sans lesquels la politique de plein emploi reste inapplicable; en réformant le système de distribution, dont

la lourdeur fait accroitre les prix, et en organisant le marché agricole, par une politique du crédit sélective tendant à aider les entreprises les plus utiles à la nation; par la réalisation d'un strict équilibre budgétaire oui comporte un double effort pour la réduction des dépenses et l'accroisse ment des recettes."
Prenons un peu toutes ces têtes de chapitre et voyons, où nous en sommes.
Poursuite et extension d'une politique d'investissement :
Jamais, à aucun moment, on n'a, au contraire, porté des coups aussi graves à la politique d'investissement. Je ne veux prendre qu'un seul exemple, et il m'en faudrait prendre une quantité. Il n'est probablement pas de parti qui, plus que le nôtre se soit prononcé pour la politique, sur le plan européen, des autorités spécialisées et plus particulièrement qui ait fait, pour l'adoption du pool charbon-acier, l'effort que nous avons fait.
camarades, voulez-vous vous souvenir, que quand nous avons ratifié le traité charbon-acier, il y avait bien un premier article de ratification, mais il y avait un deuxième article disant qu'il fallait absolument qu'une loi programme soit adoptée, soumis au Parlement et adoptée par le Parlement, envisageant les investissements énormes, faisant que le jour où le marché commun sera établi, l'industrie sidérurgique française et les Charbonnages de France, ne se trouvent pas, dans la compétition dans le marché commun, désavantagés par rapport aux autres pays du pool Schuman.
Nous avons dépassé la date, peut-être pas aussi fatidique que certains le croient, du 10 novembre. Ais enfin il est un fait, c'est qu'à partir du 10 novembre, le marché commun est déclaré ouvert et qu'avant le 10 novembre aucun projet d'investissement nouveau, aucune loi programme n'a été soumise au Parlement, c'est-à-dire que si nous n'arrivons pas à redresser cette situation, l'on peut, dans un avenir très proche, mettre les Charbonnages français et la sidérurgie française dans une situation d'infériorité, par rapport à l'Allemagne, notamment.
On est loin donc, en France, d'améliorer la situation des investissements ; au contraire, la politique suivie jusqu'à présent tend à diminuer tous les investissements publics et par la même, à faire que dans un avenir proche, l'offre en France, au lieu d'augmenter, diminuera. Mais dans le même temps, nous disions que, pour diminuer la demande, il fallait absolument contrôler et réduire les investissements privés. Rien de semblable : si l'on réduit les grands investissements publics, on encourage, au contraire, on détaxe au contraire, tout ce qui sera fait pour les investissements privés, plus dans les industries inutiles, dans les industries de luxe. En ce qui concerne la construction publique, on l'a à peu près totalement bloquée, en 1952. Qu'il s'agisse de la construction publique ou de la reconstruction sous dommages de guerre, on peut dire que l'année 1952 est une année perdue.
Qu'il s'agisse de la construction d'HLM, ou de la construction d'écoles - car on nous ment inlassablement, on nous répète tous les jours que les crédits votés en 1952 pour les écoles n'ont pas été utilisés, les administrateurs municipaux savent tous que lorsque dans une commune, vous avez fait adopter un projet d'école, que vous avez fait voter les crédits correspondants, que vous avez voté les emprunts pour ces crédits, les subventions étant subordonnées à la mise en

œuvre, vous ne pouvez jamais commencer, parce que vous êtes dans l'incapacité, à l'heure actuelle, sur le plan municipal, de trouver où que ce soit à emprunter la situation est la même.
Ni la caisse d'Epargne, ni la Caisse des Dépôts et Consignation n'accepte de prêter, si bien qu'on ment inlassablement et que 1952 est une année perdue pour la construction en France.
Or, ce qu'on peut prévoir pour 1953, c'est que non seulement ce sera semblable, mais ce sera pire.
Alors, là encore, diminution certaine de l'offre sans compter tout ce que cela représente comme danger sur le plan social, mais, dans le même temps, est-ce qu'on a empêché quoi que ce soit quant à la construction privée ? Est-ce que celui qui a les crédits et les moyens ne peut, à l'heure actuelle, s'offrir le luxe de faire bâtir où il veut, quand il veut, ce qu'il veut ?
Si bien qu'on arrive à cette forme de liberté, ou plus exactement de licence, où l'on va inlassablement réduire les moyens de travail du pays.
Et dans le même temps le gouvernement, par contre, s'efforce bien de réduire la demande, s'efforce bien, selon l'expression classique des économistes bourgeois, d'éponger le surplus du revenu national, mais où s'adresse t-il ?
Oh ! Certes, il n'a pas essayé de diminuer le salaire horaire, il y a tout de même des opérations auxquelles on ne pouvait pas se risquer de peur des réactions sociales ; on s'est contenté de le bloquer, en refusant l'échelle mobile défendue par nos camarades, et par coutant en particulier. Mais si le taux du salaire horaire n'a pas été diminué dans le revenu national, la masse totale des salaires, la masse totale des salaires différés est en voie de diminution constante.
Comment on y parvient ? C'est très simple : un peu partout, les heures supplémentaires disparaissent, presque partout les salariés pour qui c'était l'appoint essentiel, les voient disparaître et sont réduits à 40 heures. Nombreuses sont les entreprises où l'on descend même au-dessous des 40 h, et dans certaines régions on commence à connaître le chômage total.
J'imagine que c'est vrai dans toute la France, mais dans les régions ouvrières du Nord de la France, nous commençons à sentir quelque chose de particulièrement pénible, c'est le fait que tous nos gosses de 16, 17, 18 ans, alors même qu'on commence à supprimer l'allocation familiale à la famille, où le gosse devrait trouver du travail, il est incapable de s'en procurer.
C'est le point de vue gouvernemental, c'est quelque chose qui a deux avantages quand on agit sur le plan bourgeois :
1er - il est incontestable que cela éponge le pouvoir d'achat ; il est incontestable que cela entraine une diminution globale du pouvoir d'achat qui fait qu'il y a moins de demandes ;
2ème – disons-le, à leurs yeux, cela supprime ou cela refrène l'action revendicative des travailleurs. Il y a très peu de temps, nous recevions des délégations de nos camarades mineurs, il y a un mécontentement profond à l'heure actuelle dans la mine, on a l'impression qu'il suffirait d'un rien pour qu'éclaire un mouvement social, et nos camarades, leurs responsables notamment, sentent bien qu'ils ne le peuvent pas, car dans l'état actuel du rapport

des forces, alors qu'il y a du "travailleur sur le marché du travail" comme disent les bourgeois, ils savent que quelques semaines après, ils rentreraient battus. C'est qu'en effet, aux yeux des économistes bourgeois, le chômage est un élément de stabilité économique.

En ce qui concerne les salaires différés, c'est le même problème. Je ne vais pas rappeler, car vous pouvez vous y référer, les deux ordres du jour successifs que le Comité directeur depuis le dernier Congrès a du voter à cause des attaques incessantes contre la Sécurité sociale.

Là encore, ne vous y trompez pas : quand il, le gouvernement, s'attaque à la Sécurité sociale, c'est-à-dire pratiquement aux salaires, c'est pour les mêmes raisons, d'une part parce que cela entraine une diminution du pouvoir d'achat global des travailleurs et, d'autre part, parce que cela correspond à une politique de classe. Jamais nous ne l'avions senti autant que nous le sentons depuis quelques mois.

Vous savez, le capitaliste, il a lui, sa Sécurité sociale, c'est sa fortune. Or il y a, à l'heure actuelle, dans le monde bourgeois la même opposition à la Sécurité sociale en faveur de tous, qu'il y a eu en 1936, 37 et 38 une opposition de classe au fait de donner les congés payés aux travailleurs.

Vous avez à ce moment là des bourgeois qui ont refusé d'aller à la mer ou à la montagne, sous prétexte que les autres y allaient et vous avez actuellement des bourgeois qui protestent quand on leur dit qu'on a pu arriver à sauver un gosse en dépensant 700 000 frs pour une transfusion complète ou qu'on a dépensé 300 000 frs pour en mettre dans des poumons d'acier. Ils estiment que c'est fou, puisque jamais ils n'arriveront à compenser la somme folle qu'on vient de dépenser !

Il y a là une politique voulue contre les travailleurs, dans le temps où le gouvernement ne s'attaque absolument pas aux postes du revenu national qu'il fallait toucher, c'est-à-dire au profit.

Que dis-je, il ne s'y attaque pas ? Au contraire, il encourage le profit, il augmente le profit. Je rappelle de quelques mots, non pas parce qu'il faut insister entre nous, nous le savons, mais parce que l'omission de cela serait grave dans un compte-rendu, l'amnistie fiscale et, à l'heure actuelle, les camarades qui se penchent sur le budget viennent de s'apercevoir qu'après l'amnistie fiscale qui a déjà coûté des milliards au budget, l'amnistie tout court, qui vient récemment d'être votée, va probablement entrainer 9 à 10 milliards.de dépenses supplémentaire.

Dans le même temps, nous voyons l'emprunt indexé et l'emprunt or, c'est-à-dire l'échelle mobile, la plus scandaleuse pour le profit, alors qu'on refuse la simple garantie qu'était l'échelle mobile pour les travailleurs.

Et, enfin, la dernière en date, la pseudo-réforme fiscale.

Alors, là, camarades, il faut parler clair, et il faut parler clair devant le pays, parce qu'on va faire croire au pays, étant donné les votes contre du Parti Socialiste, que nous sommes contre la réforme fiscale, alors que c'est nous qui depuis le début avons expliqué au pays qu'il n'y avait qu'un moyen de faire une véritable transformation, un véritable transfert des fortunes et du pouvoir d'achat

dans ce pays, c'était une réforme fiscale, mais si nous sommes contre cette réforme fiscale, c'est parce ce n'en est pas une, et c'est cela qu'il faut dire. C'est uniquement un moyen pour le gouvernement d'augmenter encore un certain nombre d'impôts de consommation, c'est-à-dire d'aggraver les charges qui portent sur les petits travailleurs, sur les consommateurs dans leur ensemble ,car loin de réduire l'impôt de consommation, comme cela avait été dit, cela l'aggrave. Malgré tout cela, le gouvernement n'arrive même pas à tenir ses promesses, ou plutôt à être fidèle à ses slogans.

Il ne devait pas y avoir d'impôts nouveaux, or le budget nouveau en comporte 250 à 300 milliards. D'ailleurs, il faut dire qu'ils savent en trouver ! Ils en ont bien trouvé en augmentant la taxe à la production de 0,30 pour l'application de la loi Barangé, ils en trouveront encore bien pour les bourses à l'enseignement supérieur privé, et qu'il me soit permis au passage de traduire les sentiments, j'en suis assuré, du Parti tout entier, en remerciant et en félicitant le groupe Socialiste de la belle bataille qu'il a menée dans cette nouvelle offensive contre la République et les loi laïques en France.

(Applaudissements)

Il nous avait promis de la même façon qu'il y aurait un budget équilibré. C'est faux. Paul Raynaud lui-même est obligé de déclarer que le budget n'est pas en équilibre.

Vous me direz que ce n'est pas un garant, que ce n'est pas forcément la preuve de bonne foi à l'heure qu'il est, mais simplement l'appel du successeur éventuel à la confiance des possédants, mais le fait est indéniable : pas plus que la trésorerie à la fin de 1952 n'est assurée, pas plus le budget de 1953 n'est en équilibre.

Quant au maintien de la production promise, alors qu'on devrait parler d'augmentation, c'est faux, jamais le commerce français n'a connu une telle crise, jamais l'industrie française n'a connu une crise comme celle qui s'annonce.

Ah ! Il y a des mois, nombreux étaient ceux qui cherchaient par quel moyen ils pourraient devancer l'heure à laquelle ils auraient une voiture automobile ! Maintenant, dans toutes les maisons de construction d'automobile, les carnets de commandes s'effondrent et telle société qui fabrique 450 voitures par jour n'a plus qu'un carnet de commandes de 250 voitures par jour !

Dans le commerce extérieur c'est la même chose et le chiffre des ventes à l'étranger recule chaque année, chaque mois maintenant de façon permanente.

On dépense à l'heure actuelle plus de 4 milliards par mois comme prime aux exportations et on ne protège le marché intérieur que par des droits de douane absolument exorbitants.

Sait-on que pour empêcher la vente en France des Volkswagen, on est obligé d'avoir des taxes qui montent à 50% de la valeur de la voiture ?

Et le plus grave, je le répète, est le ralentissement de la production, la disparition du plein emploi. Tout est compris : suppression des investissements, arrêt de la construction. Un seul chiffre pour mémoire en ce qui concerne la construction : en 1952, il a été construit en Allemagne occidentale plus de maisons qu'il n'en a été construit en France depuis toutes les années depuis la Libération.

Collection Jean Bruhat

Et alors le résultat est clair : le mécontentement grandit partout, on se demande ce qu'il y a encore derrière le gouvernement Pinay : les paysans sont contre, les ouvriers sont contre, les fonctionnaires sont contre. Il a réussi même à dresser les classes moyennes. Il n'a plus guère pour lui que les spéculateurs, ce qui n'est pas beaucoup de monde, mais c'est au moins significatif.
Seulement, ce qu'il nous faudra tirer, nous, comme conclusion, c'est de savoir où cela mène, non seulement savoir quelle sera notre attitude mais encore voir où cela mène le pays.
Nous nous sommes vantés, à juste titre, pendant des mois, d'avoir réussi à faire reculer les risques ou stalinien ou néogaulliste. Si c'est pour faire que la politique gouvernementale recrée les mêmes risques aggravés dans quelques mois, il y a là un danger qu'il faut dénoncer devant le pays.
(Applaudissements)
Je passe aussi vite que je le peux, et j'en viens à un autre aspect : l'Union Française.
Camarades, nous ne débattrons pas de l'ensemble du problème Union Française aujourd'hui, puisque nous aurons un débat spécial, en Conseil particulier à la mi-décembre sur ce problème, et cependant il y a au moins deux aspects des problèmes de l'Union Française qu'il nous faut aujourd'hui envisager, à cause de leurs répercussions sur l'ensemble de la vie nationale et internationale, c'est d'une part le problème de l'Afrique du Nord et plus particulièrement la Tunisie, et d'autre part, le problème de l'Indochine.
Il faudra, en ce qui concerne ces deux problèmes que la politique du Parti soit rendue claire demain soir, de façon que nous ayons tous le même langage, et que s'il y a des nuances dans la pensée, elles n'apparaissent pas dans la propagande.
En ce qui concerne l'Afrique du Nord, quelques mots seulement, le Maroc surtout ; je crois que tous les camarades du Parti sont au courant de la question. Je crois que les décisions adoptées par le Congrès sont claires, il suffira de les confirmer, mais je me demande s'il ne faudra pas rendre plus claire notre réaction à l'égard de l'attitude gouvernementale. Nous sommes ceux qui les premiers, avons dit aux hommes du Néo Destour que le fait de porter la question de la Tunisie devant l'ONU est une erreur, ceci nous autorise à dire aujourd'hui que la politique gouvernementale qui a prétendu de voir la question porter à l'ONU est une autre erreur.
Quand on prétend avoir un dossier aussi bon, on ne se refuse pas à ce qu'il soit discuté et on ne se laisse pas abattre comme on l'a fait devant le monde.
Je ne veux pas me référer trop souvent à nos grands anciens, mais je renvoie les camarades qui doutent à la série des trois articles qu'écrivait Léon Blum sur le même sujet, il y a quelques trois ans, quand il disait que nous ne devions jamais avoir peur, au nom de la République française, de voir le monde se pencher sur les problèmes qui peuvent nous opposer à certains des pays associés. En ce qui concerne l'Indochine, je dis, comme je le pense, que c'est probablement le problème le plus grave à l'heure actuelle pour la France.
Il faut encore que notre attitude soit claire. Pour ce faire, après plusieurs débats au Comité directeur, nous avons abouti à un projet de résolution sur l'Indochine

Fondation Jean-Jaurès

qui a été adopté à l'unanimité par le Comité directeur de mercredi, mais que nous nous sommes refusés à faire connaître, car nous avions Conseil national aujourd'hui, et nous voulions que celui-ci en débatte, avec l'espoir que nous soyons d'accord et qu'au moment où le texte sortira, il soit plus fort, et que l'autorité avec laquelle il sera appuyé par le Conseil national lui donne une valeur plus grande. Il sera donc envoyé à la Commission des résolutions, mais comme il résume bien notre position, je vais me permettre de vous le lire :
"Projet de texte du Comité directeur sur l'Indochine"
Alors que nous allons bientôt entrer dans la 7ème année d'une guerre coûteuse en vies humaines et ruineuse pour le pays, le Comité directeur du Parti Socialiste... etc.
(Lecture)
Je ne commente pas ce texte, il se suffit. Je souhaite simplement que les camarades au cours des interventions disent ce qu'ils pensent de la politique ainsi préconisée. Je passe à la politique extérieure. Je serai rapide, encore qu'il y aurait beaucoup de choses à dire. Depuis le mois de mai, des assemblées se sont réunies. Le pool Charbon-Acier est entré en œuvre. La Haute Autorité a été créée. L'Assemblée parlementaire s'est réunie à Strasbourg et là, nous avons assisté, nous aussi avons participé à des décisions d'une certaine importance. C'est ainsi, par exemple, que les premiers jours de la réunion du Pool Charbon-Acier, les membres de cette Assemblée ont été saisis d'une demande des ministres des Affaires étrangères des six gouvernements du plan Schuman, demandes tendant à dire que l'on devrait créer une nouvelle Assemblée, composée des membres de l'Assemblée Schuman, plus neuf autres, et qui aurait comme objectif de fixer les grandes lignes d'une autorité politique entre les six pays. Ceci correspondait à l'une des conditions émises par notre Parti lors de son Congrès dernier, lorsque, discutant de la Communauté Européenne de Défense, nous disions que, parmi les trois conditions, il y avait celle-ci : subordonner l'éventuelle armée européenne à une autorité politique ayant des pouvoirs réels mais limités à cet objet.
Donc, une nouvelle Assemblée s'est créée, et disons-le, dès le départ, cette nouvelle Assemblée a manifesté des tendances qui sont en contradiction avec la politique définie par le Parti. Nous avions en effet dit qu'il nous fallait une autorité politique, ayant "bien des pouvoirs réels, mais des pouvoirs limités à cet objet, et nous avions précisé que nous ne saurions accepter qu'il s'agisse d'une autorité fédérale entre les six pays".
Je ne reviens pas sur le détail, d'autant plus que je l'ai dit, ça n'est pas l'objet essentiel de notre réunion aujourd'hui, mais nous étions à fond contre la fédération à Six. Or, il s'est produit que, dans l'assemblée nouvelle, dite Assemblée ad hoc, et dans la Commission essentielle de cette assemblée, la Commission constitutionnelle, on a assisté à une course entre les Ultra, et la tendance à créer une autorité fédérale entre les six pays s'est affirmée sans ambages. Autorité fédérale absolument invraisemblable puisqu'il n'est plus question seulement, comme le prévoyait l'article 38 du Traité de Défense auquel nous nous referions lorsque nous prenions notre décision, des problèmes de

défense ou du charbon et de l'acier, mais certains s'en vont jusqu'à parler d'une étude pour donner à la communauté politique pouvoirs en matière de politique extérieure, en matière de commerce extérieur, dans tous les domaines financiers et monétaires, dans tous les domaines industriels, économiques quels qu'ils soient, sociaux quels qu'ils soient. C'est-à-dire qu'il resterait à la charge éventuelle des états ce qui est du domaine culturel. C'est bien la fédération à Six. Poussant le paradoxe un peu plus loin, ou la provocation un peu plus loin, il en est même qui allaient jusqu'à parler de donner comme compétence à cette autorité politique tous les problèmes de Trieste, de la Sarre, de l'Allemagne orientale, et pour qu'on n'en ignore rien un allemand gouvernemental tenait à préciser que quand on parlait de l'Allemagne orientale, il ne s'agissait pas du tout de la zone occupée actuellement par les Russes, mais aussi des territoires occupés au delà de l'Oder-Neiss, et même, a-t-il précisé des territoires occupés par les tchèques, ce qui me semble fort bien définir les pays Sudètes.

Je passe sur les détails. J'ai été, je le sais, l'interprète du Parti en décidant que nous ne serions pas associés à ces travaux. J'ai donc donné ma démission des sous-commissions, restant à la commission plénière pour que, le jour où viendra un rapport, ou bien nous fassions abandonner de semblables élucubrations ce qui semble d'ailleurs vraisemblable, ou bien au moins nous marquions l'opposition du Parti à ces positions.

Ceci serait assez décourageant. Je dois dire que ça l’est beaucoup moins qu'un bref compte rendu comme celui-là le ferait apparaître, car si la volonté des droites allemandes et des droites italiennes s'affirme avec une telle provocation, dans le même temps un véritable regroupement s'opère chez les Socialistes et, depuis trois mois nous venons de vivre quelque chose de très réconfortant pour nous. Alors qu'il existe de si grandes différences d'attitude sur ces problèmes entre les Socialistes allemands et nous entre les Socialistes britanniques et nous, pour la première fois nous avons réussi, à Strasbourg, à affirmer une unité totale d'action. Le Groupe Socialiste, qu'ils m'ont fait l'honneur de faire présider comme représentant de 3ème section française, a pour la première fois adopté des positions communes et c'est la première fois encore, j'insiste, que dans des réunions internationales on a donné mandat à l'un d'entre nous, le président - en l'occurrence c'était à moi de prendre la parole au nom non plus seulement des Français Socialistes, mais au nom de l'ensemble des Socialistes européens.

Ceci est très encourageant. A un moment, j'ai pu me demander si c'était simplement au fait que, dans l’atmosphère de Strasbourg nous éprouvions le besoin de nous regrouper, d'avoir une attitude commune, et craindre que ça ne représente pas, en fin de compte, la position commune des divers partis, sachant combien tous les partis d'Europe comportent de nuances intérieures sur ces questions.

Le deuxième élément le plus encourageant pour nous a été le suivant : c'est que lorsque ces problèmes ont été posés à Milan, au Congrès de l'Internationale Socialiste, c'est à l'unanimité - après deux jours de débats et non pas dans l'aveugle, non pas en ignorant les questions, après deux jours de débats où dans le détail nous sommes allés au fond des questions, après deux jours de débat

c'est à l'unanimité que le Congrès de l'Internationale a sanctionné l'attitude adoptée par le Parti Socialiste français tant à Strasbourg qu'à Paris depuis.
Donc, je l'ai dit, là beaucoup de choses encourageantes. Il nous resterait à apprécier, en fonction de cela, ce que devra être l'attitude du Parti le jour où se posera devant lui la question de la ratification éventuelle du traité sur l'armée européenne. Je propose que nous limitions au maximum nos observations, aujourd'hui et demain, sur ces questions, puisqu'il est entendu, d'après la résolution du dernier Congrès national, qu'au moment où ce problème sera posé devant le pays, et donc devant le Parti, il y aura un Conseil national extraordinaire pour en discuter.
En ce qui concerne le domaine international, je voudrais faire quelques observations sur d'autres événements non plus de caractère européen, mais mondial. Les faiblesses de l'ONU s'accentuent et, depuis quelques jours en particulier, des troubles assez graves se sont manifestés, notamment par la démission de Trygve Lie.
Là encore, quelque chose d'encourageant, nous concernant. C'est qu'à Milan encore une fois, une position commune a été adoptée par les Socialistes, et il n'a pas été peu encourageant pour nous devoir que nous avons réussi, après un débat assez difficile, à faire reprendre par l'Internationale, la vieille position du Parti français, par exemple en ce qui concerne la définition de l'agresseur, la vieille définition de Jaurès que Briand avait reprise, que Léon Blum avait reprise ensuite, vieille définition que 1'Internationale n'avait plus faite sienne, à savoir que l'agresseur est celui qui refuse l'arbitrage, cette définition a été reprise au compte de l'Internationale. De la même façon qu'à Milan, grâce à nos amis Bidet et Christian Pineau, nous avons réussi en ce qui concerne l'aide nécessaire aux pays sous-développés à non pas faire triompher complètement cette idée, mais à faire entrer déjà dans les préoccupations internationales celles qui sont les nôtres, et pour ceux d'entre vous qui se sont beaucoup penchés sur ce problème et qui connaissent la thèse d'un économiste depuis quelques temps membre du Parti thèse depuis toujours appuyée par nous, puisque Léon Blum y avait consacré plusieurs articles - thèse de Levy Jacquemin(?) sur les pays sous-développés, cette thèse a elle-même fait de grands progrès dans 1'Internationale.
Encore sur ce plan quelque chose de réconfortant, car les nouvelles ne sont pas toutes mauvaises, heureusement : l'influence grandissante du Socialisme en Extrême-Orient. Les camarades qui ont participé à la délégation de Milan en ont tous rapporté la même impression, à savoir que probablement l'événement dominant à Milan, qui ne s'est traduit par aucune résolution celui-là, a été la présence de représentants de l'Extrême-Orient : le fait que les Partis Socialistes de tous les pays d'Extrême-Orient non seulement de 1'Inde et du Japon, mais de tous les autres pays d'Extrême-Orient étaient là, et le fait qu'on nous invite, nous les représentants de l'Internationale, à aller à Rangoon lors du Congrès particulier que devront tenir là-bas les différents pays asiatiques dont l'influence est de plus en plus grande là-bas, influence très salie (?), beaucoup moins neutraliste que certains l'avaient affirmé avant de la connaître, mais influence susceptible d'infléchir les différents pays d'Extrême-Orient à jouer dans le

monde le rôle d'une force indépendante, et qui peut être un élément très important dans ces régions pour la paix.
Encore sur le plan international, quelque chose qui nous touche de très près et qui est d'une actualité brûlante : nous avons pris à Milan une résolution condamnant l'éventuelle entrée de l'Espagne à l'UNESCO. Vous savez que ce problème est actuellement débattu à Paris. Nous avons réuni, nous allons de nouveau réunir, les quelques Socialistes présents à l'UNESCO. Nous avons eu le plaisir de voir, avant-hier, la CIL adopter la même attitude que nous ; nos camarades autrichiens membres d'une coalition gouvernementale, dénoncèrent la position prise par leur gouvernement. Nous craignons le pire, encore que depuis hier, quelques espoirs soient offerts, non pas excellents, non pas espoirs d'un succès, mais peut-être, au moins, d'un fléchissement de la part des gouvernements, et d'un ajournement. Enfin, l'événement essentiel à mon avis, sur le plan international, celui sur lequel je veux terminer en ce qui concerne cette partie, est l'élection d'Eisenhower à la présidence des Etats-Unis d'Amérique. C'est un événement qui va avoir une répercussion fantastique dans la vie du monde. J'ai été un peu stupéfait le lendemain de l'élection, quand on a demandé aux représentants des différents partis ou groupements de l'Assemblée de dire ce qu'ils pensaient de cette élection, j'ai été, dis-je, un peu stupéfait de voir au micro parler devant moi trois ou quatre porte-paroles des autres partis, qui tous avaient l'air de se féliciter de l'élection d'Eisenhower, les mêmes qui, quatre ou cinq jours avant, avaient dit qu'ils étaient partisans du succès des démocrates. Ils étaient là à proclamer qu'ils avaient tous attendu cette élection, qu'il n'y avait aucun Français digne de ce nom qui ne puisse se féliciter de l'élection d'Eisenhower.
Je le dis comme je le pense, je dis qu'en ce qui nous concerne, ça ne doit pas être notre réaction, d'une part parce que du fait qu'il est élu - La Palisse l'aurait dit - ce n'est pas le démocrate, or, l'élection de Stevenson aurait eu une importance extraordinaire. La campagne faite par cet homme, la tenue de sa campagne, la volonté affirmée chaque jour de refuser à toute démagogie, auraient signifié, s'il avait pu être élu, un tel progrès de l'esprit démocratique dans le monde à l'heure où je crains fort qu'il ne soit en recul et je dirai tout à l'heure ce que je pense de cette question en ce qui concerne la France cela aurait signifié un tel succès, que ç'aurait été absolument remarquable. Il y a tout de même un élément encourageant, qu'il ne faut pas négliger, c'est que, quoique battu, le représentant du parti démocrate a obtenu plus de voix que n'en obtenait Truman le jour où il était élu. On a un peu perdu cela de vue étant donné l'ampleur du succès républicain, ou d'Eisenhower, mais le fait est qu'il n'y a pas perte de voix en valeur absolue, de la part des démocrates.
Seulement, ce qui est grave dans la victoire républicaine c'est qu'on ne sait pas de qui Eisenhower va subir l'influence. Sur le plan de la politique intérieure américaine, est-ce que ce sont les fous à la Mac Carthy dans leur anti-Communisme primaire, dans leur chasse aux sorcières absolument affolante, est-ce que ce sont ceux-là qui vont l'entraîner ? Est-ce que ce sont les ultra-droitiers, les Jenner ou les Taft, même en politique intérieure, qui vont l'entraîner à

s'attaquer aux lois ouvrières et aux lois sociales ? C'est à craindre, certains l'affirment. Or, n'oublions pas que les moindres événements de la politique intérieure américaine seraient répercutés dans le monde et amplifiés d'une façon folle, que la moindre crise économique aux Etats-Unis se traduirait pour le reste du monde par une crise économique gigantesque, si bien que ce n'est pas seulement du point de vue économique et sociale par rapport aux Etats-Unis que nous avons à nous préoccuper, nous nous préoccupons de ce qui se passera chez eux à cause de la répercussion grave que cela pourra avoir chez nous.

Quant à la politique extérieure est-ce que ce sont les folies à la Mac Arthur, ou l'isolationnisme à la mode Taft, qui l'emporteront ? Nous n'en savons rien. Là-dessus, on entend un peu tout. Les uns vous disent - c'est ce que je pense - qu'en réalité c'est beaucoup plus un succès d'Eisenhower qu'un succès des Républicains, que c'est d'Eisenhower qui, par sa personnalité, par sa démagogie, par le fait qu'il était un général vainqueur, a porté les Républicains au pouvoir. Si on fait des comparaisons avec la France, on se demande ce qu'aurait pu être le résultat en 1946 d'une élection nationale qui aurait opposé de Gaulle à un grand démocrate, pris en France. J'aurais eu fort peur pour le démocrate, et je crains que de Gaulle eut de la même façon, par la démagogie, le prestige du vainqueur, gagné. C'est peut-être Eisenhower qui a entraîné les Républicains au pouvoir, mais d'autres soutiennent que non et disent : "faites attention, ceux qui ont obtenu le plus de voix dans les circonscriptions républicaines c'est Jenner, c'est Mac Carthy, ce sont les ultra, Taft et autres". Ceci est très important. Par sa personnalité, réussira-t-il à s'imposer à eux ? La politique américaine, et par là même la politique mondiale peuvent en dépendre. Et en ce qui concerne l'Europe, inutile de vous souligner les répercussions que ça aura. Pas besoin de souligner que lorsque le problème se pose de l'entrée de l'Allemagne dans les différentes communautés européennes ou mondiales, l'attitude qu'aura Eisenhower à l'égard du problème allemand risque d'être déterminante dans la vie du monde. C'est pourquoi ce n'est pas sans inquiétude que nous voyons ses premiers choix. S'il a bien choisi Lodge, qui représente un des Républicains les moins à droite, je n'ose pas dire les plus à gauche, il a dans le même temps choisi pour le représenter à l'ONU le Sénateur Wyler. Je ne sais pas si vous vous souvenez, camarades, de ce que j'avais dit un jour, lorsque rentrant de Strasbourg, je vous avais fait le compte rendu de cette rencontre entre 18 députés du Conseil de l'Europe et 14 sénateurs américains. Je vous avais dit que c'était quelque chose d'affolant, que nous avions trouvé là des hommes ignorant tout de la politique mondiale, nous ayant raconté les folies les plus invraisemblables sur la politique mondiale et européenne, avec des préoccupations déistes permanentes, condamnant Vichinsky non pas à cause de la politique extérieure de la Russie, mais parce qu'il avait fait cette réflexion qu'il ne croyait pas au dieu des chrétiens. Eh bien, le porte-parole, le leader de cette délégation médiocre, s'appelait déjà M. Wyler.

C'est lui que l'on vient de choisir, pour représenter les Etats-Unis d'Amérique à l'ONU, pour représenter tout au moins actuellement le groupe républicain à la délégation de l'ONU. Je dis qu'il y a quelque chose de dangereux que nous ne

pouvons pas, dans un Conseil national, à l'heure où nous envisageons l'attitude du Parti, négliger dans les éléments de notre appréciation ; c'est un côté important de la vie dans le monde.

J'en viens au dernier élément de ce que j'ai à vous dire : l'état actuel de la vie du Parti. Quelle était la situation du Parti au 30 octobre dernier, en ce qui concerne son état matériel, nombre de cotisations et de timbres, comparée au 30 octobre 1951 ? Au 30 octobre dernier, nous avions 106 256 feuillets, contre 120 669 au 30 octobre de l'année précédente, 1951, c'est-à-dire une baisse de 14 000 feuillets, mois pour mois. Si nous analysions, nous verrions que certaines choses s'expliquent. Il y a des disparitions massives, mais lorsque nous faisons une étude assez sérieuse, nous constatons presque toujours la même chose : les fédérations solidement charpentées, dans lesquelles on a créé des sections, entretenu des sections non seulement se maintiennent, mais sont souvent en progrès. Par contre, il y a un caractère général : les fédérations dans lesquelles on a peu à peu négligé la vie des sections, où on les a laissées, par la force des choses, se transformer en simples petits comités électoraux, sont presque toutes en train de se ramener à pas loin de zéro. C'est un caractère absolument général.

Nous avons fait faire des cartes qui sont à la disposition des camarades, sur lesquelles nous avons ombré, de façon différentes, les fédérations et les régions de France, en fonction du pourcentage des sections existantes par rapport aux voix Socialistes.

Ce que je dis saute aux yeux clairement : des gains dans tout ce qui est solide comme structure, sections et fédérations, un amenuisement dans tous les coins où l'on ne fait pas vivre nos sections.

En ce qui concerne les timbres et les cotisations, la différence est la même. Il y aurait même, au contraire, une amélioration du pourcentage en timbres. On passe de 851 000 aujourd'hui contre 982 000, il y a un an. Ces chiffres là sont tous eu 30 octobre 1952. Le mois de novembre est encore une fois, pour les mêmes fédérations, les bonnes, en progrès. On va assister, cette année, à quelque chose de paradoxal; on constatera nous sommes déjà au 15 novembre une baisse vraisemblable de quelques 5 à 6 000 feuillets pour l'ensemble de l'année, alors qu'il y aura une augmentation de 5 à 6 000 feuillets pour un certain nombre de fédérations et une baisse de 10 à 12 000 feuillets, répartie sur l'ensemble des petites fédérations.

Sur le plan de l'opinion publique, qu'ont été, depuis mai 1952, les élections ?

Les élections législatives partielles, il faut le dire, sont presque partout mauvaises. Je souhaiterais et tout permet de l'espérer encore - que la journée de demain, et dans 15 jours, nous prouve que, dans le Nord, il y a un changement, mais il faut bien le dire actuellement, il y a un recul des positions Socialistes.

Il y a toutes sortes de raisons, des raisons de caractère local, des raisons de caractère général. La plupart des élections partielles se font dans des conditions telles qu'il n'y a aucune chance, dès le départ, d'un succès Socialiste. Cela a été vrai partout, sauf pour les élections du Lot et du Nord. Mais pour les autres, la Loire, la Haute-Loire, la Seine 2ème secteur, les élections se présentaient dans des conditions telles qu'il n'y avait aucune chance. A partir du moment où il n'y

avait aucune chance d'un succès Socialiste, nom perdions des voix et en nombre et en pourcentage, ce qui donnait l'impression, au reste du pays, malheureusement mal informé, qu'il y avait une perte d'influence Socialiste.
En ce qui concerne le Lot et le Nord, les résultats se présentent tout à fait différemment, puisque, dans l'un comme dans l'autre cas, nous espérions, et nous espérons encore pour le second, avoir des chances.
Mais il faut voir j'y viendrai tout à l'heure sur le plan national, ce qui peut exister comme raisons à cette perte d'influence, à ce recul des positions Socialistes. Sur le plan des élections sénatoriales, dans un seul cas, celui du Cher, nous avons maintenu nos positions. Par contre, et peut-être y a-t-il un enseignement à en tirer, les élections cantonales ont été presque toutes bonnes. On a gagné deux sièges, un dans l'Yonne sur les Indépendants, un dans la Haute-Vienne, sur le Parti Communiste. Il semble que, partout où cela se passe sur un plan plus restreint, lorsque nos positions sont mieux connues et que, peut-être, des problèmes différents se posent, les résultats soient bons, puisque dans toutes les élections municipales, depuis le mois, il y a eu gain de voix et gain de sièges.
En réalité, si les élections partielles sont mauvaises, s'il semble qu'il y ait ce recul, il faut que nous essayions d'en trouver les raisons. J'en voudrais voir quelques uns. Je pense d'abord que, dans l'ensemble du pays, les gens non informés de la vie politique ne savent pas que nous sommes dans l'opposition. C'est quelque chose d'absolument extraordinaire, mais il arrive même, parfois, que des camarades du Parti nous posent la question, ce qui prouve qu'il y a pas mal de camarades qui, faute d'une lecture suffisante des journaux Socialistes, lisent les journaux Communistes où l'on répète, à longueur de pages, où c'est l'essentiel même de la propagande, que le Parti Socialiste n'est pas du tout un parti dans l'opposition.
Je dois dire que cette légende doit être bien ancrée, puisque, jusqu'à Milan, les représentants des pays scandinaves, à plusieurs reprises, ont dit : "Enfin, vous, Parti français, vous êtes bien dans le gouvernement ?" J'ai dû faire une intervention particulière, à Milan - je vois Depreux qui approuve - et leur dire : "renseignez-vous, informez-vous sur la vie française". Or, ceci est assez important dans l'opinion pour les élections partielles. Les défenseurs de la politique cela ne manque pas ; il y en a de moins en moins, mais jusqu'à maintenant, cela n'a pas manqué, par contre, les hommes capables, les hommes des partis, des groupements, capables de ramener à eux tous ceux qui sont contre cette politique, tous les opposants et, disons le mot dans une certaine mesure, tous les mécontents, ne sont pas très courants. Que trouvent ces mécontents pour exprimer leur mécontentement ?
A l'heure actuelle, j'ai peur d'une chose : c'est qu'ils ne nous rangent pas encore dans ceux qui expriment le mécontentement et l'opposition d'une façon telle qu'ils puissent voter pour nous.
Il y a un phénomène absolument caractéristique auquel je vous demande de réfléchir : le Parti Communiste qui voit fondre ses effectifs c'est un fait, il y a une grosse diminution - qui voit fondre le nombre des lecteurs de ses journaux - c'est un autre fait, renseignez-vous sur le tirage qui est troublé douloureusement

par des crises intérieures et qui, normalement, devrait perdre une influence, ne la perd pas. A partir du moment où il y a des élections, il retrouve à quelque chose près, ses voix ; quand ce n'est pas en nombre, c'est presque toujours en pourcentage. Je crois qu'il y a là une raison dans le pays, on ne sait pas encore suffisamment que le Parti Socialiste est dans l'opposition.

Et en plus de cela, je me demande si, dans le pays, il n'y a pas un certain relâchement et si la politique raisonnable que nous avons toujours défendue devant le pays est bien comprise. Chez de nombreux intellectuels et aussi chez pas mal de travailleurs, j'ai la conviction qu'on n'a plus confiance en la démocratie et que beaucoup de gens se figurent que le conflit n'est plus entre les démocrates et les différents partisans des dictatures, mais que le conflit est ou reviendra entre tel tenant d'une dictature et tel autre tenant d'une dictature.

Je suis convaincu que nombreux sont les "prolos" qui considèrent un peu comme du bla-bla-bla les mots de liberté, etc. et que plus nombreux encore sont les pseudo-intellectuels qui sont convaincus que le conflit final sera entre le fascisme et le stalinisme, et en mettant comme article premier de notre action le fait que nous voulons voir le Socialisme triompher dans la démocratie, que nous voulons maintenir la démocratie, dans la mesure où nous agissons ainsi, nous faisons un peu figure de conservateurs. Nous voulons conserver la démocratie. Une telle attitude, une semblable attitude n'est susceptible d'avoir de succès que dans la mesure où elle est commune, où elle est comprise, où elle est expliquée.

Là, nous nous heurtons à un troisième phénomène. Nous rencontrons une difficulté nouvelle : les femmes, les hommes de ce pays, ceux dont nous avons besoin, ceux qu'il nous faut convaincre, nous ne les rencontrons plus, car de moins en moins, les hommes vont dans le monde. C'est le monde qui va chez eux, par la radio, demain par la télévision. Ce n'est pas vrai seulement pour les organisations politiques et syndicales. C'est vrai pour tout ce qui est corps organisé. Il n'y a presque plus de membres dans les sociétés de musique du Nord. Pourtant, je vous assure que les sociétés de musique du Nord étaient vivantes. Les sociétés de pêcheurs à la ligne, d'éleveurs de pigeons voyageurs voient, chaque année, diminuer le nombre de leurs adhérents. Les hommes restent à la maison.

Mais alors, faites attention, c'est très grave, car à la maison, ils n'ont que la radio officielle, une radio affreusement pervertie d'ailleurs depuis quelques mois. Ils ont les journaux, et encore quels journaux. Ils préfèrent de beaucoup le journal avec des bandes, des images, le digest.

Nous devons nous poser certains problèmes. Peut-on entrer chez eux ?

Comment peut-on entrer chez eux, nous, avec le reste du monde ? Par la presse ? Hélas, combien pauvres nous sommes. Et dans le monde actuel, la presse d'opinion disparaît presque partout.

Nous avons fait un nouvel effort avec le Populaire ; il faut que les camarades s'y mettent tous. Mais bien sûr, il aura maintenant presque toujours 24 heures de retard. Pour faire une grosse économie, pour faire un million et demie de dépenses de moins, par mois, on l'imprime maintenant en province. Evidemment les nouvelles du soir ne sont plus dedans. Il va de plus en plus se transformer en

un journal strictement politique, en un journal donnant, chaque jour, l'appréciation du plus grand nombre possible de camarades sur tel fait politique, et de moins en moins, il comportera la dernière nouvelle. Il tombe à 6 heures du soir, pour être diffusé le lendemain.
Il faut que, de plus en plus, le camarade s'impose de le lire, pour le faire connaître autour de lui. C'est vrai du "Popu", c'est vrai des journaux locaux, c'est vrai de la documentation Socialiste.
Mais je crois que la seule façon qui nous reste maintenant, avec ce développement particulier du monde, la seule façon actuelle qui nous reste pour toucher le plus grand nombre d'esprits, c'est de transformer chaque militant du Parti en un propagandiste à domicile, en un propagandiste au travail, à l'usine, au bureau, dans la rue. Pour cela, il faut qu'il soit lui-même informé et il ne peut l'être que dans sa section. Le grand travail du Parti, à l'heure qu'il est, pour l'année qui vient, ce doit être de refaire partout les Sections et, dans chacune de ces Sections, de faire de la documentation.
Autrement, je crains fort que ce que je disais tout à l'heure, a savoir qu'on ne sait pas la réalité, en ce qui concerne le Parti, ne devienne de plus en plus vrai. Ne faites pas confiance à la presse adverse pour faire savoir nos positions.
Quand nous disons dans n'importe quelle réunion publique je l'ai essayé à Lille, il y a encore quelques jours quelle est notre attitude a l'égard du gouvernement, quand nous dénonçons ce gouvernement, quand nous montrons que, demain, il peut être le meilleur fourrier du stalinisme et du bolchevisme, nous n'avons pas de moyens de le faire savoir, et la presse de droite ne le dit pas. Vous pouvez prendre les journaux du lendemain. Jamais ils ne font savoir cette condamnation. Ils ont besoin eux-mêmes d'entretenir cette légende, que les Socialistes sont complices de l'expérience actuelle. Il faut que nous fassions savoir partout quelle est notre attitude réelle, et je me permets de dire à nos camarades du groupe parlementaire qui ont fait un excellent travail, depuis des mois, que je crois qu'il faut qu'il précise entre eux quelle va être la forme exacte de notre opposition.
Je crois que la vraie forme de l'opposition, ce ne sera pas celle qui consiste à voter contre tout. Ce n'est pas ça. Cela ne porte pas. La vraie forme de l'opposition, d'ailleurs le mot le dit, ce va être d'opposer, chaque fois, quelque chose à ce qui sera proposé.
(Applaudissements)
C'est beaucoup plus difficile que dans le temps. Nos prédécesseurs pouvaient se battre pour des choses très concrètes : la journée de 8 heures, les 40 heures, les congés payés, cela allait bien. Mais je crois que ce qu'il nous faut faire maintenant pendant des semaines et des mois, c'est mettre au travail nos différentes commissions, nos commissions de techniciens, nos commissions de parlementaires et préparer des propositions, des contre-propositions, des projets surtout afin que, peu à peu, dans le pays, s'impose cette idée claire que si le Parti Socialiste est contre ce que l'on fait, c'est parce qu'il est pour un certain nombre de propositions précises que, devant le pays, nous irons proposer.
Camarades, tels sont les thèmes à réflexion que je voulais vous proposer. Si nous abordons nos tâches avec confiance, l'espoir peut rester entre nous, parce

que, d'ores et déjà, les événements nous donnent raison. Je suis convaincu que les hommes finiront bien aussi par nous suivre, à condition d'aller à eux confiants, confiants à la fois en la justesse de notre cause, mais plus encore et surtout en la certitude de notre victoire.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Naegelen.

Marcel-Edmond Naegelen

Camarades, je voudrais limiter mes observations à un seul problème, celui dont Guy Mollet disait, il y a un instant, que c'est un des plus graves et j'ajouterai aussi peut-être un des plus difficiles que nous ayons à traiter : il s'agit du problème de l'Indochine. Je voudrais profiter de mon intervention pour préciser aussi les idées que j'ai émises à l'Assemblée Nationale, le 24 octobre dernier.
Je voudrais d'abord me permettre de faire un examen rapide de la situation telle qu'elle se présente au moment où nous sommes, au point de vue militaire en Indochine. Et d'abord, quels sont les effectifs en présence ?
D'après les documents de 1'état-major français lui-même, les effectifs du vietminh au 1er janvier 1952 s'élevaient à 404 000 hommes. Je crois que, depuis, les effectifs et notamment en ce qui concerne les divisions régulières, les troupes régulières, ont encore augmentés.
Quant aux effectifs de l'Union Française, ils s'élèvent à 190 000 hommes, dont 73 000 métropolitains et 120 000 soldats recrutés dans l'Union Française et notamment en Afrique du Nord, au Maroc et en Algérie.
Quant aux effectifs de l'armée vietnamienne on les évalue, à l'heure actuelle, à environ 90 000 hommes répartis d'ailleurs en formations très diverses, allant de la milice jusqu'à la division régulière solidement armée.
Au total, par conséquent, du côté du vietminh, environ 500 000 hommes et, du côté franco-vietnamien environ 280 000, 300 000 hommes au maximum.
Quelles sont les pertes que nous avons subies en six années ? Les pertes françaises sont évaluées, d'après l'état-major lui-même, à 100 000 hommes, en morts, disparus et blessés, dont un certain nombre, bien entendu, le plus grand nombre même, ont été fort heureusement récupérés.
Du côté des viets, 200 000 tués, ce sont des chiffres qui sont difficilement contrôlables, mais je prends toujours les évaluations de notre état-major 400 000 blessés dont les 3/4 seraient revenus au combat et 200 000 prisonniers.
Coût financier : je ne pourrai évidemment vous indiquer ce que le vietminh a pu dépenser, mais du côté français, voici les chiffres tels qu'ils figurent au budget.
Il est certain que les chiffres qui figurent au budget sont au-dessous de la vérité, car il y a un certain nombre de dépenses qui sont faites en Indochine et qui figurent sous toutes sortes de rubriques ; je ne veux parler que des dépenses d'hospitalisation
En 1945 : 3 200 millions
En 1946, c'est au moment où le conflit armé a éclaté, 27 milliards.
En 1947 : 59 310 millions

Fondation Jean Jaurès

En 1948 : 89 700 millions
En 1949 : 130 400 millions
En 1950 : 201 milliards
En 1951 : 308 milliards
Et enfin, en 1952 : 531 milliards. Le chiffre de 1953 sera plus élevé encore.
Voyez l'importance des sommes, camarades, et je prétends qu'elles sont en-dessous de la vérité. Evidemment, on ne peut s'empêcher de songer à ce qu'on pourrait faire dans la métropole, comme investissements nouveaux, à ce qu'on pourrait faire également dans l'Union Française et notamment en Afrique du Nord, avec une faible partie des sommes qui sont ainsi dépensées et, je me permets d'ajouter, sans grands résultats militaires.
Ses chiffres mêmes - et c'est pourquoi je vous les ai donnés - indiquent que nous sommes entrés dans une véritable guerre. Il ne s'agit plus du tout d'une sorte d'expédition coloniale, comme celle d'autrefois. C'est une véritable guerre. Nous sommes, pour ainsi dire, depuis 6 ans, installés dans cette guerre, sans que rien ne permette d'envisager une prochaine solution.
Voilà quelle est la situation présente. Elle est certainement moins favorable aux armes françaises ou, si vous voulez, aux armes de la liberté, qu'elle ne l'était, il y a 6 ans, au moment où le conflit a éclaté.
Dans ces six années, Ho-Chi-Minh a réussi à prendre en mains les masses populaires de son pays. Il a réussi aussi à former les cadres qui lui manquaient au départ, et non seulement les cadres militaires, mais aussi les cadres politiques, il a réussi aussi à former ses troupes et enfin, les derniers communiqués français en témoignent, il a réussi à leur donner un armement modèle, si bien que la France se trouve devant un adversaire infiniment plus redoutable qu'il ne l'était au départ.
Je ne commenterai pas ici les opérations militaires mais je dois dire que les derniers communiqués ne sont pas faits pour nous rassurer. On nous parle beaucoup de l'offensive qui se déroule le long de la rivière clef, mais en même temps - et il fallait s'y attendre - on est obligé de nous signaler d’une façon beaucoup plus sommaire que le vietminh profite de cette offensive pour faire porter son effort à 1’intérieur même du delta et c'est une vieille expérience : chaque fois que pour monter une opération militaire, une offensive, le commandement français a dû réunir un certain nombre d’unités, et que pour former ces unités, il a dû dégarnir le delta, le vietminh en a profité immédiatement pour reprendre ses opérations, ses infiltrations à l'intérieur du delta, et c'est ce à quoi nous assistons une fois de plus.
Je dois dire aussi que, depuis six ans, le vietminh s'est introduit de toute façon à l’intérieur du delta, qu'il a partout ses agents, et ce n'est pas nous qui fabriquons cette expression, elle est aussi de notre état-major lui-même ; c'est ce qu’il a appelé le "pourrissement du Delta par le Vietminh".
Ajoutons, camarades, que dans un autre domaine aussi la situation ne nous est pas favorable : le combattant du vietminh connaît le pays, il en parle la langue, il peut facilement entrer en contact avec les populations ; il inspire évidemment plus confiance que les nôtres, même lorsqu'il pille, menace ou sévit.

Nos hommes, au contraire, ne, connaissent pas le pays, n'en connaissent pas la langue, et la relève que nous opérons, le fait que nous ne pouvons pas laisser longtemps nos hommes dans ce pays difficile à tous points de vue, difficile au point de vue relève, difficile au point de vue végétation, difficile au point de vue climat, le fait que nous sommes obligés, dis-je, de relever rapidement nos hommes fait qu'ils n'ont pas le temps d'apprendre à connaître le pays.
Les Français sont amenés par bateau après un voyage de 12 000 kilomètres et vous pensez qu'il y a certainement là des fautes de psychologie qui ont été commises et qui ne sont pas faites pour faciliter notre situation.
Il y a là-bas, trois sortes de français, si je puis dire :
Il y a ceux qui en sont à leur premier séjour c'est d'ailleurs la minorité ; il y a ceux qui en sont à leur deuxième séjour c'est la grosse majorité ; enfin, il y en a quelques-uns qui en sont à leur troisième séjour, mais je dois dire que c'est assez exceptionnel. Vous savez que très souvent la désignation des officiers et sous-officiers se font d'office ; on n'est pas toujours envoyé en Indochine, parce qu'on a demandé à y aller ; on y est envoyé à son tour ; et nous avons eu assez de conversations, nous sommes l'objet d'assez de démarches pour savoir que ceux qui partent là-bas n'y vont pas toujours de leur bon gré et de très bon cœur.
Je pense que les parlementaires en savent quelque chose ; ils sont l'objet notamment de nombreuses démarches de gendarmes qui menacent même de donner leur démission plutôt que d'accepter l'envoi en Indochine.
Voilà quelle est la situation : il faut bien la voir telle qu'elle est et pour l'instant, je me cantonne à des considérations d'ordre militaire.
Est-ce qu'elle ira s'améliorant ?
Hélas, je ne le pense pas non plus.
Le vietminh, dont je disais tout à l'heure qu'il a réussi à former ses cadres aura de plus en plus de cadres. A l'heure actuelle, si mes informations sont exactes, il fonctionne dans les provinces méridionales de la Chine deux écoles de cadets, d'aspirants officiers qui compteraient à elles deux 1 800 élèves qui se succèdent à un rythme assez rapide, si bien que c'est un grand nombre de cadets que l'on forme du côté du vietminh.
De notre côté, au contraire, nous allons nous appauvrissant ; nous subissons une hémorragie continuelle, et il nous sera de plus en plus difficile de réparer nos forces, de réparer nos pertes qui sont considérables en officiers et en sous-officiers. C'est une guerre de petites unités, c'est une guerre de sous-lieutenants, de capitaines, de commandants. Nous entendions dire ces jours-ci que toute cette offensive française, qui est arrivée ces jours-derniers à la rivière Claire, est sous le commandement d'un colonel, mais ceux qui opèrent véritablement sont de jeunes officiers. Il en tombe un grand nombre ; on évalue les pertes à une promotion, environ, de Coëtquidan, par an.
Réussirons-nous éternellement à trouver des hommes, à remplacer ceux qui ont ainsi disparu ?
J'ajoute que, justement parce que les besoins sont considérables, nous ne pouvons former des officiers rompus à cette guerre qui ne ressemble pas aux autres guerres; même nos officiers qui viennent de l'Afrique du Nord n'ont rien

vu de semblable à la guerre qu'ils sont obligés de mener là-bas ; il faudrait, en réalité, pouvoir y maintenir beaucoup plus longtemps, mais j'ai dit tout à l'heure les raisons pour lesquelles nous ne pouvons le faire.
Et alors, là je suis aussi bien obligé de constater qu'alors que les cadres vietminh vont augmentant en nombre et en valeur, les nôtres ne vont qu'en s'appauvrissant. N'oublions pas d'ailleurs que nous avons d'autres obligations, que l'Indochine, que nous avons à assurer la sécurité sur les territoires de l'Union Française, à y entretenir également des troupes terrestres, une marine et une aviation ; que nous avons également à former des divisions sur les territoires métropolitains, que nous aurons demain à fournir des divisions à l'armée européenne et si le traité de Communauté de Défense est ratifié, nous voici évidemment placés dans une situation d'infériorité par rapport au vietminh.
Je disais tout à l'heure que les officiers français sont relevés. Les officiers du vietminh, eux, ne le sont pas. Ils ne le sont que pour prendre le repos absolument nécessaire et ils reviennent au combat. On peut dire qu'ils restent au combat jusqu'à la mort.
J'ajoute que la population je m'excuse d'y revenir puisque j'en ai déjà parlé tout à l'heure sert le vietminh de gré ou de force ; elle construit pour lui des tranchées, reconstruit des routes détruites, ravitaille les troupes qui sont engagées. Enfin et surtout et c'est sur ce point que je voudrais insister : le vietminh a derrière lui un immense réservoir : la Chine. Nous ne tenons plus aucun point de la frontière du Tonkin avec la Chine. L'aide chinoise pour le vietminh n'est pas un vain mot. Lorsque je faisais appel l'autre jour à une aide plus complète de l'Amérique du haut de la tribune, je pensais à l'aide chinoise et je peux dire tout de suite que l'aide que nous ont fournie jusqu'à présent les Etats-Unis d'Amérique est notoirement inférieure à celle que la Chine Communiste apporte aux troupes d'Ho Chi-Minh ; et cette aide va en augmentant. Deux provinces, la province du Cuam-Sé et la province du Yunan servent pour ainsi dire de camp de préparation et d'arsenal aux troupes du vietminh. La Chine vient de remettre en état une voie ferrée qui conduit de Ma-Linh à la frontière de l'Indochine ; une seconde voie ferrée est en construction partant du même point mais aboutissant à un autre point de la frontière du Tonkin, à Yan-Chen qui est un port important. C'est donc que la Chine a l'intention, sinon de se jeter un jour ou l'autre sur l'Indochine, du moins de renforcer l'aide qu'elle apporte au vietminh. La Chine fournit en outre des conseillers militaires, des commissaires politiques. Ceux qui ont eu l'occasion de lire des rapports d'officiers ou même de simples soldats français ayant été prisonniers du vietminh et rapatriés savent quel est le travail auquel se livrent les commissaires politiques chinois, non seulement auprès des troupes du vietminh mais auprès des prisonniers, notamment des prisonniers nord-africains ou de la légion étrangère dont on essaie de faire des Communistes et des soldats du vietminh, Il y a, parait-il, à la tête de toute cette organisation politique, un homme qui s'appelle Tru-Onh Chin dont on prétend qu'a l'heure actuelle son influence serait même plus considérable que celle d'Ho Chi Minh ; il a fait récemment un séjour a Moscou au cours duquel d'ailleurs il a fait toute son éducation de Communiste. Il est allé aussi en Chine, à la tête d'une mission

comprenant plus de 1 500 techniciens.
Le ravitaillement fourni par la Chine atteint en moyenne 1 000 tonnes par mois. A certains moments même, pendant les batailles qui se sont étendues de novembre 1951 à février 1952, il a atteint jusqu'à 1 500 tonnes par mois.
Voila quelle est l'aide chinoise. C'est ce qui explique alors qu'en 1946 les formations vietminh auxquelles nous avions affaire étaient dépourvues d'homogénéité, armées d'une façon disparate et souvent périmée (armées par exemple de tromblons). C'est ce qui nous explique qu'aujourd'hui, dans les communiqués de 1'état-major français, on nous annonce qu'on a affaire à des divisions régulières, armées de canons de 57 et de 75 sans recul, c'est-a-dire les pièces d'artillerie les plus perfectionnées qui soient en usage à l'heure actuelle.
Certains se sont étonnés que la Chine n'ait pas apporté une aide plus directe, ou je dirais plus brutale au vietminh, mais il me semble que Guy Mollet avait raison tout à l'heure de dire que la Chine n'avait pas du tout intérêt - quand je dis Chine je pense aussi un peu à la Russie - à précipiter les choses et à intervenir directement, ce qui aurait pu légitimer d'autres interventions en sens contraire ; c'est encore là un de ces accès de fixation par lesquels on pense nous épuiser, nous saigner peu à peu jusqu'à ce que nous ne soyons plus en état de lutter, et aussi parce qu'on pense que cela sert singulièrement la propagande Communiste à l'intérieur de notre pays. Voilà ce qui explique qu'il n'y ait pas d'intervention directe de la Chine, mais je vous ai montré ce qu'est l'importance de son appui.
Enfin, et c'est un dernier élément dont il faut bien tenir compte, tout ce que nous pouvons apprendre avec les hommes qui reviennent de là-bas, par les lectures auxquelles nous nous livrons, indique que le combattant du vietminh est un excellent combattant, qu'il est même un combattant fanatique.
Ce fanatisme, nous ne pouvons pas le demander à nos hommes : nous ne pouvons pas demander à nos hommes, par exemple, de se jeter dans les barbelés ou dans les fortifications du vietminh avec une charge de plastic sur le ventre, comme le font les volontaires de la mort du vietminh. Cela peut-être une cause d'infériorité qu'il faut bien que nous connaissions. Pour le vietminh, d'ailleurs, le temps ne compte pas ; c'est une population extrême orientale, et puis ils pensent qu'ils ont des réserves inépuisables ; et quant à nous, nous ne pourrons pas éternellement supporter cet effort.
Enfin, camarades, il y a une dernière éventualité que nous ne pouvons pas négliger. Supposons que demain les négociations, en ce qui concerne la Corée, aboutissent d'abord à un armistice, à une trêve, peut-être ensuite à la paix est-ce qu'à ce moment-là l'effort Chinois ne se renforcera pas encore ? Est-ce qu'à ce moment-là même, nous n'assisterons pas à un événement nouveau, la Chine entrant directement dans la bataille indochinoise, comme elle est entrée dans la bataille de Corée ?
Enfin, c'est là-dessus que je voudrais terminer ces considérations d'ordre militaire, nous avons vu que les Chinois, qui n'avaient comme je le disais tout à l'heure que quelques armes disparates au départ ont réussi à s'armer, ils ont maintenant leur artillerie. Nous avons encore une supériorité certaine, une supériorité évidente, c'est notre aviation. Qui nous dit que, dans quelques mois,

dans un an, le vietminh n'aura pas, lui aussi, son aviation ? Si on nous avait dit il y a quelques années qu'il aurait son artillerie lourde, peut-être certains auraient-ils souri ; lorsque je pose la question que je pose, je crois qu'on n'a plus le droit de sourire, étant donné l'effort qui a été fait là-bas, et l'appui que le vietminh a trouvé.

Alors si demain le vietminh a son aviation, si elle entre en lutte avec la nôtre, si nous n'avons plus la maîtrise du ciel comme nous l'avions jusqu'à présent, ça en sera fait, camarades, de notre dernière supériorité militaire.

Voilà encore une considération que nous n'avons pas le droit de passer sous silence. En tous les cas, je suppose que plus personne en France ne se fait d'illusion, que plus personne ne se berce d'espérances vaines et mensongères. Tout le monde espère pouvoir se maintenir, ce que l'on espère, c'est pouvoir garder le delta, c'est empêcher les infiltrations, c'est pouvoir se maintenir dans quelques villes, dans quelques points sur la côte. Je parle surtout du Tonkin, mais cela devient vrai de la Cochinchine ; le Cambodge et le Laos sont encore à peu près indemnes, le pays Thai a été envahi alors qu'il nous était fidèle jusqu'à présent. En tous les cas, je crois qu'il ne faut pas - et je pense que plus personne ne le fait - se faire des illusions, se bercer de l'illusion que la France, elle, peut obtenir une victoire militaire, une décision sur le terrain militaire.

C'est évidemment la question qu'on nous pose. J'ai parcouru pendant cinq ou six semaines plusieurs départements français. J'ai parlé avec des hommes qui ne sont pas Communistes, avec des paysans, des petits commerçants, avec même des membres du Parti. Evidemment, la question qu'ils nous posent est celle-là : mais jusqu'à quand cela va-t-il durer ?

Je la posais moi aussi l'autre jour à l'Assemblée Nationale. Je disais : après cette bataille on nous dit que c'est une grande bataille qui commence supposons qu'elle se termine à notre avantage, mais après ? Nous aurons un répit pendant la saison des pluies, et puis nous attendrons le retour de la saison sèche, et le retour de la nouvelle bataille, et jusqu'à quand cela ? Et quelle peut être l'issue de tout cela ?

C'est la question qu'on nous pose. Je voyais il y a quelque temps un brave montagnard qui me disait : "Je vais vous dire quelle est l'histoire des Chabrier. Nous étions trois frères. Nous sommes partis tous les trois en 14. Il y en a un qui a été tué ; l'autre, il est là, il est mutilé, incapable de travailler, il est à ma charge. Et moi, je suis revenu tout seul indemne, je ne sais ni pourquoi ni comment. Maintenant, j'ai donné mes fils à la Résistance ; j'en ai un autre, vous voulez qu'il aille se faire tuer pour l'Indochine, pour la cause de la liberté ? Est-ce que ce sera toujours le tour des français et le tour des Chabrier ? " Que voulez-vous qu'on réponde lorsqu'un homme vous parle ainsi ? On ne peut qu'être ému.

Et dans ce domaine, hélas, la propagande Communiste - à laquelle nous répondons vous pensez bien : la propagande Communiste, camarades, vous le savez comme moi, trouve un terrain extrêmement favorable.

Je sais bien tout ce que nous pouvons répondre, et vous pensez bien que je ne m'en suis pas privé au cours de ces conversations que j'ai eues, ni dans les réunions que j'ai tenues, mais enfin il est certain qu'il y a là une sorte d'instinct

de conservation de la population française qui agit et que les Communistes savent, avec leur perfidie habituelle, exploiter.
On peut bien le dire entre nous, cette guerre est impopulaire en France. Nous avons beau dire que nous sommes là aux avant-postes de la liberté, ce n'est pas cela qui console la population française, et surtout ceux qui sont menacés d'être obligés de sacrifier l'un des leurs là-bas. A la suite de mon intervention à la tribune de l'Assemblée, j'ai reçu des lettres venant de tous les coins de France. J'en ai un certain nombre ici, dans ma poche ; j'en ai encore reçu quatre ou cinq hier matin, les unes anonymes ; j'ai reçu deux lettres d'injures mais les autres de braves gens qui ont les mêmes inquiétudes que celles que je suis en train d'exprimer. J'ai reçu une lettre d'un Colonel en retraite qui m'a dit : "Je ne suis pas suspect, j'ai été trois fois blessé, j'ai neuf citations, la médaille militaire que l'on ne donne pas facilement à un officier supérieur sur le champ de bataille. J'ai un fils qui est là-bas ; les renseignements qu'il me donne dans les lettres que je reçois sont loin d'être optimistes et il serait temps que le gouvernement français, le Parlement français, ne se contentent plus de déclarations qui peuvent être justes, qui sont souvent émouvantes, mais qu'ils essaient vraiment dé prendre le problème à bras le corps et de trouver comment nous pourrions sortir de ce guêpier indochinois."
L'armée française qui est là-bas se bat courageusement, c'est indéniable, mais certains renseignements que nous pouvons avoir nous indiquent qu'elle se bat avec courage mais sans espoir, l'espoir de vaincre momentanément sur le terrain, oui, mais sans espoir de voir demain une victoire véritable, c'est-à-dire la fin du conflit.
Voilà, camarades, un certain nombre de faits et de réflexions que je croyais devoir vous apporter. Je peux vous paraître pessimiste, j'ai essayé simplement de voir la vérité. Je souhaite me tromper.
Et alors, me direz-vous, quelles sont nos conclusions ? Et bien, je crois que même si nous devons forcer notre langage, il nous faut exiger d'abord une intensification de l'aide qui peut nous être apportée. J'ai dit tout à l'heure que l'aide chinoise au vietminh dépassait considérablement en importance l'aide américaine. Le Président de la République l'autre jour, à Donzert-Mondragon, donnant des chiffres, disait que la guerre au Vietnam nous a coûté jusqu'à présent deux fois plus que tout ce que les Américains ont pu nous apporter. Il faut par conséquent, je le répète, même lorsque nous devons un peu dépasser notre pensée déclarer que la France ne peut plus longtemps supporter à elle seule cet effort. Il faut aussi et je rejoins ici ce que disait Guy Mollet tout à l'heure que j'apporte une précision.
Je sais que les quelques paroles que j'ai voulu très rapide, que j'ai prononcées à la tribune de l'Assemblée Nationale, ont été diversement interprétées, probablement parce que je m'étais mal exprimé. Je voudrais dire cependant que lorsque j'ai employé le mot relève, lorsque j'ai dit qu'il est temps que la relève commence, l'expression était faite pour frapper, elle était peut-être maladroite parce qu'elle pouvait être mal comprise ? Evidemment, je ne pensais pas à demander aux Américains de se substituer à nous en envoyant là-bas des

divisions pour relever les nôtres, ça n'était pas du tout ce que je voulais dire. D'ailleurs, j'aurais été à ce moment là en contradiction avec les décisions du Parti, et je n'ai pas l'habitude, moi, lorsque je parle à la tribune du Parlement, de me mettre en opposition avec les décisions du Parti. Je sais bien le péril que cela pourrait provoquer, qu'il pourrait y avoir une intervention chinoise, une internationalisation du conflit, et ce n'est pas ce que j'ai voulu dire.

Je rejoins ici les conclusions que Guy Mollet apportait tout à l'heure à cette tribune. Je crois d'abord qu'il faut saisir toute possibilité de négociation ; là aussi, on m'a demandé, des camarades du groupe m'ont dit : "très bien ce que tu as dit, mais pourquoi n'as-tu pas ajouté qu'il fallait saisir toute possibilité de négociation". Je répéterai que je ne l'ai pas dit parce que j'avais annoncé, par ce, qu'ayant posé une question à propos des opérations militaires, je voulais me cantonner aux opérations militaires. J'avais une autre raison de ne pas conclure ainsi, c'est que je ne voulais pas avoir l'air de suivre l'orateur Communiste qui, par un subterfuge, avait réussi à répondre alors que c'était nous qui avions posé la question. Ensuite, je pensais que ce n'était pas au moment où commençait une grande bataille, où nos troupes se trouvaient en difficultés, qu'il fallait à la tribune, parler de négociations. On ne décourage pas des hommes qui sont en pleine bataille en parlant de négociations pour leur dire, comme l'a fait Pétain au moment de l'armistice : "Il faut déposer les armes, il faut négocier.", parce que les camarades qui sont au combat se rendent alors compte que tous leurs sacrifices peuvent être inutiles.

Voilà les raisons pour lesquelles je n'ai pas conclu sur ces mots. Je répète que je rejoins ici les conclusions de Guy Mollet : saisir toutes possibilités de négociations, et j'irai un peu plus loin, je dirais : essayer de provoquer une occasion de négocier. Oh, je sais bien qu'il y aura beaucoup de difficultés. Guy Mollet nous a parlé tout à l'heure d'une trêve, de conversations ; il est évident que l'exemple du problème jaune n'est pas encourageant et que ce qui s'est produit en Corée peut très bien se reproduire en Indochine, mais nous n'avons pas le droit de fermer une porte, si une espérance si fragile et si mince soit-elle existe. On a parlé des élections libres. La aussi, je ne peux pas ne pas voir toutes les difficultés. Guy Mollet les voit certainement lui aussi, et quand on voit à quel point on a peine à s'entendre pour les élections libres en Allemagne, je suppose qu'en Orient ce sera encore un tout petit peu plus compliqué. Mais enfin, ce sont des propositions que nous pouvons faire.

En tous les cas, je crois qu'il faut que nous essayions de provoquer l'occasion qui ne s'offre pas, que l'on a peut-être manqué, qu'on a sûrement manquée dans le passé, car au fond on a beaucoup plus donné à Bao Dia, qui ne représente exactement rien, que ce qu'il réclamait, à une époque où il était possible de négocier avec lui.

J'ai voulu, camarades, vous donner d'abord quelques renseignements, mais je voudrais aussi attirer votre attention sur la nécessité où se trouve notre Parti de se préoccuper de ce problème. Tout à l'heure, à la fin de son exposé, Guy Mollet essayait d'analyser les raisons pour lesquelles nous constatons, dans les élections partielles, au moins les élections législatives, un recul du Parti Socialiste. Nous

pouvons parler franc entre nous. Et bien, il y en a de multiples ; il en a donné quelques unes, je me permettrai d'ajouter que c'est peut-être parce que nous sommes quelques fois trop soucieux de nos responsabilités que nous ne touchons pas les masses populaires. Il faudrait que le Parti saisisse dans les événements qui sont multiples et mouvants, deux ou trois thèmes de propagande, qu'il mène toute sa propagande sur ce qui, vraiment, à l'heure actuelle, passionne l'opinion publique française.

Guy Mollet disait tout à l'heure que ce n'est plus le citoyen qui vient au monde, mais que c'est le monde qui entre chez le citoyen. C'est vrai, et nous savons bien, nous qui sommes les anciens du Parti, que les réunions publiques ne réunissent plus les troupes ardentes qu'elles réunissaient avant 1914 et même qu'elles réunissaient au lendemain de 1918. Nous savons bien quel est le rôle de la radio, de la télévision, etc. que la réunion publique est peut-être devenue aussi un moyen périmé de propagande.

Je crois cependant que si nous choisissions deux ou trois thèmes de propagande essentiels, si nous annoncions que nous allons tenir nos réunions publiques, non pas en parlant de tout et de rien, de pas grand' chose en tout cas, parce que nous effleurons tous les problèmes sans en traiter aucun à fond, si nous annoncions, demain par exemple, que nous allons nous expliquer devant telle ou telle population sur l'affaire d'Indochine, si c'était le seul titre de la conférence, je crois que nous retrouverions peut-être des auditoires, d'abord curieux et ensuite sympathiques, et que nous pourrions les éclairer.

Pour moi, je considère qu'il n'est pas de problèmes plus urgents et en même temps plus dramatiques que le problème d'Indochine. Je crois que tout en dépend, non seulement au point de vue politique extérieure où il nous sera à peu près impossible de tenir nos engagements, mais en ce qui concerne le Pacte Atlantique et éventuellement, demain, en ce qui concerne les communautés européennes, si nous continuons à subir la saignée d'Indochine.

Mais je crois que, même notre politique intérieure dépend de cela, car le jour où nous serons saisis du problème indochinois, nous aurons donné une arme au Parti Communiste. Je sais que la politique que fait monsieur Pinay est la politique la plus réactionnaire que le France ait connue depuis la chambre bleu horizon, depuis 1919. Et je dis que, même si demain, le Parti Socialiste, par je ne sais quel revirement extraordinaire, pouvait reprendre la direction de la politique intérieure de la France, de sa politique financière, de sa politique économique et de sa politique sociale, même avec un gouvernement à direction Socialiste, la guerre d'Indochine nous empêcherait de réaliser tout ce que nous voudrions réaliser.

Mais alors, camarades, et c'est pourquoi j'ai voulu faire cette intervention et la limiter à ce problème, l'Indochine nous saigne, et elle nous épuise. Le Parti Socialiste doit montrer au peuple français qu'il s'atèle à ce problème qu'il veut lui trouver une solution, une solution à ce qui pour l'instant, parait à tous sans solution.

(Applaudissements)

Le président - La séance de cet après-midi reprendra à 15 heures.

(La séance est suspendue)

PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conseil national des 15 et 16 novembre 1952
Puteaux

Séance du samedi 15 novembre 1952 (après-midi)

La séance est ouverte à 15 h, 35 sous la présidence de Robert Lacoste, assisté de Georges (Haute-Savoie), Estourni (Belfort) et May (Haut-Rhin).

Le président (Robert Lacoste)

Camarades, en ouvrant la séance je dois excuser notre cher ami Brack. La température inclémente a obligé son médecin à lui conseiller de rester chez lui et il le regrette beaucoup, chacun comprend cette décision ; il a 91 ans, et nous saluons une fois de plus sa verte et courageuse vieillesse.
Je dois également excuser notre ami Le Bail ; notre ami a subi tout récemment une opération, il est en clinique, il est en bonne voie de rétablissement, ce dont nous le félicitons tous. Notre ami Tanguy-Prigent est, lui aussi, malade ; nous lui adressons unanimement nos vœux les plus affectueux.
(Applaudissements)
Je donne maintenant la parole au 1er orateur inscrit, notre camarade Boutbien. Le suivant est le camarade Roux du Loiret.

Léon Boutbien

Camarades, cet automne, un peu nuageux, est-il la cause que l'heure soit aussi à l'autocritique. C'est, ce matin, notre camarade Guy Mollet qui a introduit, avec courage et avec vérité, ce sujet.
Il a eu des phrases terriblement redoutables, non pas seulement sur les effectifs de notre Parti, non pas seulement sur l'état de la presse du Parti, mais également sur les réactions moyennes des citoyens, membres du Parti, lorsqu'ils en étaient à douter si nous étions, oui ou non, dans l'opposition gouvernementale !
A l'autocritique apportée au nom du secrétariat, vis-à-vis des militants qui peuvent avoir des manques d'informations particulièrement préjudiciables, essayons nous-mêmes de faire l'autocritique du secrétariat lui-même, en essayant de poser les problèmes qui peuvent expliquer pour quelles raisons les militants en sont là.
Je crois, pour ma part, que l'indifférence et l'apathie de l'opinion publique - qui, en la circonstance est le meilleur auxiliaire de l'expérience Pinay est le pire ennemi et on a eu tort, ce matin, de ne pas souligner à quel point l'indifférence et l'apathie de l'opinion publique pouvaient permettre toutes les tentatives à l'intérieur de ce pays.

Fondation Jean-Jaurès

Mais, pour être en quelque sorte le défenseur de ceux qui ne peuvent pas ou qui peuvent ne pas être informés, nous pouvons bien reconnaître trois ordres de raisons à leur ignorance :
Tout d'abord, la complexité croissante des problèmes politiques; les problèmes politiques se posent dans des termes de plus en plus difficiles et, seuls, ceux qui ont le privilège de pouvoir suivre les questions politiques d'une manière très attentive, peuvent être au courant des faits et, par là même, apporter une opinion autorisée.
Cette complexité croissante des problèmes politiques détache de plus en plus les masses des problèmes politiques eux-mêmes car vous vous rendez bien compte qu'il y a seulement quelques hommes, qu'il y a seulement quelques dizaines de milliers d'hommes dans ce pays qui peuvent suivre comme il convient l'actualité politique en perpétuelle transformation et en transition constante.
Le deuxième élément qui crée cette apathie et sur lequel nous avons eu déjà à attirer l'attention du Parti à plusieurs reprises, est la crise de la forme parlementaire actuelle de la démocratie.
Le parlement actuel ne joue plus le rôle qu'il pouvait jouer dans le cadre de la 3eme République et vous savez très bien que même lorsqu'il s'agit de votes sur les crédits budgétaires, nous n'avons même plus l'initiative de pouvoir modifier des projets car on nous oppose d'une manière systématique l'article 48, et même si nous apportons des ressources nouvelles pour combler des dépenses supplémentaires, on nous oppose l'impossibilité de modifier un budget. Autrement dit, le Parlementaire perd de plus en plus de son pouvoir de contrôle sur l'exercice normal de la vie démocratique de ce pays, que la vie est réglée en dehors de lui, en dehors du parlement, et qu'on lui demande tout simplement, à travers des majorités d'occasion, d'acquiescer, mais non pas de proposer des solutions constructives différentes.
Vous n'avez qu'à relire les débats sur les différents budgets pour vous rendre compte de l'impossibilité qu'il y a pour le groupe parlementaire socialiste, quelles que soient les insuffisances de son travail, quelle que soit la bonne volonté de ses adhérents, à pouvoir modifier d'une manière quelconque ce qui est établi par l'exécutif.
De cette situation de fait, il résulte un décalage qui n'intéresse pas seulement le citoyen par rapport à une masse politique qui lui échappe, il arrive que l'élu lui-même soit coupé complètement de la prise de responsabilité que comporte son mandat.
Que l'on veuille reconnaître cette réalité, ou qu'on veuille l'ignorer, il n'en est pas moins vrai que c'est la crise la plus profonde que traverse le Parlement français dans les circonstances présentes et que cela se traduit par une désaffection de plus en plus croissante à l'intérieur du Parlement même. Et si j'en juge par la fréquentation du groupe Socialiste, et si j'en juge par la fréquentation au parlement des membres élus par le Parti Socialiste lui-même, je trouve l'explication la plus directe, la plus loyale d'une telle situation de fait, c'est qu'en effet, pour ne pas être complice d'une situation en face de laquelle, au fond, on n'appelle aucune espèce de jugement ni de contrôle possibles, la réaction

normale, instinctive, naturelle est incontestablement la désaffection, le désintéressement et, au fond, l'absence de travail réel.
Le troisième élément qui sépare le citoyen moyen des problèmes de la politique, ce n'est pas simplement la question qu'il y a des appareils de télévision ou de radio dans chaque famille, ce n'est pas simplement le fait que la réunion publique ne paye plus, c'est parce que le citoyen - comme le militant, car la critique est aussi valable pour le citoyen que pour le militant - ne se rend plus compte de la portée du geste qu'il a lorsqu'il assiste à telle ou telle réunion de propagande et qu'il ne mesure pas la relation qu'il peut y avoir entre l'assistance à une réunion publique et les grands problèmes internationaux qui se posent en dehors de lui, au-dessus de sa tête, sur lesquels il n'a aucune espèce de prise, sinon de faire de temps en temps quelques votes pieux à travers des manifestations à tendance politique où on lui demande de voter pour savoir s'il veut la paix ou la guerre, ou pour lui demander s'il veut être pour l'armée européenne ou contre le réarmement allemand. Autrement dit, on essaye de simplifier devant l'opinion publique les problèmes à l'extrême, de façon à se servir d'une réaction de l'opinion publique pour en transformer complètement la signification et l'entendement.
De ces trois raisons fondamentales, à savoir les difficultés croissantes des problèmes politiques, la crise de la forme parlementaire de la démocratie, le caractère de plus en plus international des problèmes, il en résulte, par voie de conséquence naturelle, une désaffection d'une opinion publique qui ne se sent plus démocratiquement engagée car on lui interdit toutes les possibilités de contrôle que comporte normalement l'exercice d'une démocratie.
C'est pour ces raisons, n'en soyez pas étonnés, si quelquefois vous entendez des réactions dans l'opinion publique qui ne correspondent pas avec les idées artificielles et toutes faites qu'on a pu se faire de la démocratie.
La démocratie vit, elle se transforme, elle se renouvelle et si nous ne sommes pas capables nous-mêmes de faire la critique de la démocratie bourgeoise dans des termes suffisamment nets et suffisamment décisifs, ne croyez pas pour autant qu'au nom de la démocratie nous allons soulever l'enthousiasme des foules et déclencher je ne sais quelle espèce d'illusion supplémentaire.
La démocratie, en définitive, a trop, dans les faits, démontré qu'il s'agissait d'une utilisation des masses à des fins qui leur étaient étrangères, pour lesquelles elles n'étaient pas attirer et pour lesquelles elles n'étaient pas appelées à fournir un avis décisif sur les vrais problèmes et sur les vraies responsabilités.
Dans ces conditions, la crise de la démocratie en face du Socialisme ne doit pas poser des problèmes de conscience.
Nous n'avons jamais dit, dans le cadre de la doctrine, que nous étions les tenants de la démocratie bourgeoise, nous avons dit que nous voulions renouveler le contenu de la démocratie pour lui permettre d'être efficace et pour lui permettre de s'adresser au peuple et pour le peuple.
Et j'en arrive tout naturellement, après ces considérations, de caractère général sur la situation et sur les difficultés que nous rencontrons, à aborder le cadre de l'expérience de Pinay.

Je ne reprocherai pas à Guy Mollet d'avoir fait ce matin un exposé trop bref.
Je comprends très bien, que voulant introduire un sujet de controverse, il ne pouvait pas discuter de chaque question au fond.
Mais, enfin, nous est-il permis de poser quelques questions au Parti ?
Le militant de la base peut se tromper sur le fait de savoir si nous sommes dans l'opposition ou non.
Bien sûr, nous ne sommes pas au gouvernement, bien sûr, nous ne participons pas au gouvernement, bien sûr, nous n'avons pas un soutien officiel au gouvernement ! Mais, sommes-nous pour autant dans l'opposition ?
Ma réponse à moi, camarades, est claire : nous ne sommes ni au gouvernement, ni dans une politique de soutien au gouvernement, ni dans l'opposition au gouvernement, nous sommes tout simplement, absents de la scène politique aujourd'hui. Nous sommes absents de la scène politique, parce qu'en définitive, nous nous refusons à poser les vrais problèmes, ceux qui intéressent l'opinion à savoir si Pinay s'en allait, quelles seraient les responsabilités que nous serions prêts à prendre, pour qu'il y ait une transformation du visage de l'économie et de la politique française ?
Car aussi longtemps que l'on se refuse à répondre à cette question, aussi longtemps que l'on veut, dans un souci très pudique, s'isoler des responsabilités, et de toutes les responsabilités, aussi bien celle de 1’opposition, que celle de la participation, à ce moment-là, voyez-vous, c'est l'absence pure et simple du Parti de la scène politique française et si vous voulez juger des réactions d'une opinion, en fonction de notre prise de position récente, vous vous rendrez bien compte que l'on ne tient plus beaucoup compte, comme il y a quelques mois, du Parti Socialiste tout entier !
Ne soyez pas étonnés que les électeurs, dans les élections partielles réagissent de la même manière : l'électeur a l'habitude de voter utile, et à partir du moment où il ne sent pas l'utilité d'un vote en dehors de ceux qui ont une conviction et de ceux qui ont une adhésion et une fidélité, il ne faut pas s'étonner qu'il y ait quelquefois des surprises dans les élections partielles.
Et alors, puisque nous ne voulons pas poser les vrais problèmes et puisque nous voulons nous contenter d’une critique d’opinion publique, vis-à-vis de l'expérience Pinay, sachons au moins l'orienter d'une manière habile et ne donnons pas l'impression que c'est la critique de la baisse que nous faisons lorsque nous faisons la critique de l'expérience Pinay.
Il y a là une confusion qu'il faut éviter, car il faut bien reconnaitre tout de même un fait objectif, c'est que si monsieur Pinay, qui est notre adversaire social le plus redoutable, n'a pas réussi à pratiquer une politique de baisse réelle des prix, il a néanmoins stoppé un certain courant inflationniste et abouti, à travers une véritable crise de déflation, à une stabilisation des prix ; mais, c'est sur cette crise de déflation et sur les conséquences de celle-ci que doit porter notre critique et non pas sur le fait en soi, car alors, nous semblerions, en quelque sorte, manifester quelque dépit, étant au gouvernement, quelques mois auparavant, de ne pas avoir pensé aux solutions que lui-même avait suggérées ; car, n'oublions tout de même pas que nous étions au gouvernement, que nous

avions des responsabilités, et que si nous avions eu la même originalité que lui, peut-être aurions-nous eu sur ce problème de la stabilisation des prix, une opinion un peu différente.
L'opinion publique ne s'y trompe pas beaucoup et ne croyez pas que les citoyens soient des imbéciles et qu'ils aient la mémoire si courte qu'ils oublient un passé trop récent.
Dans ces conditions, je crois que notre critique doit porter sur le contenu social d'une expérience, sur les conséquences d'avenir d'une expérience.
Mais enfin, c'est une position un peu enfantine, un peu naïve, vous ne voulez pas être au gouvernement et vous avez peut-être raison du point de vue de la santé du Parti à la condition de définir effectivement, comme je vais tenter de le faire tout à l'heure, une politique d'opposition ; mais vous ne voulez pas être au gouvernement, vous n'êtes pas dans l'opposition, vous êtes absents, et vous voulez que le gouvernement, dans lequel vous n'êtes pas fasse votre politique quand même ! Et, vous trouvez très drôle qu'il devienne réactionnaire ! Mais, il fait la politique qu'une majorité lui permet de faire, il le fait grâce à une majorité qu'il trouve à l'Assemblée.
Vous ne condamnez pas le contenu de cette expérience, parce que vous sentez bien qu'il n'appartient qu'à vous de faire une classification au sein de cette assemblée mais comme vous redoutez vous-même une prise de position, vis-à-vis de problèmes immédiats, alors, on s'isole ! Et c'est ce qu'il y a de redoutable pour le Parti, je le dis comme je le pense, ce qu'il y a de redoutable pour les années à venir, c'est que le Parti Socialiste, qui est associé sur le plan de la défense de la liberté dans le monde, à un certain système, s'isole, de manière qu'il se trouve en porte-à-faux sur tous les problèmes, aussi bien les problèmes de politique internationale car dans l'opposition il ne dégagera pas sa politique internationale des autres, que les problèmes de politique intérieure, car, nous risquons de disparaître purement et simplement, de la scène politique française.
Quand je parlais tout à l'heure de la crise de la forme parlementaire de la démocratie, camarades, quand je disais que le député que vous envoyez au Parlement, outre qu'il est accablé de lettres de toute sorte pour des questions sans importance ou sans intérêt qui lui font perdre son temps, outre le fait et il faut bien le dire que dans le groupe Socialiste, on n'accepte pas l'action des francs-tireurs, je voulais dire qu'on oublie totalement d'organiser l'existence des troupes et qu'il n'y a en définitive rien, sinon quelques camarades dévoués qui font tout le travail pour les autres.
Vous comprenez bien que si la situation doit se prolonger de la sorte, que je remettrai moi-même, comme tant d'autres, mon mandat de député ; nous reprendrons notre profession, nos activités professionnelles, mais nous n'accepterons pas davantage de prêter une espèce de caution et d'hypocrisie à laquelle nous ne voulons pas être associés par notre présence.
Dans ces conditions, dans l'expérience Pinay, dans l'expérience sociale que nous menons aujourd'hui, vous savez très bien, vous le savez par la presse, que ce sont ses propres amis qui, demain, vont faire l'opération pour le détruire. Est-ce que vous êtes prêts à prendre vos responsabilités demain, devant l'éventualité de

nouvelles classifications qui vont se poser, pour présenter devant le pays d'autres problèmes et d'autres solutions ?
Il ne s'agit pas d'y aller en aveugles mais, sur un programme, sur une action, sur une volonté de lutte est-ce que vous êtes prêts à vous battre et à vous mobiliser ?
Si vous n'êtes capables simplement que de faire la critique de l'expérience, permettez-moi de vous dire très sincèrement que l'opinion publique ne la goûtera pas avec autant d'intérêt que nous pouvons le croire.
Et alors ! Je vais plus loin : nous allions aborder certains aspects de la politique : on a l'air d'avoir centré le travail de ce Conseil national sur le problème indochinois. Le problème indochinois : j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt l'exposé des motifs, aussi bien ceux qui se trouvent dans la proposition de résolution du camarade Guy Mollet, c'est-à-dire du Comité directeur, que ceux de notre camarade Naegelen. Personne ici ne conteste le contenu de l'exposé des motifs. Mais entre nous, quelles sont les solutions qui apparaissent, même si elles ne sont pas exprimées aujourd'hui à la suite de l'exposé de nos deux camarades ? Je crois que nous pouvons répondre d'une manière unanime à la question de savoir que le problème indochinois n'aura pas de solution militaire victorieuse. Croyez-vous que nous ne serons pas tout aussi unanimes au sein du Parti pour dire que le problème franco-vietnamien n'est plus un problème à l'échelon de l'Union Française seule mais qu'il est devenu un aspect de la guerre froide internationale et un aspect des problèmes internationaux ?
On nous apporte des solutions qui semblent méconnaître d'une façon profonde la transformation de cette question indochinoise ; on nous apporte des solutions qui contiennent une contradiction. D'un côté, on nous dit : les Russes créent là-bas des abcès de fixation pour épuiser l'Europe progressivement, pour détruire son économie, pour empêcher son relèvement national. On nous dit cela dans la première partie de l'exposé des motifs. Et on nous dit dans la deuxième partie : nous allons faire la trêve.
Alors, de deux choses l'une. Si véritablement la première partie des motifs est valable, ils n'accepteront jamais la trêve car il n'y a pas de raison qu'ils l'acceptent aussi longtemps qu'ils auront la possibilité de tenir et aussi longtemps qu'ils auront intérêt à poursuivre et à prolonger cette hémorragie européenne. Vous n'allez tout de même pas attendre de la part de la stratégie russe un renversement d'attitude ? J'ai suivi le problème depuis 1945 dans tous ses aspects et transformations successifs car les problèmes évoluent et se transforment au fur et a mesure des erreurs répétées, vous croyez que la stratégie russe va se modifier parce que vous allez faire un appel de trêve à Ho Chi Minh ? Mais Ho Chi Minh est en prison et il incapable de répondre à votre proposition. Il n'est plus libre. Il a été exclu de la scène politique depuis septembre 1949. L'ignorez-vous ?
Vous parlez d'un appel à la trêve, mais qui le fera cet appel à la trêve ? Monsieur Letourneau ? En vertu de quelle confiance donnerez-vous un crédit à monsieur Letourneau ? Comment lui donnerez-vous un crédit pour mener la politique de paix que vous envisagez ?
Et enfin, il faut tout de même reprendre le problème dans son ensemble. Ce

problème de l'Indochine pose pour nous tous, bien sûr, un premier impératif.
Je pense qu'aucun des camarades qui sont ici ne peut douter que je ne voudrais voir la guerre d'Indochine terminée aujourd'hui même. Personne ne pense que nous ayons intérêt à prolonger la guerre d'Indochine. Mais enfin, puisqu'il s'agit de définir la position que nous devons prendre : on pose le problème de l'abandon. C'était bien la pensée non exprimée de Naegelen, c'était au fond le contexte de sa pensée ; je ne veux pas dépasser sa pensée mais je dis que l'impression de l'auditeur, quelles que soient les réserves de la conclusion, étaient que Naegelen envisageait l'abandon. Mais il y a là une impossibilité car la situation ne permet pas 1'abandon.
Dans ces conditions, vous comprenez bien que si vous ne liez pas d'une manière très étroite le problème indochinois à l'aspect actuel international de cette guerre froide qui divise le monde, si vous voulez régler le problème indochinois de cette façon, comment réglerez-vous demain le problème de Berlin ? Celui des frontières yougoslaves ? Comment essayerez-vous de faire face à cette menace qui pèse sur notre sécurité et sur notre indépendance ?
Je le dis avec toute ma conviction de Socialiste et très nettement : là-bas, ils ne défendent pas la liberté abstraite. C'est vrai et je crois qu'à ce sujet Naegelen avait raison. Il n'y a pas de liberté abstraite avec un grand ‘’L’’. Je l'ai souvent dit et répété devant les assises du Parti. Mais ils défendent un aspect d'une sécurité internationale. Que vous le vouliez ou non, vous êtes contraints à supporter cette coexistence pénible et lourde car vous savez très bien que si vous vouliez modifier ce rapport, partager les zones d'influence d'une autre manière, vous risqueriez ce que vous voulez éviter : un conflit généralisé et la troisième guerre mondiale.
Dans ces conditions, c'est parce que nous voulons éviter la troisième guerre mondiale que nous n'avons pas le droit, même si c'est lourd, même si c'est dur, même si toutes les raisons matérielles et humaines sont valables, nous n'avons pas le droit de créer des conditions telles que nous puissions donner à l'agresseur l'encouragement nécessaire pour déclencher le conflit généralisé.
Permettez-moi de vous le dire et de vous le dire en toute conscience. Dans les problèmes qui ont été soulevés par la motion du Parti, il y a des points très importants, mais si vous le voulez, faisons le tour des solutions qui sont écartées, je ne parle pas des solutions apportées mais des solutions écartées, pas de solution militaire , c'est-à-dire pas de victoire militaire - nous sommes d'accord ; pas d'internationalisation du conflit - c'est-à-dire pas de relève par les troupes américaines nous pouvons encore être d'accord bien que j'eusse aimé que l'on lie d'une manière très étroite les problèmes du sud-est asiatique et la nouvelle orientation de la politique américaine à la suite de l'élection d'Eisenhower ; troisième élément : pas d'abandon de l'Indochine.
Quand on lit dans un texte de résolution : pas de conquête militaire, pas d'internationalisation et pas d'abandon, que faut-il faire alors quand on est sur place et en contact avec les difficultés de tous les jours ? En effet, que reste-t-il à faire en dehors de ces trois solutions ?
Je donne la parole à Naegelen.

Marcel-Edmond Naegelen

Camarades, Je suis obligé de demander à notre camarade Boutbien de l'interrompre car il m'a prêté tout à l'heure une opinion que je ne crois vraiment pas avoir défendue ce matin à la tribune. Il me reproche d'avoir conseillé en somme l'abandon de l'Indochine. Or, là, je crois qu'aucune des paroles que j'ai prononcées ce matin à la tribune ne permet d'interpréter ma pensée dans ce sens.
Ce que j'ai dit c'est que nous devions, peut-être avec des formules brutales et qui dépasseraient notre pensée profonde, faire comprendre à l'extérieur que la France ne peut plus supporter à elle seule le poids de cette guerre d'Indochine.
(Applaudissements)
C'est la première chose que j'ai dite. La seconde, c'est que nous ne devions en aucun cas laisser passer une occasion de négociations et que nous devions au besoin essayer de provoquer cette négociation.
Je ne me fais peut-être pas plus d'illusions que Boutbien mais je voudrais qu'au moins, à la face du monde, il soit démontré que ce n'est pas la faute de notre pays si cette saignée d'Indochine continue.
Je te dirais, Boutbien, que si quant à moi je n'ai à aucun moment pensé qu'il fallait que nous quittions l'Indochine sans avoir négocié et sans avoir obtenu des assurances, la conclusion qui semble sortir de tes paroles c'est qu'éternellement la guerre d'Indochine doit continuer. Je crois avoir démontré ce matin que cette guerre ne pouvait pas avoir d'issue victorieuse et tu l'as reconnu toi-même tout à l'heure.
Je crois avoir démontré que la situation, loin de devenir pour nous plus favorable, devient de plus en plus dangereuse.
Je dis que quant à nous, Parti Socialiste, nous devons faire la démonstration devant le pays que nous demeurons le pays de la paix et que nous saisissions par les cheveux toutes les occasions de paix.
(Applaudissements

Léon Boutbien

Je remercie notre camarade Naegelen de son interruption. Je ne crois cependant pas je le dis avec mesure que ce soit par un seul effet oratoire que l'on puisse régler une difficulté de ce genre. Je n’en suis pas encore arrivé à mes conclusions et vous m'avez interrompu avant que j'aie posé des conclusions ou proposé des solutions possibles au problème de l'Indochine. Mais vouloir dire ou laisser entendre car il y a là une certaine habileté dans l'intervention de Naegelen et je reconnais là le parlementaire et le rhéteur habile.

Marcel-Edmond Naegelen - Tu en es un autre.

Léon Boutbien - Mais cela n'a rien de péjoratif. Il est tout à fait normal que prennent place dans un échange d'opinions des habiletés oratoires qui essaient de tendre des pièges.

Fondation Jean Jaurès

Je dis simplement qu'une habileté oratoire qui consiste à dire :"je n'ai jamais pensé à l'abandon de l'Indochine" est insuffisante.
Peut-être aurait-il fallu y songer à un certain moment de l'histoire de ce pays, quand il était encore temps de poser le problème dans des termes qui permettaient de le résoudre. Quand en 1945 ou 1946 j'ai défendu cette thèse de l'indépendance de l'Indochine, j'avais raison de le faire, mais le problème était différent de ce qu'il est devenu aujourd'hui à partir du moment où les Communistes chinois ont installé aux frontières du Tonkin des menaces telles que le problème d'Indochine devient l'un des aspects de la guerre froide internationale. Une solution qui peut être bonne dans un cas ne s'applique pas forcément à un autre cas. Elle entraînerait automatiquement maintenant des conséquences qui méritent votre attention, dans le sud-est asiatique.
Moi, pour la guerre éternelle ? Non. Mais est-ce que quelqu'un se fait ici des illusions sur les problèmes de la réalité internationale? Je crois que le débat doit alors monter de quelques degrés afin de se placer sur le plan réel des rapports et de la coexistence entre les nations du bloc soviétique et les nations dites libres.
Il y aurait une solution immédiate par vote de trêve ou de négociation si nous pouvions converser avec Ho Chi Minh, s'il était libre de nous répondre oui, si même au travers de cette négociation nous devions quitter l'Indochine dans un bref délai. Tout cela pourrait se peser et se mesurer. Mais croyez-vous que nos partenaires sont libres de discuter sur cette question ? Ne croyez-vous pas que dans ce conflit, la véritable solution d'une négociation n'est pas avec Ho Chi Minh en tant qu'individu, ni même avec le vietminh en tant que tel, la négociation, vous pourriez la chercher sur le plan de l'ONU avec la Chine continentale. Mais Pékin est absent et Mao Tse Tung n'a jamais été reconnu dans l'Organisation des Nations Unies comme représentant de droit de la Chine.
Vous irez alors chercher la négociation avec Moscou, espérant que par son intermédiaire on pourra influer sur Mao Tse Tung et Ho Chi Minh en vue de créer la détente nécessaire.
Je ne dis pas que ce soit impossible. Mais permettez-moi de vous dire qu'avec les dernières élections américaines, le climat est un peu compromis.
Dans ces conditions, si vous voulez faire quelque chose de positif vis-à-vis de l'Indochine aujourd'hui, il faut distinguer deux plans, le plan de la propagande, le plan qui tend à dénoncer les responsabilités prises en ce qui concerne le déclenchement de la guerre d'Indochine. Pour ma part, je ne verrais aucune espèce de dommage à ce que le Parti demande la traduction en Haute Cour de l'amiral Thierry d'Argenlieu, responsable de la situation de fait créée au début de 1947. Je verrais sans nul dommage que nous puissions dénoncer les erreurs successives de la politique française. Je ne verrais pas non plus d'un mauvais œil que dans notre propagande quotidienne nous ne cessions de dénoncer les scandales financiers et les scandales humains de cette guerre d'Indochine. En effet, s'il y a des hommes qui meurent tous les jours en Indochine pour un combat dont ils ne mesurent peut-être pas toute la portée, il n'en est pas moins vrai qu'il en est beaucoup d'autres qui font des fortunes scandaleuses dans le trafic de la piastre, de l'opium, du caoutchouc, beaucoup d'autres sur lesquels

nous avons un peu omis de mettre l'accent. Je fais une grande distinction, pour avoir moi même visité de près tout ce front d'Indochine, entre les lieutenants et les capitaines dont parlait Naegelen tout à l'heure et tous ceux qui représentent l'arrière-pays militaire ; ceux-ci sont les profiteurs de la guerre d'Indochine. Ils en profitent tellement qu'ils réalisent des fortunes extraordinaires leur permettant de faire en France des constructions et des transformations qu'aucune autre sorte d'activité n'aurait permis de faire.

Mais alors, quelle est la première étape si nous cherchons une solution ?

Savez-vous, camarades, pendant que nous parlons d'entraide, qu'il n'existe même pas une sécurité pacifique comparable à la sécurité atlantique ? Savez-vous que les Anglais d'un côté, les Français d'un autre et les Américains d'un autre encore mènent chacun à leur façon leur politique asiatique ?

Ne croyez-vous pas que le premier terme d'une action efficace serait de coordonner les efforts des uns comme des autres en vue d'un objectif commun ?

Permettez-moi de vous dire - je puis me tromper mais les sources d'information que j'ai me paraissent assez sérieuses pour que je puisse avancer cet argument devant vous - que lorsque vous fondez des espoirs sur une entremise possible du Pandit Nehru dans cette matière et lorsque vous faites un crédit quelconque au gouvernement actuel de l'Inde, vous vous laissez entraîner par l'illusion géographique et l'illusion gandhiste. Mais le Pandit Nehru n'est plus un gandhiste et l'illusion géographique de l'Inde se paierait très lourdement et se paiera d'ailleurs dans un avenir très rapproché dans l'Inde elle-même.

Je vous demande de réfléchir aux solutions et de ne pas avancer ainsi des formules qui pourraient être pleines de contenu mais, quand on connaît le contenu, qui risquent d'être pleines de déceptions.

Dire que nous sommes en mesure en tant que Parti Socialiste aujourd'hui et c'est ma conclusion de donner les éléments d'une solution positive en Indochine, à cela je répondrai que je n'ai jamais entendu encore quelqu'un me donner la solution possible en Indochine. Je me rends compte que le problème d'Indochine est un problème international qui nous dépasse et nous échappe.

Par contre, vous avez un choix politique à faire, avant même d'avancer toutes les solutions d'ensemble. Dans quelques jours nous allons être appelés à voter le crédit des états associés et par extension le budget de la guerre d'Indochine. Est-ce que vous nous autorisez à voter ce budget ou est-ce que vous nous interdirez de le voter ? C'est là que réside le problème concret ; c'est la traduction pratique de notre débat théorique.

Faut-il voter le budget des Etats associés ? Faut-il ne pas le voter ? En dehors de ce vote immédiat, notre prise de position politique reste du domaine de la discussion et du domaine de l'hypothèse. Mais en face des responsabilités, faut-il le voter ou ne pas le voter ?

Je vous dis tout de suite que je crois qu'il faut le voter parce que le monde est divisé de telle manière que sur certains aspects du problème il y a des abcès chauds et des abcès froids mais qu'en réalité vous ne pouvez pas séparer un problème de l'autre. Vous ne pouvez pas séparer le problème de la Corée du problème de l'Indochine. Vous ne pouvez pas séparer le problème de l'Indochine

du problème européen. D'après la réponse que vous donnerez sur un plan vous serez amenés par voie de conséquence à prendre toutes les positions correspondantes. Je pense qu'il faut coûte que coûte assurer la sécurité des nations libres. Je refuserai de m'associer à ce qui pourrait être considéré comme une victoire de l'adversaire. Et je veux élever le débat - car au fond c'est là que réside le problème c'est de savoir où nous allons dans tout cela. Sur les aspects de détail nous pouvons être d'accord ; mais si nous voulons élever le débat, quelle sera la politique extérieure du président Eisenhower ? Guy Mollet a posé le problème en termes très nets ce matin. Pour ma part, je n'ai pas plus de lumières que vous sur les intentions d'Eisenhower. Il a déclaré qu'il partait faire un voyage d'information en Corée. On verra bien ce que donnera ce voyage. Mais il faudra bien qu'Eisenhower soit tenté par deux alternatives : ou bien considérer le front de Corée comme un front secondaire et dire, comme il le disait dans sa campagne électorale, "nous devons aller face à l'ennemi réel et pas face à l'ennemi secondaire que l'ennemi réel nous offre" et, dans ces conditions, proposer à son tour la solution de la relève les 500 000 Coréens relèveront les 275 000 Américains. Vous savez très bien que le régime pourri de Sygmann Rhee, le régime social que nous condamnons ne sera pas en mesure de faire front à une pression sino-coréenne. Dans ces conditions, cette première alternative équivaudrait à l'abandon de la Corée.

Mais la deuxième alternative c'est que les Démocrates ont déjà tenté les négociations. Nous parlons maintenant de trêve chez nous mais eux pendant onze mois ont tenté de trouver des solutions au conflit. Quel en a été le résultat ?

Ne croyez-vous pas qu'Eisenhower, puisqu'il se désintéresse de l'Europe sauf de l'Allemagne et de l'Espagne ne va pas être amené à réviser la politique des Etats-Unis vis-à-vis de l'Asie ? Il est obligé de le faire car le Japon avec son traité de paix bâtard ne peut pas rester dans la situation où il se trouve. Dans dix ans, il échappera totalement à l'influence américaine. Et alors, comment prendre pied sur ce continent chinois qui est pour les Américains un marché naturel et une source de débouchés considérable ?

Vous voyez bien qu'il peut être tenté d'employer des armes plus modernes et des moyens plus violents pour mettre un terme à la guerre.

C’est alors que se pose le problème de savoir quelles sont les conséquences d'une telle situation en Asie. Ne croyez pas qu'il y ait une séparation entre les problèmes d'Asie et les problèmes d'Europe. Ce qui se passera en Asie se répercutera automatiquement en Europe. Et nous pourrons être entraînés vers ce que vous ne voulez pas regarder en face : le troisième conflit mondial, c'est-à-dire la troisième guerre mondiale qui n'est pas du tout écartée et reste comme une menace qui plane dangereusement sur toutes nos hypothèses, sur toute notre formation de pensée.

Vous pensez qu'une telle situation de fait mérite réflexion et nous ne pouvons pas nous contenter de quelques affirmations de caractère général devant une menace d'une telle importance. Nous serions indignes de la mission qui nous est confiée en nous contentant de formules.

Nous devons assurer notre sécurité au maximum, notre sécurité atlantique

comme la plus compatible avec les exigences d'une technique moderne, compte tenu, je le dis par expérience, des résultats des élections américaines. Nous affirmons la nécessité d'une sécurité atlantique et nous devons être vigilants vis-à-vis de la politique intérieure américaine. Nous devons manifester aux Américains les critiques nécessaires. Nous sommes associés dans un but commun, assurer la sécurité, mais il n'en est pas moins vrai que nous avons notre action à mener. Quand on voit les Américains de près, permettez-moi de vous le dire, il y a quelques aspects du spectacle un peu décevants et un peu pénibles, à relever.

Je vous donnerai comme exemple ce qui s'est passé à Châteauroux, dans mon département, où nous avons accueilli un délégué de l'AFL représentant les travailleurs américains. D'une manière aimable, pour la première fois les ouvriers ouvraient leur porte à un Américain car il faut bien dire que les rapports entre les Américains et les Français sont relativement lâches pour ne pas dire hostiles. Nous espérions pouvoir prendre un contact avec les syndicalistes américains, les ouvriers américains, au nombre de 5 000, travaillant sur la base.

Les mêmes camarades ont eu la visite, 10 jours plus tard, au nom de la même organisation, 1'AFL, de deux hommes, qui étaient les deux agents, les deux inspecteurs de police du contre-espionnage, venant, au nom de l'AFL, prendre contact avec nos camarades pour poser des questions sur l'activité de tel ou tel militant de l'usine et pour savoir quelles étaient ses activités.

Il y a là quelque chose qui est de nature à décevoir. Et puis, nous devons avoir le courage de le dire, même si notre Parti se trouve actuellement dans une situation délicate au point de vue des moyens, il y a des intrusions, dans la vie politique française et dans la vie des représentants syndicalistes en France, qui sont absolument intolérables vis-à-vis de mouvements existants et qui n'ont pas à se plier et à se mêler à des actions qui ne les regardent en rien et qui ne regardent en rien une organisation syndicale.

(Applaudissements)

Nous ne sommes pas des mendiants. Ils n'apportent pas des aides sur le plan matériel. Je dirai même : ils se méfient, ils ne sont pas venus ici pour pourrir la conscience de nos ouvriers par l'argent. Ils sont venus ici pour nous aider à un effort commun ou collectif, sinon nous serons les premiers à les chasser de toute espèce de collaboration possible. Je tenais à le dire, parce qu'il y a des abus, véritablement, qui méritent d'être signalés en publie et qui, tout de même, ne sont pas de nature à créer le véritable climat d'une organisation de sécurité collective. Si nous étions incapables de le dire en public, c'est que nous reconnaîtrions des responsabilités vis-à-vis d'eux. Nous n'en avons aucune et nous tenons à le dire d'une manière publique.

Je vais avoir conclu sur bien des points. Il y a un point sur lequel notre camarade Guy Mollet est resté silencieux. J'espère que, dans sa réponse, il nous apportera la position du Parti.

Dans quelques jours, nous allons avoir à ratifier le projet de l'armée européenne. Nous n'avons pas parlé de ce problème.

Je m'excuse, il paraît que mon propos n'a plus de sens, parce que la question fera

l'objet d'un examen à part. Mais il est bien évident que, dans le cadre même d'une analyse internationale d'une situation, la question était d'importance et j'aurais tout de même, en quelque sorte, en voulant être le plus court possible sur des problèmes essentiels, j'aurais manqué à mon devoir si je ne l'avais pas signalé à l'attention des militants qui, malgré tout, se préoccupent de savoir quelle sera notre position sur certaines questions, compte tenu des réactions de l'opinion. Mes chers camarades, nous reprendrons donc ce débat sur l'armée européenne une autre fois.

Je voudrais dire, en guise de conclusion, pour que, vraiment, l'on comprenne dans quel esprit cette intervention est faite, qu'elle est faite avec la volonté de servir le Parti, avec la volonté d'armer le Parti, avec la volonté de donner aux militants encore plus de raisons de lutter avec courage. Nous n'avons pas le droit de laisser les problèmes dans l'ombre ; nous n'avons pas le droit d'apporter des demi-solutions aux questions. Nous avons à répondre à beaucoup de problèmes immédiats, à ceux qui, au fond, jaillissent spontanément lorsque vous abordez les problèmes politiques.

Je le dis tout nettement, dans cette crise profonde de la forme parlementaire de la démocratie, une opposition qui n'est pas orientée d'une manière systématique, méthodique, une opposition qui ne s'appuie pas sur les forces vives et réelle du pays, une opposition qui ne s'appuie pas sur des antagonismes internationaux fondamentaux a peu de chances de mordre.

Par conséquent, on se rend compte, de plus en plus, de la part que prend l'exécutif dans la vie démocratique du pays lui-même. Est-ce que vous ne pensez pas honnêtement, compte tenu des expériences vécues et passées, que le combat, véritablement, peut se mener aussi bien sur le plan législatif que sur le plan exécutif ? Est-ce que vous ne pensez pas que, pour apporter des solutions de trêve en Indochine, si vous voulez qu'elles soient véritablement respectées dans leur esprit, dans leur intégrité, dans leur sensibilité et même dans leur sincérité, vous ne pourrez pas déléguer votre autorité à d'autres qu'à vous-mêmes, pour le faire. Vous vous rendez bien compte que c'est là le problème. Aujourd'hui plus que jamais, plus la situation s'aggrave, plus le danger menace, plus il appartient aux organisations Socialistes démocratiques et ouvrières de prendre leurs responsabilités et de prendre la direction des affaires. Tout isolement, toute politique de facilité se retournera contre nous.

Je le dis tout nettement, si nous sommes capables, non pas pour rien, sur un programme que nous aurons à définir ensemble mais sur des objectifs précis, à engager nos responsabilités, engageons-les carrément. Sinon, alors, pas d'absentéisme, mais de l'opposition nos parlementaires dans le pays dans chaque fédération, mobilisés au service du pays, mobilisés avec l'appareil du Parti, avec la presse du Parti, pour attirer l'attention de l'opinion publique et créer un courant d'opinion.

Si nous restons vraiment indifférents à tout, l'histoire se passera de nous et c'est justement, en guise de conclusion, ce que je voulais dire.

Elle sera peut-être un peu pessimiste, ma conclusion, je m'en excuse, mais à l'issue du Congrès de Milan, un journaliste français qui ne manque pas d'esprit et

d'intelligence et qui avait suivi les débats de très près, a dit : "Au fond, il manque une âme au Socialisme international.

Guy Mollet - Il n'était pas à Milan, il est intéressent de le souligner.

Léon Boutbien - Cet homme qui a écrit cet article

Guy Mollet - Il l'a écrit de Paris

Léon Boutbien - II l'a écrit, d'après les textes. Je n'étais pas à Milan moi-même, j'ai lu le rapport sur Milan. A la suite de cela, l'homme disait : "Il manque une âme au Socialisme international". Cette critique nous heurte, bien sûr, cette critique nous hérisse. Mais, camarades, où sont les illusions d'antan, de notre jeunesse ? Où sont les enthousiasmes de la jeunesse ? Où est l'enthousiasme du Parti, il y a 20 ans, il y a 30 ans ? Où est l'action militante de nos sections ?
Je ne dis pas qu'il manque une âme au Socialisme. Je ne dis pas qu'il manque une âme au Socialisme international, sinon je ne serais pas Socialiste, mais je dis simplement qu'il convient simplement de la réveiller et de lui donner sa pleine figure : c'est le rôle, au fond, auquel le Socialisme est attaché en France et c'est à cette tâche que nous vous convions.
(Applaudissements)

Le président - Mes chers camarades, avant de donner la parole à l'orateur inscrit qui est notre camarade Roux, du Loiret, je voudrais vous dire que j'ai commis tout à l'heure une omission très regrettable dont je m'excuse infiniment. J'aurais dû vous annoncer que notre ami Verdier est en meilleure santé et formuler, en votre nom, nos vœux de prompt rétablissement.
Ensuite, je voudrais vous signaler qu'il y a 17 orateurs inscrits. Les débats, jusqu'à présent, sont d'un haut intérêt. Il est nécessaire que ces orateurs inscrits puissent parler sans que l'on précipite le temps de parole. Pour arriver à ce résultat heureux, il faudrait, je crois, prononcer le clôture de l'inscription des orateurs. Etes-vous de cet avis ? Pas d'opposition ?
Adopté.
La parole est à notre camarade Roux du Loiret.

Roux

Camarades, ma fédération m'a délégué pour présenter un certain nombre d'observations au Conseil national. Nous n'avons pas l'habitude d'être dans ceux qui interviennent à tous les débats et, ma foi, comme à l'ordre du jour de ce Conseil national, nous n'avons vu aucune question de grande politique ou de tactique qui pouvait prêter à des controverses savantes, comme nous n'avons pas à savoir s'il est question de participation ou de non-participation, de conditions ou de non-conditions à imposer à nos ministres, au gouvernement, la fédération du Loiret s'est penchée sur des problèmes plus terre à terre et a examiné comment essayer de redonner un peu de vigueur au Parti.

Je sais bien que les interventions qui ont précédé la mienne ont démontré tout de même qu'il y avait déjà une certaine vivacité dans les quelques questions qui ont été abordées.
Notre Parti est dans l'opposition et, de plus en plus, dans l'opposition. Ce n'était pas difficile à prévoir ; c'est le déroulement inévitable des faits, la conséquence logique des élections réactionnaires et cléricales de 1951. Cela nous vaut, et je dois l'annoncer de la part de la fédération du Loiret, une certaine stabilisation de nos effectifs. Il était grand temps. Cela nous vaut parfois une audience un peu plus attentive lorsque nous parlons. Cela nous vaut même le retour à la cotisation d'un certain nombre de camarades qui avaient quitté le Parti. Cela nous vaut encore autre chose : cela nous vaut une impatience nouvelle des militants qui pensaient que l'opposition nous vaudrait tout de suite un mouvement favorable, très favorable, et qui s'étonnent que ce mouvement ne soit déjà là, qu'on n'ait pas déjà des tas de voix aux élections et que nos sections ne se soient pas multipliées par trois, quatre ou cinq.
De notre part dans le Val de Loire, nous disons : "camarades, un peu de calme et un peu de prudence". Il faut, croyons-nous, plus de huit mois pour secouer l'indifférence politique du pays à notre égard, plus de huit mois pour préparer le discrédit dû à une participation longue et terriblement décevante. Plus de huit mois même pour certains aspects politiques, pour faire oublier les apparentements et le "cocufiage" qu'ils nous ont valu.
Ma fédération est une de celles qui a lourdement payé tout cela. Un noyau, un tout petit noyau était resté grognant même souvent, n'est-ce pas Guy Mollet, aujourd'hui il retrouve un peu son aplomb, mais il me charge de demander au Parti de franchir une nouvelle étape avant de pouvoir reparler nettement de reprise de vie du Parti.
Certes, notre Parti participe activement à la vie internationale. Certes, Guy Mollet est vice-président de l'Internationale. Il ira à Rangoon. Nous apprécions tout cela à sa juste valeur, mais cela a deux conséquences : cela tombe dans l'indifférence populaire et cela crée un sentiment d'impuissance chez les militants. Vous savez, le pays, la masse du pays est indifférente devant l'histoire des pools, qu'ils soient vert, blanc ou noir, cela ne lui dit rien. Pour la masse du pays, c'est de la fumée. Le pays n'a que des réactions sentimentales. Il est pro-russe, il est pro-américain ou anti-américain. Chez moi, il serait plutôt anti-américain, parce qu'il y a des américains là. Il a la crainte de l'Allemagne, la peur, la hantise de ce que pourra faire un jour l'Allemagne. L'Indonésie, l'Iran, la Suède, Trieste, tout cela est bien loin et cela ne lui dit pas grand chose. Et même chez les militants et j'en prends Boutbien à témoin qui le disait tout à l'heure on a l'impression d'être dépassé par des événements sur lesquels on peut très peu.
Où est, camarades, notre notion de la liberté, avec un grand "L" ou avec un petit "l", comme on disait tout à l'heure, quand on assiste aux événements d'Afrique du Sud, quand on assiste à ce qui se passe en Tunisie, quand on voit la vague d'inquisition en Amérique, quand on voit Franco peut-être à l'UNESCO ?
Et alors, qu'en résulte t-il ? Le trouble, le doute.
Quand nous parlons de liberté au nom du Parti Socialiste on nous dit tout cela et

on nous dit : "Où est-elle la liberté" ?
Deux certitudes surnagent pour nous militants : l'absolue nécessité du désarmement d'un côté, et l'absolue nécessité de ne pas céder à la force, d'un autre côté.
Ce n'est pas particulièrement enthousiasmant à développer devant les foules. Tous voulons l'Europe, mais nous voulons l'Europe, nous ne voulons pas l'Europe sans la Scandinavie, sans l'Angleterre. Nous ne voulons pas l'Europe cléricale, nous ne voulons pas l'Europe capitaliste. Là aussi, les contradictions au moins apparentes sont de taille et de taille à ne pas rendre très attirantes nos perspectives de politique internationale.
Ce n'est pas dans ce domaine que nous aurons une résonnance dans le pays, sauf de temps en temps sur un ton sentimental, lorsque nous parlons de l'Indochine, de la Tunisie, d'une conférence internationale nécessaire avant toute autre chose, lorsque nous parlerons la prochaine fois pour ou contre l'armée européenne.
C'est triste que ce soit comme cela, mais croyez-moi bien c'est ainsi. Les Français sont absolument obnubilés par la situation nationale et s'il faut rester vigilant dans le domaine international, ma fédération constatant cet état d'esprit actuel du pays, demande qu'on se penche sur la situation nationale.
Je sais bien que certains de nos bons camarades nous dirons : "Mais il n'y a plus rien de national, tout est international". Et oui, mais il y a des Partis Socialistes qui ont su dans une même situation que nous aboutir à autre chose, car dans l'affaiblissement du Socialisme, je ne trouve que deux pays où et affaiblissement est vraiment sensible : c'est l'Italie et la France.
D'autres camarades, ailleurs, sont placés dans les mêmes conditions que nous et ils sont plus forts que nous, parce qu'ils ont plus de prise sur des problèmes réels chez eux. C'est à cela, c'est surtout à cela que la fédération vous demande de penser.
Les problèmes intérieurs ? Ils sont nombreux : réforme fiscale, construction, reconstruction, marché agricole, enseignement, production, salaires, plein emploi, relations avec les organisations syndicales.
Soyez tranquilles, je ne traiterai pas tout cela. Il y a à cela de nombreuses raisons. Je ne suis pas un homme assez averti pour en parler, je ne suis pas un technicien, je ne peux pas me hausser au niveau suffisant précis pour avoir des données de façon à traiter tout cela. Mais, ma fédération avec son petit bon sens et avec son sens Socialiste tout simplement voudrait examiner seulement trois ou quatre problèmes et en tirer des conclusions.
La réforme fiscale. Nous sommes contre. C'est probablement très bien que nous soyons contre la réforme fiscale à plein, mais où est notre contre-projet Socialiste ?
J'ai lu dans le journal avec joie, oh ! Une joie qui a duré vingt-quatre heures, qu'à la Commission des finances, on avait déposé un contre-projet Socialiste. J'ai dit : Cà y est, demain, on va avoir quelque chose, et puis on n'en a plus entendu parler. Cela fait sept ans qu'on nous dit que la réforme fiscale est nécessaire ; çà fait sept ans que les techniciens nous disent : "On ne peut pas la faire" parce que cela ne rendra que demain ou encore après-demain."

Comme cela fait sept ans, il y aurait peut-être eu moyen tout de même dans ce laps de temps d'arriver à quelque chose. Voilà ce que nous demande ma fédération !
N'y aurait-il pas moyen de dresser un plan de réforme fiscale dans ces sept ans ? Où est-il ? Va-t-on le sortir ?
On n'attend que cela, on se battra, mais quand on nous dit à nous camarades militants "Vous êtes contre la réforme fiscale, que proposez-vous ?"
Alors, on se tire les cheveux, on a comme ça chacun sa petite idée, mille ou deux mille réformes fiscales naissent tous les matins dans le cerveau de quelques uns d'entre nous qui sont aux prises avec les électeurs qui nous demandent quelque chose. Cela n'est pas sérieux. Ce qu'il faudrait, c'est un projet du Parti qui soit discuté en Commission des finances, qui soit présenté au Parlement, qui soit un projet Socialiste, et puis on se battrait sur ce projet tous ensemble le lendemain.
Je prends le cas des marchés agricole. En ce moment, la paysannerie est fortement mécontente. Nous en avons eu un exemple dans le département.
Tous les parlementaires ont été bombardés de lettres ouvertes de la CGA et autres. Et mon dieu, nous nous sommes attachés à faire une réponse à l'une de ces lettres ouvertes, qui a fait un peu de bruit dans le département. On a recherché toutes les idées Socialistes sur le problème agricole, et ça n'a pas trop mal rendu. Mais où est le projet ?
Dans la motion du mois de mai, Guy Mollet le rappelait ce matin, il est dit "organisation des marchés agricoles". Ce n'est pas avec cela qu'on fera de la propagande. C'est la formule pour nous, parce qu'on sait ce que ça veut dire, mais ce que nous demandons, c'est quelque chose de plus précis.
Au cours de la législature, j'ai lu, j'ai étudié même, une proposition déposée par le groupe parlementaire sur l'organisation des marchés agricoles. Qu'est-elle devenue ?
A-t-elle été améliorée ? L'a-t-on représentée à cette législature là ?
Va-t-elle être représentée ?
Voilà les questions que nous soumettons au Parti. Et nous allons même plus loin. C'est l'avis de nos camarades paysans : pourquoi pas crûment, nettement dire : "C'est l'office du vin qu'il faut, c'est l'office de la viande qu'il faut" ? Pourquoi n'y aurait-il pas aujourd'hui de tels projets déposés par le Parti. On a mis dix ans à faire l'office du blé, on mettra peut-être encore trois ans à faire l'office du vin, mais on saura de quoi on parle lorsque nous nous trouvons en face des électeurs.
Et ne laissez donc pas au Parti Radical, par exemple, le soin de faire une proposition de loi demandant à ce que l'office des céréales, l'OHIC, revienne en fonctionnement tel qu'il avait été fait en 1936, car c'est le Parti Radical qui demande ça, qui demande qu'il revienne à gestion tripartite et qu'il ne soit plus un simple instrument du gouvernement.
Je prends un autre exemple, l'enseignement. On perdra dans cette chambre, avec le Parlement actuel, toutes les batailles sur la laïcité les unes après les autres ; c'est obligatoire, il y a une majorité cléricale au Parlement. On se battra jusqu'à

cinq heures du matin, comme Deixonne, mais finalement on sera battus ; et si demain on nous propose autre chose que des bourses pour l'enseignement du second degré, on sera encore battus. Et le pire je suis de l'enseignement, est que, dans l'opinion publique elle-même, nous avons peut-être perdu cette bataille de la laïcité. Je ne suis pas absolument persuadé, moi, mais je me demande s'il n'y a pas un moyen de redonner l'amour de l'école laïque dans le pays au prix d'un projet de réforme de l'enseignement, d'un projet de réforme de toutes nos institutions scolaires françaises, en se penchant sur l'organisation de l'orientation de 11 à 14 ans, en se penchant sur la démocratisation des études, sur un vaste renouveau de l'enseignement technique, qu'il soit industriel, commercial et surtout agricole, car les curés ne perdent pas leur temps dans ce domaine.

C'est peut-être par là que nous pourrions gagner dans l'opinion publique la bataille de la laïcité. Mais là aussi, il faudrait notre projet de réforme de l'enseignement. Nous avons tout de même, je le sais, assez de contacts au Parti avec les organisations syndicales de l'enseignement, avec les étudiants, avec des projets derrière nous, qu'ils soient ceux de la commission Langevin et même celui de monsieur Delbos, et ceux de nos camarades Socialistes qui sont passés au ministère de l'éducation nationale, nous avons assez de documents derrière nous pour pouvoir dresser, en un temps relativement court, un programme de réformes de l'enseignement, et se battre là-dessus en même temps qu'on se battrait pour la laïcité, de façon à gagner quelque chose dans l'opinion publique.

Un dernier point : nos relations avec les organisations syndicales. On a voté un texte à ce sujet au dernier Congrès. C'était la première fois qu'on votait un tel texte. Ce texte, je n'en dirais pas beaucoup de bien, ça n'étonnera pas Guy Mollet, il sait que je ronchonne assez souvent ; mais il est à mon avis négatif et platonique. Négatif, car il formulait surtout des interdictions : on interdisait d'être ici, d'être là. Si j'étais un peu curieux, je vous demanderais l'effet de ces interdictions et quel a été le résultat, et comment vous avez sanctionné les interdictions ? Comme je n'aime pas du tout qu'on dresse des listes et qu'on mette à l'index, je me garderai bien d'exiger les précisions que je demandais à l'instant, mais c'est simplement pour vous montrer que ce n'était pas la peine de faire ça.

Je le trouvais platonique dans un autre sens : on a émis le vœu de voir des Socialistes être militants syndicalistes. C'est un vœu. Mais ce ne sont pas des motions qui feront de nous des militants syndicalistes. C'est une affaire de tempérament et non de motions. Moi-même, je suis secrétaire d'un syndicat départemental de 1 500 membres et il y a des camarades du Parti qui me disent : je ne pourrais pas faire ce que tu fais, être représentant du Parti et secrétaire du syndicat, j'aurais peur d'être hypocrite dans un cas ou dans l'autre. C'est évidemment plus difficile de que faire ce que je fais, d'être simplement Secrétaire de section, ou simplement Secrétaire d'un syndicat. Ce n'est pas une motion qui engagera les camarades à faire cela, c'est uniquement une question de tempérament de leur part.

Par contre, dans ce domaine, il y a peut-être quelque chose que le Parti peut faire habilement, tactiquement, c'est de rechercher l'efficacité. Un Congrès confédéral

vient de se tenir, ou achève de se tenir en ce moment. Je demande que lorsqu'un Congrès confédéral se tient, ou au lendemain de ce Congrès confédéral, notre Comité directeur se réunisse obligatoirement, examine les revendications syndicales et publie un texte de délibération du Comité directeur où il aura repris quelques unes des propositions des organisations syndicales, deux ou trois points sur lesquels, sans faire allusion nettement à la Centrale dont il s'agit pour ne pas la compromettre... (rires)… il donnerait son avis, en disant que nous pouvons les faire nôtres.

Un Congrès de catégorie se réunit-il ? Il doit appeler une réponse du groupe parlementaire Socialiste. De même, sur le plan départemental et j'ai essayé de le faire on a commencé à agir ainsi. Il faudrait le faire aussi sur le plan local.

Que veut ma fédération ? Elle voudrait que le Parti, profitant de la situation politique actuelle qui ne pose pas de graves divergences entre nous, le faire travailler sur du concret, et le faire travailler par tous ses rouages, que tous nos organismes, Comité directeur, groupe parlementaire, Commissions spécialisées, mettent debout des projets que le groupe parlementaire les défende à la tribune et jusqu'au vote. C'est le seul mandat que je voudrais voir donner au groupe parlementaire car j'ai toujours été pour lui laisser une grande liberté de tactique. Sauf la question de la participation, je ne lui donnerais aucun autre mandat que celui de défendre jusqu'au vote compris, les projets du Parti.

Quand la CGA, quand les petites et moyennes entreprises, quand les syndicats parlent, revendiquent, proposent, il faudrait que le Parti parle, revendique, propose. On me dira, ce sont des slogans. Mon dieu, dans la politique, il faudrait être sérieux, il n'y en a pas beaucoup de slogans ? Moi, j'étais député au Parti à un moment où il y en avait deux ; au point de vue financier, c'était "impôts sur le capital", au point de vue agricole c'était : "office du blé." Et bien, ça n'a pas si mal réussi, à ce moment-là. Dire qu'on a vu l'impôt sur le capital après on pourrait peut-être en reparler aujourd'hui ; mais tout au moins, nous avons fait l'office du blé. Et ces batailles, nous les avons menées avec ces deux mots d'ordre. A ce moment là j'étais aux Jeunesses Socialistes, et nous étions 70 000.

Aujourd'hui, le Populaire a eu une belle formule qui m'a plu, malheureusement c'est notre Populaire dans l'état où il est, c'est le malheur. Il a dit : "Le budget de Pinay est un budget réactionnaire, clérical, déséquilibré." Eh bien allons-y, allons-y avec ça mais jusqu'au 31 décembre inclus, jusqu'au vote final inclus. Avec cette formule-là, on comprendra dans le pays pourquoi nous votons contre le budget en disant qu'il est réactionnaire, clérical et déséquilibré. C'est un slogan, mais c'est quelque chose qui peut être compris facilement.

Voyez-vous, je crois que notre Parti a eu longtemps des ministres, et nous avons été longtemps habitués aux discussions ouatées des cabinets ministériels. Les meilleurs d'entre nous se battaient au sein du Conseil des ministres où ensuite la règle de l'unanimité cachait les dissensions. Nous avons pris ces habitudes de chercher des moyens termes mais aujourd'hui, dans l'opposition, la bataille n'est pas la mine. C'est au grand jour que nous devons dire ce que nous pensons, c'est des habitudes saines qu'il faut reprendre, mais sur des faits concrets.

N'ayons pas peur, non plus des interpellations. C'est peut-être parce que j'ai des

habitudes d'avant-guerre, mais si avant-guerre il y avait eu un ministre de l'intérieur comme il y en a un maintenant, qui à propos d'affaires très diverses allant depuis un vol de tableau jusqu'à des affaires politiques, avait eu autant de variations que l'actuel ministre, combien y'aurait-il eu d'interpellations de déposées au Parlement ? Combien de ministères auraient résisté à la conduite d'un ministre de l'intérieur de ce genre ? Et qu'a-t-on vu ? Nous sommes dans l'opposition et on n'a rien vu. Il ne fallait pas le dire. Je ne sais pas, moi, mais je crois que l'attitude de l'opposition n'est pas encore prise assez nettement par le parti. Ma fédération s'estimerait heureuse si de ce Conseil national, d'ici noël quatre ou cinq projets seulement pouvaient sortir et être défendus. Cela vaudrait bien mieux que de brillantes controverses de tactique ou de doctrine. Prenons les méthodes de l'opposition. Ne la faisons pas du bout des lèvres, mais de toute notre conviction. Il nous manque malheureusement dans cette bataille la presse, le Populaire. Il nous reste la tribune du Parlement. Et puis les gens comme nous, qui sillonnent les routes et qui nous promenons dans les bistrots. Eh bien, je voudrais qu'avec le Parlement et les gens comme nous, au lieu d'y avoir dix aspects différents du Socialisme, au gré des imaginations toujours, il y ait simplement une dizaine de projets sur lesquels, tous ensembles, nous nous battrions. A ce moment là, nous serions peut-être capables de rattraper un peu des électeurs, et nous n'aurions pas à faire d'amères constatations à chaque élection partielle.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Lamarque-Cando, des Landes

Charles Lamarque-Cando

Camarades, il y a assez longtemps que je n'ai pas pris la parole dans une assemblée du Parti, contrairement à une ancienne habitude. Je ne sais pas si c'est parce que je suis devenu sourd qu'on ne m'entend plus.
Je ne sais pas si c'est parce que, comme on le disait il y a deux jours au groupe parlementaire, nous avons eu le tort peut-être de penser que de prendre la parole dans un Conseil national, cela ne servait à rien, ou pas à grand chose, et notre ami Naegelen avait raison quand il nous a fait remarquer que cette abstention était condamnable.
En effet, puisque nous sommes à l'époque des autocritiques… (rires)... on peut se demander si cela ne dénote pas de la part de vieux militants comme moi un affaiblissement de la foi. Et c'est vrai. Incontestablement cela dénote un affaiblissement de la foi. Qu'un militant qui est entré au Parti il y a trente années et qui a assisté pour la première fois à un Conseil national en 1927, qui n'en a pas manqué beaucoup depuis, vous dise cela, ça peut être grave.
Mais de quelle foi s'agit-il ? S'il s'agit de la foi qui m'a amené très vite, après la scission de Tours, à donner par mon adhésion au Parti Socialiste la preuve que j'avais fait mon choix et que ce choix se portait sur un idéal magnifique qu'avait si bien servi un homme comme Jean Jaurès, c'est grave. Eh bien non. Ma foi ne s'est pas affaiblie, bien au contraire. L'expérience que j 'ai accumulée m'a prouvé

que l'injustice sociale est plus que jamais une réalité et qu'il faut plus que jamais la combattre, que les solutions, que proposait le Socialisme sont aussi bonnes solutions, puisque là où des Socialistes ont pu gouverner avec des moyens nécessaires pour appliquer la doctrine Socialiste la preuve est faite que les hommes sont, grâce au Socialisme plus libres et plus heureux. La preuve est faite aussi qu'aucune autre solution, proposée aux hommes par ailleurs pour qu'ils soient plus libres et plus heureux n'a donné de bons résultats. Plus que jamais je suis attaché à cet idéal magnifique, qui a fait les preuves éclatante de sa vertu de son efficacité.

Mais s'il y a un affaiblissement, c'est peut-être de la foi que j'avais mise dans cet instrument de révolution que doit être le Parti Socialiste. C'est l'instrument qu'il est en France qui m'a paru, depuis ou pendant ces trente années d'action militante, s'affaiblir et parfois se dénaturer gravement, parfois même très gravement, au point qu'il m'est arrivé avec peine d'entendre quelquefois les hommes qui avaient la même carte rouge que moi dans leur poche, et qui ne faisaient plus le procès du régime capitaliste, et qui parfois même abandonnaient le service des prolétaires pour se mettre - et ils le disaient nettement - au service d'hommes exploitant d'autres hommes. Cela est grave.

Je ne le dirais pas dans un Congrès du Parti, mais je le dis dans ce Conseil national où nous nous devons la vérité les uns aux autres. Cela est grave et au moment où nous nous interrogeons sur les raisons du recul du Parti Socialiste, peut-être faudra-t-il examiner s'il n'y a pas là une raison sérieuse de l'affaiblissement de son audience.

Tous nous interrogeons avec angoisse sur le recul de l'audience du Parti Socialiste, et avec angoisse, comme le disait Guy Mollet ce matin, on se demande vraiment si demain, devant des difficultés accrues, devant la misère accrue, devant la menace de guerre qui se sera accrue, les hommes, beaucoup d'hommes et beaucoup de femmes, ne cesseront pas de croire dans la vertu de la démocratie et ne suivront pas l'appel de quelque césarisme, ou de quelque parti totalitaire.

Si la question se pose de savoir, si nous sommes incapables de remplir notre mission, nous n'aurons pas alors livré la démocratie française à ses adversaires, et en même temps compromis les dernières chances de la paix.

Il y a quelque chose de paradoxal, c'est que nous puissions constater avec fierté, une très légitime fierté, le crédit de nos camarades lorsqu'ils vont représenter la section française de l'Internationale ouvrière à Milan, par exemple, où ils font adopter des idées françaises.

A Milan, comme le rappelait Guy Mollet lui-même, on forçait l'adhésion d'hommes pourtant prévenue et qui représentent l'élite de l'intelligence Socialiste. Nous pouvons en être fiers de même que nous pouvons être fiers que Guy Mollet ait été élu président du groupe Socialiste international.

Cela prouve que lorsqu'il s'agit de faire assaut d'intelligence devant des hommes intelligents, nous avons gardé encore des mérites et des possibilités. Mais, alors, pourquoi avons-nous si peu de crédit à l'intérieur de notre pays ?

Pourquoi perdons-nous constamment de notre audience ?

Fondation Jean Jaurès

Ce n'est pas parce que nous sommes insuffisamment intelligents ! Alors, c'est peut-être parce que nous le sommes trop et que comme Swenson, nous voulons nous adresser trop souvent à la raison et nous ne savons pas suffisamment donner un caractère de subjectivité dans nos contacts avec l'opinion publique.
Nous sommes des raisonneurs : il faut l'être, mais pas à l'excès !
Il ne faut pas perdre le contact avec la classe ouvrière et je suis d'accord avec les méthodes employées par un Schumacher, par exemple, qui faisait, comme Naegelen l'a dit ce matin, que dans les arguments qu'il employait, il n'hésitait pas à utiliser ce qui pouvait accrocher l'opinion publique même s'il savait au fond de lui-même qu'il exagérait. Mais, beaucoup plus grave est de ne pas assez exagérer et de perdre l'audience de 1'opinion publique !
Pourquoi le recul du Parti Socialiste, si grave, devant les questions qui se posent à nous à 1'intérieur et à l'extérieur ?
Au groupe parlementaire, l'autre jour, nous avons commencé à faire notre autocritique et nous nous sommes demandé si nous n'étions pas responsables pour une partie, de cet affaiblissement de l'audience du Parti Socialiste et certains camarades ont dit : "C'est que notre travail est mal organisé". C'est vrai ! C'est vrai, bien que je pense comme Boutbien, qu'il ne faut pas exagérer l'influence réelle du Parlement et que, par conséquent, il faudrait essayer de tirer le meilleur parti de la machine parlementaire.
Nous n'avons pas trouvé le moyen d'organiser une démocratie autrement et il n'y en a peut-être pas d'autre. Mais si nous travaillons moins bien que nous le voudrions, au groupe parlementaire Socialiste, c'est parce que c'est impossible.
C'est impossible, parce que nous avons, chacun de nous, beaucoup d'autres choses à faire et que nous ne trouvons pas toujours dans nos départements assez de militants fédéraux pour nous aider.
Il y a un certain nombre de camarades, ici que le savent. On ne trouve pas comme autrefois, des équipes de militants fédéraux pour aller visiter toutes les sections comme il le faudrait, car, c'est très vrai ce que disait Guy Mollet ce matin à savoir que c'est dans la mesure où on a une organisation de base complète, solide, méthodiquement mise sur pieds, que le Parti maintient ses positions et qu'il les accroît contre vents et marées !
Seulement on exige de nous, après que nous avons passé deux nuits par semaine dans le train, - depuis six ans, cela en fait 600 et quelques pour ma part et je commence à en avoir les côtes qui m'en font mal - on exige de nous que nous allions à des réunions, à des élections le samedi et le dimanche et que le dimanche soir, nous reprenions le train pour Paris ! Il y a des choses qui dépassent les possibilités humaines et pour ma part, je me suis crevé à ce petit travail-là !
Il y a aussi, c'est vrai, que le travail du Parlement lui-même est mal organisé et nous devrions y faire davantage attention. Les efforts de notre camarade Minjoz sont souvent insuffisamment aidés, car il y a beaucoup de projets utiles qui sont en panne et nous rendrions de grands services à des catégories sociales, à des travailleurs, en les faisant aboutir au plus vite. Et c'est notre mission, personne d'autre ne peut le faire !

Et aussi, nous devrions nous préoccuper de faire en sorte que les sessions parlementaires ne soient pas interrompues par les élections.
A cause des élections au Conseil général, pendant trois mois, on a fait de la gymnastique pré-électorale, et on n'a plus travaillé, je m'en souviens. Cela va peut-être recommencer à cause des élections municipales et c'est dommage. Je souhaiterais que les élections au Conseil municipal et toutes les autres élections aient lieu pendant les vacances parlementaires de l'été et de la fin de l'automne.
Il y a des pays, comme les Etats-Unis, qui savent grouper dans une même journée, de très nombreuses élections, et le Parti Socialiste qui est un parti probe, qui manque de moyens financiers, qui manque d'hommes, à cause de cela d'ailleurs, devrait essayer d'organiser mieux le rythme de ses élections dans le pays. Et dans les raisons de notre affaiblissement, il y a, bien sur, l'insuffisance de notre Presse. Mais, là, il y a d'autres raisons, dont je parlerai tout à l'heure ; les fautes commises ne sont pas d'aujourd'hui ; elles datent de fort longtemps et nous payons là, et cher, les erreurs qui ont été commises il y a de nombreuses années, à une époque où c'était beaucoup plus facile d'organiser méthodiquement les moyens de la propagande de notre Parti et où on a oublié de le faire. Il n'empêche que malgré tout, la question peut se poser de savoir, si la persistance de la publication du "Populaire "quotidien vaut le prix qu'il coûte !
Pour ma part, je n'en suis pas persuadé et je préférerais que l'on emploie cet argent à faire du "Populaire dimanche" un organe beaucoup plus efficace.
Puisque nous avons perdu pieds dans la région parisienne, - et cela se démontre, puisque nos journaux ne s'y vendent pas suffisamment - au moins, que l'on aide davantage les fédérations de province qui sont aujourd'hui la véritable force du Parti. Et, dans l'affaiblissement de notre audience, dans l'opinion publique, on a dit tout à l'heure avec raison, qu'il y avait la faiblesse de notre opposition au gouvernement actuel. Si quelqu'un avait cru qu'il suffisait de n'être plus au gouvernement pour reconquérir une partie de l'audience perdue, ou peut-être même davantage, il peut aujourd'hui, se détromper !
Mais à quoi cela tient-il ?
C'est tellement peu visible que nos camarades de Scandinavie, comme le disait Guy Mollet tout à l'heure, ne s'en sont pas aperçus et que certains français ne s'en rendent pas suffisamment compte.
Comme le disait Naegelen, ce matin, cela tient à ce que nous sommes trop scrupuleux et que nous hésitons à forcer les mots, et que pour vouloir être trop objectifs, trop scrupuleux, nous paraissons trop nuancés.
Et l'opinion publique, elle, aime autre chose que les nuances et si vous voulez que l'opinion publique se rende vraiment compte que vous êtes dans l'opposition, reprenez le ton d'autrefois, n'ayez pas peur d'être violents, véhéments et Deixonne n'a pas eu peur, l'autre jour de prendre violemment à partie M. André Marie.
(Applaudissements)
Il a bien fait. Le résultat c'est que dans ma région, où il n'y a aucun journal quotidien Socialiste, nos camarades qui sont obligés de lire les quotidiens, ils ont tout de même vu qu'il y avait eu une véhémente intervention de Deixonne, lors

même que dans les journaux où on l'a rapportée, c'était pour dire qu'elle était outrancière, mais, nos camarades ont su qu'elle avait existé et ainsi, il ne leur a pas déplu que nos adversaires aient pu la qualifier d'outrancière.
Alors, ne soyons pas trop polis et quand nous attaquons un ministre ne le faisons pas avec des armes mouchetées, parce qu'alors, nous donnons l'impression que nous ne voulons rien casser et que c'est peut-être dans l'espoir de revenir un jour au gouvernement, alors que ce n'est pas pour cela reçue nous le faisons.
Et puis, n'aidons pas le gouvernement, parce qu'encore nous sommes trop scrupuleux. Ne nous posons pas la question de savoir si, parce que nous ne voterons pas tel ou tel budget, la machine ne pourra pas fonctionner. Ce n'est pas à nous à faire fonctionner la machine ! Il y a une majorité, qu'elle se débrouille pour le faire !
(Applaudissements)
Je regrette que par moment, nous paraissions tendre la perche à des ministres en difficulté. Nos adversaires ne se privent pas de se servir contre nous de ces apparences !
Je regrette même que nous acceptions de rapporter des budgets et que nous acceptions ainsi de rendre des services à des ministres qui n'ont pas trouvé dans leur majorité des rapporteurs. Nous n'avons pas à prendre, nous, cette peine, ni ces responsabilités.
Et moins encore, nous ne devons prêter nos hommes à certains prolongements de l'action gouvernementale, parce qu'on utilise la présence de certains de nos meilleurs camarades, dans certaines missions, par exemple… (applaudissements)... contre notre Parti. On dit que nous nous associons de façon honteuse presque, à l'action gouvernementale et nos camarades alors ne comprennent pas ! Et comment voulez-vous que, si nos camarades eux-mêmes ne comprennent pas, l'opinion publique, elle, comprenne le résultat, c'est que les adhésions ne viennent pas, surtout chez les jeunes, car cela ne les enthousiasme pas. Et le résultat aussi, se sont ces élections où nous perdons des voix.
Oh ! je sais bien qu'il ne faut pas exagérer la portée de ces échecs. Il s'agit d'élections partielles et alors qu'on a tellement dit qu'elles étaient nécessaires, on se rend compte que les électeurs ne les prennent pas tellement au sérieux. On disait qu'il fallait absolument sonder l'opinion publique par ses élections partielles ! Mais on a vu dans le Lot et dans la région parisienne où il y a eu 47% d'abstentions qu'il ne semblait pas que les électeurs soient pressés de servir de thermomètre. Et ces élections partielles semblent à certains moments devenir une espèce de loterie à cause du nombre des candidats et quand on voit, comme dans le Lot, par exemple, qu'un radical avait 12 000 voix, c'est-à-dire un sixième des voix qui se sont prononcées, pour être élu et qu'ainsi le Parti Radical aura deux députés sur trois, on peut se demander jusqu'à quel point la justice électorale aussi est satisfaite.
Il ne faut pas exagérer la portée de tous ces échecs. Ce serait beaucoup plus grave s'il s'agissait d'élections générales. Mais enfin, cela prouve que nous ne réussissons pas à polariser les mécontents et à leur faire exprimer leur mécontentement au travers d'un bulletin Socialiste.

Et, dans l'affaiblissement de notre influence dans le pays, il y a alors les raisons beaucoup plus lointaines dont je parlais tout à l'heure et, pour ma part, depuis vingt-cinq ans, dans ce Parti, j'en observe les effets et je me pose la question - je me la suis toujours posée - pourquoi la SFIO a-t-elle échoué là où les Socialistes de Suède, du Danemark, ou de Grande-Bretagne ont réussi ?
Parce que les Socialistes français n'ont pas employé les mêmes moyens, parce qu'ils n'ont pas observé les mêmes attitudes, parce que, trop souvent, ils ont voulu être des architectes et ils ont oublié d'être des bâtisseurs.
Et la preuve, c'est que cette même remarque qu'on peut faire en comparant le succès du Socialisme dans les pays, on peut la faire comme Guy Mollet la faisait ce matin en comparant les fédérations entre elles. Il est incontestable que les fédérations qui ont su s'équiper, qui ont su s'insérer dans la classe ouvrière, se maintiennent, ont résisté aux assauts les plus violents du Parti Communiste.
Par exemple, la fédération du Nord et du Pas-de-Calais et d'autres que je pourrais nommer sont dans ce cas.
Donc, la preuve est faite que si on emploie les moyens qui conviennent et si on observe les attitudes qu'il faut, le Socialisme peut avoir une beaucoup plus large audience. Les erreurs commises en France je vais passer rapidement, les voici : c'est d'abord que nous ayons fait l'unité si tard, en 1905 et que nous ayons découragé la classe ouvrière avec nos chicanes de s'organiser d'une façon cohérente tout entière, politiquement et économiquement, dans la même organisation. De 1905 à 1920, nous avons fait des progrès sur le plan politique ; insuffisants. Nous n'avons pas assez su nous équiper à cette époque-là. C'est à ce moment-là qu'il fallait mettre sur pied des journaux quotidiens ; la où on l'a fait ils existent encore. Il fallait donner aussi des écoles de cadres, des maisons. Pour ne l'avoir pas fait, en 1952, 50 ans bientôt après l'unité, nous n'avons presque pas de pignons sur rue. Nous n'avons même pas une salle à Paris qui nous appartienne, où nous pourrions nous réunir sans nous obliger à venir chercher refuge si loin, à Puteaux, ce qui est si incommode que beaucoup de camarades de province comme moi en souffrent.
Et puis, je vous parlais tout à l'heure de ce premier Conseil national auquel j'ai assisté en auditeur timide et très respectueux en 1927. Je crois que ce jour-là j'ai vu comment le Parti s'occupait de questions accessoires et commettait des erreurs au lieu de s'occuper de questions essentielles. Nous avions, après la scission de Tours, fait une remontée magnifique. Pourquoi ? C'est qu'après avoir démontré et dénoncé à Tours l'incompatibilité totale qu'il y avait entre le bolchévisme et le Socialisme, nous avions exprimé la nécessité qu'il y avait par conséquent à combattre avec acharnement et sans rémission cette déviation qu'était le Communisme. Tant que nous avons été logiques avec nous-mêmes, nous avons reconquis le terrain perdu et nous en avons gagné. Et quand nous avons été inconséquents, quand nous avons commencé de l'être en 1927 ce Conseil national pour des raisons de commodité électorale, alors nous avons ouvert la voie aux succès du Communisme et nous avons, hélas, aussi enlevé au Parti Socialiste sa position jusqu'alors inexpugnable.
Oui, c'est pour des raisons de commodité électorale. Je me souviens, en 1927

d'avoir entendu des hommes qui n'existent plus pour la plupart, Jean Longuet par exemple, Renaudet, à côté d'autres qui existent encore, Marquet par exemple. On s'était battu pendant une journée pour savoir s'il fallait revenir au scrutin d'arrondissement ; et hélas on y était revenu. Et pour profiter des désistements au deuxième tour du Parti Communiste qu'on a cessé de le combattre et qu'on l'a même quelquefois flatté. Petit à petit on a habitué la classe ouvrière à le considérer comme un parti comme les autres et bientôt la classe ouvrière l'a considéré comme un parti plus à gauche que nous. Elle a fini par se laisser prendre à la démagogie du Parti Communiste.

Pour ma part, j'ai toujours été hostile à cette attitude-là comme j'ai été hostile au Front Populaire en 1936 où nous avons laissé échapper une occasion de victoire à la fois sur le radicalisme corrompu et compromis et aussi sur le Communisme. Dans toutes les erreurs du Front populaire nous nous sommes portés caution morale des uns et des autres. Ils en ont profité contre nous. Et nous avons recommencé pendant l'Occupation dans les maquis, ce que je n'ai jamais fait pour ma part malgré les consignes que je recevais du Conseil national de la Résistance ou d'Alger. Je n'ai jamais accepté de donner une arme à un Communiste ni de reprendre contact avec les Communistes. Je ne leur ai jamais pardonné le pacte germano-soviétique.

Et nous sommes arrivés au Kominform en 1947. Aujourd'hui nous sommes obligés de reprendre notre position intransigeante. Et Bottereaux hier, au Congrès de FO disait que ce serait une aventure sordide que de reprendre contact avec la CGT. Il aurait mieux fait de le dire à Toulouse lorsqu'ils furent assez jobards pour faire l'unité avec la CGTU. Mais enfin, pendant de longues années nous avons commis cette erreur et quelques uns d'entre nous ont reçu il y a quelque temps du Parti Socialiste allemand une note dans laquelle on pouvait lire que seuls les Partis Socialistes ont observé cette attitude intransigeante, farouche et permanente à l'égard du Communisme ont pu triompher.

Je ne pense pas que notre objectif essentiel soit la gymnastique parlementaire, ce doit être plutôt la reconquête de la classe ouvrière. Mais il ne faut pas croire que la classe ouvrière nous reviendra toute seule parce qu'elle va être écœurée de ce qui se passe au sein du Parti Communiste avec les affaires Guingouin, Marty et Tillon ou les autres qui mettent pourtant à nu l'ignominie de ce parti. Nous croyons cela, nous sommes tentés de le croire parce que nous mettons au premier rang de l'échelle des valeurs les valeurs morales, parce que nous savons. Mais le peuple des travailleurs, insuffisamment éduqués politiquement, insuffisamment instruits n'ont pas la même échelle de valeurs que nous.

En Haute-Vienne, au moment où l'affaire Guinguoin, Tillon et Marty aurait dû, à nos yeux, entraîner le refus en masse des travailleurs de voter Communiste, c'est pourtant encore un Communiste qui a été élu à la majorité absolue, seul contre tous. C'est sérieux. C'est grave. Lorsque le Socialiste, pour être élu, doit l'être avec toutes les voix sur sa droite, c'est grave.

Pourquoi les travailleurs votent-ils encore Communiste ? Ce n'est pas du tout parce qu'ils donnent leur adhésion à la trahison Communiste. C'est parce qu'ils sont mécontents de l'injustice qui pèse sur eux, qui s'est aggravée, qui s'aggrave

tous les jours, et qu'ils estiment qu'en votant Communiste ils expriment le mieux leur mécontentement.
Et si les affaires Guinguoin, Tillon et Marty n'étaient pas aussi odieuses ainsi que l'attitude du Parti Communiste, nous pourrions nous demander vraiment combien de voix de travailleurs il nous resterait, si nous ne savons pas mieux exprimer, nous, la protestation si profondément légitime de la classe ouvrière.
Je dis si profondément légitime. Tout à l'heure Guy Mollet le disait : jamais nous n'avons connu de gouvernement aussi réactionnaire. Mais alors, il faut le dire très fort. Et ce n'est pas le procès de monsieur Pinay qu'il faut faire. Il faut faire le procès du régime capitaliste qui vient de reprendre le pouvoir politique, ce qui explique la présence de Monsieur Pinay au pouvoir. Il faut faire le procès du régime économique. Il faut le faire avec la même violence qu'autrefois. Comment ? Mais monsieur Pinay lui-même est obligé de dénoncer les failles de ce régime. Dans le discours de Caen, il a dit : c'est un régime qui va dans le sens exclusif du profit. Mais c'est la condamnation que nous avons toujours portée contre les régimes capitalistes, régimes immoraux par essence puisqu'ils sont basés sur le profit et sur l'exploitation éhontée de l'homme par l'homme.
Et monsieur Pinay a été obligé de dire qu'il fallait moraliser le régime, ce qui est évidemment impossible puisqu'il est immoral par définition. Et en même temps, Monsieur Pinay est obligé de dire que ce régime économique aboutit au malthusianisme économique. Il aboutit à la rareté des produits, à la cherté des produits. Il aboutit donc à la misère de la classe ouvrière. Et il ne nous est pas difficile de démontrer que si notre pays est déjà un satellite économiquement et s'il ne peut pas équilibrer son budget sans savoir ce que les Etats-Unis lui donneront, c'est parce que depuis de longues années ceux qui ont eu et qui ont en ce moment encore la direction de l'économie de ce pays l'ont amené à la décadence.
L'autre jour, avec raison Monsieur Jean Moret disait : nous avons le choix entre la modernisation ou la décadence. C'est pire, entre la modernisation ou la déchéance, à tous les points de vue : économique, politique, militaire, si nous ne sommes pas capables de provoquer une extension économique qui nous permettra de payer nos importations par des exportations, qui nous permettra de produire aussi bien et aussi bon marché qu'ailleurs.
Si nous ne sommes pas capables de produire davantage, de distribuer davantage de produits à notre classe ouvrière et d'en donner aussi aux autres pays sous-développés, si nous ne sommes pas capables de cela, il n'y a aucun moyen d'empêcher la déchéance irrémédiable.
Et je dis à notre ami Naegelen - il le sait aussi bien que moi - que même sans le fardeau de l'armée d'Indochine nous ne pouvons pas donner à la classe ouvrière les satisfactions qu'elle mérite si nous ne pouvons pas produire mieux et davantage, si nous sommes obligés d'importer pour 100 milliards de denrées agricoles dans un pays dont la fertilité est proverbiale, dont le climat est privilégié, c'est qu'alors nous aurons vraiment mérité le mépris des autres pays nous le méritons déjà.
Dans mon département il y a une crise grave dans la région forestière ; je l'ai

dénoncée avec vigueur à la tribune de l'Assemblée en faisant le procès des propriétaires. Je n'ai pas craint de parler de réformes agraires. Sans mon département qui bientôt ne va pas nourrir un habitant au kilomètre carré, on voit venir des colonies de Lithuaniens, d'Estoniens amenés par une organisation internationale. On voit ces hommes investir des capitaux et faire la preuve que cette terre que nous abandonnons est capable de donner de magnifiques récoltes et que les investissements y sont rentables. S'il nous faut, comme disait Guy Mollet, protéger notre industrie automobile par des moyens aussi artificiels que des droits de douane exorbitants, alors il n'y a plus d'espoir pour notre pays.

Je voudrais que le Parti Socialiste fasse le procès des responsabilités de ce régime économique. Il ne date pas d'hier, ce procès et ces responsabilités, mais de plusieurs décades. Mais aujourd'hui nous sommes vraiment arrivés, si l'on peut dire, à l'extrémité.

De deux choses l'une, ou il y aura dans ce pays une révolution technique et elle ne peut être promue que par une révolution politique car ce ne sont pas les tenants du capitalisme qui ont amené Pinay au pouvoir qui la feront, cette révolution technique permettant d'améliorer le sort de des travailleurs. Pinay s'en aperçoit après avoir compté sur eux à la suite de l'amnistie fiscale. Il s'est rendu compte de quoi ils étaient capables. Nous devons dénoncer la trahison de ce régime capitaliste car il trahit à la fois les intérêts de la classe ouvrière et ceux de la nation. La nation n'est pas capable d'assurer sa défense, elle n'est pas capable d'assurer son indépendance si un autre régime économique n'intervient pas.

Je souhaite que le Parti Socialiste dénonce avec violence, avec virulence ce régime capitaliste, qu'il passe son temps surtout à cela, au Parlement dans les journaux et dans les réunions publiques.

Je regrette que dans nos journaux on parle trop de Marty, Tillon et Guinguoin et compagnie et qu'on ne donne pas assez de chiffres sur les bénéfices scandaleux de certains industriels, qu'on ne donne pas assez de chiffres aussi pour concrétiser, si l'on peut dire, la misère des pauvres gens - qu'on ne démontre pas que depuis 1914 - par l'inflation qui est un vol permanent, par la dévaluation qui est un impôt sur le capital des pauvres bougres, on n'a cessé de voler les travailleurs, les jeunes, les adultes et les vieux.

Je voudrais que cette dénonciation soit faite avec la plus grande rigueur possible et que nous disions déjà qu'il ne peut plus y avoir aucune espèce de collaboration avec les hommes qui sont aujourd'hui au pouvoir et qui sont tous les serviteurs zélés des capitalistes.

Il ne peut plus y avoir de collaboration avec les Radicaux. Je regrette que nous soyons obligés de nous désister pour eux. Dans le Nord, les radicaux sont aujourd'hui les meilleurs serviteurs de la réaction capitaliste.

Il ne peut pas y avoir de collaboration possible avec Monsieur Pinay et ses amis. Et non plus avec les cléricaux du MRP.

Si nous avons craint quelquefois de porter des coups contre la majorité actuelle parce qu'elle ne se serait pas suffisamment soudée, je crois que maintenant elle a su, par suffisamment de mauvais coups et de complicités, s'amalgamer. Et je crois que nous n'avons plus à craindre de provoquer sa dislocation.

D'ailleurs, c'est la même chose qui se produit en Belgique où à certain moment, après la Libération, en Autriche aussi les Partis Socialistes ont pu être obligés de composer pour relancer la démocratie. Aujourd'hui, la question du régime républicain ne se pose pas de la même manière. Le RPF n'est plus dangereux. Le Communisme ne le redeviendra que pour autant qu'on aura continué les mêmes erreurs.
Je voudrais que dans ce pays qui a peur, dans ce pays qui doute du lendemain, dans ce pays où certains ont applaudi à l'élection d'Eisenhower parce que, comme les électeurs des Etats-Unis, ils ont cru trouver en lui une protection, nous soyons capables de réveiller des enthousiasmes, nous soyons capables de montrer qu'il y a des solutions autres que celles du désespoir, que nous soyons capables d'attirer à nous les travailleurs, les jeunes. Je voudrais que nous soyons capables aussi d'apporter à l'Internationale Socialiste la contribution d'un Parti plus puissant et que nous puissions mieux contribuer à faire l'Europe.
Certains de nous reprochent à Guy Mollet de trop s'occuper de l'Europe et pas assez du Parlement français. Pour ma part, je ne le lui reprocherai pas. Je pense que si on réussit à faire l'Europe on pourrait réussir à faire la paix. Je crois que cela en vaut la peine.
C'est pour aider à faire l'Europe que je voudrais que le Parti Socialiste ne donne pas seulement la contribution de son intelligence mais la contribution des masses ouvrières compactes. Je crois qu'alors nous aurions travaillé dans l'intérêt des travailleurs de l'Europe et du monde entier en même temps que nous aurions contribué à sauvegarder la paix.
(Applaudissements)

Le président - La parole est au camarade Gorce. Auparavant, je voudrais inviter des camarades qui ont à prendre la parole à ne pas trop allonger leurs exposés, sinon nous n'aurons pas suffisamment de temps, même avec la séance de nuit.

Georges Gorce

Camarades, l'autocritique est décidément un genre difficile dans un débat si général qui va de l'Indochine à la détresse des sociétés colombophiles ou des harmonies du Nord que rappelait Guy Mollet ce matin.
Que Guy Mollet me pardonne si, après son rapport loyal et pour déférer à l'invitation de notre président, je me limite aux points sur lesquels, en l'entendant ce matin, je ne me sentais pas en entier accord avec lui.
On a parlé d'abord de l'Union Française et je ne saurais m'en désintéresser. On a parlé des problèmes tunisiens et marocains et de la position du gouvernement français devant l'ONU.
Je ne crois pas, camarades, être suspects auprès de vous de colonialisme. J'ai fait de mon mieux, partout où je l'ai pu, pour dénoncer de la manière que j'ai pu, la folie que constituait la politique du gouvernement français, des gouvernements français successifs depuis un temps déjà assez long, et j'ai fait de mon mieux pour demander, en temps utile, une politique plus audacieuse qui était, en définitive, la meilleure garantie de nos intérêts en même temps que du bien-être

des populations. Mais maintenant que l'affaire est posée devant le tribunal international, je voudrais vous demander un peu de prudence. Je ne voudrais pas que le Parti s'associât trop aisément à je ne sais quelle acceptation d'une immiscion ou heureuse ou brutale des organismes internationaux dans les affaires nord-africaines et dans les affaires de l'Union Française en général. Ce que je dis peut peut-être choquer certains. Je ne sais pas si la position adoptée par le gouvernement français actuel, de refuser d'ouvrir un dossier pas entièrement mauvais sur tous les points, est la meilleure tactique possible. Je sais qu'il est très dangereux de mettre le petit doigt dans un engrenage international qui tourne à une vitesse accélérée depuis la fin de la guerre, et je crois que si, du moins, on jugeait utile d'ouvrir le dossier, il faudrait le fermer complètement à l'égard de ceux qui nous attaquent aujourd'hui. Il faut avoir vécu l'atmosphère des Nations Unies. Il faut avoir vu, autour des fameux tapis verts, avoir entendu les propos des Birmans, Indonésiens et Pakistanais, pour voir qu'il y a dans tout cela un certain élément de farce internationale, permettez-moi l'expression, que nous avons le devoir de ne pas toujours prendre trop exclusivement au sérieux.
(Applaudissements)
J'outre peut-être ma pensée pour me faire mieux comprendre et pour réagir contre certaines tendances. Guy Mollet a rappelé ce matin la position adoptée par Léon Blum lorsque, pour la première fois peut-être, devant la commission de tutelle de 1'ONU, la question s'était posée. J'avais, en effet, à ce moment-là, eu l'ennui de ne pas être entièrement d'accord avec Léon Blum. J'étais allé le voir, peu avant sa mort, à Jouy-en-Josas. Lapie était allé le voir pour lui tenir à peu près le même langage que moi, et s'il ne m'avait pas convaincu, je crois que je ne l'avais pas convaincu. Mais je me demande si après avoir vu cet affaiblissement de l'ONU, l'utilisation de la tribune internationale à des fins beaucoup plus démagogiques que constructives, il n'aurait peut-être pas modifié légèrement sa position dans le sens que nous voulions.
Autant nous devons être compréhensif à l'égard des exigences de la liberté, autant, quand le rideau sera tiré sur la plainte déposée contre nous, devant l'organisation internationale, il faudra que nous reprenions tous nos efforts pour qu'on ait enfin une politique seine et intelligente en Afrique du Nord. Maintenant, je crois que ce n'est pas notre rôle que de demander de la mollesse à un Quai d'Orsay qui s'y est toujours montré un peu trop prompt et qui trouverait un réconfort peut-être trop puissant dans certains des propos que nous tiendrions aujourd'hui.
Un autre problème concernant l'Union Française ne peut être abordé aujourd'hui. Il le sera, mais il serait bon que, peut-être, aujourd'hui, nous commencions à nous en inquiéter c'est celui de l'Afrique à laquelle nous invite tout doucement telle ou telle résolution de l'Assemblée de Strasbourg et plus encore les intentions que l'on prête, non sans apparence de raison, à certains ministres d'apporter en dot au molosse européen qui dévore déjà beaucoup de choses, nos territoires d'Outremer.
Je voudrais là aussi mettre en garde le Parti contre certaines tentations. A certains moments, on se demande pourquoi l'on a combattu l'hitlérisme si c'est

pour penser ce n'est pas au Parti qu'on le pense, mais on entend quelquefois de tels propos que l'Europe doit se faire d'abord dans le domaine militaire, par le fer, plutôt que par la charrue, et si c'est pour faire l'Eurafrique, alors ressuscitons Brasillach et tirons le rideau.
Ce n'est pas cela que veut le Parti. Que l'on désire une banque des investissements européens pour l'Afrique, je veux bien. L'essentiel est de trouver les capitaux et entre les capitaux américains et les capitaux allemands, je vous avoue que je suis assez neutre. Mais s'il s'agit, au-delà, de procéder, comme on le fait déjà, à des études juridiques sur les modalités d'une certaine intégration des territoires d'Outremer dans l'ensemble européen, alors je crois que nous devons prendre garde.
Les juristes sont des gens infiniment dangereux, d'autant plus dangereux qu'ils ont plus de talent. Comme pour le pool, comme pour l'Europe, on croit que tout cela, ce sont des fantaisies diplomatiques destinées à différer l'examen au fond de certains problèmes. Et puis, un matin, on se réveille devant des textes, devant des réalités, et nous n'avons plus alors qu'une seule solution, c'est de voter contre, en bloc, ce qui est évidemment impossible ou, alors, de nous mordre les doigts. Je crois qu'il faut, en temps utile, commencer l'étude sérieuse d'un problème qui est infiniment grave.
Voyez-vous, je ne veux pas allonger mes propos, mais j'ai peur des mythes.
J'ai peur de la tentation que représente pour un Parti généreux et idéaliste et de bonne volonté, certains mythes. Je ne dis certainement pas, Guy Mollet, que l'Europe est de ceux-là, mais il y a deux façons d'envisager l'Europe. Il y a ceux qui, comme toi, comme Jacquet, comme nous tous, voient dans l'Europe une solution supranationale, voient dans l'Europe, un grand idéal, une idée force et non pas une solution de facilité. Et puis il y a tous ceux, dans le pays, et ils sont en grand nombre, qui préconisent l'Europe par je ne sais quelle lâcheté, parce qu'ils se figurent que les difficultés que nous sommes incapables de résoudre nous-mêmes, à l'échelon national, nous les résoudrons plus aisément en les additionnant à toutes celles que connaissent la Hollande, le Luxembourg, etc.
(Applaudissements)
Voilà une conception de l'Europe contre laquelle nous devons réagir, contre laquelle nous avons déjà commencé de lutter, et je remercie Guy Mollet d'avoir apporté, le mois dernier, un certain nombre de précisions et d'apaisements à cet égard. Nous n'avons peut-être plus tout à fait ce qu'on appelle l'indépendance ; nous avons, du moins, encore la souveraineté. Avant de jeter cette souveraineté dans le magma européen, prenons quelques précautions supplémentaires et essayons de savoir ce que sers l'avenir. Je ne veux pas dire non plus que la sécurité collective est un mythe. Mais, voilà, hélas, un des thèmes essentiels de notre propagande ; voilà une de nos positions essentielles dans le secteur international, qui s'effrite. Ce n'est plus un secret que l'ONU est malade, quelle se jette par la fenêtre de cette Babel sans briques que l'on a construite. Il semble qu'il y ait une sorte de fatalité sur les organisations internationales. Quand on inaugurait le palais de Genève, la SDN était déjà mourante. On vient d'inaugurer le palais des Nations Unies à New-York et cela m'inquiète un peu, en attendant

que l'on pose la première pierre du palais de 1'UNESCO, à Paris, avant l'arrivée de Franco. Et bien, l'ONU est malade. Nous devons la soutenir. Nous devons aussi voir pourquoi l'ONU est malade. Elle est malade par le droit de veto. C'est ce qu'on a toujours dit, mais ce qu'on n'a pas dit, c'est qu'elle risquait d'être fort malade si nous l'affaiblissions de nos propres mains, comme nous l'avons fait.

La possibilité d'un veto est, que nous le voulions ou non, l'expression d'un rapport de force qui existe dans le monde par ces facilités données à l'assemblée générale. Je ne suis pas orthodoxe, pardonnez-moi, mais permettez qu'un certain nombre de questions soient évoquées qui créent de nouvelles sources de conflits dans un monde déjà troublé.

Je voudrais dire aussi, après un des orateurs qui m'a précédé, que, peut-être, la politique extérieure tient une place légèrement trop envahissante dans les préoccupations du Parti. Je le dis à Guy Mollet en le suppliant de ne pas prendre cela pour un reproche, pour une critique quelconque de son action. Un homme ne peut pas tout faire, ne peut pas être partout. Ce que nous lui demandons, c'est un dosage peut-être un peu différent de son action. On est à Rangoon, on est à Milan, on est à Strasbourg, d'accord. Mais sois et je résume ma pensée d'un mot sois un peu moins le Secrétaire général de l'Europe, quelqu'utile, quelqu'essentiel que sont ton rôle, et un peu plus, pour nous tous, pour que nous recevions tous des directives, le Secrétaire général du Parti Socialiste.

(Applaudissements)

Encore, si notre politique extérieure était d'une clarté parfaite, si elle constituait cette idée force autour de laquelle nous pourrons rallier les militants hésitants et les autres, mais je ne voudrais pas m'amuser à des jeux faciles. Je pourrais, autrement, défier tel ou tel militant de me dire, après avoir lu les articles de Ramadier, les discours de Guy Mollet et les positions prises per un certain nombre des nôtres, quelle est le politique extérieure du Parti Socialiste sur un certain nombre de problèmes essentiels. Je ne dis pas que les choses soient simples. Je ne dis pas que nous puissions avoir des positions nuancées et divergentes. Je dis simplement que nous ne trouverons pas, dans l'état de confusion du monde, dans la politique internationale, à l'heure actuelle, des forces qui nous permettront de sauver le Parti, à moins d'une crise très grave et nous ne souhaitons pas qu'elle intervienne dans le monde.

Je crois et j'ai honte de le dire et j'ai presque honte de le penser - je crois et je crains que ce pays ne doive passer, pour un certain temps, par une sorte de crise nationaliste, qu'il ne soit amené à se replier sur lui-même et que, ne sachant, à l'égard de ses alliés, quelle tendance apporter, il ne soit amené à se replier sur lui-même.

Peut-être est-ce salutaire, hélas. Peut-être est-ce seulement dans un repli de cet ordre qu'il pourra retrouver une certaine énergie, une certaine conscience de lui-même, avant de passer à autre chose. S'il reprend cette énergie, on pourra faire l'Europe, sans que ce soit une démission, ou une solution de paresse pour certains, alors on pourra parler de sécurité collective en jouant le rôle que nous devons jouer dans l'ensemble internationale. Mais, avant, je crains que cela ne laisse que des rancœurs dans l'esprit d'un certain nombre de Français.

Le problème, voyez-vous, c'est de réveiller ce pays Lamarque-Cando l'a dit tout à l'heure, c'est de réveiller le Parti aussi. La France prend sa retraite. J'ai été effaré de voir les statistiques qui vous démontent la proportion des Français qui veulent prendre leur retraite à 55 ans. Voilà un pays qui prend sa retraite.
Le deuxième de nos exportations, je crois, est celle des objets d'art. C'est le déménagement national à défaut d'aménagement national. Dans la reconstruction, Guy Mollet a dit, ce matin, excellemment, ce que nous faisions et ce que font les Allemands, non pas les Allemands Socialistes, mais ceux du bon Monsieur Adenauer et que nous incapables de faire, même sous un régime semblable.
La culture française dont certains se gargarisent, bien qu'on en supprime la direction, et les statistiques du livre nous démontrent, cette année, que nous venons au troisième rang, même en Europe, de la production du livre. Si nous avons des idées, nous sommes incapables de les réaliser.
La télévision, dans chaque foyer, pour supprimer les réunions publiques, on en a parlé, mais où en est la télévision française, après l'avance technique que nous avions au lendemain de la guerre ? Là encore, nous avons été incapables d'agir et de prendre l'offensive contre le secteur privé qui va l'emporter demain.
Politiquement je ne parle pas de l'économie ; on vous a dit tout à l'heure excellemment ce qu'il fallait en dire. La France semble avoir renoncé aux expériences qui iraient au-delà du centre droit le plus marécageux. On a peur de la réaction comme on a peur de l'action, peut-être plus encore. Il n'y a personne dans les réunions publiques, d'accord, nous en faisons l'expérience tous les jours. Les Partis éclatent ? Oh, n'ayez crainte, ils n'éclatent pas, ils se vident et c'est encore pire. Notre politique extérieure, je n'ai pas besoin de dire qu'elle est châtrée ; c'est l'évidence même, et elle est châtrée pour l'opinion publique et pas seulement pour le gouvernement.
A l'égard des Etats-Unis, les problèmes de nos rapports, entre nous Socialistes et l'Amérique, devraient être longuement étudiés et débattus dans une enceinte comme celle-ci. A l'égard de l'Amérique, nous ne savons avoir ni autonomie, ni solidarité véritable.
A l'égard de l'URSS il y a partout cet anti-Communisme bourgeois, anti-Communisme certes, mais pas un sou pour la défense même, dans les classes qui se croient menacées par le Communisme. Voilà un tableau que je pourrais hélas allonger. Le Parti, et c'est ce qui nous intéresse, échappe-t-il tout à fait à cet ensemble de critiques ? Guy Mollet, très précisément, très exactement, ce matin, nous a donné des arguments pour notre défense et a fait des constatations de fait contre lesquelles nous ne pouvons rien. On est toujours un peu conservateur. On n'est pas nécessairement conservateur quand on est à droite ; on est conservateur lorsqu'on manque de dynamisme, et tous les partis, à l'heure actuelle, sont des partis conservateurs.
On ne sait pas, dans le pays on l'a répété que nous sommes dans l'opposition. Mais je vous le demande loyalement : est-ce que nous sommes réellement dans l'opposition ?
Vous auriez le droit de dire, camarades, que nous sommes dans l'opposition si,

au fond de vous-mêmes, vous souhaitiez tous la chute du gouvernement Pinay. Or, vous ne souhaitez pas la chute du gouvernement Pinay,… (applaudissements)… parce que, si le gouvernement Pinay tombait, il faudrait alors envisager d'autres formules, prendre d'autres responsabilités que celle d'une opposition larvée et quelquefois paresseuse.
Alors, tant que nous ne souhaitons pas réellement la chute du gouvernement, tant que nous ne sommes pas en état de mettre quelque chose de solide à la place, nous ne pouvons pas dire, et le pays le sent très bien, que nous sommes véritablement en opposition.
(Applaudissements)
La laïcité ? Oui. Je me suis fait tuer sur cette idée, dans ma Vendée. Je ne crois pas être suspect, mais je vous dis que cela n'intéresse pas le pays autant qu'on le croit. En tout cas, si nous devons défendre des positions là-dessus, que nos éclats de voix ne soient pas seulement réservés à ce problème sous peine de paraître un peu conservateurs sur certaines de nos positions anciennes.
Si l'on ne sait pas, dans le pays, que nous sommes dans l'opposition, est-ce que cela paierait si on le savait mieux ? Voyez-vous, ma crainte est celle-ci : c'est que la réaction du public, soit cette interrogation : est-ce que cela changerait vraiment si nous élisions un Socialiste ?
Tant que le pays n'aura pas conscience que cela changera vraiment si on élit un Socialiste, alors il n'y aura pas tellement de raisons, à l'heure actuelle, de voter Socialiste.
On nous dit très justement : on n'a plus confiance en la démocratie, dans ce pays. C'est exact, hélas et plus précisément peut-être que ne l'a fait Boutbien, je voudrais poser encore une question : est-ce que le Parti Socialiste, est-ce que la réalisation des buts Socialistes, est-ce que son idéal est nécessairement lié à telle ou-telle forme de démocratie parlementaire ? Est-ce que ce n'est pas encore là faire preuve quelquefois d'un certain conservatisme que de nous y attacher trop étroitement, au point de considérer, je ne vais pas au-delà de ce que je dis préférable à tout autre péril, 1'alliance avec des conservateurs sociaux ? Voilà ce que je voulais dire.
Voyez-vous, il faut transformer le militant en propagandiste, nous dit-on. D'accord, mais en propagandiste de quoi ! C'est là le problème, nous le sentons tous et nous n'avons pas tous de solutions à apporter. Il faut nous avons tous conscience de cela, il faut que le Parti trouve des idées force, qu'il trouve une ou deux idées force nouvelle qui lui permettent de soulever le pays à nouveau. Je ne prends pas parti entre le néo-participationniste de Boutbien et l'opposition systématique dont rêvent certains. Ce n'est pas véritablement le problème, le problème est de faire, autour de nous, ce que nous pouvons seuls faire : le rassemblement, le véritable rassemblement je n'ai pas peur des mots de tous les gens de bonne volonté qui pensent qu'il est nécessaire, à la vie de ce pays, qu'il y ait, en France, une gauche, un Parti Socialiste fort, un parti de gauche existant réellement, et de rassembler autour de ces idées force tous les gens de bonne volonté qui se trouvent pris comme nous le sommes tous dans ce dilemme : sentir qu'il faut un Parti Socialiste fort et puissant, et qui sentent de jour en jour

Fondation Jean-Jaurès

sa lente désagrégation, pour ne pas dire pire.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Rougeron, de l'Allier, et ensuite Depreux.

Georges Rougeron

Camarades, je n'interviens jamais à la tribune des assemblées du Parti, et il faut pour m'y décider que je sois dans ces journées bien inquiet, d'une inquiétude qui va jusqu'à l'angoisse, sur la santé et sur l'avenir du Parti.
Je voudrais simplement apporter à ce débat quelques éléments d'appréciation touchant la dernière partie du rapport de Guy Mollet ce matin, qui a formulé devant vous et avec vous un certain nombre de constatations et un certain nombre d'appréciations que celles-ci appellent.
A chaque élection, nous perdons des voix, nous perdons des adhérents dans les sections, nous perdons des sections dans les fédérations, nous perdons des lecteurs de notre presse. Et ce qui est grave, c'est non pas que nous devions le constater aujourd'hui, car ce serait un incident, c'est que nous sommes en présence de la continuité d'un mouvement qui se manifeste depuis plusieurs années, et qui, avec une régularité déconcertante se poursuit inexorablement, en dehors d'un certain nombre d'exceptions que bien entendu je veux moi aussi marquer.
On a essayé, dans les interventions précédentes, de situer pour des raisons d'ordre politique, pour la plupart, les motifs de cet état de chose. Je voudrais, pour ma part, essayer de les placer sur un autre terrain, sur un terrain d'ordre social et d'ordre moral.
Sur le plan de l'ordre social, depuis longtemps déjà, dans beaucoup de nos sections sinon dans la plupart, nous recrutons parmi les couches sociales qui ne sont plus la classe ouvrière. Nous y avons vu entrer successivement des petits commerçants, des retraités, des rentiers, des fonctionnaires, Nous y avons vu rentrer successivement des gens qui, auparavant, n'étaient pas touchés par la propagande du Parti et qui sont venus vers nous, mais non pas parce que sur le plan de la doctrine ils étaient conquis, simplement parce qu'ils ont pensé à un moment que nous étions le parti républicain le plus à gauche, et en vertu de cette vieille psychologie de la Gauche française, ils sont venus à nous. Mais ils conservent, en tant qu'entité de classe, les mêmes égoïsmes, les mêmes idées de conservatisme qui font que, lorsque nous parlons à nouveau le langage du Parti, immédiatement ces couches se retirent de nous, cependant que nous ne ramenons pas la classe ouvrière qui ne nous croit plus quand nous poursuivons ce langage qui est le langage traditionnel du Parti.
Et puis, si j'en appelle maintenant aux causes d'ordre interne, je voudrais simplement souligner que l'étude du passé de notre Parti, l'étude du passé du Socialisme dans ce pays montre que le Parti a été conquérant lorsque les membres croyaient dans le Parti, lorsqu'ils croyaient que le Parti avait raison, lorsqu'ils croyaient que ceux qui expriment la pensée du Parti avaient raison. Et c'est là peut-être aussi une des causes du mal profond qui nous atteint

maintenant.
En réalité, dans beaucoup de cas, les camarades ne croient plus que le Parti a raison, et il est des camarades qui ne sont plus absolument certains qu'il est indispensable que le Parti continue d'insister. C'est peut-être là un drame psychologique qu'il faudra étudier un jour J. Le rationalisme qui a formé l'armature de notre Parti, nécessaire d'ailleurs, a détruit la croyance, il a introduit la notion de doute systématique, la notion de critique et la notion de critique, de doute systématique, a fini par l'emporter sur la notion de croyance.
Or, ce sont les causes auxquelles on croit intensément qui sont la causes victorieuses. Ce sont les idées auxquelles on croit de toute sa passion, de toute sa force, pour lesquelles on se bat avec efficacité. On ne s'enthousiasme pas pour les statistiques économiques, pour les données techniques, on s'enthousiasme ou bien pour fine foi religieuse, ou bien pour un idéal politique, et le drame de ce Parti est qu'aujourd'hui il n'appelle même plus l'enthousiasme de ses propres adhérents. Comment voulez-vous qu'il appelle l'enthousiasme des masses ?
Et Guy Mollet disait : "Il faut faire de chacun de nos camarades un propagandiste individuel". Ne sentez-vous pas que tout ce qui est l'ensemble de la méthode actuelle du Parti fait que votre camarade ne peut pas être un propagandiste individuel ? Car c'est une expérience que vous avez pu faire aussi vous pouvez conquérir un adhérent nouveau, vous pouvez, au cours d'une réunion, amener un sympathisant à prendre sa carte ; lorsqu'il va à la première réunion de la section à laquelle il a donné son adhésion, c'est pour entendre dire que le Parti se trompe toujours. Comment voulez-vous, dans ces conditions, après avoir appelé publiquement un adhérent, le conserver alors qu'il trouve dans les débats internes de notre Parti un langage et une appréciation différents de ceux que vous avez émis lorsque vous essayiez de le convaincre ?
C'est à cet ensemble de faits que je vous demande de réfléchir, camarades, et vous pourriez alors, à votre tour, me demander : "Que préconises-tu et qu'as-tu fait ?" Je ne veux rien préconiser, je voudrais simplement suggérer. Je voudrais demander à nos camarades qui ont des responsabilités d'envisager peut-être d'autres méthodes d'action, d'autres formules susceptibles d'amener à nous l'attention des masses et je pense en particulier qu'il serait peut-être souhaitable d'étudier si l'on ne devrait, par exemple, pas ne laisser qu'un quart de nos camarades dans les assemblées parlementaires et jeter les trois autres quarts à travers le pays en tournées incessantes, expliquer à tour de rôle aux populations les projets que l'on a déposé sur la tribune, les contre-projets que l'on défendrait par notre action.
Car ce qui nous manque aujourd'hui, ça n'est pas d'avoir des projets ou de les déposer, c'est de ne pas être à même de les expliquer, d'en faire un leitmotiv incessant, dans les discussions et les interventions à travers le pays. Ce qui nous manque, c'est de transposer dans la nation l'action interparlementaire du Parti.
Et je pourrais également formuler une autre suggestion, c'est celle d'essayer de profiter des contacts internationaux du Parti pour une formule à laquelle il ne semble pas qu'on ait ainsi songé. Pourquoi n'envisagerait-on pas de prendre des contacts avec les gouvernements Socialistes de Suède, du Danemark, de

Norvège, d'envoyer là-bas des délégations ouvrières qui prendraient des contacts, qui reviendraient ensuite de la même manière que les délégations que les Staliniens envoient vers la Russie, en faisant des comptes rendus de visite, en expliquant ce qu'est dans la réalité, dans l'application, une démocratie Socialiste véritable ? Qu'attend-on pour tenter cette épreuve ? C'est encore une des formules auxquelles je crois que le Parti pourrait nécessairement attacher son intérêt, pour essayer de les promouvoir.

Et enfin vous pourriez me poser une dernière question je m'en excuse et me dire :''Mais qu'est-ce que tu fais de ton coté pour essayer de réaliser ce que tu préconises ?''

Eh bien, je ne veux même pas apporter des exemples personnels. Je vous dirais simplement que j'ai rendu au Parti la première mairie Socialiste du monde contre les attaques haineuses et les violences physiques des Staliniens, et c'est pour moi quelques soient maintenant les vicissitudes de la vie, un sujet d'immense fierté que, dans cette mairie, le 18 mars le drapeau rouge flotte au balcon de l'hôtel de ville et les services publics sont fermés, car le 18 mars, anniversaire de la Commune, est considéré comme fête nationale, de la même manière que le 14 juillet. Je vous dirais que, dans cette mairie, on reçoit les délégations des unions locales des syndicats ouvriers quels qu'ils soient, pendant que la musique joue l'Internationale, et le drapeau rouge flotte sur l'hôtel de ville. Je vous dirais que lorsque le Comité directeur de la fédération Socialiste de la Nièvre réunit dans la ville que j'habite et que j'administre, le drapeau rouge flotte sur l'hôtel de ville, car la municipalité rend aux autorités du Parti le même hommage qu'aux autorités publiques.

Je vous dirais encore que lorsque le comité des chômeurs se réunit, le maire Socialiste est présent. Lorsque les délégations cégétistes viennent apporter des ordres du jour et descendent ensuite faire le compte rendu devant les travailleurs qui attendent dans le hall de l'hôtel de ville, le maire Socialiste accompagne la délégation et rectifie sur le tas, et devant la masse, les comptes rendus parfois un peu forcés des délégués de la CGT.

Le résultat est que mon canton, je m'en excuse, est celui qui, aux élections d'octobre dernier, a eu le plus grand pourcentage de votants de France ; c'est celui où le nombre des voix du Parti a doublé, où le candidat du Parti a quadruplé son avance sur le candidat stalinien, par rapport aux élections de 45, et ma ville est la seule de mon département où aux élections législatives de juin, avec huit listes, la liste Socialiste est arrivée en tête. Et j'ai eu la satisfaction - c'est là un élément que je vous prie de retenir - de constater que sur des dizaines et des dizaines de bulletins de travailleurs Communistes, il y avait le nom d'un candidat barré, et remplacé par le nom d'un candidat Socialiste.

Seulement, cela est un travail de tous les instants. C'est un travail difficile, nécessaire, que l'on ne peut faire que si l'on est pénétré de cette évidence qu'il faut aller à la masse, qu'il faut parler avec elle le langage qu'elle comprend, le sien, sans démagogie, et je pense que si le Parti se pénètre à nouveau de cette nécessité impérative des contacts de masses, il retrouvera l'audience. Mais il faut encore qu'il en soit persuadé, et que ses hommes eux-mêmes croient que le Parti

a raison. Et puis, je crois aussi qu'il est nécessaire de lier chacun des actes de la vie de nos camarades avec le Parti, avec le Socialisme.
Il faut que le meilleur ouvrier de son usine le soit, parce qu'il est Socialiste ; il faut que le meilleur paysan soit un bon cultivateur parce qu'il est Socialiste ; il faut que le bon administrateur reconnu bon par ses adversaires eux-mêmes le soit parce qu'il est Socialiste.
Et à ce propos, c'est là une autre expérience que je voudrais vous confier ; elle se place dans un milieu social différent. J'avais reçu des lettres nombreuses de gens, commerçants, industriels, qui se plaignaient des impôts départementaux votés par la majorité Socialiste. Je suis allé m'expliquer à la réunion de la chambre du commerce et de l'industrie lundi dernier. J'ai indiqué pourquoi on votait ces impôts, ce que l'on faisait du produit, et dans un milieu qui ne nous est pas favorable et où je ne connaissais personnellement aucune des personnalités présentes, on m'a écouté dans le silence ; lorsque j'ai eu terminé, on m'a applaudi, et lorsque je suis parti, l'auditoire, debout et respectueusement m'a regardé partir. Ensuite, on m'a demandé : comment pouvez-vous faire cela ? Comment pouvez-vous tenir ce langage ? J'ai répondu "C'est parce que je suis Socialiste et c'est parce que nous avons une majorité Socialiste."
Quand partout et dans tous les milieux, à tout propos, nos camarades expliqueront ce qu'ils font parce qu'ils sont Socialistes, et démontreront qu'ils sont les meilleurs parce qu'ils sont Socialistes, camarades, croyez-moi, le Parti retrouvera les audiences qu'il a perdues. Qu'il soit d'abord convaincu de la nécessité de les retrouver.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Depreux.

Edouard Depreux

Camarades, depuis plusieurs années, j'ai la conviction profonde que notre patriotisme de Parti est une nécessité de vie ou de mort pour la démocratie française, qu'il faut d'abord à la France républicaine un Parti Socialiste ardent, capable de grouper autour de lui l'élite de la classe ouvrière et de la jeunesse de ce pays, sinon nous ne serions pas seuls emportés dans le tourbillon, mais nos institutions républicaines elles mêmes seraient bien toutes menacées et réduites à néant.
Je voudrais que, de ce Conseil national, sortent des mots d'ordre qui redonnent l'enthousiasme à la classe ouvrière non stalinienne, qui jettent dans les rangs Staliniens la perturbation, et qui ramènent à nous tous ceux qui, avec nous, devraient marcher en avant. Il faut, pour cela, remplir un certain nombre de conditions politiques et aussi - croyez-le, elles sont également importantes - de conditions touchant à l'organisation du Parti et à sa vie de tous les jours.
Le Comité directeur a étudié scrupuleusement la situation de chacune de nos fédérations. Nous nous sommes penchés sur un certains nombre de problèmes, sur un bilan matériel et sur un bilan moral, et par moments, nous nous demandions si, en beaucoup trop d'endroits, les fédérations, les sections

Socialistes ne s'étaient pas transformées en comités électoraux plus où moins autonomes, groupés autour d'une personnalité sympathique, mais réduits hélas à bien peu de chose, lorsque la personnalité sympathique disparaissait.
Ce n'est pas ça le Parti. Que nous utilisions à fond nos meilleurs atouts et nos meilleurs hommes, parfait ; mais il est bien entendu que la popularité des élus Socialistes doit être mise tout entière au service du Parti et un député, un maire, un Conseiller général, dans son testament politique moral doit toujours penser à ce que sa succession soit recueillie par le Parti lui-même et que tout ne disparaisse pas avec lui. Et bien, camarades, si vous le voulez, nous allons examiner brièvement, mais avec la volonté de trouver des solutions positives, nos insuffisances qui ne sont pas dues à la responsabilité de tel ou tel homme, de telle ou telle majorité, mais qui sont la responsabilité collective du Parti. Nous allons les examiner avec la volonté d'utiliser nos succès, car nous en obtenons, même lorsque le climat politique n'est pas celui que nous voudrions, pour créer ce Parti Socialiste fort absolument indispensable, je le répète, à la France républicaine elle-même.
Conditions politiques : nous sommes dans l'opposition, pour ma part j'en suis persuadé, et il ne me paraîtrait pas mauvais qu'après ce Conseil national on le sache bien partout, à l'intérieur comme à l'extérieur. Guy Mollet vous racontait tout à l'heure cette petite anecdote d'un camarade Norvégien qui, au moment où nous nous opposions avec la dernière énergie à l'entrée de Franco, non seulement à l'UNESCO, mais à l'ONU parce qu'on nous laissait comprendre qu'il fallait s'incliner, qu'il y avait le fait, Franco répondait aux français : "Vous êtes bien gentils avec vos positions intransigeantes, mais demain pour sauver le gouvernement Pinay, lorsque la question de l'admission à l'ONU sera posée, vous vous abstiendrez ou vous voterez". Nous leur avons fait savoir, énergiquement je vous prie de le croire, que nous étions bien dans l'opposition et tous les jours. On vous disait tout à l'heure : il y a des camarades qui ne sont pas encore bien persuadés que nous sommes très nettement dans l'opposition. Peut-être n'y aurait-il rien de plus grave que d'être dans l'opposition avec un complexe de majorité, avec un complexe de participation rentrée prolongée, car alors il faut choisir. Dans ce cas il vaudrait mieux la participation au grand jour que cette politique un peu lâche qui consisterait à se croiser les bras, à ne rien faire, en disant : "Après tout rien de ce qui se passe n'est notre faute et tout peut aller automatiquement pour le mieux dans le meilleur des mondes. L'opposition ça suppose du courage, ça suppose de la décision, ça suppose des solutions constructives, car à chaque moment nous devrions dire à ce pays : si tu nous avais fait confiance voilà ce que nous ferions, au lieu de ce qui est fait aujourd'hui par les adversaires de la démocratie sociale qui, qu'on le veuille ou non, risquent d'être les fourriers du fascisme ou du bolchévisme en créant les conditions nécessaires de l'avènement du fascisme ou du bolchevisme.
Il faudrait toujours, on vous l'a dit, et pas seulement dans les Congrès, mais dans la réalité, qu'à un projet Pinay on oppose un projet Socialiste, surtout sur les questions essentielles et qu'après le Parlement nous fassions le pays républicain tout entier et d'abord, bien entendu, le pays ouvrier juge de ces contre-projets.

Voyons, est-ce que nous ne pourrions pas avoir des positions catégoriques sur le pouvoir d'achat et sur l'échelle mobile après les interventions remarquables et courageuses du groupe parlementaire, singulièrement de notre ami Coutant. Nous avons vraiment été à la pointe du combat, nous avons fait tout ce qui était nécessaire pour triompher. Nous n'avons pas eu la majorité, le pays n'a qu'à s'en prendre à lui-même et s'il a mal voté aux élections dernières nous n'avons qu'à le lui dire. Mais pour que nous lui demandions de réviser son verdict, le suffrage universel doit être éclairé sur les conséquences des mystifications réactionnaires, conservatrices ou staliniennes auxquelles il s'est livré et qui empêchent l'avènement d'une véritable démocratie sociale.

Pensez-vous que sur la réforme fiscale nous n'ayons pas la possibilité de dire des choses très justes, au besoin en arbitrant les intérêts divergents des travailleurs français, ouvriers ou paysans? Car là, camarades, il ne s'agit pas de faire de la démagogie, il s'agit très nettement de dire que chacun doit payer des impôts en proportion de ses moyens. C'est démocratique, c'est le bon sens, c'est l'efficacité fiscale même. Et je voudrais qu'à partir du moment où nous aurons notre propre projet, nous sachions aussi le vulgariser par tous les moyens en notre pouvoir.

Le logement, voilà un problème qui touche l'ensemble des travailleurs au point fort. Nous avons des projets, nous avons des initiatives, elles sont, croyez-moi, insuffisamment connues et je ne verrais aucun inconvénient à ce qu'on déploie au groupe parlementaire autant d'énergie pour la défense du logement ouvrier qu'on en a justement déployé pour la défense de l'école laïque car c'est un problème qui, lui aussi, touche à la sensibilité vive de la classe ouvrière.

Il ne faut pas qu'on dise : le Parti est capable de résistance à outrance uniquement en ce qui concerne la laïcité ! Entendez-moi bien : je ne suis pas partisan de capituler vis-à-vis des cléricaux, mais pas non plus vis-à-vis des conservateurs sociaux : je dirais même que les deux problèmes sont complémentaires.

Et puis enfin, problème beaucoup plus mal connu, celui des investissements.

Nous sommes en train, aujourd'hui, avec la politique du gouvernement Pinay de travailler pour l'inflation à terme, en créant, comme disait justement Guy Mollet tout à l'heure, une offre insuffisante, vis-à-vis d'une demande accrue, en ce qui concerne le pouvoir d'achat des classes privilégiées.

Monsieur Pinay nous dit que la production augmentera en 1953, comme elle a augmenté en 1952, de 3%. Ce n'est pas exact : elle se maintient très péniblement, et même dans certains secteurs clefs, elle est en train de diminuer et même si c'était vrai, le pouvoir d'achat français et le revenu national français sont de un tiers inférieur au pouvoir d'achat britannique et, au moment où on voit toujours la menace du bolchévisme russe sur le plan militaire, on ne réfléchit pas assez, même peut-être chez nous, au fait que la menace essentielle de la Russie peut et doit être, avec la prolongation de la guerre froide, une menace sociale et une menace économique.

Je ne sais plus qui, tout à l'heure vous disait, en ce qui concerne l'Indochine - je crois que c'est Naegelen - qu'il n'était pas du tout certain et c'est le moins qu'on puisse dire que la Russie cherchait une victoire foudroyante et rapide d'Ho Chi

Minh ; il y a longtemps que je pense qu'elle préfère un abcès de fixation, car la guerre d'Indochine est génératrice d'inflation, elle travaille incontestablement pour le bolchévisme français, aussi bien qu'international.
Est-ce que vous avez bien regardé le plan quinquennal russe ?
Vous savez, il faut se méfier des chiffres, des statistiques, de l'aspect de propagande. Tout de même, lorsqu'on s'aperçoit qu'ils visent à un accroissement de 60% de biens civils en cinq ans, on est un peu effrayés !
Je ne crois pas qu'ils réussiront complètement, mais je crois qu'ils réussiront partiellement. Et bien, supposez que dans cinq ans ils disent : "Et bien, nous allons maintenant diminuer la part relative des investissements, nous allons non plus travailler pour les générations à venir, mais pour les générations présentes", chaque Russe pourrait dépenser plus d'acier que chaque français, pour les céréales, ils l'emporteraient également sur nous et vous savez que certains Russes envisagent la politique du pain gratuit.
Alors, ne vous y trompez pas : toute la propagande antistalinienne, fondée sur la liberté, est inefficace envers des gens qui ne mangent pas à leur faim, tandis que la propagande soviétique, est notre grand atout, à partir du moment où vous démontrez qu'ils sont arrivés à réaliser autant qu'un pays capitaliste moyen et qu'ils sont en pleine ascension, alors que les capitalistes sont en pleine stagnation.
Vous verriez comment vous pourriez résister au déferlement soviétique, en Italie et en France, c'est-à-dire dans les deux pays qui sont les plus menacés.
Et bien, tout cela, camarades, pourquoi ne pas le dire, et le dire très nettement ? Pourquoi ne pas provoquer de grandes secousses dans l'opinion et lui montrer les dangers que fait courir la politique malthusienne ; des dirigeants avaient été très justement éliminés au moment de la Libération et reprennent les leviers de commande pour pratiquer la même politique détestable qui assurait, avant la guerre la lente et certaine décadence de la démocratie dans le monde.
Fin des investissements, cela veut dire chômage et Guy Mollet nous le disait : nous y sommes ; chômage partiel d'abord ; diminution importante des heures de travail, diminution du niveau de vie de l'ensemble des salariés, affaiblissement de la nation elle-même, incapacité de nos dirigeants à 1’intéresser matériellement et moralement la classe ouvrière au problème fondamental de la production et de la productivité : elle est méfiante et douloureuse, l'histoire la pousse à se méfier lorsqu’on lui parle de productivité.
Il faut lui montrer que nous avons, nous, une autre perspective, d’autres possibilités, et sur le plan international, croyez-vous que si nous disions vraiment quels sont les premiers balbutiements de l'Internationale Socialiste, et ses perspectives, nous ne serions pas suivis par la partie éclairée de la classe ouvrière ?
A Milan, nous avons fait tout ce que nous pouvions pour empêcher la sécession des Partis Socialistes asiatiques et des Partis Socialistes européens.
Dans quelques semaines, aura lieu à Rangoon, une conférence des partis Socialistes d’Asie. Supposez que nous n'assurions pas la liaison, c'est une chose qui n'est pas seulement grave pour nous, c'est une chose et je pense que vous le

concevez tous qui est grave pour l'avenir de 1'humanité elle-même.
Or, là-bas, il y a aussi une méfiance et des préjugés à vaincre. On s'imagine que les Partis Socialistes européens ne sont pas vierges de toute compromission avec le colonialisme, ne sont pas complètement purs, et il faut voir quel était le prestige d'un homme comme Atlee qui a pu, au pouvoir, écrire ces pages magnifiques de l'histoire Socialiste internationale, en même temps que d'efficacité pour l'Angleterre, d'assurer la vraie liberté de l'Inde, du Pakistan, de Zélande, et de Birmanie.
Camarades, croyez-vous que nous n'agirions pas utilement, si le Parti Socialiste demandait qu'on en finisse avec la politique qui consiste à garder aux Indes des comptoirs de quelques kilomètres carrés et qu'en échange de cet abandon, on ne sache pas obtenir la grande amitié du pandit Nehru, qui, même pour le problème indochinois évoqué tout à l'heure, pourrais peut-être être la solution par laquelle on aboutirait à l'arbitrage, à la trêve, et ensuite à la paix définitive ?
On n'a le droit de rien négliger quand il s'agit de cela, car nous sommes tous d'accord : la politique indochinoise, telle qu'elle est pratiquée depuis plusieurs années, ne peut plus continuer.
Il faut en sortir, et il faut en sortir honorablement !
Si nous avions la chance d'avoir des amis ou des intermédiaires qui puissent préparer leurs bons offices et ensuite des négociations directes avec nos adversaires - c'est comme cela généralement qu'on termine les guerres - nous aurions fait, là aussi, du travail utile.
Mais alors, disons le nettement ne soyons pas un peu à la fois un peu dans l'opposition et un peu dans le gouvernement ; n'ayons pas, cet état d'esprit qui consiste à ménager les uns et les autres, car on perd de tous les côtés et il faut avoir le courage de faire les options définitives et notre option c'est la paix, c'est l'Internationale, c'est le prolétariat !
(Applaudissements)
Camarades, même lorsque le climat politique n'est pas celui que nous désirons, j'affirme qu'il est possible de faire une propagande Socialiste couronnée de succès et vous en avez la preuve ici même, dans cette ville de Puteaux où chaque jour nous gagnons des adhésions de jeunes. Puteaux Socialiste se porte mieux aujourd'hui qu'il y a deux ou trois ans. Je pourrais vous citer dans toute la France des sections, où les effectifs sont accrus, ainsi que la vente de nos journaux, parce qu'il y a des militants qui ont la foi.
Tenez, allez-donc un jour, et vous verrez comme c'est réconfortant, vous retremper près de l'action Socialiste de Gravelines dans le Nord, de Limbre dans le Pas-de-Calais ,ce sont deux expériences auxquelles j'ai procédé il y a quelques semaines et vous verrez là que douze élus populaires, efficaces réalisateurs d'une section qui atteint des effectifs records qui sont presque uniquement prolétariens, ou les ouvriers agricoles et les ouvriers du bâtiment adhérent au Parti Socialiste ; aux élections, il y a 1 150 voix pour nous et 350 pour les Staliniens c'est parce qu'on ne fait pas tous les jours du défaitisme à la section ! C'est parce qu'on ne coupe pas tous les jours les cheveux en quatre ou en cinq.
(Applaudissements)

Je suis d'autant plus à l'aise pour vous le dire que lorsque que quelque chose ne me plait pas dans la politique du Parti, je ne me gêne nullement pour le dire au grand jour de nos Congrès, de nos Conseils nationaux, mais dès qu'un Congrès est terminé, j'estime que j'ai d'autant plus le devoir de soutenir le Parti tout entier que j'ai fait ces objections au sein de notre libre démocratie, libre et fraternelle, d'ailleurs !

Vous savez, la SFIO est quelquefois décriée : peut-être dans notre délégation nationale à Milan y avait-il des nuances de pensée différentes, mais notre délégation, de ce point de vue, était composée d'une manière moins sectaire que la délégation anglaise ou que certaines autres grandes délégations par exemple : croyez-vous que cela n'a pas mieux valu pour nous tous, pour notre amitié, pour notre efficacité, pour notre travail commun, car personne n'a cherché à tirer la couverture à lui , nous avons essayé de travailler pour le Parti, et bien, nous allons essayer, dans le domaine de la politique intérieure Socialiste de faire mieux que nous avons fait jusqu'à présent et peut-être d'ailleurs des réformes de structure sont-elles nécessaires dans l'organisation.

Je suis sur le plan de l'Etat, partisan de la décentralisation et sans doute allez-vous trouver que je rame à contre-courant, car, je suis furieusement jacobin en ce qui concerne la politique du Parti : je voudrais plus de pouvoirs des organismes centraux sur les fédérations et plus de pouvoirs des fédérations sur les sections, afin qu'on ne voit pas des campagnes électorales très différentes d'un département à un autre et qu'on ne pût pas nous opposer les uns aux autres.

Camarades, si le centre du Parti n'a pas des pouvoirs suffisants, je lui demande très affectueusement de demander d'abord à un Comité directeur, et ensuite à un Conseil national qu'on convoquerait pour cela, d'avoir de tels pouvoirs, et c'est le jour où nous serons plus unis vis-à-vis des électeurs, que nous aurons la possibilité de faire un travail plus fécond, plus créateur, plus efficace, et la possibilité d'avoir une presse qui vaut bien après tout qu'on se dévoue pour elle et qu'on se batte pour elle, plus qu'on ne le fait actuellement.

Vous savez, quand on voit des convocations pour une réunion dans le "Populaire", on est très déçus de voir qu'un certain nombre de personnes qui devraient lire le journal du Parti, par fonction, si je puis dire, n'ont pas connu cette convocation.

Alors avant de critiquer l'insuffisance, que chacun s'assure qu'il a fait son devoir.

Où en sont les techniques de propagande ?

Le Parti a fait de grands efforts par le cinéma. Combien de fédérations, combien de sections ont su organiser chez elles des projections de films cinématographiques, avec un petit discours de vingt minutes d'un orateur, qui valent je vous assure, beaucoup mieux qu'une réunion publique ! Au lieu d'avoir 100 personnes, vous en avez 1 000 ou 500 ! Vous faites des adhésions !

Mais, alors, formez aussi vos cadres ! C'est pour moi une déception constante de voir que nos cadres, actuellement, dans beaucoup de sections, sont effroyablement inférieurs aux cadres que nous connaissions il y a vingt ans.

On convoque des amis à une réunion de sympathisants on fait un appel individuel par lettre aux anciens militants on en réunit 50 ou 60 et on voit le

trésorier qui a oublié de venir, ou bien qui, lorsqu'il est là, vient dire : "Cette conférence est très intéressante ; je ne veux pas troubler votre joie on ne paiera pas les feuilles de cotisation".
J'en ai encore fait l'expérience très douloureusement hier soir.
Et bien, camarades, est-ce qu'on ne pourrait pas de temps en temps réunir les trésoriers pour leur dire, parce que c'est dur la propagande aujourd'hui : "Il faut que tu ailles incontestablement au devant des adhérents qui ne viennent pas, mais le jour où tu as du monde chez toi, profites-en, place des timbres, des cartes : explique aux sympathisants que le Parti est pauvre, demande leur de t'aider", et soyez bien persuadés que 10 000 francs qui vous viennent en billets de cinquante francs ou de cent francs sont rudement plus utiles et ont plus de valeur même matérielle, que 10 000 francs qui viennent d'un sympathisant plus aisé.
C'est avec les gros sous des gens qui n'avaient rien qu'on a fait le Parti ! Autrefois, c'était autrement difficile qu'aujourd'hui : on n'avait pas de voiture, on faisait la propagande à bicyclette, les ouvriers risquaient de perdre leur travail ! Aujourd'hui, quelle que soit la dureté de la lutte avec les Staliniens, les inconvénients sont moins graves qu'ils n'étaient autrefois.
Alors, est-ce que tous vous avez gardé la foi Socialiste bien chevillée au corps, est-ce que vous êtes encore capables de vous battre, camarades ?
Je vous affirme que si vous voulez tous, d'une même âme, marcher vers une même propagande, authentiquement Socialiste, sans chercher à dissimuler notre idéal de transformations sociales, en montrant que les seules solutions sont les nôtres, il y a encore de beaux jours pour le Parti et pour la démocratie française !
Mais ne soyons pas en retard d'une guerre et d'une idée dans notre propagande Modernisons-nous ! Sachons très bien que les réunions de sections, même les plus brillantes ne valent pas les réunions des groupes Socialistes d'entreprise… (applaudissements)... dont on reconnaît toujours l'utilité dans les motions de Congrès, mais qu'on oublie trop en dehors des Congrès. Profitez des périodes électorales.
Ne demandez pas si les électeurs sont tous de la circonscription : vous savez, ce n'est pas cela l'essentiel, c'est de profiter d'une campagne pour faire des adhésions, pour avoir des sections plus fortes, plus combattives ! Le résultat d'une élection, ce n'est pas seulement l'augmentation du nombre de voix, c'est surtout des confiances définitivement conquises, c'est un meilleur moral dans nos sections, alors, profitons des élections partielles pour nous jeter à fond dans la bataille, même quand il n'y a pas de chances de succès.
Est-ce que vous croyez qu'on aurait fait le Parti si les pionniers du Socialisme avaient attendu même à Commentires, mon cher Rougeron la certitude du succès pour se jeter dans la bataille.
L'année prochaine, nous aurons les élections municipales ; tout à l'heure, Guy Mollet vous disait que les résultats ne sont pas très bons pour les élections municipales ; sur le plan du Conseil général, cela va mieux ; je pense que c'est parce qu'on peut apporter la preuve de réalisations que le jour où on s'apercevra que le vote pour tel ou tel parlementaire sert à quelque chose de précis pour

changer la vie des masses, nous aurions les mêmes succès.
Mais conservons jalousement nos adeptes des villes ; tâchons d'en conquérir d'autres et utilisons les films de propagande du Parti.
Je vous en prie renoncez à de petites réunions pour en faire de plus fréquentes avec succès : demandez l'aide des communes voisines de la vôtre, à charge de réciprocité.
Camarades, ce sont là des choses essentielles et je pense qu'il ne serait peut-être pas mauvais que d'ici quelque temps nous ayons encore un Conseil national, avec uniquement à l'ordre du jour : "Le Parti, sa structure, son organisation, sa propagande, sa presse".
(Applaudissements)
Croyez bien que c'est aussi important que toutes les motions de politique générale. On ne vous suivra pas si vous avez une excellente politique générale et si vous ne montrez pas que vous êtes capables de l'appliquer parce que vous représentez une force.
C'est cela l'avenir du Parti !
Le Conseil national n'aura pas été inutile si les uns et les autres, nous en sommes intimement persuadés.
Préparons les élections municipales, une victoire Socialiste ; retrempons-nous dans l'opposition qui pour nous n'est pas une fin en soi, mais un moyen de conquérir le véritable pouvoir et je crois que le Socialisme français aura bien mérité alors, à la fois de l'internationale et de la démocratie intérieure.

Francis Leenhardt

Camarades, ce matin Guy Mollet disait à la fin de son rapport : "On ne sait pas encore suffisamment que nous sommes dans l'opposition", et avant-hier, un camarade, au groupe parlementaire, racontait qu'ayant récemment une réunion publique et ayant expliqué tout au cours de son discours que nous étions dans l'opposition, il avait été frappé de voir que ses affirmations provoquaient un étonnement général dans l'assistance.
Sommes-nous vraiment dans l'opposition ?
C'est la question qu'en peu de mots je voudrais traiter.
J'ai, pour ma part, peur que pendant longtemps encore le pays soit dans l'incertitude à ce sujet et excusez-moi si, comme Marseillais, cela me fait penser à cette histoire de Marius qui pensait être trompé, mais qui était le seul à ne pas en avoir la certitude ; il suivit donc sa femme et son rival dans un hôtel, il colla l'œil sur la serrure, mais comme il ne voyait rien de précis, en redescendant les escaliers, il se dit : c'est toujours cette incertitude !
Comment voulez-vous, je pose la question, que le pays pense que nous sommes dans l'opposition ? La plupart des gens ne s'intéressent pas à la politique, elles n'en connaissent que les points saillants, les offensives et depuis le début de cette année qu'a remarqué le pays, et que se rappelle-t-il ?
Je vais faire une brève énumération de ce que je crois qu'il se rappelle et qui ne joue pas pour nous.
Il se rappelle probablement qu'après avoir dénoncé l'injustice fiscale, nous

Fondation Jean-Jaurès

avons voté la majoration uniforme de tous les impôts que nous réclamait Edgar Faure.
Il se rappelle qu'après avoir défendu un amendement Daguin de 80 milliards de réduction des crédits militaires, nous avons finalement voté le volume global qui était demandé par le gouvernement.
Le pays se rappelle probablement aussi qu'après avoir fait une très belle offensive avec de nombreuses et très solides interventions contre les défauts du projet actuel d'armée européenne, nous nous sommes finalement ralliés à l'ordre du jour élaboré avec le gouvernement.
Le pays voit aussi que périodiquement dans nos Assises, nous adoptons sur l'Indochine des motions excellentes, mais que cela reste des vœux pieux. Cette fois-ci nous allons certainement améliorer la rédaction de nos positions antérieures, mais si nous continuons à voter ces crédits, le pays comprendra que nous participons à la complicité générale et que nous acceptons que le gouvernement, alors que depuis trois ans nous réclamons qu'on entame des négociations, continue à ne tenir aucun compte de nos exigences.
Le pays aussi a vu un peu partout dans tous les groupes d'hommes faire des réserves sur la politique américaine, mais ces réserves ne passent pas la rampe dans nos Congrès jusqu'à présent, encore que certains camarades parmi les plus notoires de notre Parti, rentrant d'Amérique nous aient alertés sur ce qu'ils appelaient une véritable hystérie américaine, avec les dangers que cela comporte et la nécessité, par conséquent, d'être vigilants.
Le pays a bien su que nous votions contre l'investiture de Pinay encore que la décision ait été emportée à très peu de voix au sein du groupe et du Comité directeur, mais il a vu aussi que nous nous sommes abstenus quatre jours après, le 11 mars, de voter contre le cabinet, lorsqu'il a présenté sa composition, et si nous ne lisons pas la presse Communiste, croyez, camarades, que les Communistes se chargent de rappeler au pays nos responsabilités dans l'existence actuelle de l'expérience Pinay.
Certes, avant les vacances parlementaires, nous avons eu l'occasion, dans un certain nombre de débats, de manifester une violente opposition au gouvernement Pinay, mais l'opinion voit bien que sur tout ce qui l'intéresse essentiellement, sur les questions de politique extérieure, sur les questions d'Indochine, sur les questions d'armement, sur tous ces problèmes, l'opinion voie bien, dis-je, que nous sommes rattachés, non seulement à la majorité mais rattachés aussi au gouvernement par des cordons qui ne sont pas près d'être rompus. Le cas s'est posé récemment devant le groupe parlementaire quand, en octobre, la conférence des présidents avait fixé un débat de politique étrangère, et nous en avons discuté entre nous pour savoir quelle position nous prendrions. Heureusement, finalement, on a pu éviter le débat, mais si le débat avait eu lieu, les propositions dont le groupe étaient saisi de par ses organes compétents consistaient à défendre d'abord un ordre du jour Socialiste et ensuite à se rallier à un ordre du jour gouvernemental, de façon à éviter ce qui était considéré comme un piège, c'est-à-dire de façon à éviter que nous soyons conduits à voter contre le gouvernement.

Il ne faut pas prendre les électeurs de ce pays pour des idiots. Ils se rendent bien compte que nous ne voulons pas renverser le gouvernement Pinay, précisément à cause des positions de politique extérieure.
Et, à cet égard, on commence à trouver que le Parti Socialiste est un peu le champion d'une Europe à tout prix, d'une Europe sans conditions et on commence à parler de notre déviation strasbourgeoise.
De même, dans la question de l'Indochine, l'opinion voit bien que ce sont des hommes de droite ou des radicaux, qui se dressent comme Daladier, Mendès-France, pour dénoncer le non sens de la poursuite de la politique actuelle.
Et dans la question du réarmement précipité de l'Allemagne, c'est Herriot qui a secoué profondément l'opinion publique, de sorte que nous donnons le sentiment dans un certain nombre de questions qui préoccupent essentiellement le pays, d'être parmi ceux qui sont le plus attaché au char gouvernemental, même quand il est profondément embourbé.
J'entendais affirmer ce matin qu'il était nécessaire que dans tous les débats le Parti apporte son contre projet. Mais lorsque l'autre jour, au groupe parlementaire, réuni avec le Comité directeur, nous avons voulu faire déboucher le contre projet de réforme fiscale sur lequel nos techniciens travaillent depuis des semaines, il y a eu 18 voix pour faire un contre projet, 18 voix pour en faire seulement des amendements et finalement, à la suite d'un second vote, c'est par 22 voix contre 18 - Comité directeur et groupe parlementaire mêlés - qu'on a décidé qu'on ne ferait pas de contre projet de réforme fiscale pour le moment, alors que nous étions à la veille de la discussion fiscale et que véritablement ce n'est pas la peine que nous allions dans le pays dénoncer l'injustice fiscale de notre système comme battant tous les records internationaux. Ce n'est pas la peine non plus que nous disions que l'arme fiscale est le facteur essentiel de redistribution du revenu national pour ensuite ne pas oser prendre les risques que comporte le dépôt d'un contre projet, mais aussi ces avantages, car nos formules étaient simples et susceptibles de frapper l'opinion, puisque nous fondions toutes les taxes indirectes en une seule et que nous en exonérions un million 400 000 détaillants et que sur le plan des impôts directs, dans le même temps, nous allégions sensiblement la charge des salariés, puisque nous prévoyions en compensation des diminutions de recettes cette taxe statistique sur la fortune que nous avons déjà eu l'occasion de défendre devant l'Assemblée Nationale.
Camarades, on croira que nous sommes dans l'opposition quand on saura que nous ne sommes pas prêts à sauver le gouvernement Pinay dans quelque débat que ce soit quand on saura que sur l'Indochine, sur la politique extérieure, nous sommes capables avec ce qui peut nous séparer de lui, d'aller jusqu'au bout de notre pensée, car ce sont ces problèmes qui préoccupent l'opinion et nous apparaissons malheureusement sur ces problèmes comme les meilleurs supporters du gouvernement de Pinay.
Est-ce à dire que nous devons faire une opposition systématique, aveugle, automatique, comme certains le réclament, et voter contre tout pour la seule raison que cela serait proposé par le gouvernement ?
Je ne le pense pas. Nous sommes un Parti honnête intellectuellement, et nous ne

changerons pas et ceux qui participent fréquemment aux débats de l'Assemblée savent qu'il y a beaucoup de petites questions, peut-être pas très importantes, mais où la vérité tactique est utile et où on peut faire mieux que le pire. Par contre, nous devons sortir de cette demi-opposition aux formes passives, de cette demi-opposition feutrée, en quelque sorte confidentielle, et en arriver à une opposition constructive et spectaculaire et pour cela il suffirait de secouer le train-train de la vie parlementaire par une offensive comme celle que suggérait tout à l'heure Depreux pour le logement, où la situation est scandaleuse où, pratiquement, la banque de France, à travers le crédit foncier, le sous-comptoir des entrepreneurs, ont distribué cette année 100 milliards de crédit pour les sociétés immobilières qui vont bénéficier des primes à la construction et dans le même temps, on n'obtient pas les crédits nécessaires à l'essor des habitations à loyer modéré.

Nous avons déposé un projet Minjoz-Depreux. Ne croyez-vous pas que si un jour on faisait devant le parlement une offensive en envoyant 15 orateurs à la tribune se relayer, la presse ne pourrait pas étouffer les interventions Socialistes ?

(Applaudissements)

Seulement, camarades, prenez garde, on commence à dire dans les sections qu'en matière d'opposition, le Parti a tendance à envoyer à la tribune les chevaux légers, les jeunes parlementaires qui n'ont pas encore un grand nom dans l'opinion publique et que peut-être d'autres se refusent de se mouiller. Il ne faut pas qu'on puisse dire cela.

Un autre jour, on pourrait faire une opposition sur la réforme fiscale, un autre jour une offensive sur les gaspillages militaires, il parait qu'il y a un rapport écrasant sur la question qui a été étouffé, nos spécialistes pourraient s'en emparer ; un autre jour l'offensive pourrait être faite pour l'expansion planifiée des investissements, contre la stagnation, contre le chômage, un autre jour encore sur la question de l'Indochine si nous voulons aller jusqu'à la sanction du vote, un autre jour une interpellation pourrait être faite contre l'arrêt de la politique de baisse et offrant les solutions, les actions que le gouvernement ne veut pas entreprendre et dont nous trouvons pourtant toute 1'énumération dans les résolutions du Conseil économique de juillet dernier.

Mais, camarades, pour que ces opérations aient l'ampleur et la vigueur nécessaires, pour que la presse en tienne compte, il faut un travail énorme de documentation et à cet égard, je dois dire, que le surmenage des députés est épouvantable, que nous n'avons pas le temps d'approfondir ces questions, et que c'est à l'échelon Comité directeur que le brain-trust devrait fonctionner, que les matériaux devraient nous être apportés et que nous soyons nous seulement les avocats, les interprètes de dossiers qui nous seraient préparés, sinon nous resterons toujours devant ces ébauches de projets sans aboutir à de grands projets à de grandes offensives.

Camarades, cette méthode des opérations séparées constructives, spectaculaires, c'est la seule qui puisse apprendre au pays quelle est la position Socialiste.

Seulement son succès est essentiellement lié à la tonalité et à l'accent qui sera

Collection Jean Jaurès

apporté dans ses offensives.
Mais, camarades, cette tonalité on ne la trouvera pas si on ne rompt pas avec la perspective de recoller avec la majorité et, éventuellement, avec la participation. Si on ne rompt pas avec l'habitude de ménager des transitions ou de ne pas couper les ponts à un éventuel retour aux compromis dans lesquels nous avons dû vivre pendant les années précédentes.
On ne trouvera la tonalité, on ne retrouvera l'accent et par suite la résonnance dans le pays que si on accepte de prendre acte de l'avènement d'une majorité de droite et des responsabilités prises dans cet avènement par des groupes qui étaient hier nos partenaires et nos apparentés et qui ont cependant fait tous ces votes : atteinte à la laïcité, amnistie des fraudeurs, politique de force en Tunisie, tous ces votes qui creusent le fossé entre eux et nous, mais nous devons constater cette situation, en prendre acte et non pas regretter le passé.
Voyez-vous, nous n'avons plus l'excuse maintenant des menaces qui pèsent sur les institutions républicaines pour mettre une sourdine ou quelque sorte aux revendications Socialistes.
Il faut tourner franchement la page de la participation. Il faut secouer le poids de six années de participation pendant lesquelles nous avons été conduits à nous confondre avec les conservateurs sociaux, disons le mot, pour défendre les institutions.
Nous devons nous en dégager et nous devons combattre assez violemment pour avoir les avantages de l’opposition.
Faisons la critique des contradictions capitalistes dégageons cette politique de remplacement qui est attendue dans le pays par d'innombrables travailleurs inorganisés.
Travaillons à restituer ces notions de gauche et de droite que les jeunes ne connaissent plus, travaillons à rendre la confiance dans la démocratie aux travailleurs qui ne distinguent plus à l'horizon entre un capitalisme exploiteur et un Communisme oppresseur, ce qui constitue les promesses du Socialisme, les voies et moyens du Socialisme.
Nous ne le montrons pas, et c'est la raison pour laquelle je déposerai sur le Bureau du Conseil un texte que j'ai préparé avec mon ami Mazier et dont je vais vous donner lecture :
"Le Parti constate que le gouvernement Pinay dont il avait dénoncé les graves responsabilités dans la réduction des travaux d’équipement et de logement, le sabotage de l'échelle mobile, l'amnistie des fraudeurs et la politique de force en Tunisie, a encore illustré ses tendances réactionnaires par de nouvelles atteintes à la laïcité par des attaques contre la sécurité sociale, contre les coopératives agricoles par l'arrêt de la politique de baisse et la démolition des moyens d’intervention de l'Etat, enfin par une pseudo réforme fiscale qui ne fait rien pour remédier à l'injustice du système actuel.
Le pays continue à être bercé par les illusions entretenues par la propagande de Pinay suivant laquelle la France peut assurer dans l'anarchie libérale, sans effort et sans planification, la charge d'une guerre lointaine, coûteuse en vies humaines et en argent, et les taxes du réarmement, en même temps que celle de la

reconstruction. .
Le pays est entretenue aussi dans l'illusion qu'on peut lutter réellement contre l'inflation tout en réduisant les investissements publics indispensables à l'expansion économique et en favorisant le gaspillage des investissements privés trop souvent financés par l'exploitation du consommateur, aussi le pays reste exposé à de cruels réveils.
Le Conseil national constate d'autre part que le gouvernement est resté sourd aux avertissements et aux appels que le Parti Socialiste a multipliés pour que tout soit mis en œuvre pour mettre fin au conflit d'Indochine et que le gouvernement continue à placer son seul espoir dans la solution de force au détriment de la sécurité européenne et sans qu'il soit tenu compte dans la répartition des charges de la défense occidentale du caractère disproportionné des sacrifices imposés aux seuls Français par la guerre d'Indochine.
Le Conseil national constate enfin que rien n'est fait pour resserrer les liens traditionnels de la France et de la Grande-Bretagne en vue de freiner les tendances de certains milieux américains et de préserver toutes les chances de la paix, mais qu'au contraire se développent des tentatives pour que l'unification de l'Europe se fasse sans la Grande-Bretagne et souvent contre elle.
Aussi le Conseil national invite le Comité directeur et le groupe parlementaire à renforcer la combativité Socialiste contre toutes les forces de la réaction nationale et internationale, à conduire au sein du Parlement une opposition vigoureuse et constructive qui doit se manifester notamment par une offensive pour l'aboutissement du projet Minjoz-Depreux consacré à l'essor des constructions à loyer modéré par le dépôt d'un projet Socialiste de réforme fiscale, nous avons besoin, camarades, de recevoir ce mandat du Conseil national, puisqu'il y a divergence entre nous par une lutte contre les gaspillages militaires afin d'éviter l'augmentation des crédits actuels par un choix entre les masses de crédits soit en faveur des investissements industriels ou agricoles, pour une expansion planifiée de l'économie contre la stagnation et contre le chômage, par une vigilance accrue surtout après l'élection d'Eisenhower, en politique extérieure, pour qu'à aucun moment le développement des forces armées de la défense atlantique ne puisse faire naître une mentalité de croisade antisoviétique ou de guerre fatale.
Cette opposition vigoureuse et constructive n'aura de résonnance profonde que si le Parti se décide à prendre acte des responsabilités dans l'avènement d'une majorité de droite des groupes qui prétendent encore rechercher notre collaboration, de refuser de servir désormais à aucun moment de majorité de rechange au gouvernement, afin qu'ainsi le Parti se qualifie pour regrouper tous les éléments de la Gauche démocratique française sur une politique de remplacement capable de rendre l'espérance aux travailleurs qui, aujourd'hui, ne distinguent plus, entre un capitalisme exploiteur et un Communisme oppresseur, les promesse du Socialisme".
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Marceau Pivert.

Marceau Pivert

Camarades, mon intervention sera raccourcie par les excellentes choses que je viens d'entendre dans la bouche de Francis Leenhardt.

Comme lui, je constate, et comme beaucoup de délégués, qu'en effet il s'agit selon la formule qu'on a déjà employée, de retrouver l'âme du Socialisme et plus concrètement d'essayer de persuader ce pays que tout de même le Parti Socialiste est dans l'opposition, puisqu'on ne le croit pas beaucoup.

C'est peut-être que nous avons perdu de vue la nécessité de nous poser comme des adversaires résolus, non seulement d'une majorité gouvernementale, mais d'un système économique et social. Et les orateurs précédents ont dit à ce sujet quelques unes des lacunes que nous imposaient les circonstances mais que nous avons peut-être maintenant l'occasion de combler.

Nous avons, en effet, à nous distinguer, cela va de soi, du stalinisme totalitaire et oppresseur, mais ce que peut-être beaucoup de militants et même de travailleurs n'ont pas encore compris suffisamment, c'est que c'est seulement dans la mesure où nous serons capables de nous différencier du régime capitalisme que nous serons également en mesure de nous opposer victorieusement et efficacement à ce virus totalitaire stalinien.

Ce qui manque au Parti, c'est en fait une ligne générale, et une ligne à grandes perspectives.

On ne peut pas séparer, Boutbien l'a dit, des questions comme le budget la Corée, l'Indochine, 1'Allemagne.

Oui, c'est exact, tout cela se tient, mais nous constatons qu'avec une certaine politique ou avec des zigzags, des oscillations, nous nous trouvons à côté de certains alliés qui sont nos ennemis de classe.

Nous nous trouvons par exemple en train de procéder avec notre accord à une militarisation générale du monde, commencée sans doute par la Russie soviétique, mais à laquelle on n'oppose pas autre chose qu'une autre militarisation et cela nous conduit tout droit à un phénomène que, camarades je crois pouvoir rappeler ici, j'ai dénoncé à un Conseil national de Puteaux, à savoir arriver à considérer comme des alliés les militaires nazis et les militaires franquistes.

Et bien, camarades, cette perspective que nous avons été quelques uns à annoncer il y a trois, quatre ans, c'est aujourd'hui que nous en prenons conscience. Il est un peu tard. C'est quand nous sommes juste devant le gouffre, devant la difficulté qu'évidemment nous arrivons à reculer. Il serait préférable d'avoir une méthode d'analyse qui nous permette de ne pas nous livrer à ce genre d'erreurs.

Ainsi, la politique générale inspirée par le Parti doit reprendre plus que jamais des racines dans les principes Socialistes eux-mêmes et elle doit traduire l'expression des intérêts profonds de la classe ouvrière elle-même, et de la classe ouvrière internationale.

En somme, il s'agit de retrouver le langage de classe qu'on a perdu de vue. Je le dis en songeant à l'excellente intervention de Rougeron, car il m'a fait penser à

Cour Fondation Jean Jaurès

ce qu'on disait dans région précisément, puisqu'il administre la première ville Socialiste où j'ai retrouvé dernièrement le langage de Jean Dormoy l'un des pionniers du Socialisme dans l'Allier, qui, candidat à un Conseil général, en 1883, disait aux ouvriers : "Aussi longtemps que les usines et les bagnes capitalistes dans lesquels vous usez votre vie pour enrichir des fainéants ne seront pas devenus la propriété de la nation et remis entre les mains des ouvriers qui y travaillent, les millions que vous créerez chaque année iront, dans la poche de ceux qui ne travaillent pas."

Voilà le langage de classe. Voilà le langage Socialiste, et je crois, camarades, que ce langage est compris par les ouvriers qui sont opprimés, qui sont exploités, qui ne trouvent plus d'autre issue à leurs malheurs, à leur misère, qui sont menacés de chômage.

Je dis en passant à notre ami Gorce que le fait que ce pays prend sa retraite à 55 ans est une formule qui, dans un Congrès Socialiste, doit tout de même être prononcée avec attention, car le Socialisme a toujours lutté pour diminuer la peine des hommes, diminuer le temps de travail et à 55 ans, il y a des hommes qui sont usés. Je connais d'ailleurs des chômeurs de 45 ans qui traînent sur le pavé du fait qu'ils ne trouvent pas de travail, parce qu'on les considère déjà comme trop vieux.

Ce genre de formules est un peu la traduction de l'écart qu'il y a entre les besoins profonds d'une classe opprimée et un certain nombre de résultats de l'opportunisme politique qui nous a conduits à endosser les nécessités de fonctionnement du régime capitaliste.

Je souhaite au Parti une physionomie caractéristique et je suis convaincu que tous les camarades présents ici seront d'accord avec moi pour que nous fassions un effort dans ce sens.

Je me bornerais à signaler qu'on ne sait pas très bien, par exemple, quelle est notre position politique sur le problème qui oppose le gouvernement français à l'ONU au sujet de la Tunisie. Je regrette qu'un de nos camarades les plus éminents, l'un de ceux qui ont fait les plus gros efforts théoriques, soit mêlé aux délégations gouvernementales. Le Parti ne peut pas en même temps observer une attitude d'opposition et appartenir aux délégations du gouvernement. Quelle sera alors sa position ? Il sera obligé d'être solidaire du gouvernement. Il ne peut pas faire autrement. Alors, tout simplement, il ne devrait pas y être, camarades.

(Applaudissements)

C'est ce qui explique précisément les contradictions de la politique du Parti. En quoi offrons-nous sur les problèmes essentiels, dans notre orientation générale, une autre perspective et une autre manière de voir que les deux blocs ? Nous sommes dans un bloc contre un autre bloc. La lutte contre la guerre, est-ce que cela n'est pas ce qui a été le plus grand des combats, ce que Jaurès a caractérisé comme la raison d'être du Socialisme ?

Or, la lutte contre la guerre, contre la tyrannie stalinienne, est-ce que cela se résume pour les Socialistes à préparer la guerre ? Cela, nous sommes tous d'accord, doit se traduire par une politique qui ne se confonde pas avec la politique militariste, colonialiste et capitaliste. Il doit y avoir une physionomie

particulière du Socialisme.
C'est d'abord la lutte pour une orientation politique constante, permanente qui recherche, dans les contradictions même du monde qui est en train de se déchirer entre deux blocs et de préparer la troisième guerre, des forces qui ne veulent pas de cette troisième guerre et qui veulent une autre solution que la guerre.
On ne peut pas en même temps solliciter et rassembler ces forces et avoir une orientation politique générale qui accepte les conséquences de la séparation du monde en deux blocs.
Une politique Socialiste qui veut retrouver son âme n'accepte jamais ce qui a été décidé par la brutalité et par la violence. Jamais un directoire découpé, jamais un peuple opprimé n'ont pu être considérés comme un élément de l'acceptation Socialiste. Quand il y avait l'Alsace-Lorraine, d'un côté et de l'autre de la frontière il y avait des Socialistes qui protestaient contre cette mutilation. Partout où un peuple est opprimé, le Socialisme doit se dresser. Il ne doit jamais se laisser aller à être un élément de marchandage entre les impérialistes qui ne peuvent pas faire autre chose que traiter les peuples comme des troupeaux, les territoires comme des sortes de propriétés personnelles et qui sont très capables de se mettre d'accord en piétinant la liberté du monde pour régler leurs conflits.
Tant que le Socialisme n'aura pas la physionomie qu'il a eue dans le passé, il ne pourra pas rassembler les forces de progrès et de paix destinées à liquider les capitalismes triomphants.
Pour caractériser notre propagande il suffit d'imaginer en quoi le stalinisme est impérialiste, non pas seulement l'oppression des pays mais la politique internationale qu'il fait ; en effet, l'élection d'Eisenhower est la conséquence du fait que Staline tient à garder les prisonniers et ne veut pas les restituer. Il est propriétaire de ces gens qu'il a conquis. Il se comporte comme un véritable impérialiste et jamais comme un Socialiste en cette circonstance. De même qu'il est contre l'unification européenne pour le maintien de la division de l'Allemagne, il est exactement dans le sillage de ce que le grand impérialisme anglais a fait pendant des siècles sur le continent, dressant une nation contre une autre et maintenant des antagonismes de nation contre nation, c'est-à-dire tournant le dos a la grande perspective Socialiste d'unification de l'humanité.
Il est tout à fait banal pour un Socialiste de démontrer que le stalinisme est précisément l'impérialisme le plus militariste et le plus rétrograde que nous ayons devant nous ; ce qui complique notre tâche. Mais nous avons une unanimité facile à trouver dans notre propagande à ce sujet-là.
Nous ne sommes pas en divergence dans la manière de répondre à tous ces problèmes. Je crois qu'en creusant bien nous pouvons retrouver le langage commun.
Je pense par exemple au problème du Maroc et de la Tunisie. Le Parti Socialiste de l'Inde vient d'envoyer un appel a tous les partis Socialistes du monde je pense que notre Comité directeur l'a reçu. J'ai vu déjà la publication de certaines répliques du Parti Socialiste d'Israël qui est au gouvernement et du Parti Socialiste du Canada, C'est une mobilisation de la conscience politique au service du peuple tunisien.

Notre Parti Socialiste doit aussi être à l'avant-garde pour marquer notre position politique. C'est ainsi qu'on se crée des alliés et une force qui sera irrésistible à partir du moment où elle sera menée par l'influence de l'Internationale elle-même vis-à-vis du Maroc et de la Tunisie. Nous avons le grand exemple historique que nous ont donné nos camarades Travaillistes. C'est exactement la position qu'ils ont prise quand ils se sont trouvés devant le problème de la revendication par l'Inde de l'indépendance, que nous devons prendre. Nous avons là un exemple et nous devons faire dans les mêmes termes une négociation générale en vue de l'indépendance pour laquelle nous fixerons une date. Dans l'intervalle nous devons traiter avec ces peuples comme ils le souhaitent, en amis et non en supérieurs ni surtout en exploiteurs.

Nous avons en Indochine une plaie béante et saignante qui donne au Parti l'occasion de se marquer. Comme le rappelait excellemment Leenhardt, je souhaite comme lui qu'il ne suffise pas de donner à la tribune de la chambre un certain nombre d'explications ou de suggestions au gouvernement pour qu'ensuite l'attitude concrète se traduise par un vote des crédits.

Non, camarades, les forces politiques et sociales que nous devons mobiliser et faire surgir sont, dans ce Sud-est asiatique, extrêmement efficaces. Aussi bien du côté d'Ho Chi Minh que du côté de Bao Daï, une attitude Socialiste comme celle que le Comité directeur va vous proposer en caractères excellents, je pense va fournir un élément intéressant. De chaque côté du front, il doit avoir des conséquences en vue de ce règlement du conflit effroyable que nous connaissons actuellement, afin que le peuple d'Indochine soit amené à se donner lui-même son indépendance sous un contrôle international.

Nous devons avoir confiance parce que c'est l'occasion pour l'Asie du Sud-Est de s'organiser et de faire la paix.

Si le gouvernement refuse de tenir compte de notre position, alors il est clair que nous devrons voter contre et nous prononcer pour une politique qui est celle du Socialisme international. Si on ne nous donne pas satisfaction, nous voterons contre.

Je ne veux pas aborder le sujet de la Communauté de Défense européenne. J'aimerais cependant, que Guy nous donne quelques explications sur ce qui s'est passé. Nous avons discuté pour préparer une information ; est-ce que depuis ce temps-là, les trois conditions sont vraiment en bonne voie ? Pouvons-nous décemment dire au Parti que les conditions sont maintenant acquises ? Est-ce qu'au contraire l'élection d'Eisenhower n'est pas extrêmement grave ? Est-ce que nous voyons un peu plus clair sur l'illusion qu'il y avait de faire l'Europe par le canal des militaires alors qu'en réalité la création de l'Europe doit être une œuvre révolutionnaire ? Même dans les problèmes les plus difficiles, nous suivons attentivement le courageux travail de Guy Mollet qui consiste à ne pas négliger le rassemblement possible sans permettre qu'on l'utilise contre nos camarades anglais.

Nous suivons et nous appuyons tout ce qu'il fait à ce sujet-là mais nous sommes obligés de constater que l'origine des difficultés réside dans les oppositions entre le charbon de la Ruhr et le charbon anglais. Le charbon dé la Ruhr n'est pas

nationalisé tandis qu'au contraire les camarades Anglais ont nationalisé le charbon anglais.
Si nous aboutissions à une solution Socialiste dans laquelle la planification de la production houillère et de la production de l'acier de toute l'Europe serait vue par des Socialistes comme un grand service public, il n'y aurait pas d'opposition d'intérêts puisque la production aurait lieu non plus pour le profit de certains grands cartels capitalistes qui se reconstituent mais pour la consommation de tous.
C'est un fait que je signale. A mesure qu'on s'approche d'une certaine européanisation des grands services, le capitalisme crée lui-même les antagonismes pour désintégrer sa propre Europe. Nous devons alors être l'avant-garde qui va plus loin et rassemble les travailleurs et les Socialistes pour faire aboutir des solutions que nous n'avons pas le droit d'attendre du capitalisme lui-même.
Ce sont les Socialistes seuls qui peuvent faire l'Europe. Nous sommes dans cette phase où la démonstration expérimentale se fait ; nous l'avons dit il y a un certain temps, avant Churchill même. Le Parti nous a demandé d'atténuer la formulation Socialiste pour en faire un mouvement démocratique et Socialiste. Nous avons dit : très bien, nous allons voir. Nous voyons en effet les conflits capitalistes et la concurrence entre l'Allemagne et la France. La concurrence ? C'est-à-dire qu'il n'y a pas Socialisation du marché. La concurrence du système capitalisme est à l'origine des échecs. Il faut compter aussi avec le manquement de parole ; la manière dont nous abordons cette concurrence n'est pas favorable à notre industrie. On a pris des engagements qu'on ne tient pas.
Je passe rapidement sur ce sujet. J'espère maintenant que le Parti doit comprendre pourquoi nous avons demandé que l'on prenne position contre les crédits militaires, non pas du tout en raison des formulations théoriques anciennes mais tout simplement parce que nous constatons et c'est conforme aux décisions des Congrès que si en 1938 les crédits militaires absorbaient 8% du revenu national, en 1952 ils en absorbent 12%, c'est-à-dire une augmentation d'un tiers par rapport à l'année qui a précédé la guerre.
Voila où nous en sommes, camarades. Ici, je veux simplement redire ce que nos camarades travaillistes ont dit de mille manières. Un seul texte suffira, je le lis ici : " Il y a une véritable conspiration générale pour dissimuler aux travailleurs la nature du fardeau que leur impose cette militarisation à outrance".
Cette militarisation à outrance fait partie de la faillite économique de notre pays et ceux qui acceptent docilement la complaisance orthodoxe peuvent être admirés pour leur habileté à manœuvrer un Congrès mais ils auraient montré un plus grand courage et une plus grande habileté en avertissant le pays a temps.
Or, nous y sommes, camarades. La situation de la classe ouvrière s'est aggravée à cause surtout de l'augmentation de la production de matériaux de guerre qui ne se consomment pas et qui détachent de la partie du secteur de consommation des produits et des matériaux qui vont vers la guerre.
On doit tenir compte d'un certain équilibre, dans un budget qui serait géré par les Socialistes, entre la possibilité d'augmentation de plus-values collectives, le

revenu national, la répartition vers les salaires, vers les investissements, vers la reconstruction et vers ce qui est une garantie nécessaire, vers la sécurité militaire. Mais cette répartition, comment est-elle faite ? Elle est faite en raison d'un rapport de force entre les classes possédantes et la classe ouvrière qui est dans un état de faiblesse à cause de sa division, à cause de la position impérialiste des Staliniens. Et nous sommes par conséquent obligés d'enregistrer un budget de classes. Est-ce que nous allons voter ce budget de la classe opposée ? Je pense bien que nous allons voter contre et avec des arguments et des raisons qui seront Socialistes.

Pourquoi ne pourrait-on pas déposer un contre-projet ? On l'a fait autrefois. Est-ce qu'on ne peut pas le faire maintenant parce que c'est monsieur Pinay qui est au gouvernement ? Ou alors, pourquoi ?

Et bien, je vais vous le dire, camarades. Ce n'est pas du tout parce que les camarades techniciens - et il y en a d'excellents dans le Parti - sont incapables de dresser un budget ; c'est parce qu'ils ont oublié un petit détail : on ne peut pas établir un budget de la classe capitaliste pour gérer son régime en donnant satisfaction à tout : à son armée, à ses investissements, à sa fraude, à son amnistie fiscale et au profit qu'a besoin de faire cette classe dominante. On ne peut pas en même temps faire cela et donner satisfaction aux anciens combattants, aux ouvriers, à la sécurité sociale. Non. Il faut choisir.

Choisir quoi ? Un budget Socialiste qui soit l'expression d'une conception générale du Socialisme, avec de grandes masses de recettes et de grandes masses de distribution et, comme le disait encore Leenhardt, c'est le moyen de répartir autrement le revenu national et d'établir un peu plus de justice.

Nos camarades Anglais l'ont fait. On volt le pourcentage de ce qui revenait aux salariés avant et de ce qui leur revient après le passage des travaillistes au gouvernement. Si nous ne pouvons pas le faire parce que nous ne sommes pas au gouvernement, nous pouvons et devons le dire au pays pour qu'on nous reconnaisse comme les interprètes sincères et loyaux des besoins profonds de la classe ouvrière.

Ainsi, la véritable cause de nos échecs et de nos insuffisances c'est qu'on a pris un peu trop l'habitude de nous demander de faire fonctionner le régime capitaliste. Or, il ne peut pas fonctionner autrement que par la misère, l'exploitation et le chômage. Nous sommes Socialistes parce que nous avons découvert ces lois profondes. Il faut le dire et ne plus se laisser prendre à cette magie. Il faut appliquer la politique que le Parti reconnaîtra comme la sienne.

On a eu le tort par exemple, pour servir un électoralisme, mal calculé d'ailleurs, de ne pas avoir le courage de proposer de faire payer les 250 000 gros propriétaires agricoles et d'exonérer les 2 500 000 agriculteurs qui travaillent simplement pour gagner leur vie. On n'a pas le courage de faire payer ces 250 000 qui font des profits énormes. Un projet devrait être déposé dans ce sens pour mettre l'accent sur la différenciation des classes à la campagne.

Mais on fait de l'électoralisme en bloc et on se trompe car on n'a pas plus de voix du côté de ces gros propriétaires, fascistes et réactionnaires, et on a réussi à décourager les petits. Tout cela vient de ce que nous n'avons pas de politique à

physionomie Socialiste.
Je voudrais maintenant passer très rapidement sur les problèmes européens. Nous aurons l'occasion d'y revenir surtout à l'occasion de la grande question du réarmement de la Communauté Européenne de Défense. Là, il est évident que lorsque nous prenons le problème en Socialistes, nous souhaitons l'unification politique et économique. Nous mettons au premier rang la reconstitution de l'unité allemande ; nous ne voudrions pas que l'on puisse dire dans la propagande stalinienne ou réactionnaire en Allemagne où le nationalisme commence à se nourrir de cette situation que les pays de l'Est comme de l'Ouest sont décidés à maintenir la division de l'Allemagne et que le Socialisme lui-même n'a rien d'international puisqu'il se réjouit que le prolétariat allemand soit divisé. On serait au contraire au Socialisme international de reprendre les paroles même que William Dicknecht (?) prononçait au moment où l'on a déchiré l'Alsace-Lorraine de la France. Je suis heureux qu'à Milan on ait souligné la volonté des Socialistes Allemands de participer à l'effort commun de l'organisation de l'Europe mais à condition que celui-ci n'entrave pas l'unification du territoire allemand. C'est cela l'essentiel, la revendication de l'unification de l'Allemagne. C'est le point numéro 1 de notre programme. Et alors tous les autres problèmes sont faciles du point de vue Socialiste.
Je veux dire maintenant un dernier mot sur ce que signifie à mon sens l'élection d'Eisenhower. Je crois être à peu près d'accord avec notre Secrétaire général. C'est une situation sérieuse. Le rôle de l'Amérique dans le monde est si important qu'il n'est pas du tout négligeable de savoir qu'elle vient de se donner un militaire poussé par les forces les plus réactionnaires comme Président.
Je ne veux pas laisser mon Parti entretenir des illusions à ce sujet. Je veux même oublier les illusions passées. En essayant d'avoir Eisenhower pour ne pas avoir Taft, on a eu en réalité les deux car Taft et Eisenhower, qu'on le veuille ou non, sont liés par des exigences de classes.
Au contraire je voudrais qu'on profite de cette occasion pour ne pas laisser se développer ce qu'une propagande tout à fait élémentaire à caractère fasciste va développer, ce qu'on appellera l'anti-américanisme. Je suis toujours choqué quand j'entends cela. Comment ? L'anti-américanisme ? L'anticapitalisme, oui. Mais il y a des ouvriers américains qui sont nos alliés, qui vont se trouver devant la frontière de classes, aussi, en Amérique, camarades.
(Applaudissements)
Notre position est précisément de les amener à considérer, par leur propre expérience, que leur garantie, en face de leur grand capitalisme, c'est d'avoir des alliés dans tous les pays du monde, dans les classes ouvrières.
Mais alors cela conditionne également notre propre attitude politique. Est-ce que nous allons continuer à faire confiance à monsieur Adenauer pour faire une Europe solide .C'est sur la classe ouvrière allemande, c'est sur la classe ouvrière anglaise que nous devons nous appuyer, et les efforts que nous avons faits, les uns et les autres, au sujet de l'Europe, et dans le Parti Socialiste, et dans l'Internationale, et à l'extérieur, ont tout de même conduit à ce résultat que Milan nous a permis de souligner : c'est qu'on commence tout de même, entre

travailleurs Socialistes, à parler un langage qui rapproche.
Je lisais, camarades, la résolution qui a été votée par le Congrès de la CGT-FO et qu'un camarade m'a montrée. Je souhaiterais que ce Conseil national, sans en changer une virgule, l'adopte sur ce problème fondamental de la nécessité, pour les Internationales syndicales et Socialistes, d'avoir une politique autonome qui ne puisse se confondre, ni, naturellement, avec le totalitarisme stalinien, ni, non plus, avec le capitalisme et le militarisme. Il y a autre chose à faire, c'est notre tâche et c'est ; peut-être ce qui redonnera au Parti son âme. C'est le même problème qui est posé devant les Partis Socialistes tout jeunes qui, avec beaucoup de dynamisme et avec beaucoup de foi, recommencent une expérience que, dans ce pays, on connaît déjà depuis un siècle.
C'est Rovert (?) qui écrit dans Yalatta, un journal des Indes : "Remuez les montagnes d'inertie et d'apathie. Songez, qu'il s'agit de s'adresser à des masses qui crèvent de faim ; il y a là-bas la famine à l'état latent. La première condition pour la libération des énergies nouvelles, car il y a des énergies nouvelles ; nous ne serions pas Socialistes et nous serions désespérés si nous étions obligés de constater qu'il n'y a rien à faire. Il y a des énergies nouvelles, il s'en lèvera d'autres est que les larges masses du peuple soient convaincues que ce qu'elles font est à leur bénéfice et que les fruits de leur travail leur appartiendront.
C'est cet élément de confiance qui, actuellement, manque le plus".
Ils disent cela, aux Indes. Nous voulons le dire aussi en France et nous pouvons en tirer, comme dernière leçon, que le Parti Socialiste, s'il veut être lui-même, objectivement, à cause de ce qui se passe dans le monde où la vague réactionnaire va encore se lever, à cause aussi de ce qui se passe dans notre pays, en Europe, le Parti Socialiste, lié à ses frères, a l'occasion de s'adresser aux travailleurs en leur proposant quelque chose de concret, de constructif ; d'abord, qu'ils ne comptent que sur eux-mêmes, qu'ils s'organisent, qu'ils agissent, qu'ils luttent, qu'ils souffrent, qu'ils se sacrifient même, mais pour leur cause à eux, pas pour des autres qui ne sont pas les leurs, pas pour la tyrannie soviétique, pas pour le maintien du militarisme et de l'impérialisme, pas pour le capitalisme, mais pour le Socialisme, la paix et la liberté, ce qui signifie que, d'abord, la politique Socialiste se reconnaîtra à ses caractéristiques propres et définitives.
On ne pourra plus nier que nous sommes, non seulement dans l'opposition, mais dans l'opposition fondamentale à ce monde de misères et que nous voulons un monde nouveau. Nous n'avons rien à y perdre, si ce n'est nos chaînes, mais nous avons tout à gagner.
Camarades, le Conseil national et le Parti ont maintenant devant eux une tâche essentielle : qu'ils soient Socialistes et les récompenses viendront.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, il est maintenant près de 8 heures. Je crois que nous pourrions nous séparer et nous réunir ce soir, ou demain matin. Il reste actuellement, comme orateurs inscrits : Lejeune, Lacoste, André Plenot , Philip, Ledétour, Bidet, Menoletti et bien entendu Guy Mollet, Est-ce que nous poursuivons cette discussion ce soir ?

Un camarade - Je fais remarquer que nous n'avons pas beaucoup de moyens de locomotion pour rentrer à Paris.

Guy Mollet - Mes camarades, certains disent de commencer demain matin une heure plus tôt, mais on sait bien ce que cela veut dire ; cela veut dire que de la même façon, nous commencerons en retard. Si le Conseil national est partisan de tenir demain matin une séance sur ce sujet, alors qu'il faudra discuter aussi de la loi électorale pour les élections municipales, alors qu'il faudra que la Commission des résolutions se mette au travail, si vraiment vous ne voulez pas faire une séance de nuit, je vous fais une proposition alors, c'est d'entendre maintenant encore quatre orateurs sur les huit qui restent à passer et de nous séparer à 21 heures 30.

Le président - Vous avez entendu la proposition de notre camarade Guy Mollet. Il y a deux propositions : un camarade qui demande qu'on reprenne demain matin, et Guy Mollet qui suggère que nous poursuivions jusqu'à 21 h 30.

Le camarade - Je me rallie à la proposition de Guy Mollet.

Le président - Les partisans de la proposition de Guy Mollet, voulez-vous lever la main ?
Avis contraires ?
C'est la proposition de Guy Mollet qui l'emporte, nous allons continuer, la parole est à Lejeune.

Max Lejeune

Camarades, dans ce débat sur la politique générale du Parti, politique que doit préciser le Conseil, qu'il me soit permis de marquer le trouble qui est actuellement celui des militants et des élus.
Nos camarades discutent abondamment de la justesse de notre attitude politique. Au Parlement, les votes contradictoires ont déjà provoqué des discussions qui ont été avivées par la faiblesse des récents résultats électoraux. Espérons que les élections du Nord marqueront une interruption dans une tendance qui est très fâcheuse. Malheureusement, il faut bien le dire, celles de la Seine seront difficiles à mener.
Des camarades pensent qu'une opposition irréductible au gouvernement serait le remède. D'autres préconisent ce qu'ils appellent une "politique intelligente", mesurant les avantages obtenus dans la bataille parlementaire. Et moi, aujourd'hui, je voudrais, comme au groupe, souligner que si le problème de tactique dans l'immédiat est sans doute dans le choix d'une attitude nette à l'égard du gouvernement Pinay, il faut rechercher la cause de nos échecs beaucoup plus haut, beaucoup plus loin, et je voudrais le souligner, en apportant quelque chose.
Depuis l'Unité Socialiste, les chiffres de voix recueillies aux élections

Fondation Jean Jaurès

législatives générales représentent indiscutablement la mesure de l'adhésion populaire à nos idées. Ces chiffres se sont établis en courbe ascendante jusqu'en 1932-36, pour tomber ensuite régulièrement, depuis le chiffre record de 1945.
En 1910, 1 100 000 voix ; 1914, 1 400 000 ; 1919, 1 600 000. Je passe sur les chiffres de 1924, caractérisés par le cartel des gauches, après la scission Communiste. En 1928, la progression reprend : 1 700 000 ; en 1932, 1 960 000 et en 1936, 1 956 000. La poussée du Front populaire, Lamarque-Cando l'a rappelé tout à l'heure, bénéficiait surtout, à cette époque, aux Communistes, qui avaient augmenté leur chiffre de 700 000 voix.
Après la guerre, en 1955, le vote des femmes intervient. Nous atteignons 4 560 000 suffrages. En 1946, nous tombons à 4 200 000 ; en novembre 1946, à 3 400 000 ; pour la désignation des électeurs au Conseil de la République, 2 900 000 et enfin, dernier chiffre, en juin 1951, 2 764 000 voix.
Nos coalitions ou accords avec les Communistes leur ont surtout profité à eux, que ce soit en 36 ou que ce soit en 1946. Notre alliance leur a apporté un brevet de républicanisme, et nous n'avons plus été crus quand nous les avons représentés à l'opinion comme des agents de l'étranger, ennemis de la démocratie. En 1945, après avoir, avec une rigueur excessive, décimé le vieux Parti Socialiste et éliminé des cadres qui n'avaient pas trahi mais c'étaient trompés en un jour de malheur, où d'ailleurs aucune consigne ne leur avait été donnée, nous avons parlé d'unité avec les Communistes. Nous avons voté pour Thorez à la présidence du Conseil. Et alors, quand Ramadier a été amené à lever l'hypothèque en chassant les Communistes du gouvernement, le mal était fait. Les électeurs avaient pourtant, en 1945, en votant pour nous, voté contre eux, mais nous ne l'avions pas suffisamment senti.
Le résultat, c'est qu'aujourd'hui les Radicaux se regroupent, alors que tout le monde les avait enterrés en 1945. La Droite se reconstitue, puissante, sous le vocable des "Indépendants", et le MRP s'enracine, avec l'aide du clergé, posant sans cesse des jalons favorables.
Tout le monde appuyait notre programme Socialiste : nos idées fleurissent sous d'autres drapeaux que le nôtre. Le Parti Socialiste n'a pas su garder en lui et derrière lui ceux qui se réclament encore de ses idées de générosité et d'équité La 4ème République a pourtant été l'œuvre des nôtres. La France a été sauvée de la soviétisation par les nôtres. Et tout cela se traduit par une dégringolade continue, à chaque élection; 14,5% des suffrages exprimés en juin 1951, au lieu de 23,8% aux élections de 1945. Quelques fédérations dépassent le 20%, soit un électeur sur cinq, mais on peut les compter sur les doigts. Les élections partielles se caractérisent par un nombre croissant d'abstentions, jusqu'au tiers du corps électoral, et par l'accentuation de notre propre faiblesse.
On nous dit, comme explication : on vote utile, dès le premier jour. Explication terrible, que l'on a encore trouvée dans les lettres de certains camarades. Le peuple considèrerait-il donc que nous ne sommes plus utiles ? Et c'est là que je suis amené à dire qu'il faut préciser la pensée Socialiste.
Blum, à son retour de captivité, ayant beaucoup songé, condensait sa pensée dans un merveilleux petit livre qui s'appelle "A l'échelle humaine". Ce qu'il avait

pensé, il l'a dit au Parti, le Parti ne l'a pas suivi. Il faut pourtant mieux définir ce que nous voulons, et le faire en tenant compte de ce que nous représentons comme aspirations, afin d'accrocher tout de même l'adhésion populaire.
Or, la carte géographique du Socialisme, quelle est-elle en France ? En dehors des bastions que représentent le Nord de la France et le Limousin, bastions ouvriers, cette carte est avant tout caractérisée par une force rurale dans le Sud-Ouest, le Midi et la Bretagne. Aucune reconquête des masses ouvrières sur le Communisme n'a pu être notoirement obtenue depuis 1951, Nous parvenons dans certains départements à endiguer le Communisme, nous arrivons même à détacher certains éléments du Parti Communiste en utilisant leurs conflits internes, mais ces éléments-là, nous n'arrivons pas à les attirer, à les fixer sur nous. Nous n'apportons aucune réponse au besoin d'enthousiasme de la jeunesse qui cherche une mystique, et nous n'apparaissons plus comme constructeurs, ainsi qu'en d'autres temps, quand nos municipalités conquises au scrutin majoritaire semblaient être à l'avant garde de la transformation sociale.
Non que nous n'ayons fait des efforts efficaces et méritoires, l'opinion est injuste à notre égard, c'est sûr. Dans l'organisation de l'Europe, nos camarades ont été des pionniers, mais l'incompréhension des deux grandes forces du Socialisme, la britannique et l'allemande, paralysaient leurs efforts.
Notre propagande, comme l'indiquait ce matin Guy Mollet, atteint difficilement le citoyen, le lecteur chez lui. Et entre nous, reconnaissons que l'ouvrier, que le paysan, que le jeune homme, dans le désir de vivre matériellement avant tout, s'accroche assez peu aux problèmes mondiaux. L'ouvrier, même Communiste, est attaché à la réforme substantielle qui l'aidera à vivre, et les jeunes gens veulent vivre à plein, en obtenant du progrès le maximum de satisfactions.
Tous ne sont accessibles aux idées générales que, dans la mesure où ils sont quelque peu satisfaits. La grande bataille que nous menons par conviction et devoir ne les passionne pas.
D'autre part, je veux insister sur un point particulier. Les malheurs qui se sont abattus sur le pays et ont malmené ces jeunes hommes, les incitent à être méfiants.
Demain, un demi-million d'électeurs voteront dans Paris qui a toujours été ouvriériste, syndicaliste et jacobin, beaucoup plus même que Socialiste.
Ce sera encore une épreuve. Si nous n'arrivons pas à nous définir comme un grand Parti.

Un membre - Paris a été réactionnaire ! Et c'est un professeur d'histoire qui dit cela !
Quand tu dis que Paris a été à la pointe du combat républicain, tu oublies l'histoire depuis 1902 !

Max Lejeune - Je n'oublie pas l'histoire, mais je dis que Paris avant d'être touché par notre propagande Socialiste, même depuis 1905 a été marqué par le jacobinisme d'abord, par le Socialisme de 1948 humanitaire avant tout et que ce n'est que par une synthèse de tout cela que le Parti Socialiste arrivera à

reconquérir pied dans Paris.
C'est en n'oubliant pas ces origines que nous arriverons à reprendre pied et c'est ce qui fait d'ailleurs que le programme social du RPF, malgré la formule autoritaire du RPF, a attiré, tant de petites gens, et même des ouvriers dans ses rangs dans Paris. Voilà ce que je dis, et je n'ai pas besoin d'être professeur d'histoire pour l'affirmer. Nous devrions être en effet aptes à faire la synthèse du courant républicain de nos provinces et du courant prolétarien et Socialiste de nos milieux. Géographiquement et socialement, ce serait la fusion de toutes tendances profondes de ce pays, ce serait peut-être, à une époque ou chacun en son métier, s'attache avant tout à l'efficacité, la possibilité d'attirer la population active de ce pays.
Si on savait faire cette synthèse, comme Jaurès a su en faire contre son opinion personnelle, à son époque, ce serait notre victoire.
Et maintenant, je voudrais attirer l'attention du Conseil national sur certains points :
Face à la propagande Communiste qui parvient à mêler des habitudes, des traditions d'antimilitarisme et d'anticolonialisme à un patriotisme de circonstance, ne donnons pas 1'impression de ne pas être vigilants quant à la position mondiale de la France.
Le peuple, le prolétariat y sont plus sensibles qu'on ne pense et Vincent Auriol a récemment prononcé des paroles qui ont eu une énorme résonnance, même dans les milieux les plus prolétariens.
De tradition, nous sommes contre le nationalisme, contre le fanatisme religieux, nous nous prononçons actuellement même pour des formules supra- nationales. Un sultan du Maroc, un bey de Tunis sont des chefs religieux devenus grâce à la France des souverains temporels dont l'esprit n'est pas débarrassé du concept féodal. Les jeunes évolués de ces pays ont le comportement d'une classe sociale décidée à éliminer notre présence, avec la volonté de gouverner un peuple misérable beaucoup plus que de l'émanciper.
Acheminer ces populations vers l'autonomie, vers la liberté, oui, mais non pas les précipiter dans un régime nouveau débordant de fanatisme religieux et de sordide misère.
C'est l'apprentissage donné aux petites gens dans les assemblées locales que nous devrions d'abord réclamer.
C'est l'aide matérielle et sanitaire aux fellahs, la mise en valeur du sol avec l'accession à la propriété, en bousculant l'égoïsme du gros propriétaire musulman, comme l'égoïsme du gros propriétaire français.
Et puis, il y a peut-être un problème que nous pourrions poser, nous, le problème de la libération de la femme musulmane qui représente tout de même plus de la moitié de la population de ces pays.
La Turquie a traité le problème, nous ferait-il hésiter ?
Tout cela est dans la tradition du Socialisme humanitaire, et tout cela n'est pas utopique.
L'accusation du bloc arabo-asiatique ne nous fait pas oublier que M. Nehru a laissé massacrer des milliers...

Collection Jean-Jaurès

Dans la salle - Des millions !

Max Lejeune - ...de musulmans aux Indes, car c'est un fait que l'ONU n'a rien dit, que les nations arabes sont caractérisées par un mépris complet du sort des pauvres diables "Allah y pourvoira" répond-on aux mendiants dans tous ces pays.
Les maladresses du quai d'Orsay ont envenimé la situation en Afrique du Nord, c'est un fait, et elles ont provoqué le zèle des manœuvres étrangères, car il y a trop de richesses dans ces pays, et un débat à l'ONU.
Mais il ne faudrait pas que l'ONU apparaisse comme un forum où tous les problèmes critiques sont grossis et avivés, alors que cette assemblée est incapable de mener à la pacification des problèmes qui pourtant angoissent le monde !
Si la France disparaissait de l'Afrique du Nord, l'Union Française serait condamnée.
La France cesserait d'être une grande puissance et le Socialisme humanitaire qui a trop puisé chez nous serait par la même atteint.
C'est dans l'esprit de nombreux Français un problème capital. Pour certains d'entre nous, rester ou partir d'Afrique du Nord est un dilemme aussi capital que celui de juin 1940.
Marquons la politique intérieure par un combat social plus dur. C'est je crois la première décision à affirmer. C'est la première chose à marquer. Songeons que la réalité nous oblige, que l'indifférence populaire à notre égard nous amène à définir au plus tôt notre idéal, à préciser nos buts en des formules accessibles à l'opinion et plus vibrantes à son enthousiasme.

Le président - La parole est à Andrée Viennot.

Andrée Viennot

Camarades, je m'excuse de retenir votre attention pendant quelques instants à une heure aussi tardive. Je vous promets de ne pas parler plus de dix minutes ou un quart d'heure. J'ai demandé la parole uniquement pour parler de la question d'Indochine et pour essayer de tirer des conclusions de l'intervention si remarquable de Marcel Naegelen et par la même occasion pour prendre position sur la résolution du Comité directeur.
Marcel Naegelen a exposé la situation d'Indochine d'une façon magistrale, sans rien laisser dans l'ombre. Il nous a parlé des dizaines de milliers de morts français, des centaines de milliards annuels gaspillés. Il nous a parlé de la force croissante du vietminh et de notre force décroissante et de l'impossibilité totale d'espérer une victoire militaire. Il a montré les conséquences funestes et les dangers mortels pour la France de cette guerre d'Indochine sur le plan financier, sur le plan économique, sur le plan politique et aussi sur le plan proprement militaire par le drainage hors d'Europe de nos meilleurs cadres comme d'ailleurs Max Lejeune l'avait déjà fait à un précédent Congrès. Naegelen nous a montré

que la politique d'Indochine était vraiment le problème central et qui commandait tous les autres problèmes de la politique française. Il nous a montré la France saignée à blanc par la guerre d'Indochine. Il a posé cette dramatique question : jusqu'à quand cela durera-t-il ? Et puis, il en est arrivé à la conclusion et sa conclusion n'en était pas une. Elle était faible alors que son analyse avait été si vigoureuse et si précise.

Qu'est-ce qu'il nous a dit ? Il nous a dit qu'il fallait demander un renforcement de l'aide américaine en forçant un peu notre pensée ; mais il ne paraissait pas lui-même avoir une très grande confiance dans le résultat d'une telle démarche. Et puis, même si les américains doublaient leurs fournitures de matériel, est-ce que cela changerait quelque chose à la position fondamentale ? Est-ce que cela nous permettrait de croire que nous pouvons apporter à la guerre d'Indochine une solution militaire ?

Il nous a dit ensuite qu'il ne fallait pas laisser passer l'occasion de négocier. Et là-dessus, nous sommes évidemment tous d'accord. Mais il nous a dit aussi que l'expérience de Pan Mun Joa n'était pas très encourageante. Et là aussi nous devons être d'accord, avec lui. Il n'est pas très sûr qu'actuellement les Communistes aient grand intérêt à une négociation et en fait il est bien tard pour négocier.

Enfin, il nous a dit son scepticisme quant à des élections libres possibles actuellement en Indochine dans un pays analphabète et sortant d'une guerre où il est encore actuellement engagé, une guerre dans laquelle tous les fanatismes ont été poussés au maximum. Et nous ne pouvons que lui donner raison dans ce scepticisme.

Alors au fond, Naegelen nous a démontré que les remèdes proposés par le Comité directeur étaient inopérants et venaient trop tard. Et ensuite ? Et bien ensuite il n'a plus rien dit. S'il n'est pas arrivé à une conclusion précise, je pense que ce n'est pas pour des raisons intellectuelles mais pour des raisons sentimentales, parce que son cœur d'alsacien se refuse à accepter la seule conclusion logique de son exposé : il faut s'en aller et s'en aller le plus rapidement possible.

Quelles sont les perspectives de la guerre en Indochine ? Si nous excluons et nous devons l'exclure l'hypothèse d'une victoire militaire française ?

Il y a trois hypothèses et pas une de plus.

Première hypothèse : la guerre traînera et pourrira encore pendant des années et des années pour le plus grand profit du Communisme en Europe et tandis que la France se gangrènera peu à peu, s'empoisonnera de cet abcès et c'est là probablement l'hypothèse dite optimiste, l'hypothèse gouvernementale, c'est-à-dire que nous pourrons maintenir une position défensive en Indochine.

La deuxième hypothèse c'est que lorsque les viets auront des avions, ils nous rejetteront à la mer avec le massacre civil et militaire que cela comportera nécessairement.

Troisième possibilité : nous quittons volontairement l'Indochine et le plus vite possible.

Ces trois possibilités nous restent ; des trois la dernière est certainement la

moins mauvaise. Evidemment, c'est une décision tragique à prendre, surtout si l'on pense aux occasions perdues et à ce qui aurait pu se passer si nous avions su négocier à temps. Mais maintenant il est trop tard. Le temps est quelque chose qui existe et les positions justes en 1947 ne le sont pas nécessairement en 1952. Mieux vaut couper le membre gangréné que de le laisser pourrir tout le corps.
Et puis, il ne faudrait tout de même pas comparer un départ d'Indochine avec une capitulation comme celle de Pétain à Bordeaux. A ce moment-la il s'agissait de la France, de notre pays, de notre terre, de notre liberté. Maintenant il s'agit d'un pays étranger que nous avons occupé par les méthodes coloniales habituelles du 19ème siècle et que nous n'avons pas su conduire à la liberté dans l'amitié quand l'heure en était venue. L'Indochine n'est pas l'Alsace, elle n'est pas la France. Nous sommes là-bas bien entendu aux avant-postes de la liberté. C'est peut-être vrai objectivement comme diraient les Communistes mais vue de près, la liberté que nous défendons là-bas a un visage bien impur et qui comporte trop de piastres.
Quand cette guerre a commencé, la liberté que nous allions défendre là-bas avait-il pour symbole le visage de Bao-Daï ? Le manque d'enthousiasme de nos troupes est bien compréhensible. Ils sont là-bas parce que ce sont des soldats de profession et qu'on les y envoie. Ils se battent bien parce que se sont de braves garçons qui font bien le métier qu'ils ont choisi et parce que ce sont des garçons braves entraînés dans la guerre, parce qu'ils défendent leur drapeau, qu'ils vengent leurs camarades. Mais il n'est pas sûr qu'ils ne soient pas contents d'entendre annoncer la nouvelle d'un retour rapide.
Outre les arguments sentimentaux qu'on élève, il y a deux arguments positifs essentiels qui sont opposés contre le principe d'une évacuation.
C'est tout d'abord un argument de politique. On nous dit : l'Indochine est le bastion anti-Communiste dans le Sud-Est asiatique. Je voudrais faire trois simples observations à cela.
D'une part, on nous dit que nous devons rester en Indochine pour protéger l'Inde. Or, le Pandit Nehru n'a pas l'air d'être tellement effrayé par la perspective d'une Indochine vietminisée. Ce serait tout de même lui qui devrait être le principal intéressé.
Deuxième observation et je rejoins Depreux. Les soviets préfèrent peut-être avoir là-bas un abcès de fixation plutôt que de laisser Ho Chi Minh faire la conquête de l'Indochine.
Troisièmement, pour nous le bastion français en Europe est tout de même plus important que le bastion indochinois. Est-ce que pour garder et mal garder le bastion indochinois dans le Sud-Est asiatique nous allons perdre le bastion français en Europe ?
Et puis il y a une autre objection à l'évacuation, c'est une objection technique. On nous dit : l'évacuation serait impossible, techniquement, et comporterait des sacrifices de vies immenses. C'est-à-dire qu'on essaie de nous faire croire qu'une armée qui tient les ports principaux du pays, alors que l'adversaire n'a ni avions, ni marine, ne serait pas capable d'évacuer proprement.
Cela paraît à première vue et au simple bon sens, absurde. Mieux : cela paraît

comme un mensonge impudent de 1'état-major, mensonge dont sont dupes, malheureusement, certains de nos camarades. Il faudrait naturellement procéder avec méthode, réquisitionner les grands paquebots, comme l'ont fait les Hollandais quand ils ont évacué une partie de leurs troupes d'Indonésie, faire partir les civils et les agents indochinois trop compromis avec nous.
Il y aurait peut-être une entente possible : dire à Ho Chi Minh : "nous ne ferons pas sauter les ports, nous ne ferons pas sauter les ouvrages d'art, à condition que vous nous laissiez partir tranquillement".
Je sais que je choque énormément de camarades, mais nous en reparlerons dans quelques années.
On nous dit que l'évacuation coûterait autant que la guerre. C'est certain ; cela coûterait peut-être plus, car il faudrait réinstaller les évacués, mais une fois ces dépenses faites, ce serait fini. On nous dit, depuis 1946, que l'évacuation coûterait autant que la guerre. Jusqu'à quand durera la guerre d'Indochine ? Est-ce qu'elle durera jusqu'à notre épuisement physique ? Le Parti n'a que trop tardé à prendre une position nette.
Je me souviens d'une lettre admirablement clairvoyante que Guy Mollet avait écrite au Président du Conseil. Nous aurions dû l'afficher dans le pays entier et, lorsqu'on a dédaigné notre avis, nous aurions dû cesser de voter les crédits d'Indochine et réclamer avec force 1'évacuation. Au lieu de cela, nous avons mis cette lettre sous le boisseau et nous avons continué à tolérer la politique gouvernementale en maugréant faiblement.
Si le public n'a pas compris encore que nous sommes dans l'opposition, c'est que nous-mêmes nous n'avons plus de réflexes d'opposition. Nous sommes tous d'accord pour penser qu'il ne faut rien réclamer dans l'opposition qu'on ne soit décidé à réaliser eu gouvernement. Mais il y a des précautions oratoires auxquelles on est astreint au gouvernement et qui ne s'imposent pas dans l'opposition.
L'évacuation de l'Indochine est une politique de bon sens à laquelle n'importe quel gouvernement devra se résoudre d'ici quelque temps. Les Socialistes au gouvernement devraient le faire et le faire le plus vite possible, le faire peut-être plutôt que de le dire. Les Socialistes dans l'opposition doivent le dire et le dire fortement. Nous n'avons pas à craindre que cela apparaisse comme un reniement de nos positions antérieures. Nous dirons : puisqu'on n'a pas voulu nous écouter quand les négociations étaient possibles et que nous voulions négocier, puisque l'Amérique n'est pas venue à notre secours, devant l'aggravation de la situation financière et militaire, nous demandons l'évacuation.
Je vous assure que si le peuple savait nettement que l'accession des Socialistes au pouvoir signifierait la cessation immédiate de la guerre, et, de ce fait, la possibilité de reprendre une politique de modernisation et une politique de progrès social, car c'est ce sens positif qu'il faudrait donner à la décision, les masses qui se détournent de nous nous reviendraient et nos propres militants dont le découragement est légitime lutteraient avec un enthousiasme nouveau.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Le Tétour.

Le Tétour (?)

Mes chers camarades, je n'abuserai pas de votre patience. Je constate que ce Conseil national est placé, pour ainsi dire, sous le signe du déclin de notre Parti de sa diminution d'influence dans le pays. Nous sommes sous le coup de quelques échecs d'ordre électoral et nous en cherchons les raisons.

Les orateurs qui m'ont précédé ont cru les découvrir, les uns dans un défaut de propagande, les autres dans un manque d'objectifs suffisamment précis, les autres encore dans un manque de netteté de la position prise sur différents problèmes, par le groupe parlementaire.

Je parlerai tout à l'heure des objectifs à atteindre par le Parti dans la situation présente, mais pour faire de la propagande, il ne faut pas seulement des objectifs ; il faut une certaine flamme intérieure, il faut une certaine foi et il faut aussi des moyens. Il faut un certain climat civique .Aujourd'hui, nous discutons d'une situation que nous connaissons ; nous avons le droit de parler, nous avons le droit de dire ce qui nous semble bon, mais je demande, par exemple, à notre camarade Viennot, si elle est bien sûre que, dans 6 ou 7 mois, elle pourra prononcer en public le discours qu'elle vient de prononcer ici.

Et si je lui dis cela, c'est parce que je suis un peu payé pour le savoir. J'ai eu le tort de commettre, il y a quelques mois, environ une année, une sorte de crime de lèse-majesté en apportant, la contradiction à son excellence le ministre des Affaires étrangères, monsieur Robert Schuman. Monsieur Robert Schuman m'a menacé de sanctions, en réunion publique et aujourd'hui, depuis 4 mois, je ne suis plus payé. On m'a mis tout simplement à la porte, mais lorsqu'on m'a administré le soufflet de la main droite, on m'a béni de la main gauche. On m'a dit que ce n'était pas une sanction. Le résultat est sensiblement le même.

Ce qui est grave, là-dedans, ce qui est grave dans l'attitude du ministre, c'est que sa décision s'est accompagnée de manœuvres frauduleuses absolument indignes d'un homme politique qui occupe sa situation. La décision qui m'a frappé a été antidatée. J'ai la preuve photographique du faux commis à mon préjudice. Dans ces conditions, j'estime que si nous devons poursuivre notre action militante dans le pays, nous devons aussi, dès à présent, nous assurer la sécurité indispensable sur le plan civique, à notre propagande, et je demande qu'immédiatement soit mise aux voix une motion demandant à notre Secrétaire général d'interpeler le gouvernement sur la situation qui m'est faite injustement et pour laquelle je lui ai d'ailleurs donné tous les éléments nécessaires.

Je souligne au passage, que déjà notre camarade Guy Mollet est intervenu et que la réponse qu'on lui a faite est un chef-d'œuvre de jésuitisme.

J'ai dit que, pour mener la propagande dans le pays, il fallait des moyens.

Notre presse, évidemment, n'est pas très répandue. Mais aujourd'hui, un mouvement se dessine suivant lequel les anciens propriétaires des journaux collaborateurs et vichyssois se préparent à reconquérir leurs anciens droits, se préparent de nouveau à nous arroser de leurs papiers. Un journal qui a osé, pendant l'occupation, déclarer que le gouvernement vichyssois et les

collaborateurs nous condamnaient à mort, ce journal, on est en train d'en autoriser maintenant la parution. Je crois que "Le petit courrier" dans quelques jours, reparaîtra dans le Maine-et-Loire. J'estime que le Parti devrait tout de même réagir devant des choses semblables.

Je crois que si notre action, dans le pays, manque un peu d'efficacité, cela résulte aussi de la division qui existe, c'est un fait, dans le monde ouvrier. Les Communistes se présentent comme les champions de l'unité et il faut bien dire que c'est un thème de propagande qui rapporte. Je pense que nous devrions, quant à nous, nous saisir de toutes les occasions d'initiative pour regrouper les ouvriers, quand c'est possible.

Nous devrions, par exemple, sur le plan syndical, quand cela est possible, conseiller à nos camarades de Force Ouvrière de prendre 1'initiative d'un certain regroupement des forces, à condition, bien entendu, que le contrôle du mouvement ne leur échappe pas.

On a examiné ici certains aspects de la politique Socialiste. On nous a parlé de la réforme fiscale. J'estime que la réforme fiscale n'est qu'un aspect mineur d'un problème plus général qui est celui de la répartition de la production, dans son ensemble, de la répartition du revenu national.

Cette répartition, comme le disait tout à l'heure notre camarade Lacoste, est conditionnée par l'importance du gâteau, par la grandeur du gâteau. Mais la grandeur du gâteau elle-même est conditionnée par certaines options nécessaires Il faut savoir si oui ou non, nous poursuivrons la guerre d'Indochine, si oui ou non nous poursuivrons la politique de réarmement, si oui ou non, nous poursuivrons, sur le plan européen, une politique qui nous conduit tout droit, non pas à une Europe démocratique, mais à une Europe germanifiée et nazifiée.

Le plan Schuman que le Parti a peut-être eu le tort de ratifier nous conduit tout droit à une concentration géographique des industries sidérurgiques en Ruhr. Cette concentration géographique s'opérera d'autant plus facilement que les investissements qui avaient conditionné le vote du Parti Socialiste n'ont pas été opérés et qu'au départ, dans la compétition internationale, nous partons avec un handicap de 25% de différence sur le prix de revient de l'acier.

On me dira qu'il est assez, rationnel, peut-être, d'organiser une concentration des industries sidérurgiques, s'il doit en résulter un accroissement de la productivité, s'il doit en résulter un accroissement du revenu général.

Mais ce qui est grave c'est qu'au même moment, sans aucune garantie, on restitue au gouvernement allemand la plénitude de se souveraineté politique, à un gouvernement allemand qui, aujourd'hui, tout de même, libère les nazis, qui, aujourd'hui, libère, avec l'appui de certains alliés, les Krupp en leur restituant leurs biens, les Kesselring, les Von Manstein.

Tout cela est grave et si notre propagande manque un peu son but dans le pays, c'est parce qu'il reste encore une certaine fibre dans la classe ouvrière et que la classe ouvrière n'entend pas assister demain à la résurrection du nazisme dans le monde.

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Léonetti.

Jean Léonetti

Je m'excuse, camarades, d'aborder la question du Maroc par le biais, mais au dernier Congrès national, il avait été décidé que la question du Maroc serait reportée à un Conseil national ayant pouvoir de Congrès. Je pensais, par conséquent, que, très normalement, la question du Maroc serait inscrite à l'ordre du jour de celui-ci. Seulement, j'ai appris entre temps qu'un Conseil national se réunirait exprès, ayant pouvoir de Congrès, comme l'a décidé le dernier Congrès national et qu'à la question du Maroc s'ajouteraient évidemment tous les autres territoires d'Outremer.

Aussi, je ne parlerai pas de l'ensemble de la position de la fédération du Maroc sur la question qui nous intéresse au premier chef, je me bornerai simplement à parler, dans la discussion générale, de l'actualité marocaine, dans ce sens particulier de la plainte des nations arabes, de le Ligue arabe notamment, aux Nations unies. Je dois dire que, sur ce plan particulier, je voudrais que le Parti Socialiste donne, lui aussi, sa position, comme la plupart des autres partis 1'ont fait sur cette plainte et sur les attributions des Nations Unies, quant à leur compétence dans l'examen de cette question.

Je crois que le Parti Socialiste se doit de faire connaître son avis et de le faire connaître publiquement de manière que, dans l'opinion, on sache parfaitement que nous n'approuvons pas la plainte qui a été déposée et que, d'avance, nous rejetons les conclusions qui peuvent être tirées par les Nations Unies. Cela ne veut pas dire que nous n'acceptons pas, bien entendu, d'ouvrir très largement le dossier du Maroc à l'ONU. Je pense, au contraire, que nous devons l'ouvrir le plus largement possible, que nous devons faire l'historique de ce qu'a fait la France dans ce pays, depuis son origine. Nous devons dire les difficultés que nous avons rencontrées, l'organisation que nous y avons apportée, comparée à ce que nous avions trouvé là-bas lorsque nous sommes arrivés.

Quand on reproche à la France d'avoir fait ce qu'on appelle l'administration directe, étant, sur ce point, en contradiction avec le traité lui-même, il faut avoir la loyauté de reconnaître également que si nous avons dû nous substituer à l'administration chérifienne, c'est parce que, lorsque nous sommes arrivés, il y avait une anarchie totale et une absence totale de cadres. C'est cela qu'il faut retenir.

Il est évident qu'au fur et à mesure où, par la préparation, dans nos écoles, dans nos ateliers, dans nos industries, dans notre agriculture, nous sommes arrivés à créer ces cadres, automatiquement on .a transféré progressivement aux autochtones les pouvoirs qui sont les leurs.

Je n'irai pas soutenir que la France doit éternellement rester au Maroc, en tant qu'administration et en tant que gouvernement. Je pense, au contraire, qu'au fur et à mesure où les institutions politiques, les institutions économiques, tous les organismes que l'on aura mis en place, mais vraiment avec un caractère démocratique, marcheront, je pense en effet qu'a ce moment-là, notre rôle sera terminé et que l'on pourra alors étudier, en plein accord avec un peuple qui sera

souverain et non pas seulement avec son souverain qui a un caractère de pouvoir théocratique, un nouveau traité avec le Maroc et donner non pas seulement l'autonomie, mais l'indépendance la plus large, car nous aurons, à ce moment-là la certitude que ce pays entrera dans le concert des nations et qu'il s'administrera avec certitude dans le cadre et dans le sens démocratique.

On, parle à l'heure actuelle d'indépendance, malgré l'effort énorme qu'a accompli la France dans ce pays, parler véritablement d'indépendance et tolérer que les nations arabes, avec les nations asiatiques, dont chacun connaît exactement ce qu'il y a, sur le plan démocratique, dans chacun de ces territoires, aient le droit de faire des reproches à la France et de nous mettre en accusation devant toutes les nations, je dis que ce n'est pas sérieux et que le Parti Socialiste ne doit pas encourager cette attitude.

Car, contrairement à. ce qu'on a dit tout à l'heure, le Parti Socialiste est en perte de vitesse. Mais je peux vous dire que, dans les territoires d'Outremer, dans l'Afrique du Nord et au Maroc en particulier, si, sur le plan fédéral, nous sommes en perte de vitesse, tout le monde se tourne vers le Parti Socialiste. Et partout où je suis passé, car je suis arrivé ce matin du Maroc, on m'a demandé : "Quelle est la position du Parti Socialiste sur cette question ? Est-ce que, vraiment, vous approuvez l'attitude des nations arabes et l'examen de cette question par les Nations Unies ?

J'ai dit que le Parti Socialiste n'approuvait pas les Nations Unies sur cette question du Maroc nous ne pouvons pas lier toute l'attitude et toute la politique française à la question du Maroc. Mais il est bien évident que le Parti Socialiste comprend, lui aussi, comme tous les autres, la nécessité de défendre la position de la France au Maroc, non pas dans le cadre du maintien de certains privilèges, soit à de grands seigneurs féodaux du Maroc, soit à de grandes puissances capitalistes françaises et internationales qui se sont installées dans ce pays.

Je dis que si nous avions eu le souci, précisément, de préserver l'autorité française au Maroc, nous n'avions qu'une seule chose en vue : libérer définitivement les travailleurs, l'ouvrier de la ville comme le fellah des campagnes pour que, de plus en plus, ils soient associés à la gestion de leur propre pays.

Or, actuellement, malheureusement, il faut le dire, une grande inquiétude règne dans le pays. Elle règne parce qu'on a le sentiment que la France a perdu certes, de son prestige à la suite des traités d'armistice, le premier signé avec l'Allemagne, le second signé avec l'Amérique, par la bêtise et la maladresse de ceux qui étaient chargés de nous représenter dans ce pays.

Il est certain que, là aussi, elle a perdu gravement sur ce plan du prestige. Mais depuis la Libération, grâce à l'action développée par certains de nos camarades au sein du gouvernement, et grâce aussi au redressement fantastique qu'a opéré la France, non pas seulement dans le cadre intérieur, mais aussi sur le plan extérieur, on se tourne du côté de la France pour apporter aux problèmes aigus qui se posent dans ce pays les solutions qui s'inspirent véritablement d'un Socialisme. C'est cela qui n'a pas été fait antérieurement, parce qu'il n'y a pas eu continuité de vues, depuis la Libération, depuis que nos camarades ont quitté le

gouvernement.
Il faut dire que l'on a retrouvé le marasme d'avant la guerre et aussi de la période de Vichy, où l'on ne se préoccupe des questions que quand elles arrivent à l'affiche des Nations Unies, ou quand il y 'a un incident grave qui éclate dans le pays.
Il faudrait une persévérance et une attention de tous les instants, il faudrait s'intéresser véritablement à toutes les questions économiques, industrielles, qui nous prennent à la gorge. Les populations nouvelles augmentent, il faut par conséquent les nourrir, satisfaire leurs besoins. C'est ce qu'on ne fait pas toujours avec intelligence et efficacité.
Bien sur, on a longtemps compté sur le Parti Socialiste. Au dernier Conseil national qui s'est tenu l'an dernier, j'ai eu l'occasion de vous montrer comment nos camarades avaient essayé d'apporter des solutions, au moins partielles, à des problèmes aigus qui se posaient alors, le problème des municipalités, le problème de l'artisanat et du paysannat, le problème de la réforme de la justice.
Sur toutes ces revendications nous nous heurtons maintenant, je dois le dire, à une conception qui est nouvelle, qui est née depuis 1944, et que le parti de l'Istiqlal, qui a pris la succession du "Comité d'action marocaine", tend de plus en plus à faire apparaître aux yeux du peuple marocain comme aux yeux des Français eux-mêmes, comme seule valable, à savoir qu'il n'y a plus de possibilité d'un effort dans le cadre du protectorat, que ce cadre étroit ne permet plus de s'attaquer à la grande structure du nouveau Maroc et qu'il faut par conséquent signer avec le sultan un nouveau traité, donnant une capacité totale au souverain qui aurait lui, à ce moment là, la possibilité d'opérer toutes les réformes que nous avons souhaitées, demandées, dans le cadre du traité protectoral.
Si nous nous engagions dans cette procédure, en l'état actuel des choses, et bien, nous irions certainement à un échec. Nous n'aurions pas de réforme du tout et nous irions certainement à l'éviction de la France, alors que sa présence est encore beaucoup plus utile à présent qu'elle ne l'était hier. Elle est plus utile aujourd'hui parce que les dangers ont augmenté en ce sens que l'Amérique, qui jusque là s'était bornée à jouer un rôle d'importation pour des machines agricoles ou des automobiles, depuis la libération ses troupes ayant stationné longtemps dans le pays a modifié sa position ; sur le plan stratégique, la place du Maroc est devenue une place de première importance. Il est évident que les intérêts de l'Amérique sont devenus de plus en plus grands, et que les besoins de l'Amérique à l'égard du Maroc sont également devenus de plus en plus impérieux.
Et alors naît la tentation d'écarter la France, à la faveur des difficultés existantes, tant sur le plan stratégique que sur le plan industriel pour la mise en valeur du sous-sol, ou sur le plan commercial et des importations. Il est évident que l'Amérique essaiera de briser tout ce qui pourra la gêner dans cette expansion, en sorte qu'elle n'aura de cesse d'avoir éliminé la France.
Vous me permettrez de regretter précisément que dans cette question des bases militaires que l'Amérique a installées au Maroc, nous n'ayons pas, les uns et les autres, et en particulier ceux de nos camarades qui étaient le mieux placés pour

discuter de ces questions au sein du gouvernement, obtenu des garanties sérieuses de la part de l'Amérique, de manière à ce que la France ne prenne pas de plus en plus figure d'état protégé, alors qu'elle avait au Maroc le visage d'un état protecteur.
Il est certain que maintenant, le Sultan, comme l'Istiqlal, considèrent qu'avec un seul maître ce serait suffisant. Si la France est protégée par l'Amérique, ils préfèrent certainement traiter directement avec l'Amérique parce que c'est plus commode, parce que l'Amérique est plus puissante, parce qu'elle est beaucoup plus riche. Et de plus en plus, dans les villes du Maroc où vous vous déplacez, n'importe quel homme d'une classe ou d'une autre que vous rencontriez, tout le monde est devenu, de façon agressive, véritablement hostile à l'Amérique, alors que les Américains ont été ceux qui nous ont apporté les premiers la Libération dans ce pays.
Il faut par conséquent que le Parti Socialiste d'accord je dois le dire avec Robert Schuman dans une grande partie du discours qu'il a prononcé aux Nations Unies, se déclare solidaire sur ce point. Il y a une question d'autorité nationale, il y a une question de prestige national, et surtout une question d'intérêt national qui doit le guider, non pas un intérêt national étroit, qui vise seulement les intérêts que les Français peuvent avoir là-bas, cela est d'une importance secondaire, mais il s'agit plutôt de l'intérêt stratégique, car si la France se trouve coupée du Maroc, après avoir été coupée de la Tunisie, je vous demande ce qui restera de l'Afrique du Nord, avec l'Algérie qui, une fois débarrassée de ses flancs, ne pourra plus maintenir elle-même des liens étroits avec la France.
Si nous étions arrivés à une période d'émancipation, il est certain qu'on aurait pu relâcher ce que nous appelons "l'administration française", la "protection" et la remplacer par un "traité d'association". Mais un traité d'association conçu et établi actuellement. Je le dis parce que je le pense très sincèrement, irait à l'encontre des intérêts surtout des autochtones eux-mêmes. Fellahs ou paysans seraient demain les victimes tout indiquées de cet état féodal et théocratique qui se substituerait au pouvoir de la France.
Aujourd'hui, nous ne transformons pas beaucoup, c'est certain, la mentalité marocaine, mais nous aidons tout de même à protéger tout un ensemble de travailleurs par l'organisation qui existe sur le plan de la justice, par la protection du petit artisanat, par la protection du paysannat qui se développe maintenant dans les organisations collectives. Nous nous efforçons de protéger en particulier les berbères qui ont des mœurs tout à fait spéciales, qui ont des traditions auxquelles ils tiennent et si demain nous les laissions tomber sous la coupe du Sultan et de l'Istiqlal, nous entretiendrions une sorte de fanatisme musulman auquel les berbères n'ont jamais voulu se plier.
Dans les difficultés que nous rencontrons actuellement avec le sultan, en particulier sur les questions de la justice ce dernier veut bien comme il dit encourager et résoudre le problème de la justice, mais alors il nous place là aussi sur un terrain d'une intransigeance absolue, une justice unique pour l'ensemble du territoire. Or, dans les tribus berbères, les indigènes ne sont pas pour l'application de la justice musulmane parce qu'ils ont vécu traditionnellement, et

rendent la justice comme on l'a toujours fait dans tes tribus collectives, de manière amicale. Ils choisissent eux-mêmes leurs propres représentants, dans ces tribus berbères. Et là aussi, si nous acceptions le point de vue du Sultan, nous nous trouverions du jour au lendemain dans 1'obligation de nommer à des postes de magistrats des hommes qui n'ont aucune compétence. Jusqu'à présent en effet, ces hommes se sont plutôt intéressés aux professions libérales et souvent sont avocats, et aucun d'entre eux n'a voulu se consacrer aux études juridiques et à la magistrature.

Si j'aborde la question municipale, là encore nous rencontrons les mêmes difficultés en ce sens que le Sultan, couvert par l'Istiqlal, ne veut pas associer les Français à la gestion de ces municipalités. Or, on sait que des villes nouvelles se sont créées, très importantes, et il y aurait là une collaboration étroite qui devrait s'établir. Elle s'établit par voie de désignation faite par le gouvernement alors qu'en réalité elle devrait se faire par voie élective et là le Sultan nous dit, avec l'Istiqlal : "Ce serait reconnaître aux Français un droit de souveraineté dans ce pays." Mais le droit de souveraineté, dans l'état actuel du traité de protectorat on l'exerce bien dans le domaine administratif, puisque les Français sont titulaires de la plupart des directions. Il est évident qu'ils l'exercent ; je ne dis pas qu'on exige pour plus tard le maintien de ce partage de souveraineté avec les Français une fois que le Maroc aurait acquis la pleine capacité de se gérer lui-même, mais il faut que le traité de protectorat subsiste, étant donné que cette gestion est faite sur le plan financier, sur le plan de la justice, sur le plan des contrôles, directement par la France, pourquoi n'y aurait-il pas possibilité d'établir une collaboration, et une collaboration étroite, de manière à associer de plus en plus les musulmans à la gestion de leurs propres affaires ? Quel inconvénient majeur peut-il y avoir à dire que des conseillers municipaux qui, actuellement, administrent et gèrent avec, à leur tête, le chef des services municipaux qui est Français et le pacha qui est le chef du Conseil municipal et qui, tous, collaborent d'une manière assez étroite, quel inconvénient -dis-je- y aurait-il à désigner des représentants élus de façon à ce qu'ils soient des représentants authentiques de la population ? Bien entendu le jour où le traité de protectorat serait révolu, les Français n'auraient plus les droits qu'ils possédaient tant que ce traité était en vigueur. Mais sur l'ensemble de ces questions nous nous trouvons en présence d'une intransigeance absolue aussi bien du côté de l'Istiqlal que du sultan et la tache du gouvernement français n'en est pas facilitée. J'ai eu une longue conversation avec le Président général avant-hier : les difficultés qu'il rencontre sont insurmontables. Pourtant je dois reconnaître qu'entre le général qui est président en ce moment et le général Juin il y a une différence d'action. C'est un homme qui a été loyal, loyal vis-à-vis du gouvernement français, loyal vis-à-vis de la population musulmane et de la population française, comme il a été loyal également vis-à-vis du Sultan en établissant avec lui les relations les plus cordiales et les plus répétées au moment même où le Sultan en prend à son aise et parfois même manque de respect au président.

Je dois dire que sa tâche est devenue très difficile et que cependant il s'y accroche pour ne pas rompre les ponts. Dans cette situation, les difficultés

augmentant, l'insécurité du pays risque de s'aggraver et si les Nations Unies venaient à prendre une résolution condamnant la France pour son action dans ce pays, ou si elles décidaient qu'une Commission d'enquête doit se rendre au Maroc, cela pourrait avoir les plus graves conséquences pour la sécurité des Français, et aussi pour l'unité de ce pays.
Contrairement à ce qu'on pense l'Istiqlal n'est qu'une minorité, une minorité de bourgeois qui sont sortis de nos écoles ou des grandes universités musulmanes, les Ben Youssef de Fez. Je dois dire que si une agitation prend naissance elle risque d'avoir la même tournure que celle de Tunisie, non pas parce qu'il y a un mécontentement profond dans le pays, ce n'est pas exact, mais simplement parce que, par ces manœuvres déloyales vis-à-vis de la France on espère précisément une intervention de l'ONU ou une intervention américaine qui mettrait fin à notre rôle dans ce pays. Cela, en tant que Français, en tant que Socialiste, je ne peux l'accepter car si la France était éliminée le désordre et l'anarchie régneraient à nouveau, à moins que l'Amérique ne se substitue à la France pour jouer un rôle purement économique, laissant aux Marocains le rôle politique. Or, en réalité, le rôle politique serait bien faible car un pays qui a perdu la totalité de sa souveraineté sur le plan économique a vite fait de perdre sa souveraineté tout court. Voilà ce que nous devons éviter et nous devons l'éviter d'autant plus que le Sultan et l'Istiqlal ne réunissent pas l'unanimité de la population, ni le tiers, ni le dixième de la population. On sent déjà très bien, par la prise de position du sultan, un désaccord de plus en plus violent de la part des tribus du sud qui vivent autour de Fez. On a l'habitude de dire : "Oui, vous voulez parler du Glaoui, mais si on débarrasse le Maroc du Glaoui tout rentrera dans l'ordre". Et bien ce ne sera pas aussi facile qu'on le pense. Il existe des tribus berbères importantes qui se révolteront contre le pouvoir du Sultan, contre le pouvoir de l'Istiqlal et si la France, qui a maintenu ce pays uni, disparaissait demain il tomberait immédiatement dans la division et dans une division plus cruelle que celle que nous avons connue. C'est pourquoi je me suis permis de vous demander, à ce Conseil national, de soutenir la position prise par la fédération du Maroc sur ce problème, afin que nous disions franchement que c'est à nous de régler cette question sur le plan intérieur, et non pas à la ligue arabe qui a un régime social et économique encore plus pauvre et plus critiquable que celui que nous avons instauré au Maroc.
(Applaudissement)

Le président - Camarades, je crois qu'il est l'heure de nous séparer. Nous pourrions nous réunir demain matin à 9 h 30. La Commission des résolutions devra se réunir elle aussi, après la réponse de notre camarade Secrétaire général. Pour demain on vous propose au Bureau, comme président, le camarade Deixonne.
La Commission des résolutions serait composée ainsi :
Roux (Loiret) ; Naegelen ; Boutbien ; Pineau; Gazier ; Bidet; Depreux ; Delatre; Augustin Laurent ; Coquard ; Coûtait ; Savary ; Marceau-Pivert ; Pierre Commin ; Leenhardt ; Daniel Mayer ; Rosenfeld ; Lussy ; Gorce ; Cormier ;

Max Lejeune ; Guillo ; Léonetti ; Lamarque-Cando ; Jaquet ; Métayer ; Deixonne ; Rougeron ; Bégara ; Viennot ; Lacoste.
Pas d'opposition ?
Adopté.

PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conseil national des 15 et 16 novembre 1952
Puteaux

Séance du dimanche 16 novembre 1952 (matinée)

La séance est ouverte à 10 heures sous la présidence de Deixonne.
Les assesseurs sont Irma Rupuzzi, des Bouches du Rhône, Staub, de la Loire-Inférieure et Sylvandre du Soudan.

Le président (Maurice Deixonne)
Nous reprenons la discussion générale ; la parole est à Bidet.

André Bidet
Camarades, je vous demande la permission de vous entretenir de deux problèmes : le problème tunisien, ce qui ne vous surprendra pas, et le problème indochinois.
Pour le problème tunisien, je ne peux pas hélas, vous dire qu'il est en voix de solution, tant s'en faut !
II est au contraire, en train de s'aggraver et les solutions semblent devenir de plus en plus difficiles à établir.
Dans la région, la tension persiste, sans que rien n'autorise à prévoir une amélioration, cependant si souhaitable.
Pendant un certain temps, pendant la période du sirocco qui endort tout, les attentats avaient diminué ; ils viennent hélas de reprendre fâcheusement. Ils font des dégâts et aussi des victimes. Les destructions, le sang, les morts provoquent de nouvelles arrestations et condamnations et ainsi s'établie une sorte de cycle infernal dans lequel la division entre Français et Tunisiens ne cesse de s'aggraver.
Les français vivent de plus en plus dans l'inquiétude et cela ce conçoit. Je puis bien vous dire que personnellement, j'appréhende toujours de recevoir un télégramme m'apprenant un malheur survenu à un des miens ; j'ai là-bas toute ma famille, mère, fils, petits-enfants, frères, tous les miens y sont et je comprends parfaitement l'angoisse dans laquelle vivent les Français.
Mais, ce que je comprends moins, c'est le raidissement qui ne cesse de se manifester parmi eux et l'étrange position qu'ils en arrivent à prendre.
Il n'est pas douteux qu’au fur et à mesure que le conflit s'aggrave, les Français deviennent de plus en plus soucieux d'assurer ce qu’ils appellent leur sécurité et aux bombes tunisiennes il ne fait pas de doute que s'adjoignent maintenant des

Fondation Jean-Jaurès

bombes de commandos français.
Cette situation est redoutable, car il faudra alors de gros effectifs militaires pour maintenir l'ordre, ce n'est pas seulement mon opinion, c'est celle du général Garbay, qui me disait au mois de mai : "Si les Français se lancent dans cette bagarre, il me faudra beaucoup plus de 50 000 hommes et je déclinerai toutes responsabilités".
Sur le côté tunisien, là aussi, le fanatisme va se développant. Il n'est pas douteux que la politique pratiquée par monsieur de Hautecloque a gravement compromis toute perspective de solution. Jamais la Tunisie n'a connu un Résident général aussi piètre que cet ambassadeur qui est borné, vaniteux et dissimulé.
Comment se présente la situation par rapport aux tunisiens ?
Le Néo-Destour continue à mener les Tunisiens. Je ne veux pas que vous mépreniez sur le Néo-Destour. Il est bien évident que ce n'est pas un Parti Socialiste, je l'ai dit, je l'ai écrit, je le répète. Il y a dans le Néo-Destour un étrange mélange d'hommes appartenant à toutes les classes. Vous y trouvez, c'est entendu, les hommes du peuple, vous y trouvez aussi le petit propriétaire foncier, des artisans et une grande masse d'intellectuels. Qu'il y ait parmi eux maintenant des hommes qui sont orientés vers la démocratie, qu'on puisse également y trouver quelques Socialistes, c'est une réalité. On y trouve même des républicains, mais dans l'ensemble, c'est encore une sorte de conglomérat de Tunisiens qui sur le plan politique, n'ont pas encore découvert leur voie.
Je peux vous surprendre en vous disant qu'il y a parmi eux des républicains et alors, comme je sens bien que parfois un Socialisme même dans un Congrès ou un Conseil national peut être suspect, je vous renvoie aux déclarations de monsieur de Hautecloque lui-même qui, dans une déclaration de presse, déclarait : "Mais ce Néo-Destour est bougrement dangereux - l'adverbe c'est moi qui l'ajoute - puisqu'on compte dans ses rangs jusqu'à des républicains".
C'était évidemment un étrange langage dans la bouche d'un homme qui est sensé représenter là-bas la République française !
Ce que je vous dis du Néo-Destour, je ne vous le dis pas pour les besoins de la cause ici. Je l'ai déclaré au Congrès de l'Internationale et notamment en Commission, si Christian Pineau est dans la salle, il peut porter témoignage.
J'ai avec beaucoup de force exprimer mon étonnement de voir que le Néo-Destour était invité au Congrès de Rangoon, j'ai dit aux représentants des partis politiques asiatiques : "Mais, attention, ce Néo-Destour n'est pas un Parti Socialiste, et si je vous rapportais des propos tenus par certains de ces hommes, vous seriez quelque peu stupéfaits". On m'a dit qu'il était invité seulement comme observateur. Soit.
Après tout, cela ne leur fera pas de mal d'assister à des assises comme celles qui doivent se tenir à Rangoon, le Néo-Destour, vous le savez, est appuyé par 1'UGTT et à propos de l'UGTT, aussi, il faut voir clairement la réalité.
Cette UGTT rassemble 60 000 adhérents mais sur le plan du syndicalisme pur, il est bien évident qu'il y a des réserves à faire, que, par exemple, l'"UGTT soit parfois animée par des sentiments qui sont beaucoup plus des sentiments nationaux que par des sentiments dictant ce qu'il faut faire pour les travailleurs,

c'est évident ; qu'il profite des conflits sociaux pour faire triompher une politique nationale, c'est vrai, mais ce qu'il ne faudrait pas précisément, c'est maintenir la situation sociale telle qu'elle existe actuellement en Tunisie.
Je sais bien, on dit : "Il faut avant tout servir les travailleurs, faire établir des lois économiques, des lois sociales", et je suis parfaitement d'accord avec le programme établi par le syndicat Force Ouvrière. Mais le malheur c'est que lorsque la Résidence appuie Force Ouvrière pour lui permettre de lutter contre l'UGST, la Résidence ne répond pas aux invites de Force Ouvrière, lorsque celle-ci lui demande les réalisations sociales.
On dit : "Nous ne pouvons pas suivre les féodaux, les caïds et les Sultanes". Il est bien évident que ce ne sont pas les causes du Sultan et du bey qui nous intéressent, et ce qui me navre dans la politique qui est actuellement suivie en Tunisie, c'est que l'on est arrivé maintenant à revaloriser le bey qui n'étant pas un sot a très bien compris qu'il devait lier son sort à celui de son peuple et qui est maintenant devenu le grand meneur de jeux, alors qu'il y a quelques années, le bey, pour les tunisiens, mais cela n'existait pas !
Et dans cet état d'anarchie qui s'installe maintenant en Tunisie, c'est tout le monde qui souffre, ce sont les Français, ce sont les Tunisiens, et c'est le pays, parce que le pays est sacrifié. La Tunisie est à la veille d'une crise économique et sociale qui, s'ajoutant aux difficultés politiques, achèverait sans doute de créer le chaos. Est-ce qu'en France on se préoccupe suffisamment du problème interne tunisien ?
Je dis : non. Actuellement, on ne se préoccupe plus que de l'ONU.
Bien sûr que cette préoccupation est compréhensible, de même l'évidente gêne que nous sentons chez le gouvernement français, mais pourquoi le gouvernement français a-t-il laissé s'envenimer les choses au point d'en arriver où elles en sont ? C'est là le malheur !
Depuis des années, nous ne cessons pas de crier : "Gare, attention, nous allons au devant de difficultés énormes si vous ne faites pas une politique réformatrice adaptée à 1'évolution de ce pays, évolution que la France a suscitée il faut bien le reconnaître par sa présence.
Le quai d'Orsay porte de très lourdes responsabilités, non pas seulement pour son action de ce dernier mois, mais pour n'avoir pas su prévoir, alors qu'il recevait des avertissements. C'est en 1949 que je disais à monsieur de Margery et à monsieur de la Tour du Pin : "Vous verrez que cette affaire si vous n'y prenez garde va aller jusqu'à l'ONU.", je le savais, je l'avais appris à Tunis. Je savais que le bey lui-même voulait faire le recours. J'étais descendu de l'avion à 2 h, et à 3 h, j'étais au quai d'Orsay. On m'a ri sur le portrait, et aujourd'hui vous voyez où en sont les choses !
Je ne m'en réjouis pas, j'aurais le droit de triompher, mais on ne triomphe pas lorsque c'est la France qui est en cause !
Je sens bien qu'évidemment, nous sommes maintenant dans un gâchis dont chaque français s'attriste, sur ce point la presse parisienne porte témoignage.
A travers les attaques contre 1'ONU transparait comme un sentiment de dignité blessée chez chaque français.

Toutefois, dans l'argumentation, je trouve que la passion, mauvaise conseillère, tient véritablement trop de place. Elle suscite des outrances qui me paraissent redoutables et la passion monte d'autant plus que le gouvernement monte le ton, donne le ton, et je crois que nous pourrions demander au gouvernement de lire les articles que Léon Blum écrivait sur cette question peu de temps avant sa mort, en janvier 1950; ce ne serait pas pour lui déchoir. Il y trouverait, au contraire, des indications dont il pourrait tirer profit. Je pense qu'à l'heure actuelle personne ne doit perdre son sang-froid, qu'il faut savoir au contraire garder toute sa raison. Si je souffre que la France, et j'en souffre beaucoup, ait à s'expliquer devant l'ONU, je souffre bien davantage qu'elle se soit laissée acculée à cette nécessité, parce qu'elle pouvait l'éviter. Elle pouvait l'éviter il y a encore pas très longtemps, à la suite de la dernière note du bey.
Ce qui doit être notre position à nous, c'est de dire aux Tunisiens leur vérité, et cela ils aiment à ce qu'on les leur dise, dire au Néo-Destour et à l'UGTT : "sur tel point, vous avez raison, sur tel autre, vous avez tort", et je vous assure que je ne m'en prive pas, Guy Mollet m'a entendu parler à monsieur Schnick et je crois qu'il a eu l'impression que celui qui faisait la leçon n'était pas monsieur Schnick, mais bien votre serviteur.
Au langage de vérité s'accompagnant de justice, les tunisiens sont sensibles et comprennent, mais il faut dire aussi, dans le même temps, aux français de Tunisie : "Vous exagérez", il faut que vous sachiez vous accommoder aux nécessités de cette évolution dont je parlais tout à l'heure".
Je ne sais pas si nous trouverons un écho, mais enfin ce doit être notre rôle. Nous devons être une sorte de trait d'union entre les Français et les Tunisiens.
C'est un rôle extrêmement difficile. J'en sais quelque chose : on s'y fait accabler parfois de coups des deux côtés, mais tant pis, il faut savoir prendre ce risque.
Cela dit, je dois avouer qu'hier, ayant dans l'esprit ces articles de Léon Blum, ayant au cours de cet été relu tous les discours de Jean Jaurès, toutes les motions votées autrefois par nos Congrès. J'ai éprouvé une certaine émotion, doublée d'une incontestable stupéfaction, en entendant et l'intervention de Georges Gorce et celle de mon ami Léonetti.
Je veux dire à Georges Gorce avec toute l'affection qu'il sait que je lui porte, combien ses déclarations concernant l'attitude de la France à l'ONU m'ont peiné.
Je sais quelles sont ses idées, ses positions fondamentales sur les deux problèmes et c'est pour cela que ma stupéfaction a été si vive. Il nous demande de ménager le quai d'Orsay. Voilà qui me surprend ! Voilà qui m'inquiète aussi !
Je me demande d'ailleurs comment, Georges, tu peux mettre en harmonie ce magnifique discours que tu as prononcé à Versailles sur la politique française qui doit être menée dans les pays arabes et ta déclaration préliminaire d'hier soir, cela nous en reparlerons, je te taquine en ce moment, mais je le fais avec quelque émotion je t'assure,

Georges Gorce

Si tu me permets de t'interrompre, j'en suis heureux, car ta réaction me laisse entendre que j'ai peut-être été mal compris.

Il n’y a aucune contradiction entre les positions que j'ai prises, et de longue date et que je maintien ;en ce qui concerne l'évolution de la politique tunisienne et de la politique marocaine et je crois avoir suffisamment critiqué, dans les enceintes où je l'ai pu, la politique de Hautecloque et de ses prédécesseurs ;car je n'oublie pas et je te remercie d'avoir fait allusion tout à l'heure à ce fait, que j'ai été un de ceux qui ont demandé le renvoi du général Mass, à l'époque où peu s'occupaient de l'existence du problème tunisien.
Et bien, je ne crois pas être suspect et avoir besoin d'insister.
Il n’y a pas contradiction entre cette position fondamentale et l'impossibilité où nous sommes, je le crains, actuellement, d'attaquer les positions qui sont les positions françaises devant l'Organisation des Nations Unies, tant que ce fâcheux intermède international n'a pas pris fin.
Je demandais simplement au Parti de ne pas adopter en ce moment une position en flèche pour attaquer les positions prises par Schuman devant l'Organisation des Nations Unies. Je précise que quand ceci sera terminé, nous devrons reprendre plus énergiquement encore la bataille pour qu'on ait une politique africaine raisonnable.

André Bidet

Je me félicite d'avoir provoqué cette mise au point. Il me semble qu'elle était vraiment indispensable. Quoi qu'il en soit, l'Organisation des Nations Unies étant ce qu'elle est, je crois qu'il faut être très prudent lorsqu'on parle d'elle et de l'action qu'elle peut mener.
Il est trop commode de dire que l'ONU se jette par les fenêtres ! Pour mon compte, je ne me réjouis pas de cette crise de l'ONU et je pense que si des cadavres tombent, nous devons savoir les ramasser et que notre effort doit tendre à rétablir cette Organisation des Nations Unies dans toute sa solidité.
Nous avons toujours été partisans d'une telle organisation et il serait tout de même singulier qu'un Conseil national du Parti Socialiste, semblât se désintéresser de l'Organisation des Nations Unies.
Ce qui est grave, devant la prise de position de la France concernant ces problèmes, c'est que de plus en plus, nous nous séparons de toutes les puissances arabes, de tous les pays musulmans.
Pensez, camarades, que la France est le deuxième pays musulman du monde et qu'à l'heure actuelle, nous ne pouvons établir aucun contact, avec aucun pays musulman à un moment où il serait au contraire indispensable de les établir, parce que ces pays se cherchent, parce que ces pays veulent chercher des appuis du côté de l'accident et tout naturellement, avant même les critiques qu'ils formulent contre la France : ils savent bien que c'est vers elle qu'ils doivent se tourner, parce que c'est chez elle qu'ils trouvent le plus de générosité de pensée et de cœur.
Relisez donc les interventions du délégué du Pakistan ; vous verrez que dans les critiques qu'il formule, il y a tout de même quelque chose qui le retient parce qu'il n'ignore pas que si la France, si le Pakistan peuvent trouver des appuis, c'est dans un pays comme le nôtre qu'ils les découvriront.

Contribution Jean Jaurès

Ce que je dis est tellement vrai que monsieur Robert Schuman, à Versailles, à qui je faisais le reproche de ne prendre aucun contact avec les pays arabes, me disait : "Mais nous en avons avec la Turquie".
Or la Turquie nous a abandonnés à son tour, lors du dernier vote pour l'inscription de la question tunisienne et marocaine à l'Assemblée générale des Nations Unies.
Ce qui est grave, c'est le point de savoir avec qui nous nous trouvons maintenant, dans la position prise par le gouvernement Pinay ?
Nous nous trouvons avec la Grande-Bretagne conservatrice, non plus avec la Grande-Bretagne travailliste ; nous nous trouvons avec les Socio-chrétiens de Belgique, et chose dont je frémis, nous nous trouvons avec monsieur Maland, le dernier champion du racisme !
Vous trouvez que c'est un voisinage qui peut être sympathique ? Je dis vraiment qu'il est impensable qu'un pays comme le nôtre ait maintenant un appareil à l'écart ! Et je ne suis pas suspect, car je sais les critiques que l'on peut faire à la politique française en Tunisie ! Je dis qu'il n'y a pas de commune mesure entre le sort des Tunisiens et celui des hommes de l'Afrique du Sud.
Voilà notre position, et parce que nous faisons une politique maladroite, nous sommes dans une position où nous ne pouvons pas dire : "Non, Monsieur le Docteur Maland ", oui préconisez aux autres nations de suivre votre voie, " nous nous y refusons et nous vous condamnons" !
On a voté la déclaration universelle des Droits de l'Homme et il semble bien maintenant que l'on dise: "C'est un chiffon de papier ! Charte des Nations Unies ! Charte de l'Atlantique : du vent ! " Et bien, non : moi, j'ai pris ces déclarations au sérieux, d'autant plus au sérieux que la France a mis au bas sa signature.
Moi aussi, je suis comme Max Lejeune, mon Socialisme se "teinte évidemment de patriotisme : il est celui d'une France généreuse continuant à donner l'exemple au monde du dévouement au service de la cause de l'Homme.
(Applaudissements).
On me parle de la situation des pays arabes, des pays musulmans et on dit : "Nous n'avons pas de leçons à recevoir de ces gens-là".
Mais, et c'est évident, s'ils sont dans l'état où ils se trouvent on pourrait demander : "Mais, à qui la faute ? Est-ce qu'on s'est beaucoup préoccupé d'eux ? Ils n'ont souvent connu l'Occident qu'à travers une mise en tutelle, mais est-ce que les erreurs de ces pays-là pourraient être justifiées par notre propre erreur ?
Et puis, est-ce que c'est pour leur faire plaisir que nous devons pratiquer une politique généreuse et libérale ?
Mais pas du tout ! C'est au nom d'autres principes que je demande à mon pays de prendre une autre position que celle qu'il a choisie. C'est au nom de la France, au nom de la tradition révolutionnaire française que je dis qu'il est temps de changer de politique pour que la France reste fidèle à sa noble et grande tradition !
Et, elle peut le faire ! On peut encore construire une union, appelez la française si vous voulez, mais je crois que cette épithète nous rendra la chose plus difficile

et qu'union des états associés serait meilleure.
Mais l'union est encore possible à une condition, à la condition de ne pas refuser, et quand je dis ne pas refuser, je ne veux pas par là entendre qu'il faille aller plus loin que ce que nous avons affirmé, par exemple, dans le préambule de la Constitution, mais j'entends, le respect de la parole donnée ; ce que je veux, c'est que la France honore la signature que le peuple français a mise au bas de la Constitution, lorsqu'il la votée.
Or, à chaque instant, les actes sont en contradiction avec les promesses.
Guy Mollet m'a dit d'aller vite et je vais m'en préoccuper, mais enfin, si j'en reviens au problème tunisien, au problème marocain, on a dit que nous ne devions pas soutenir les caïds et les féodaux : c'est vrai, mais depuis toujours nous ne faisons que cela soutenir les caïds et les féodaux !
La France a appuyé son pouvoir sur ces gens-là, sur ce qu'elle appelait ses grandes familles, et elle ne s'est pas assez souciée du peuple ; si elle avait gagné les pauvres gens, elle ne serait pas aujourd'hui à l'ONU. Si elle avait gagné le fellah, le bédouin, nous n'en serions pas là.
Croyez-vous qu'après soixante-dix ans de présence en Tunisie, il soit encore normal qu'il y ait toujours ces caravanes de nomades se promenant du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest à la recherche parfois de quelques branches de cactus pour subsister ? Je ne le pense vraiment pas ?
Et lorsqu'on nous dit : "Mais, les Sultans ? " C'est bien avec les deux que nous signons les traités.
On a pratiqué cette politique d'administration directe ; je lisais l'autre jour dans le "Monde", une lettre de l'ambassadeur Puaux qui niait l'administration directe ; je dirai désormais : "Menteur comme un ambassadeur !"
Pour ne pas encore me référer à moi-même, pour ne pas être suspect de passion - et oui, j'en mets un peu parce que je m'insurge contre l’injustice, mais si je ne m'insurgeais pas contre les injustices, je ne serai pas digne d'être du Parti Socialiste - je vais me référer à Lyautey et je vais vous demander la permission de vous en lire quelques passages.
"La conception du protectorat est celle d’un pays gardant ses institutions, se gouvernant et s'administrant lui-même, avec ses organes propres, sous le simple contrôle d'une puissance européenne laquelle substituée à lui pour la représentation extérieure, prend généralement l'administration de son armée et de ses finances, le dirige dans son développement économique ; ce qui domine et caractérise cette conception c'est la formule contrôle opposée à la formule administration directe".
Et, qu'est-ce qu'il écrit à propos du Maroc dont il dit d'ailleurs que la France ne l'avait pas trouvé dans l'état d'anarchie que certains veulent bien définir ?
Si j'avais le temps, je vous lirai tout le magnifique rapport que Lyautey, qui n'était pourtant pas un révolutionnaire, écrivait à l'époque, en 1920 : je le tiens à la disposition de qui voudra le lire.
"De fait, écrit-il à propos du Maroc - et c'est vrai à propos de la Tunisie on en arrive de plus en plus à 1'administration directe". C'était en 1920 et les choses n'ont fait que croître et embellir par la suite.

"Cette situation, écrit Lyautey, outre qu'elle est formellement contraire à l'esprit du protectorat, offre les plus sérieux dangers. Ce serait absolument une illusion de croire que les Marocains ne se rendent pas compte de la situation de mise à l'écart des affaires publiques, dans laquelle ils sont tenus."
Ils en souffrent et ils en parlent. De là à être accessibles, le jour venu, aux suggestions de revendications de leurs droits et aux inspirations hostiles, il n'y a qu'un pas ; ils sentiront de plus en plus ce qu'ils valent et leurs forces : ils ne sont ni barbares, ni ineptes, ils sont très curieux de ce qui se passe dans le monde et en sont très informés, et ils en sont de plus en plus informés, évidemment et c'est ce qui vous explique les revendications qu'ils présentent.
On a l'air de s'étonner de ces programmes de revendications, de cet élan vers la liberté, mais le jour où nous avons créé la première école française en Afrique du Nord, nous avons préparé la pose du problème sous sa forme actuelle.
Et actuellement, croyez-vous que l'on soit très respectueux de mettre cette Union Française en pratique ?
Mais, pas du tout, je pourrais multiplier les exemples à l'infini ; je pourrais vous citer deux faits.
Nous discutions à Versailles, il y a quelques jours, l'établissement de communes de moyen exercice en Afrique noire.
Eh bien, là, les Radicaux, les RPF et quelques autres ont révélé le fond de leur âme : communes de moyen exercice !
Pour cela, ils demandent encore le double collège dans des communes où il n'y aura parfois qu'une demi-douzaine d'Européens, alors que nous avons soutenu, nous, le collège unique, conformément aux leçons du Parti; nous l'avons emporté par 80 voix contre 80, et pendant un moment la discussion a pris une allure telle que j'ai cru à un pugilat entre les noirs et les Radicaux, et RPF de l'autre côté.
Encore un autre fait : puisqu'on parle de l'Indochine et qui me paraît beaucoup plus choquant, celui là !
Vous savez que les combattants en Indochine touchent ce que l'on appelle une prime d'éloignement. Cette prime est versée aux Européens, c'est-à-dire que les combattants Français, les hommes de la Légion étrangère touchent la prime, mais les soldats Sénégalais et les soldats Nord-Africains ne perçoivent pas la prime.
Vous savez bien que ce n'est pas là quelque chose qui peut faire plaisir.
Je dois rendre hommage à Charles Gros. C'est lui qui le premier a dénoncé ce scandale et j'espère que le gouvernement saura réparer cette faute énorme.
J'en arrive à vous dire ce que je crois être la vérité : je suis d'accord avec Max Lejeune. Nous ne pouvons pas penser à quitter l'Afrique du Nord. C'est vraiment, oui, impensable. Il faut y rester, mais il faut savoir y rester. Toute l'action que j'ai menée en Tunisie et c'est cela qui me vaut d'être attaqué, diffamé comme je le suis n'a pas eu d'autre but que de maintenir la présence française sous une forme raisonnable en Tunisie.
Garder là-bas des intérêts stratégiques : oui ! Il faut respecter les intérêts français légitimes, tout à fait d'accord ! Mais, dans le même temps, il faut respecter les

lois de l'évolution et s'y adapter aux nécessités du jour et de l'heure.
Nous pouvons, je vous le répète, concevoir des moyens de réaliser l'Union Française, mais il n'y en a pas d'autres que dans l'application loyale, intégrale des principes qui sont facilement affirmés dans le préambule de la Constitution française ; et cela est vrai qu'il faut respecter les promesses et les accords à propos de l'Indochine.
Le Comité directeur m'a confié la mission d'aller faire un tour là-bas pour étudier la situation, non pas sur le plan militaire, mais sur le plan intérieur, de sorte que je ne vous dirai rien en ce qui concerne la situation militaire ce serait d'ailleurs un peu ridicule de ma part, après la brillante intervention de Naegelen.
Je suis d'accord, il a dépeint la situation telle qu'elle existe réellement, avec toutefois une petite erreur qui est d'ailleurs peut-être plus un oubli qu'une erreur.
Naegelen a dit : "Au Cambodge, ça va".
Il y a aussi des difficultés au Cambodge. Certains sont en révolte, et ce sont d'ailleurs les Viet-minhs qui les ravitaillent. Je suis allé au Cambodge et je sais combien le roi du Cambodge qui est probablement le plus démocrate des cambodgiens est préoccupé par la situation.
Je suis donc allé en Indochine et j'ai pris contact avec le gouvernement et surtout avec le peuple. Je n'ai pas cherché à me promener jour et nuit dans le commissariat. Ce n'était pas mon rôle, mais ce jour et de nuit, je me suis promené avec nos camarades de la délégation de Saigon, au milieu de la ville, pour essayer de découvrir l'état d'âme des vietnamiens.
Et bien, sur ce plan aussi, il faut bien reconnaître que la situation est désastreuse.
Les vietnamiens, et les plus haut-placés, vous déclarent catégoriquement : "Mais pourquoi vous mêlez-vous de nos affaires ?"
Un ministre, le ministre de l'information, monsieur Jaho qui est d'ailleurs un guignol dont on s'étonne qu'il soit dans un gouvernement, a eu cette phrase extraordinaire quand je suis allé le voir :
Il a commencé par me dire : "Je ne reçois pas le Conseiller de l'Union Française, nous allons parler d'homme à homme. Je vais vous dire ce que je pense et ce que je ressens, mais si vous le répétez, je dirai que ce n'est pas vrai".
C'était évidemment me mettre tout de suite dans l'ambiance. Il m'a dit : "Si la France partait, nous terminerions notre guerre civile beaucoup plus rapidement. Que venez-vous faire ici ? "
Et j'ai appris par Savary qu'il avait fait une déclaration à peu près semblable à deux députés qui sont passés là-bas après moi. Vous pensez bien le coup dans l'estomac que j'ai accusé à ce moment-là, d'autant plus que j'ai des raisons familiales pour être sensible au problème indochinois. J'ai deux petits-fils qui n'ont plus de père parce que leur père est resté là-bas.
Je lui ai donc dit : "Je suis prêt à répéter votre déclaration, en France, et je vous assure qu'elle trouvera un écho très sympathique et que nous ne demandons pas mieux que de rapatrier nos troupes. Il m'a dit : "Non, ce n'est pas le moment, il faut encore un an."
Voilà l'état d'esprit. Vous entendez dire communément : "La France est en guerre avec le vietminh", mais je n'ai pas entendu dire : Nous sommes en guerre

avec le vietminh.
Voyons le haut commissariat. Je croyais que, vraiment, la politique des accords était une politique suivie. Or, j'ai bien dû constater qu'en fait, il y a juxtaposition de deux administrations : une administration française et une administration vietnamienne.
Dès la descente de 1'avion, c'est perceptible. Vous passez à une douane vietnamienne, puis à une douane française, puis à un service de sécurité français, puis à un service de sécurité vietnamien. Il y a d'ailleurs, dans ce pays, cinq services de sécurité, alors que l'insécurité est totale. A quelques kilomètres de Saigon, on est obligé de vous faire escorter par des camions chargés de troupes et de mitrailleuses.
La politique du commissariat, il me serait très agréable de vous en parler, mais il faudrait qu'elle existât. En réalité, le haut commissariat vit au jour le jour, essayant de s'adapter aux nécessités du mouvement, sans plus. Mais ce qu'il y a tout de même de perceptible, chez lui, c'est ce que nous appelons un ministère des relations avec les états associés devrait, pour lui, devenir un véritable ministère de gestion et - à qui en doute - je recommande la lecture du budget civil du ministère des relations avec les Etats associés.
On sent très bien que monsieur Letourneau tient à voir son ministère devenir un ministère de gestion, ce qui est absolument incompatible avec les accords.
Cela, les vietnamiens le savent ; ils le disent et ils protestent. Oh, ils protestent à demi-voix, ils protestent auprès d'un homme comme moi, mais l'habitude de la soumission et de la mise en tutelle ne les a pas encore habitués à dire ces choses-là à voix très haute, ce qui, pourtant, vaudrait beaucoup mieux.
Il y a, dans ce haut commissariat pléthore de grands fonctionnaires, de fonctionnaires qui sont bien au-dessus de l'indice 800 et, de cela aussi, les Vietnamiens protestent.
Le gouvernement vietnamien est un gouvernement d'hommes de seconde classe et non pas de première classe, et cela se conçoit. Les meilleurs - il faut voir la réalité telle qu'elle est - sont passés de l'autre côté. Ils sont avec Ho Chi Minh, s'il est toujours vivant, en tout cas du côté des Viet-minhs. Tous les vietnamiens qui auraient pu faire des hommes d'Etat ne sont plus là. La véritable élite n'est plus maintenant dans le Viêt-Nam ; elle est avec le vietminh.
J'ai vu ces hommes. J'ai eu plusieurs conversations avec le Président du Conseil, monsieur N'Guyen Van Tarn.
Il était intéressant de savoir ce qu'il voulait faire et ce qu'il faisait, car lorsqu'il a pris le pouvoir, sous la double instigation de monsieur Letourneau et de Bao Daï, il avait un programme. Car Letourneau est à la base de la constitution de ce gouvernement ; il avait d'ailleurs eu l'astuce de dire à Bao Daï : "Vous ferez l'opération quand je ne serai pas là". Vous découvrez, dans ce propos, le courage et la franchise des hommes du MRP.
Mais Bao Baï qui est loin d'être un sot, a fait l'opération tandis que Letourneau était là, et alors Letourneau a été contraint de venir en France pour laisser se dérouler les événements. N'Guyen Van Tarn est un citoyen français. Voilà la première erreur. Dans un pays qui fait sa crise nationale, on ne donne pas,

comme chef à un gouvernement, un citoyen français car il est immédiatement suspect. C'est, de plus, un homme qui, toute sa vie, a été un fonctionnaire. Je suis un ancien fonctionnaire, un humble petit professeur. Je sais ce que c'est qu'un fonctionnaire : c'est l'homme qui est habitué à appliquer des directives. C'est comme un chemin de fer, il lui faut des rails pour circuler.
N'Guyen Van Tarn a été un admirable agent d'exécution, tellement bon que, sur les instructions qui lui étaient données, il en remettait, et c'est ce qui explique que, parfois, il se soit laissé aller à prendre des mesures répressives beaucoup plus sévères que celles que lui indiquait son chef de gouvernement.
Par conséquent, il a été un bon second. Mais je doute fort qu'il ait la classe d'un premier. Je crains fort qu'il n'ait pas suffisamment d'esprit d'initiative.
Pourtant ses discours sont bons. Il a très bien vu ce qu'il fallait faire et il l'a dit publiquement. Il est lui-même allé très loin sur le plan des réformes économiques et sociales ; il s'est donné comme un Socialiste.
Il est vrai que l'on m'a dit que cette interview qu'il avait donnée aux journalistes, au Journal de Saigon, la veille de mon arrivée, m'était surtout destinée, mais je veux cependant vous en lire des passages, parce que nous trouvons là, la justification de toutes les positions que nous avons prises.
Lorsque nous avons dénoncé la concussion, on nous a dit : "Vous êtes de mauvais Français". Lorsque nous avons demandé ces réformes économiques et ces réformes sociales, on a encore répété : "Vous êtes de mauvais Français, vous ne voyez que le mauvais côté des choses". Or, maintenant, c'est le chef du gouvernement vietnamien qui reprend tous les arguments que nous avions faits nôtres.
Voici une partie de l'interview :"Après une ou deux mauvaises récoltes, le paysan devenait littéralement l'esclave de son maître, par le seul jeu de l'usure. Le maître pouvait l'affamer à sa guise, lui enlever ses buffles, sa seule richesse. Moi, je mesurais que si j'étais un jour quelque chose dans l'Etat, je me battrais pour empocher cela. Mais je pensais qu'avec beaucoup de chance et du travail, je n'arriverais pas à dépasser le grade le plus élevé dans l'administration impériale.
"Au fur et à mesure que j'avançais dans la hiérarchie, j'envoyais des rapports à mes supérieurs pour suggérer des améliorations au sort des paysans. Ces rapports dorment encore dans les archives, si les Japonais et les Viet-minhs ne les ont pas brûlés. Mais moi, je les ai ressortis de mes dossiers personnels et je tente d'en faire une réalité."La réforme agraire, c'est pour moi, une vieille amie, et aussi la fixation du taux des fermages, la lutte contre la concussion, le rajeunissement de l'administration, l'Assemblée Nationale, le code du travail.
"Certains présidents disent : on se donne du mal pour bâtir un programme, lorsqu'on nous appelle au pouvoir. Moi J'avais travaillé 30 ans à ce programme. Il ne restait plus qu'à l'appliquer, c'est ce que m'a permis la confiance de Monsieur Bao Daï".
"Notre peuple, voyez-vous, est d'abord assoiffé de justice. Le mouvement vietminh est né, non pas seulement de la volonté des Communistes, mais aussi de l'injustice sociale. Tandis que le paysan s'épuisait, le maître menait joyeuse vie à Saigon ou à Paris. Les petits fonctionnaires jouaient au grand mandarin.

Beaucoup étaient incapables et malhonnêtes et ils affichaient, pour leurs administrés, un mépris imbécile. C'était la loi de la jungle : le plus fort, le mieux introduit, le plus riche, avait toujours raison. Le peuple était toujours brimé, le pauvre était toujours asservi. C'est ainsi que, moi, qu'on qualifie parfois de réactionnaire, je suis devenu Socialiste et le suis resté".

Par conséquent, en ce qui concerne le programme, nous n'avons rien à dire. Ce que nous devons surveiller, c'est la mise en application, et je l'ai dit à monsieur N'Guyen Van Tarn : "Les réalistes que nous sommes ne peuvent pas vous juger sur vos déclarations, même lorsqu'elles nous paraissent excellentes. Nous ne sommes pas de ceux qui se paient de mots ; nous vous attendons à vos actes, et par conséquent, notre comportement envers vous sera très exactement celui que nous avions envers vos prédécesseurs, aussi longtemps que les réalisations ne suivront pas les paroles".

Je dois dire qu'il y a eu un commencement de mise en application, mais alors, là aussi, l'intrusion de l'administration se fait sentir. Par exemple, pour l'application du code du travail élaboré par le gouvernement vietnamien, ce code n'est encore qu'un magnifique ouvrage, parce que, paraît-il, et c'est vrai, une clause visant les conditions judiciaires empêche que le haut-commissariat procède à la promulgation de ce décret étant donné qu'il y a encore, là-bas, la double promulgation. Ce n'est pas dans le texte des accords, parce que les accords étaient soumis au Parlement qui aurait regimbé, mais les conventions dont on avait promis que le Parlement serait saisi, ne lui ont pas été soumises, et je voudrais bien que nos camarades parlementaires jettent sur ces conventions un coup d'œil indiscret. Ils y découvriraient des choses stupéfiantes.

C'est donc avec ces conventions qu'on retrouve la double promulgation qui, il n'y a pas de doute, est une séquelle du régime du protectorat. Et puis, il faudrait tenir compte des facteurs psychologiques.

Un vietnamien me disait :"Mais enfin, vous parlez d'indépendance. Où est-elle cette indépendance ?"Et il ajoutait : "Je vais vous citer un détail : avant 1'indépendance prétendue, où siégeait l'administration française, le gouverneur général ? Au palais Norodom (?). Où est maintenant le haut-commissaire ? Toujours au palais Norodom. Où est donc la différence ?"

C'est évidemment véniel, mais sur le plan psychologique, ça a une incontestable portée, surtout dans un pays comme celui-là où les gens ont besoin de sentir qu'il y a des transformations. Ce qui a été aussi une erreur fondamentale, c'est de laisser, là-bas, ces hommes du service civil d'autrefois que les Vietnamiens détestent. Or, ils y sont encore à peu près tous et, de surcroit, on a fait revenir ceux qui étaient partis, on a fait rentrer là-bas l'ineffable monsieur Gauthier qui, bien que se sachant détester, a commis l'imprudence d'aller assister à une messe à la mémoire du maréchal Pétain, en grande tenue, ce qui a fait dire aux vietnamiens : "Vraiment, il n'a pas changé et nous n'avions pas besoin de ce personnage". Le gouvernement vietnamien s'est donc mis un peu au travail, et il y a dans son sein un homme à qui j'accorde ma confiance, c'est le ministre de la Défense nationale. Lui, il veut son armée, il est en train de la faire, et il la fera. Pourquoi ? Parce que, m'a-t-il dit, l'armée est pour nous 1'instrument de notre

souveraineté .nationale".
Mais alors, je pose un point d'interrogation : à quoi servira cette armée dans le futur ? Ça, je n'en sais rien et je vous avoue que j'ai quelque inquiétude.
Quant à l'opinion publique, l'opinion publique est amorphe. Dans le milieu populaire, j'ai procédé à des sondages. J'ai trouvé des vietnamiens qui ignoraient le nom du chef de leur gouvernement.
Quant à monsieur Bao Daï, il est comme le gouvernement. Il ne représente rigoureusement personne, et pour que mon propos ne vous soit pas suspect, je vais vous rapporter quelques mots du Président du Conseil vietnamien. C'est N'Guyen Van Tarn lui-même qui me disait ceci : "Nous avons vu revenir sa majesté Bao Daï. Je vous avoue que nous en avons été surpris. On nous a alors expliqué qu'il pouvait être l'élément d'union entre nous, et nous avons accepté." Vous voyez avec quel enthousiasme le chef du gouvernement parle de sa majesté l'empereur qui était parti là-bas comme médiateur et qui, soudainement, s'est trouvé revenir là-bas empereur. Là encore, il y a eu une belle entourloupette de la part des ministres MRP.
Dans tout ce pays qui a à sa tête un empereur, je n'ai entendu parler que de la République. C'est une de ces nombreuses contradictions que l'on relève. Mais ce qui m'a frappé, c'est la condition misérable dans laquelle on vit, et alors, vous appréhendez une catastrophe sur le plan militaire, et vous avez bien raison. Je ne vois d'ailleurs pas pourquoi je dis "vous" et je devrais dire : nous appréhendons une catastrophe sur le plan militaire. Mais je redoute, moi aussi, une catastrophe surgissant de l'intérieur, car il est certain que les travailleurs ne pourront pas continuer beaucoup plus longtemps à vivre dans les conditions où ils se trouvent, et nous risquons de voir surgir un mouvement insurrectionnel qui, tout naturellement se portera vers Ho Chi Minh, c'est celui qui promet le paradis.
Certes j'ai entendu de très fortes déclarations nationalisme contre le Communisme d'Ho Chi Minh ou de ceux qui sont avec lui, mais je n'ai pas un seul Vietnamien, je dis pas un seul, me tenir un propos désobligeant à l'endroit d'Ho Chi Minh. Il est sûr que ce peuple, au fond de lui-même, garde à Ho Chi Minh une certaine reconnaissance et considère qu'il a tout de même été l'initiateur du mouvement d'indépendance.
Le problème de la fin de la guerre, nous en discuterons tout à l'heure à la Commission des résolutions.
Je vais en finir en vous disant tout simplement que je crois encore à une politique d'Union Française, mais à une politique hardiment rénovatrice sur le plan économique, sur le plan social et sur le plan politique. Il faut que la France mette ses actes en harmonie avec les promesses qu'elle a faites. Il faut que, partout, elle apparaisse avec sa grande figure de nation émancipatrice. Ce n'est pas en partant en guerre contre l'ONU qu'elle le fera. Guy Mollet doit aller à Rangoon. Ce serait lui donner un étrange viatique que de le pourvoir, alors qu'il sera aux côtes d'Attlee qui apparaîtra comme un libérateur d'une motion faisant confiance à monsieur Schuman.
J'espère que le Conseil voudra encourager cette politique d'Union Française, politique de respect des engagements pris, par conséquent. Le Parti Socialiste est

là pour le rappeler au gouvernement, lorsqu'il semble l'oublier.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Guy Mollet, dernier orateur dans le débat de politique générale.
Je rappelle aux membres de la Commission des résolutions qu'ils auront à siéger tout de suite après le discours du Secrétaire général, à l'école maternelle qui se trouve à coté de la salle des fêtes.

Guy Mollet

Camarades. Je voudrais dégager quelques observations générales sur l'ensemble de la discussion et, sur certains points, répondre à quelques unes des observations qui ont été faites et à des préoccupations qui ont été exprimées.
Hier, dans mon exposé d'introduction, j'avais divisé 1e travail en plusieurs parties. Premièrement, politique, économique et sociale ; deuxièmement, politique de l'Union Française ; troisièmement, politique extérieure ; quatrièmement, vie et action du Parti.
En ce qui concerne la politique économique et sociale, je suppose que vous avez eu 0 peu de chose près, tous la même impression. Il est impressionnant de constater l'accord du Conseil national avec ce qu'au nom du Comité directeur j'ai rappelé hier matin, c'est à dire la condamnation totale de la politique réactionnaire actuelle.
Cependant, cet accord s'est à peine manifesté dans les interventions. S'il existe il s'est surtout manifesté par le silence des camarades qui sont intervenus.
En effet, quelques camarades m'ont fait l'amical reproche - et j'y reviendrai tout à l'heure - de consacrer peut-être une partie de mon activité publique trop grande aux problèmes de politique extérieure, aux problèmes européens. Je crois qu'il y a quelque chose de fondé dans le reproche qu'on m'adresse et j'y reviendrai.
Mais ce reproche, en tout cas, il faut l'adresser à tout le Conseil national et pas seulement au Secrétaire général. En effet, qui a discuté de politique économique et sociale depuis hier après-midi ? Christian Pineau qui a fait une intervention, fort utile, je crois, pour beaucoup d'entre nous, lorsqu'il a montré ce qu'était le contenu d'une possible réforme fiscale. Lacoste hier soir. Ce sont à peu près les seuls.
Et qui parmi les autres, quand ils en ont dit un mot, après avoir discuté de politique économique et sociale a abouti à des conclusions différentes de celles que j'ai formulées au nom du Comité directeur, soit sur l'inflation, soit sur les investissements, soit sur la production ou sur la réforme fiscale, etc. ?
Je veux voir là non pas un manque d'intérêt mais simplement l'affirmation que nous sommes bien tous d'accord. S'il en est ainsi, le travail de la Commission de résolutions va tout à l'heure se trouver singulièrement facilité.
Par contre, une part très importante a été faite au deuxième problème, celui de l'Union Française.
En ce qui concerne l'Indochine, je dois dire que ma tâche est actuellement très facilitée par ce que vient de dire notre ami Bidet avec lequel je me sens en

Fondation Jean-Jaurès

accord total. Un mot rapide, je dis rapide car vous pensez bien que sur un problème comme celui-ci il nous faudrait en fait une session de Conseil national complète pour épuiser le problème. Nous aurons d'ailleurs à le faire au Conseil national de décembre.
Mais je tiens en tout cas à dire un mot à Andrée Viennot. Elle conclut au départ pur et simple. Je la comprends. Elle est d'ailleurs fidèle à une ligne de conduite permanente. Mais je voudrais attirer son attention et celle du Conseil national sur un fait.
Cette idée-là a fait de fameux progrès en France. Ce ne sont pas seulement ceux qui comme elles sont restés fidèles à la position du départ qui la soutiennent aujourd'hui ; mais aussi dans l'ensemble du pays ceux qui portent les plus lourdes responsabilités dans l'état de choses actuel. Souvenez-vous de la façon dont nous avons été salis, nous, les membres du Parti Socialiste, quand nous avons, d'abord dans notre sein, réussi à obtenir une majorité sur cette idée des nationaux, puis que nous l'avons exprimée devant le public.
Souvenez-vous de ce qu'a dit la Direction de tous les nationalards français.
Il fallait assurer la présence de la France, n'envisager en aucun cas de négocier avec l'Ho Chi Minh Communiste.
Mais depuis, ayant été entraîné à des abandons successifs, parce qu'il est apparu évident aux yeux des plus militaristes d'entre eux qu'il n'y avait pas de solution militaire ce que nous avons exprimé depuis le premier jour, ces mêmes hommes disent : que fait la France là-bas ?
Cela vaut pour les Daladier, cela vaut même pour les hommes d'extrême droite qui disent maintenant simplement : i1 n'y a plus d'intérêts français, plus de colonialisme possible, allons-nous en.
Mais cela ne peut pas être notre langage. Nous avons toujours dit pourquoi il y avait là-bas, en dehors de ces intérêts français que nous ne voulions voir que sur le plan culturel et sur le plan de l'amitié, d'autres intérêts ; nous l'avions dit dès le départ. Ce sont des intérêts internationaux. Nous avons dit dès le départ que c'était un problème international. Cela l'est resté et je dois même dire que cela l'est devenu à un stade bien plus important que cela ne l'a jamais été.
Il y a de lourdes, de terribles charges pour la France. Seulement, nous n'avons pas le droit pour autant de négliger certains des autres aspects.
Andrée Viennot nous a dit rapidement hier soir : il est inexact qu'il y ait ces risques pour les pays voisins sans quoi le Pandit Nehru serait le premier à le dire. J'ai eu de longues conversations avec Nehru. Je vous affirme qu'il n'a lui-même pas beaucoup d'illusions sur ce qu'est la force réelle de l'Inde. Il la considère beaucoup plus comme une faiblesse que comme une force. Il a peur de ce qui pourrait se passer là-bas.
Je vous demande de ne pas jeter comme cela d'un mot, rapidement, une solution qui voudrait dire, si elle était acceptée, la main mise totale non pas du Communisme, je me refuse toujours à ce qu'on parle du Communisme mais la main mise totale de la Russie expansionniste sur tout le monde asiatique, et la mise à sa disposition totale de cette immense réservoir jaune de là-bas.
Je voudrais bien qu'on ne règle pas des problèmes comme ça, d'un mot. Même

si, sur le plan sentimental on pouvait ainsi en régler pas mal, il y a d'autres répercussions. Attendre, des répercussions sur l'ensemble de l'Union Française. Ce n'est pas tellement parce que je pense que cela constituerait des exemples capables d'être exploités ailleurs ; non. Imaginez l'immense perte de prestige d'un pays qui a eu tort dès les premières heures de prendre les attitudes qu'il a prises alors.
Enfin, sur le plan pratique, Andrée Viennot nous a dit : on nous ment lorsqu'on nous dit qu'un départ ne serait pas possible, ne pourrait-on vraiment pas mobiliser des bateaux et autres moyens de transport ?
Je vois maintenant que j'ai eu tort tout à l'heure d'employer les mots" prestige de la France " mais je ne l'envisage pas comme certains et même comme certains parmi nos camarades.
On parle de départ grâce à la mobilisation de tous les bateaux. Mais oublie-t-on l'essentiel ? Il y a là-bas une population qui pour une partie a été fidèle et pour une autre partie est condamnée au massacre. A l'heure même où il sera connu et avec la radio tout le monde le saura à la seconde qu'il y a de la part de la France l'affirmation de sa volonté de départ immédiat, il se produira un véritable soulèvement de la population qui assurera elle-même le massacre de ceux à qui on ne pourra pas assurer le départ.
Il n'est peut-être pas non plus inutile de penser à ce que dans le monde français et métropolitain une semblable décision portera comme succès pour les Staliniens. N'avons-nous pas souvent constaté nous-mêmes que l'élément essentiel de leur propagande auprès des faibles et des lâches qui sont encore nombreux en France, c'était la peur, c'était la certitude des victoires du lendemain ?
Est-ce que nous n'avons pas constaté à certains moments, quand nous discutions dans nos réunions publiques ou avec des hommes où que ce soit, que des revers ou des succès en Corée se traduisaient dans la propagande par des progrès ou des reculs de la propagande stalinienne ?
Je vous demande de réfléchir et de ne pas croire que l'on peut régler des problèmes comme ça, d'un mot.
Notons enfin si l'on pense à la solution du problème et pas seulement à la propagande que l'on peut faire sur ce problème qu'une semblable position, celle qui consiste à dire départ pur et simple, rend impossible tout espoir de négociations. Il faudrait admettre que le partenaire et l'adversaire est fou pour qu'il accepte de négocier avec ceux dont il sait déjà qu'il est décidé à ficher le camp.
Si on tient compte de ce qui existe encore par la faute des fous qui nous ont amenés là, nombre d'hommes, même autour d'Ho Chi Minh, ont peur de l'influence croissante de la Chine. Si l'on tient compte de cela il n'est pas impossible ni insensé de penser qu'une offre de négociations peut encore être entendue.
Vous, les camarades qui êtes sur l'autre position comme André Viennot ne croyez-vous pas que dans un avenir de quelques mois, vis-à- vis de l'opinion publique il est mieux que vous ayez fait la proposition, même si elle doit

rencontrer un refus ?
Nous avons pesé en pensée cela pendant des jours et des jours, des soirs et des soirs plus exactement, au Comité directeur.
Vous venez d'entendre Bidet. Vous avez vu comment ses préoccupations étaient semblables à celles qu'exprimait Andrée Viennot. Ne vous étonnez pas qu'après avoir vu le problème de près il arrive à des conclusions un peu différentes avec le Comité directeur.
Je me félicite alors, et vraiment, car j'ai été de ceux qui avaient pu être troublés à un certain moment. Je me félicite des interventions de Naegelen et de Boutbien, quelques différentes qu'elles soient. Mais partant de points de vue différents, ils aboutissent à des conclusions absolument semblables. Naegelen nous a dit qu'il aboutissait à l'idée de l'intensification de l'aide étrangère, à cette constatation qu'en aucun cas il ne fallait accepter l'internationalisation du conflit ; s'il est pour 1'internationalisation de la solution, il n'est pas pour 1'internationalisation du conflit. Il nous a dit qu'il était pour la recherche de l'ouverture de négociations. C'est exactement ce que contient l'ordre du jour que l'on propose.
Pour Boutbien il n'y a pas de solution militaire, pas de possibilité d'internationalisation, pas de solution par un départ pur et simple. Sa conclusion était un peu plus pessimiste que celle de Naegelen puisqu'il disait : Je n'ai pas encore entendu quelqu'un m'offrir une solution.
Des solutions ? Il n'y en a pas de bonnes. Il y en a que de mauvaises dans la situation à laquelle on nous a conduit. On n'a pas le choix entre quelque chose de bien et quelque chose de mal. On n'a que le choix entre plusieurs difficultés. C'est à noté, posément et sagement, de savoir choisir quelles sont les moindres parmi ces difficultés.
J'en viens maintenant à la politique extérieure qui elle aussi a fait l'objet de longues discussions de la part de nos camarades.
Marceau Pivert nous a posé une question. Il a demandé que ce sujet soit discuté. Il m'a signalé qu'il serait utile que d'un mot je dise ce que je pense de cette question. A-t-on progressé dans le sens fixé par notre Congrès de mai quant aux conditions sur l'éventuelle ratification du projet d'armée européenne ?
Premièrement, je voudrais bien qu'une chose soit claire dans vos esprits à tous. Il y a eu en mai deux décisions qui ont été prises. La première était relative à l'acceptation du principe de la Communauté de Défense, à l'affirmation que le vote définitif sur la ratification d'un traité n'interviendrait que dans la mesure où on aurait pu réunir trois conditions.
Parlons d'abord de l'acceptation du principe. Je m'adresse particulièrement à nos camarades qui sont contre le principe de la Communauté de Défense pour leur demander de ne pas exagérer et de ne pas vouloir tirer un parti trop grand des difficultés que nous allons rencontrer. Il doit y avoir une position à priori. Le Parti s'est prononcé pour le principe. Le Parti doit donc souhaiter pouvoir ratifier une Communauté de Défense - et on ne doit pas chercher à conclure de tout ce qu'on va rencontrer comme difficultés - qu'on a enfin trouvé le moyen de ne pas ratifier.
C'est très important comme départ car cela change complètement l'optique.

J'en viens aux conditions. Il y en avait trois. La première : une garantie américaine. Dans l'état actuel des choses je ne crois pas la garantie incluse dans la fin du traité suffisante. Je sais que des négociations continuent. Je sais que ces négociations interrompues par la campagne électorale vont reprendre. Je pense que notre action, à nous, doit porter sur deux points : d'une part obtenir une garantie tendant à empêcher la sécession de l'un quelconque des Etats, d'autre part empêcher la discrimination entre les Etats participant à la Communauté de Défense. Je ne parle pas de la discrimination de droit, elle est dans le traité. Un certain nombre d'hommes du Parlement français font grief au traité de le comporter ; ce sont des hommes de la Droite et chez les Radicaux il y a une crise d'ultranationalisme. La discrimination de droit est inscrite dans le traité. Il n'est pas besoin d'insister là-dessus. Mais il existe une certaine discrimination de fait entre les pays participants, en ce sens que, quant aux charges, à cause du problème indochinois, la France se trouve dans une situation tout à fait différente de celle de l'Allemagne ou de l'Italie, par exemple. Je sais la raison pour laquelle il faut mettre l'accent sur l'aide nécessaire en matériel et en finances pour la question d'Indochine.

Deuxième garantie : l'autorité politique. J'en ai dit quelques mots hier et nous y reviendrons beaucoup plus longuement. Laissez-moi vous dire d'un mot que la nous sommes comblés. Si nous voulions que l'on crée une certaine autorité politique, il y en a qui sont en train de s'en occuper avec une telle exagération et même avec une provocation dans les conditions telle que si on n'arrive pas à les faire changer, mais je suis optimiste et je pense qu'on les fera changer, cela irait exactement à l'encontre de nos propositions puisque cela tendrait à nous entraîner à cette petite Europe à six contre laquelle le Parti s'est toujours prononcé.

Je dirai à Marceau Pivert qu'il ne faut pas qu'il soit trop injuste. La pensée et la volonté du Parti dans ce domaine, je crois l'avoir traduite, encore récemment, par des décisions qui n'ont pas fait plaisir à ceux des ultras qui pensaient nous entraîner trop loin dans ce domaine.

J'en arrive à la troisième condition qui était à nos yeux à tous la condition essentielle : l'association avec la Grande-Bretagne. Tout d'abord, un mot pratique. C'est un problème un peu difficile et mal expliqué par la presse.

Dans une communauté quelle qu'elle soit il faut une autorité spécialisée ; et cela pour charbon-acier ou la Communauté de Défense, demain pour toute autre ,en effet, actuellement, les propositions de pool fleurissent du fait qu'un jour le pool charbon-acier s'est appelé Schuman on aurait dû l'appeler Monnet ;du fait qu'un homme politique a réussi à attacher son nom à un pool à peu près tous les hommes politiques rêvent maintenant de créer des pools, non pas pour les pools eux-mêmes mais pour les noms qui pourraient s'y attacher.

En tout cas, on propose beaucoup mais quelle peut être la réaction, la participation, le mode d'association ? Quelle devra être la position d'une association à l'égard d'une autorité politique ou celle d'un pool quelconque ?

Je voudrais que tout cela soit bien clair dans l'esprit de tous nos camarades qui s'intéressent à ce problème. Je souhaite qu'ils soient plus nombreux à s'intéresser

à la question et qu'à peu près tout le monde s'occupe de la façon dont on peut bâtir une Europe unie. Je voudrais qu'il soit bien clair dans les esprits qu'il y a trois modes, trois moyens de prendre part à la vie d'une autorité spécialisée.
Le premier, c'est d'en être membre, c'est une lapalissade. C'est d'être membre plein, c'est d'avoir signé le traité, c'est-à-dire d'avoir accepté toutes les responsabilités, toutes les obligations et par là même d'être pleinement participant à tous les droits. A l'extrême, il y a ce que j'appelle l'observation. C'est une notion que nous devons faire triompher. Le Parti l'a déjà faite sienne. L'internationale l'a faite sienne à Milan.
Nous soutenons que si, à l'intérieur de l'Europe, six, sept ou dix pays sur les quinze ou seize, - prenons six puisque c'est hélas le chiffre actuel - créent une communauté entre eux, les autres dix, du seul fait qu'ils sont géographiquement dans l'Europe, du seul fait qu'ils participent à la vie du Conseil de l'Europe, ont le droit d'assister comme observateurs aux travaux pour empêcher que l'action faite dans l'organisme à six soit dirigé contre l'ensemble des seize ou contre l'un quelconque des seize.
Cela, c'est l'observation. C'est ce que garantit ce qu'on appelle le plan Eden qui n'a d'ailleurs jamais été un plan comme le disait un de nos amis à Strasbourg. C'est encore un hommage que le vice rend à la vertu, un hommage que le capitalisme rend au Socialisme que de mettre le nom de plan ou de planification même sur les choses qui ne sont pas planifiées. Le plan Eden est en fait une déclaration de bonne volonté.
Ce n'est pas ce que nous demandons, nous. Même si nous obtenons des observateurs, il va falloir se battre pour en avoir. En janvier prochain il y a des hommes qui sont décidés à nous refuser la présence d'observateurs anglais ou scandinaves au pool charbon-acier. Nous demandons un stade intermédiaire entre l'observation et la participation pleine. Nous demandons ce que nous appelons l'association le mot est peut-être impropre, association ou entente, on n'en sait rien car c'est un vocable nouveau dont le contenu juridique est nouveau. Ce sera peut-être un traité de commerce. Dans le cas du charbon et de l'acier, par exemple, les Anglais n'accepteront peut-être de s'associer que sur le plan des investissements ou sur le plan de la distribution ou sur le plan des uns et des autres. Nous n'en savons rien. Ils sont en train d'en discuter. Ils n'auront d'obligations et de droits correspondants que dans la mesure où un traité liera un pays à la communauté.
En ce qui concerne la Communauté de Défense, c'est exactement le même problème. Quand le Parti Socialiste a parlé d'une association britannique, il n'a jamais pensé à la simple présence de cinq ou six Anglais dans une vague Assemblée où l'on discuterait de la Communauté de Défense. Ce qu'il appelle association c'est beaucoup plus que cela, c'est par un traité non plus commercial mais par un traité spécial qu'il veut la garantie d'une présence d'une certaine formation britannique. C'est un accord sur certaines communautés de direction. C'est, dans le cadre de l'Europe, quelque chose d’assez semblable à ce qui existe sur le plan du monde dans le cadre de l'atome.
Voilà ce qu'était la définition de l'association. Est-ce qu'il y a des progrès dans

ce domaine ? Il n'y en a pas dans les faits car du côté continental, rien n'a été fait et du côté français, en particulier, rien n'a été fait pour obtenir des progrès de la part de la Grande-Bretagne.
Mais il y a des progrès en Grande-Bretagne, non pas non plus dans les faits car il est évident qu'ils ne prendront pas une initiative. Il n'y a pas des progrès dans les esprits qui sont absolument caractéristiques. On voit d'une façon caractéristique comment actuellement cette idée de l'association de la Grande-Bretagne aux différentes communautés, y compris la Communauté de Défense, fait des progrès là-bas. C'est à nous de les y aider, d'attendre. Vouloir aujourd'hui tirer des conclusions dans un sens ou dans l'autre, c'est vraiment prématuré. Nous avons encore des mois devant nous. Alors même que nous avions des craintes du côté de l'Allemagne et de l'Italie, on s'évertue à ratifier très vite. Depuis deux jours ces craintes s'estompent. Le président de la Commission constitutionnelle allemande vient de faire savoir qu'il n'était pas en mesure avant plus d'un mois de donner sa réponse quant à la possibilité de ce débat devant le Parlement allemand. Nous avons donc du temps devant nous. Je me répète en terminant en disant ce que je disais au début de ce passage, à savoir que ceux qui sont contre le principe de la Communauté de Défense jouent le jeu et qu'avec nous ils fassent tous les efforts nécessaires pour que nous obtenions satisfaction quant aux garanties demandées. Notre effort ne doit pas tendre à se satisfaire de ce qu'elles ne sont pas obtenues, ces garanties, notre effort doit tendre à faire qu'elles deviennent des réalités, ces garanties, pour que nous puissions ratifier un traité sur la Communauté de Défense.
J'en viens, en ce qui concerne la politique extérieure, à ce qui m'a le plus frappé dans les débats d'hier, c'est à-dire à l'intervention de Gorce, à celle de Léonetti et à quelques aspects de l'intervention de Lejeune, beaucoup moins.
Gorce a précisé d'abord qu'il se sentait en désaccord avec moi sur le passage concernant l'attitude du gouvernement français à l'ONU ou plus exactement à l'égard de l'ONU.
Je dois dire de même, après la mise au point qu'il a faite ce matin, pendant l'intervention de Bidet, que je me sens autant que lui en profond désaccord avec lui. Je n'ai pas besoin, moi non plus, de dire à Gorce mon amitié, mon estime aussi pour son talent - il a fait hier une intervention extraordinaire - il nous a dit à un moment qu'il y avait déjà ce désaccord entre lui, Lapie et Léon Blum au moment où le problème s'est posé pour la première fois et il a ajouté : "Mais je me demande si Léon Blum, ayant connu les difficultés de l'ONU, n'aurait pas modifié sa position ? "
Gorce, je pose la question dans un sens différent, et je me demande si Léon Blum, t'ayant entendu, hier, ne t'aurait pas dit de nouveau qu'il était épouvanté! Pas seulement sur ce point, mais sur l'ensemble de ce que tu as dis !
Voyons ! Il parait qu'il serait impossible d'accepter quelque forme d'immixtion doucereuse ce sont tes mots dans nos affaires d'Afrique du Nord ? Les arguments sont les mêmes que ceux qu'on développait il y a trois ou quatre ans, mais cette fois, ce n'était pas nous qui les développions, c'était nos adversaires.
Je me suis permis, j'ai là tous les textes de Léon Blum, d'en détacher une ou

deux phrases, mais je garantis qu'elles ne modifient pas le contexte, au contraire, ce sont peut-être les moins dures du contexte, et je me demande si en les entendant aujourd'hui, il n'y a pas des camarades qui, si je les prenais à mon compte, pousseraient des hurlements !
Il disait, entre autres, ceci : "Nous devons donner aux continents plus jeunes ou plus vieux une leçon de sagesse et un exemple de raison. Nous devons répondre de bonne grâce à des interventions, même malveillantes ou déplacées. Il est aisé de répondre de bonne grâce quand on se sent irréprochable et je veux supposer que tel est bien notre cas".
Moi, j'ai regretté de ne pas pouvoir prendre peut-être ai-je eu tort, même une position publique immédiate dans le Populaire ou dans notre presse quand j'ai vu l'ensemble de la presse française, et parfois certains de nos camarades dans la presse française, s'associer à l'attitude du gouvernement. C'est en contradiction totale avec toute la tradition du Parti… (applaudissements)…
C'est en contradiction totale, avec nos principes, mais si je ne l'ai pas fait tout de suite, c'est parce que j'ai un souci permanent quand je vois dans le pays affirmer une position totalement différente de la notre par un camarade généralement jouant un grand rôle, ayant un nom important, j'ai peur d'affaiblir encore un peu plus la propagande du Parti en faisant sauter aux yeux de nos adversaires cette diversité, non pas dans la pensée, ce qui serait excellent, mais dans l'expression publique...

Marceau Pivert - C'est le contraire !

Guy Mollet - Peut-être as-tu raison, Marceau c'est un problème que nous devrons régler.
Mais vous savez, c'est grave que de prétendre que l'on va affaiblir l'autorité de l'ONU si l'ONU s'occupe de ces questions !
L'autorité de l'ONU, elle sera peut-être demain notre recours, notre dernier recours, même dans ce cas-là, pour nous tirer des difficultés inextricables dans lesquelles on serait enserré. J'ai entendu les arguments les plus étonnants, les plus surprenants : Léonetti nous a fait part de cet anti-américanisme qui se développe là-bas ! Je ne suis pas de ceux, que l'on peut accuser d'être pro-américain, j'ai, au nom du Parti, eu l'occasion de dénoncer les fautes américaines.
Mais, qu'est-ce que c'est que cet anti-américanisme qui porte sur le fait que les capitaux américains chercheraient à s'investir dans telle ou telle région pour s'y substituer à des capitaux français ? Voilà que cela effraie les capitalistes français ! Ce sont les mêmes d'ailleurs qui ne s'effraieraient pas, quelques années après, pour demander une intervention américaine pour défendre leurs intérêts dans les pays visés !
Je ne veux pas faire de comparaison déplacée, car les choses ne sont pas les mêmes, avec ce qui se passe en Indochine, mais nous avons déjà entendu des propos de ce genre-là quand on a parlé, il y a quelques années, de l'Indochine et de la présence française menacée là-bas, ce qui n'empêche pas que maintenant

nous envisageons comme utile l'aide des mêmes Américains et Anglais, non plus sous la forme de camions, mais de tanks ou d'avions !
Moi, je voudrais, camarades, qu'on réfléchisse et qu'on demande, non pas seulement par fidélité à la tradition, mais parce qu'en plus cela représente la sagesse française, d'accepter dans ces pays, surtout si l'on est si fier de notre dossier, que la discussion soit ouverte.
Vous nous dites que la ligue arabe, et c'est vrai, ou plutôt les pays qu'elle représente sont des pays bien en retard par rapport à nous. Alors, qu'attend-on pour l'ouvrir le dossier ? Pourquoi commencer par dire :"Nous n'accepterons pas cela de la part de l'ONU ?", Pourquoi dire : "Nous nous refuserons à ouvrir le dossier ?" Pourquoi commencer par dire : "Nous quitterons la salle le jour où on voudra discuter, et laisser le soin à un des nôtres d'avoir à quitter la salle le jour où, pour la première fois, on en parle ?
Non, non. Moi je dis que ce n'est pas compatible avec la position du Parti, ni les intérêts bien compris de la France.
Et puis, si l'on va par là, nous dirons aussi que l'ONU n'a pas le droit de s'intéresser à ce qui se passe en Afrique du Sud, chez M. Maland ? Nous n'avons pas, alors, le droit de nous opposer au maintien du racisme, quelque part dans le monde ?… (applaudissements)…
Que dis-je ? On est obligé de marchander avec M. Maland et de voter avec lui pour qu'il veuille bien voter avec nous ?

Dans la salle - C'est effroyable !

Guy Mollet - C'est quelque chose qui est en contradiction avec tout ce que nous avons dit, avec ce que nous avons fait, avec la tradition républicaine de la France, et non seulement Socialiste ?
Maintenant, Gorce, tu donnais à cela un contenu, c'est que le fond de ta pensée, il est clair : tu penses et tu l'a dis et l'expression m'a étonné au repli de la France sur elle-même.
Oh ! certes, tu as peur des mythes, tu veux réagir contre une certaine conception de l'Europe, tu ne veux pas dire que l'Europe est un mythe, tu ne veux pas dire que la sécurité collective est un mythe, tu ne veux pas le dire, mais tu le dis quand même !
Et alors, la conclusion est la suivante, que tu tires et que Léonetti tire : il faut approuver l'attitude de Schuman. L'attitude de Schuman ! Mais toi qui es informé, Léonetti qui est informé, vous le savez bien que ce n'est pas l'attitude de Schuman ! Schuman, lui-même, ne pense pas cela. Vous savez bien que Schuman s'est vu imposer cela dans un gouvernement, et par qui ? Par l'aile de monsieur Barachin, il s'est vu imposé cela par la pression des ex-RPF qui viennent d'imposer au gouvernement français la politique RPF dans le domaine de la politique extérieur.
Est-ce que nous en sommes là ?
Est-ce que, nous aussi, nous en sommes arrivés à parler, à tenir ce langage que la France doit sur le plan international se replier sur elle-même ?

Fondation Jean-Jaurès

Avec ton talent, et peut-être en te laissant aller à ton talent étonnant, tu as employé des formules qui si tu les réentendais, te feraient changer de vocabulaire, j'en suis certain, "France, réveille-toi", je ne veux pas faire de comparaison, ni traduire dans d'autres langues, mais ce sont des thèmes qui ne peuvent pas être les nôtres !
"La France prend sa retraite à 55 ans ". "Que la France se replie sur elle-même".
Ah ! Non ! A tout cela le Parti dit "Non", et toi aussi !

Georges Gorce

Je te remercie de me permettre de préciser certains points sur ce que tu as dit concernant mes propos sur l'organisation des Nations Unies.
Mais je serais cent fois d'accord avec toi si le jeu n'était pas faussé ! Or le jeu devant Organisation des Nations Unies est faussé. Ce n'est pas un véritable procès de la politique française en Tunisie que l'on veut faire, c'est une mauvaise querelle que l'on cherche à la France.
Je suis sensible, moi aussi, à l'argument de solidarité avec le Dr Maland. Je viens d'écrire, il y a quinze jours, une vingtaine de pages contre lui dans une revue et très violentes, mais il y a deux façons de procéder devant l'ONU dans un tel problème : ou bien on considère qu'il faut interpréter la charte d'une manière restreinte, la prendre à la lettre et s'en tenir au chapitre 7 qui interdit son ingérence dans de telles affaires. Dans ce cas, il faut une attitude commune.
Ou bien, on pense que la France est en état de faire du jacobinisme international, et je reprends l'expression qui a été employé hier, et dans ce cas nous devons accepter la discussion, ouvrir le dossier, mais est-ce que nous sommes prêts, en même temps, à demander la même enquête internationale sur le traitement des israélites en Irak ou sur esclavage en Viet-min.

René Naegelen - Ou sur les libertés et la situation des fellahs en Egypte,

Georges Gorce - Ou sur les libertés en Union soviétique alors. Je suis d'accord… (applaudissements)… Sur le second point, peut-être en effet dans le feu de mon intervention, mes expiassions ont-elles dépassé ce que je voulais vraiment dire. J'ai employé le mot de repli, ce n'était pas un vœu que je formais, j'ai même dit que j'avais honte de le dire, mais c'était une constatation.
Je crois que ce pays va traverser une sorte de repli, de crise, j'ai dit, nationaliste, ce n'est pas exactement cela, c'est quelque chose par quoi ce pays va chercher à retrouver un peu de lui-même.
Je répète que ce n'est pas un vœu que je formais, c'est une constatation, et le vœu que je formulais était que le Parti n'ait pas l'air de négliger absolument importance d'un sens national que les Communistes, sans parler des RPF et des autres, ont suffisamment exploité contre nous depuis un certain temps. Je ne voulais pas aller au-delà de cette simple expression.

Fondation Jean-Jaurès

Guy Mollet

Je me félicite, cette fois, de cette nouvelle mise au point de Gorce et je me félicite de ce que ma propre sévérité l'ait amené à faire cette intervention, qui nous rapproche l'un de l'autre. Je viens de constater un accord, c'est qu'il n'y a pas au fond de toi approbation de 1'attitude prise par le gouvernement en refusant d'ouvrir le dossier il y a la crainte que le jeu ne soit pas fait là-bas.

Et bien, c'est parfait. Que le Parti dise, et il sera alors fidèle à ce qu'il a toujours dit, qu'il demande que devant l'Organisation des Nations Unies son dossier, et tous les dossiers soient ouverts. On n'a rien à craindre des comparaisons. Alors, c'est donc parfait, et si l'on a un certain nombre de conseils ou de recommandations à recevoir, eh bien, il faudra les recevoir et peut-être sera-ce le moyen d'éviter le pire et de faire que les négociations nécessaires soient engagées dans cette voie.

Seuls les nationalistes partisans du maintien de la présence française uniquement par la force ont quelque chose à y perdre, mais nous, nous savons bien que nous avons tout à y gagner, la France avec nous.

Maintenant, je reviens alors au fond sur trois points précis dont le premier est celui-ci que je n'avais pas encore évoqué : tu as peur que tout en condamnant, comme nous, le droit de veto, qu'il y ait eu des erreurs de commises en affaiblissant l'ONU par les facilités données à l'Assemblée générale.

C'est un problème peut-être peu connu des camarades, mais qui vaut une décision du Parti, car jusqu'à maintenant il y a des décisions du Parti qui allaient dans le sens inverse à cette formule.

Le Parti a toujours été hostile au principe du droit de veto. Dans les faits, nous avons bien été obligés de constater que l'Organisation des Nations Unies créée après la dernière guerre n'a pas été en réalité une organisation de l'ensemble des nations du monde, mais une organisation faite avec ceux des pays qui avaient vaincu le fascisme.

N'oubliez pas cela, c'est le point de départ de la charte des Nations Unies, c'est la raison pour laquelle les pays neutres n'y étaient même pas au début et, bien sûr, pas les pays ex-fascistes.

En faisant cette organisation avec les pays vainqueurs du fascisme, on faisait la constatation qu'il y avait parmi ces pays essentiellement quelques grands pays sur lesquels la paix du monde reposait et l'on arrivait à cette notion que s'il n'y avait pas d'accord entre les grands, il n'y aurait pas la paix, qu'en conséquence, il fallait donner à ces grands le droit de veto.

Voilà dans les faits comment cela s'est déroulé.

Que nous ayons conscience des faits, que nous n'allions pas dire : nous demandons la disparition pure et simple, et immédiate du droit de veto, ce qui serait l'éclatement de l'ONU à cause de l'attitude russe, soit, mais que nous nous satisfassions du maintien pur et simple du droit de veto qui paralyse l'ONU, qui s'il avait été maintenu sans aucun assouplissement, aurait empêché la condamnation de la Chine comme agresseur ou de la Corée du Nord comme agresseur, c'est autre chose.

Alors, qu'a-t-on trouvé, camarades ?

Fondation Jean Jaurès

On a trouvé ceci le Conseil de sécurité est le seul organe où le droit de veto fonctionne, alors, on a admis qu'à une majorité qualifiée, le Conseil pouvait se dessaisir d'un problème, et que le problème alors était soumis à l'assemblée devant laquelle ne joue pas le droit de veto.
Certes, l'Assemblée a des pouvoirs de recommandation et pas de décision, mais il est important qu'une Assemblée des Nations Unies puisse dire : "Dans tel cas, tel est l'agresseur" et ce sera encore plus important le jour où cette assemblée, à la majorité, aura accepté, quand la proposition lui en sera faite par les Socialistes, la définition de l'agresseur que nous avons fait triompher.
Le point que nous débattons, l'Internationale l'a débattu à Milan et a adopté à l'unanimité la position que je défends.
Elle a adopté la propagande de toutes les atténuations possibles du droit de veto, car c'est la seule façon d'agir dans le monde.
Il y a d'ailleurs, quelque chose de très étonnant, dans l'attitude du gouvernement français. C'est ce même gouvernement, qui sur le plan de l'Europe, se prétend partisan des abandons de souveraineté nationale, qui parle sans cesse de la création d'autorité supranationales, qui empoisonne la vie de l'Europe avec du vocabulaire pseudo-fédéraliste et supranational ; c'est ce même gouvernement qui s'en va à l'ONU se faire le champion du nationalisme le plus exagéré.
Nous ne pouvons pas avoir, nous, cette attitude-là !
Enfin sur ce que tu viens de dire à l'instant, il est important que nous tenions compte - dans ce pays le sens national est grand - que les Communistes en ont eux-mêmes conscience, et qu'il ne faut pas que nous, nous négligions ce facteur.
Camarades, ne vous y trompez pas. Ce courant, que je n'appelle pas national, mais nationaliste, que l'on trouve chez les Communistes, chez les Staliniens, qu'on ne trouve pas ailleurs, qu'ils exploitent, qu'ils tentent d'exploiter, ce courant qui existe dans l'extrême droite, est un courant contre lequel nous devons sans cesse prémunir le Parti.
Notre façon d'être des patriotes, notre façon d'être des nationaux doit être exactement l'inverse et c'est je m'excuse, je vais paraphraser un de nos grands anciens c'est par la marche à 1'internationalisme que nous prouverons que nous sommes vraiment des bons nationaux !
(Applaudissements).
C'est uniquement comme cela ! Alors, ne nous y laissons pas prendre ; je sais, bien sûr que tous les Barachin, tous les RPF tous les Staliniens la déploient en même temps, que même monsieur Herriot, maintenant, donne dans ce genre, je sais bien qu'à l'heure actuelle on est en train d'essayer d'exploiter ce courant en France. C'est l'autre courant qu'il faut que nous exploitions et que nous développions, nous à l'heure actuelle, dans l'opinion publique, et alors si notre pays, comme tu le dis, doit retrouver un peu de lui-même, et bien oui, mais ce n'est pas lui tout seul !
Dans une déclaration que j'ai été amené à faire le lendemain de l'élection d'Eisenhower, j'ai eu la même impression que certains de nos problèmes, il fallait que nous pensions à les régler nous-mêmes ; convaincu que je suis qu'il faudra beaucoup moins compter sur une aide extérieure ! Mais nous-mêmes,

cela veut dire quoi ? La France seule ? C’est fou, c'est impossible ! Même pour régler les problèmes d'Union Française ! Et c'est là au contraire que vient s'insérer dans notre politique, dans notre position à nous, le problème de l'Europe. C'est là qu'il trouve sa place exacte.
La France seule ne pourra jamais régler ces problèmes, mais l'Europe unie peut les régler ! C'est pourquoi l'Europe ce n'est pas un mythe ! L'Europe c'est la réalité et c'est la solution de demain.
J'en viens camarades, à ce grief que toi, avec quelques autres camarades, vous m'avez fait et qui comporte une part de vérité : "Guy Mollet, sois un peu moins le Secrétaire général de l'Europe et un peu plus le Secrétaire général du Parti".
J'en ai conscience. J'ai conscience que dans mon activité je consacre une grande part aux problèmes internationaux, aux problèmes de l'Europe : je constate d'ailleurs que le Conseil national, je l'ai dit tout à l'heure en fait autant.
Mais voyez-vous, ce que je voudrais vous demander de croire, vous me rendrez cette justice que je ne fais pas trop souvent état de mes sentiments ou réactions personnelles, c'est que je n'ai pas pour autant diminué mes activités sur le plan national.
Ce que je veux vous demander de croire, c'est que je n'ai accepté cette charge supplémentaire et que je ne l'ai remplie, qu'en augmentant la contribution que je donnais aux problèmes internationaux, sans jamais diminuer la part des problèmes nationaux. Que vous ayez souci de mes loisirs ou de ma santé, je vous en remercie ; que vous vous soyez rendu compte que je ne prends plus un samedi ou un dimanche, que ceux que je ne passe pas dans les fédérations où je suis probablement celui de vous tous que l'on voit le plus souvent, je les passe pour étudier les problèmes internationaux, je vous en remercie ! Mais le grief ne vaudrait et pourtant je vais en tenir compte, je vais essayer de modifier le pourcentage, le grief ne vaudrait que s’il était assorti d’un reproche précis quant à quelque chose que le Secrétariat n'a pas fait sur le plan national.
Seulement, je voudrais bien que vous vous rendiez compte que si cela a pu vous donner l'impression d’une disparité, j'en ai tiré pour le Parti de grandes satisfactions. Le fait que le Secrétaire du Parti français soit devenu le président, sur le plan européen, du Groupe parlementaire Socialiste à Strasbourg, dans les deux Assemblées, 1’orgueil que j'en tire , je vous demande de bien vouloir le croire n'est pas pour moi, il est pour le Parti français.
Et, ceux des camarades qui se trouvent amenés, tout d'un coup, sans y avoir participé, mais simplement parce que le voyage les y a amenés, dans ces réunions - je vois par exemple Chariot ou Depreux qui étaient à Milan je voudrais qu’ils vous disent un jour combien ils ont été fiers pour le Parti de voir le retentissement de la pensée Socialiste française sur le plan européen, comme sur le plan mondial, est grand.
J'ai été un peu déçu, j'y reviendrai tout à l'heure de l'atmosphère de notre Conseil national ; j'ai entendu parler de déclin, j'ai entendu chercher toutes les causes de ce qu’on appelle la diminution, la décadence du Parti.
C'est drôle ! Il n'y a que les Français, il n'y a que les Socialistes français pour tenir ce langage !

Si vous pouviez savoir quel est l'immense crédit du Socialisme français en Europe et dans le monde, vous en seriez fiers, pour notre Parti et cette fierté-là, c'est elle que je voudrais un peu vous faire partager, camarades, j'en ai terminé avec les problèmes de politique extérieure.
Ce sur quoi le Conseil national s'est le plus penché hier, en dehors des problèmes de politique de l'Union Française et des problèmes extérieurs, c'est sur, justement, l'action et la politique du Parti.
Là-dessus, nos échanges ont été nombreux. Quelques mots sur des points de détail. J'ai entendu avec beaucoup d'intérêt, la déclaration de Lamarque- Cando qui a dit d'excellentes choses. Cependant, à un moment donné, il a formulé une idée que je tiens à relever : il a dit que le centre devait aider davantage les fédérations de province. Et il faisait allusion, en particulier, aux différentes élections partielles ; mais, quelques-uns, qui ont eu des élections partielles, savent ce que nous avons fait comme efforts financiers et comme efforts matériels !
Je voudrais vous poser une question à tous, puisque nous sommes dans un Conseil national : combien y a-t-il de fédérations qui, en 1951 ont touché plus qu'elles n'ont rapporté au centre ? Il y en a pas mal !
Alors, je voudrais bien qu'on nous dise où on va trouver les ressources correspondantes.
C'est la même question que je vais poser à notre ami Leenhardt ; il a dit : "C'est au Comité directeur de fournir le matériel dont les parlementaires se feront ensuite les avocats devant les assemblées".
Je ne suis pas d'accord, déjà, avec la formule !
Les Parlementaires sont militants comme les autres, mais si le Comité directeur devait faire cela tout seul, voulez-vous me dire avec quelles ressources ?
Il y a tout de même de ces problèmes qu'il est bon qu'un Conseil national évoque, de temps en temps ! C'est lui aussi qui a fait une suggestion intéressante : celle de faire monter une vingtaine de camarades à la tribune pour faire un "boum" : Bravo Leenhardt ! Il faudra le dire devant le groupe et voir si c'est réglementairement possible.
Car il faut que chacun de nous, à la place où il se bat, fasse triompher les idées excellentes, quand il lui arrive d'en avoir. Ce n'est pas une méchanceté envers Leenhardt, je m'excuse, c'est de ma faute, c'est parce que je me suis laissé aller.
Je tiens à corriger moi-même : le chacun de nous s'applique à chacun de nous et pas à l'un en particulier.
Passons maintenant à quelque chose de plus important : le projet de réforme fiscale.
Là, je voudrais reprendre quelque chose de ce que disait Pineau : c'est que le Conseil national donne le mandat, c'est encore Leenhardt qui a dit cela et là je suis d'accord avec lui, donne le mandat au groupe parlementaire, au Comité directeur d'établir un véritable projet de réforme fiscale. Mais, entendons-nous bien, camarades : il faut un projet de réforme fiscale Socialiste. Je sais bien que c'est terriblement difficile : Oh, ne vous y trompez pas ! Et je sais comment il faut l'aborder ce projet !

Nos camarades ont travaillé et travaillé merveilleusement bien, et très difficilement, mais ils ont fait l'erreur suivante ; nous leur avons fait faire l'erreur suivante ; nous avons demandé à des camarades techniciens d'établir un projet de réforme fiscale. Ils sont partis de la situation de fait : Je vais peut-être raisonner d'une façon qui va heurter certains des techniciens, mais, moi, je souhaite qu'on fasse l'inverse : je souhaite que l'on demande à un ou deux non techniciens de construire un grand schéma ne fut-il que la copie de la fiscalité du gouvernement britannique ,compte non tenu de la situation de fait, et que sur ce schéma seulement, on demande aux techniciens de mettre en œuvre la réforme fiscale.
C'est comme cela qu'il faut faire, et moi qui suis à fond d'accord avec ce qu'a dit Leenhardt dans ce domaine, j'ai été contre le dépôt du contre-projet de réforme fiscale, présenté par le groupe, parce que ce n'était pas un contre-projet de réforme fiscale Socialiste, c'était un ensemble d'excellents amendements dont chacun doit être défendu, mais qui se placent tous dans le cadre du projet gouvernemental de réforme fiscale, et quand, dans l'opinion publique, nous serions allés avec cela, et qu'on aurait appelé cela un contre-projet Socialiste les gens auraient dit alors : "C'est cela qu'un gouvernement Socialiste au pouvoir nous proposerait !"
Je voudrais que l'on retienne ce qu'a dit d'excellent là-dessus notre camarade Roux : Il faut des contre-projets complets ; il en a évoqué quelques-uns : l'office du vin, l'office de la viande, la réforme fiscale, la démocratisation de l'enseignement.
D'accord avec tous ceux qui ont demandé que ce Conseil national donne ce mandat précis et au groupe parlementaire et au Comité directeur réunis, en sachant bien, camarades, toute la difficulté que cela va présenter.

Francis Leenhardt

Sur ce point de la réforme fiscale, et sur ce point-là seulement, je te remercie de me permettre de t'interrompre, parce qu'il apparaît vraiment difficile, au point où nous en sommes de dire : nous allons déposer un projet en dehors du cadre capitaliste, de dire seulement : à partir du moment où le gouvernement va déposer un projet de réforme fiscale, de dire postérieurement aux décisions de Congrès qu'ils ont été extrêmement précis en la matière - ils nous ont dit qu'on ne pouvait pas supporter une répartition aussi injuste - qu'on traçait des directions dans lesquelles on tenait à agir dès à présent, en faisant un effort pour assurer la suprématie des impôts directs sur les impôts indirects, en taxant les grosses fortunes, le capital ! Alors, camarades, maintenant, on nous demande d'envisager de ne rien faire pour le moment que des amendements !
Je dois vous dire que l'inconvénient majeur des amendements c'est qu'ils ne permettent pas de présenter un tout articulé : lorsque vous réduisez, par exemple, la part des salariés dans la surtaxe progressive, en faisant un trou de 50 milliards, par exemple, si vous n'apportez pas la taxe sur la fortune qui doit en rapporter 75 vous ne pouvez pas défendre la position, tandis qu'en réalité, le projet que nos techniciens avaient préparé et auquel ils ont consacré beaucoup de temps depuis

Fondation Jean Jaurès

de longs mois, méritait un meilleur sort et je vous assure que, même au point de vue de la propagande, il y avait énormément à en tirer, ne serait-ce que par l'exonération d'1 400 000 détaillants, à partir du moment où nous supprimons la taxe locale, du fait également qu'on allégeait la part des salariés et qu'on taxait la fortune ; ce sont des choses simples, mais que les camarades pouvaient apprécier tout de suite dans la propagande, tandis que si vous déposez un projet pour le cas où nous détiendrions seuls le pouvoir, je ne pense pas que vous restiez fidèles aux décisions de Congrès, je ne pense pas non plus, du point de vue de la propagande, que vous choisissiez la meilleure solution.

Guy Mollet

Je me suis mal fait comprendre : il n'y a pas de désaccord réel sur ce plan entre ce que Leenhardt disait et ce que je dis.

Ce n'est pas exact qu'on demanderait maintenant car il y a dix-huit mois qu'on l'a fait pour la première fois à nos camarades de s'atteler à la mise sur pieds d'un projet de réforme fiscale.

Ce que je demande au Conseil aujourd'hui, c'est de préciser dans quel esprit.

Donc, pas question de nous disputer entre nous pour savoir si dans le passé tel ou tel autre ont fait mieux : ce n'est pas cela le problème.

On demande au Parti de déposer et pas dans quinze jours, mais dans l'immédiat un projet ; le groupe parlementaire travaille bien, il va travailler très vite et déposer un projet complet ; le Comité directeur a déjà accepté que l'un des siens le fasse ; nous n'avons pas chargé l'un des nôtres de le faire, mais je remercie l'un des nôtres de s'être proposé à le faire : notre ami Christian Pineau nous a dit : "Je vous demande de me confier le mandat de déposer dans six mois un projet de réforme fiscale qu'on donnera à travailler aux techniciens : et il ne s'agit pas d'un projet dans la stratosphère, entendons-nous bien ! "

Je n'ai pas l'impression que les Suédois aient travaillé dans la stratosphère, ils ont travaillé dans le concret je n'ai pas l'impression que les Anglais aient travaillé, eux non plus, dans les astres et ils ont réussi !

Ce que je voudrais c'est qu'on change de méthode ; ce n'est pas un grief à nos techniciens ; mais je voudrais que l'on ne parte pas du travail des techniciens, mais qu'on parte du travail politique pour demander ensuite aux techniciens de le mettre au point.

C'est quelque chose, sans doute, de plus difficile, mais je dis que ce sera plus profitable pour le Parti ? Et quant à dire que pour la propagande, ce sera dangereux : ce n'est pas vrai !

J'espère bien que les techniciens vont "polir" cela d'une façon suffisante et que si le politique y a pensé et je m'excuse pour Pineau d'une façon absurde, les techniciens feront disparaître cela et nous pourrons ainsi présenter des propositions qui seront à la fois susceptibles de satisfaire notre souci de propagande, tout en tenant compte des préoccupations techniques.

Je souhaite, en tout cas, que telle soit la décision du Conseil national.

Francis Leenhardt - Tu permets ! La question est d'importance. Il n'y a pas

Fondation Jean Jaurès

divergence au fond, mais il y a désaccord sur la méthode et je considère que la défense des amendements, indispensable au cours des discussions parlementaires, doit à mon avis, pour permettre justement de présenter quelque chose de concret, précéder, sous la forme, ne disons pas de contre projet ou de motion préjudicielle, comme l'on veut, parce que ce sera un véritable contre-projet de la présentation de l'ensemble du système que nous opposons dans le cadre du projet gouvernemental : je crois que c'est là qu'il faut faire attention, car la défense des amendements ne permet pas, justement, de préciser notre position d'ensemble contre le projet gouvernemental.

Guy Mollet - Le jour où, dans un an, pour le budget 1953-1954, on aura un projet complet de réforme fiscale Socialiste, on présente ce contre-projet et on se bat et on est probablement battu ! Et ensuite, il n'y a plus qu'intérêt au contraire, à ce qu'alors on défende le tout, car il n'y a pas dans l'opinion publique risque de confusion : ce que l'on défend là, c'est ce qu'on défend dans le cadre de la politique gouvernementale, ce n'est pas l'ensemble des propositions que feraient l'ensemble des Socialistes s'ils en avaient la possibilité !
Donc, aucune contradiction à mon avis, et j'en termine sur les quelques observations particulières avant d'en arriver aux conclusions.
Nous avons cherché les uns et les autres quelles pouvaient être les raisons qui nous valaient les difficultés que nous rencontrons, et dans la propagande et dans le recrutement. Il y en a sur lesquelles nous sommes tombés d'accord, il y en a quelques autres par contre, où cela ne s'est pas produit. Je n'ai pas été d'accord avec Max Lejeune sur son analyse de la situation parisienne.
Paris, hier était jacobin : c'est vrai, mais c'était un Paris qui était différent du Paris d'aujourd'hui.
Il s'est produit pour Paris ce qui se produit pour de très nombreuses grandes villes, et récemment, je faisais une réunion à Bruxelles, où les mêmes phénomènes m'ont été dénoncés par les Belges. A partir du moment où l'essor des grandes cités se développe, la population la plus humble, la plus ouvrière, quitte la grande ville et va vers la banlieue et la grande banlieue et le cœur même des villes devient de plus en plus bourgeois et risque alors, si la propagande RPF est attrayante pour cette population, ce n'est pas parce que la propagande RPF s'est substituée avec profit à la propagande Socialiste, c'est parce qu'elle trouve le milieu normal dans lequel elle peut s'exercer de laisser la place à la petite bourgeoisie plus ou moins césarienne que l'on a toujours connue en France.
Tâchons, entre nous, de voir les raisons qui justifient, dans certaines régions, notre recul. Tâchons de voir quelles sont ces vraies raisons et quelle peut être notre action. A ce sujet, je voudrais dire que notre Conseil national, depuis deux jours - je ne sais pas si vous avez eu la même impression - a été, à la fois, excellent dans la recherche et dans l'analyse et décourageant, un peu bas, dans la tonalité. J'ai entendu parler, je ne sais combien de fois, de déclin, de recul.
Cela donnait une impression de pessimisme que rien, vraiment, ne justifie.

Max Lejeune - Je voudrais, Guy Mollet, dire que je suis d'accord avec toi quand

tu dis que le rayonnement intellectuel du Parti n'a pas faibli, et qu'à l'étranger, les Socialistes se tournent très souvent vers nous. Mais je suis obligé de constater que ce rayonnement, à l'extérieur, de la pensée Socialiste qui émane de France, malheureusement, va de pair avec la pénible constatation pour nous, c'est que nos effectifs, dans nos sections, ont diminué régulièrement depuis quelques années et que les contingents électoraux, j'en ai donné les chiffres hier, sont allés en dégringolant. C'est la constatation pénible qui est à faire et que j'ai illustrée hier par des chiffres. Il est certain qu'un Parti comme le nôtre doit être amené à étudier, d'une façon minutieuse, les causes pour essayer d'y apporter des remèdes.

Guy Mollet - Je vais être obligé de contredire Max Lejeune.
S'il y en a un qui n'est pas qualifié pour nous parler de la baisse des effectifs, c'est Max Lejeune. Il n'y a jamais eu autant d'adhérents dans sa fédération que cette année, y compris l'avant-guerre. Sa fédération illustre ce que je disais hier : là où l'on se bat, là où l'on travaille, les effectifs se maintiennent. Il est bon l'argument ?

Max Lejeune - Mon nationalisme ne va pas jusqu'au plan local.

Guy Mollet - En réalité, camarades, la cause essentielle est celle-là. On a renoncé, dans de nombreux coins, à l'organisation et je dois dire que je remercie, en particulier, Roux et Depreux d'avoir relevé, hier, la tonalité et montré que les choses pouvaient aller mieux qu'on ne le disait dans certains coins.
En réalité, camarades, je le dirai souvent certains d'entre vous voyaient le pire. Ils ne voyaient pas le déclin du Parti, ils voyaient la disparition du Parti et du Socialisme en France. Pour eux, c'était fini. Ceux qui se sont battus contre cette idée, ceux qui savaient qu'on engageait une lutte difficile pour empêcher la victoire des Staliniens ou des néogaullistes, le même jour, vous disaient : "Attention, ce sera difficile à faire comprendre dans l'opinion publique". Ils ajoutaient même : "Cela se traduira par une victoire du conservatisme en France".
Voyons, camarades, est-ce qu'on aurait oublié ? Nous l'avons bien dit, ici. Nous savions bien que ce serait le premier résultat. Nous savions tous que si nous arrivions à sauver les institutions, la difficulté qu'il y aurait eu, pour nos propres adhérents et pour l'opinion, à comprendre cette position qui pouvait leur apparaître de conservatisme, amènerait à une baisse d'influence pendant un certain temps et ferait que la République conservée serait d'abord dans les mains des conservateurs.
C'est la situation dans laquelle nous sommes. On me dit : "Les effectifs ont terriblement baissé". Oh, entendons-nous bien. A l'heure actuelle, on est à 14 000 cartes de moins que l'année dernière, je vous l'ai dit hier. On a doublé le prix de la cotisation, ce qui a créé un certain nombre de difficultés. Malgré cela, de nombreuses fédérations, celles qui sont solides, bien organisées, retrouvent et augmentent leurs adhérents.

Fondation Jean Jaurès

Je vois là Boutbien qui, tout à l'heure, me disait : "Les effectifs baissent".
Ce n'est pas toi non plus qui peut dire cela ; tu as doublé le chiffre dans ta fédération. Là où l'on travaille, cela ne baisse pas. Seulement, où il y a une difficulté dont il faut bien se rendre compte, c'est lorsqu'on cherche les modes d'action, les modes de propagande du Parti.
Naegelen a dit à un moment : "Nous ne savons pas choisir de thèmes de propagande qui correspondent à ce qui passionne les citoyens". Et Roux précisait : "Il faut demander davantage ce que pensent les hommes de notre pays, en notre temps".
Je sais bien que le Secrétaire à la propagande du Parti doit avoir cette préoccupation constante, et cependant le Parti Socialiste, dans son ensemble, est obligé d'en tenir le moins de compte possible. C'est notre grand drame car si nous voulions nous demander ce que veulent, ce que pensent les hommes de notre temps, nous modifierions tout à fait notre politique. Nous serions obligés de faire ce qu'Eisenhower a fait en Amérique, nous serions obligés de faire une politique ressemblant terriblement à celle des Staliniens ou des RPF.
Nous serions obligés de tenir compte d'un terrible courant neutraliste qui monte, même chez les jeunes.
Notre drame à nous, c'est que, justement, nous n'acceptons pas d'être le Parti qui représente l'opinion moyenne et parfois médiocre d'une masse de moins en moins informée. Nous voulons être, au contraire, l'avant-garde qui la forme, qui l'éduque.
C'est là notre grand drame, et il nous faut concilier sans cesse ce souci de la propagande sans lequel on n'arrive pas à toucher les masses et ce souci de ne jamais faire que la propagande ne soit pas une véritable ferme d'éducation. C'est là le grand problème.
Enfin, je ne vais pas faire l'injure à aucun d'entre nous, et surtout à ceux que je viens de citer, de demander de se reporter en arrière. Vous vous rendez compte de ce que seraient devenus les partis qui, en 1938, se seraient demandé ce que pensait l'opinion publique, les partis qui, en 1940, se seraient demandé ce que pensait l'opinion publique. Nous ne pouvons pas faire cela ; c'est là notre grande difficulté.
Nos autres difficultés sont les suivantes : nous arrivons peut-être un peu tard, en ce sens que nos grands anciens ont tellement réalisé de choses, ont déjà tellement amélioré la situation des travailleurs dans ce pays, ont épuisé déjà ce qu'il y avait de plus concret dans le programme Socialiste. Il y a, dans ce pays, un certain nombre d'hommes qui considèrent que leur propre révolution est faite. Je suis dans l'enseignement, ce qui va me permettre d'être un peu sévère pour pas mal d'entre eux. Vous savez que sont nombreux les instituteurs qui se sont endormis, mais qui trouvent à leur sommeil des justifications théoriques et qui vous disent : "On ne peut pas travailler avec les Staliniens, ce sont des salauds. On ne peut pas travailler avec les Socialistes. Qu'est-ce que c'est que ce Parti ?
Il n'est plus révolutionnaire". Ils trouvent là une bonne occasion de prendre la voiture le samedi ou le dimanche,… (applaudissements)…
C'est au travail de leurs anciens qu'ils doivent ce qu'ils ont aujourd'hui comme

situation. Cela existe un peu partout, sachons-le.
Il y a le fait, aussi, qu'il n'y a pas de passage automatique du capitalisme qui "fout le camp" au Socialisme et que cela est difficile à faire comprendre aux camarades. Il y en a des quantités qui s'étaient dits : "A partir du jour où le capitalisme privé disparaîtra, automatiquement le Socialisme viendra. Ce n'est pas vrai, on s'en rend compte de plus en plus, et c'est une période de transition difficile dans laquelle il nous faut essayer de frayer un chemin à quelque chose qui aille vers une société Socialiste et, en même temps, de barrer la route aux autres postulants, Staliniens ou fascistes. C'est une position beaucoup plus difficile que les positions de combat d'autrefois que certains camarades ne comprennent pas. On se demande s'il y a un affaiblissement de la foi.
Non, il n'y a pas affaiblissement de la foi, dans le Socialisme.
Quelqu'un a dit hier - je crois que c'est Leenhardt, avec beaucoup de raison - que tout le monde avait pris des petits morceaux du Socialisme.
Lacoste l'a exprimé aussi d'une façon excellente, hier soir. Je suis d'accord avec ce passage de ce qu'il a dit. Beaucoup de représentants des autres partis ont actuellement volé certaines de nos propres revendications. Il y a du Socialisme partout. Ce n'est pas cette foi-là qui a disparu. Ce qui disparaît chez certains camarades, ce qu'on a senti un peu dans les interventions d'hier, c'est la foi, non pas dans le Socialisme, mais dans le Parti comme son instrument. C'est une baisse de la foi dans l'influence du mouvement Socialiste, et c'est surtout une baisse de confiance dans la certitude de vaincre.
Il y a de moins en moins d'hommes qui ont la certitude qu'on gagnera en tant qu'organisation, en tant que Parti. Je vous ai dit que nous ne sommes pas les seuls. Les étrangers, avant nous, ont eu cette peur à l'égard du Socialisme français. Si vous saviez le nombre d'étrangers que nous rencontrions, il y a quelques années, étrangers Socialistes, et qui étaient absolument convaincus que la France était vouée soit au stalinisme, soit au fascisme, ils l'exprimaient en clair, ils trouvaient même là des raisons pour ne pas agir en liaison avec nous.
Les Anglais, les Scandinaves étaient, depuis longtemps, convaincus que la France, elle aussi, finirait en démocratie populaire. Nous n'en sommes pas là.
Si ce débat est possible et je me tourne vers Gorce qui se demandait si les formes de démocratie parlementaire étaient bien celles que le Socialisme devait toujours défendre, si ce débat est possible entre nous, c'est bien parce que nous avons protégé la démocratie parlementaire, sans quoi nous n'en parlerions ni les uns, ni les autres. Au moment même où nous nous battions pour la préserver, nous avions bien tous à cœur de dire que ce n'était pas pour ce qu'elle était, mais pour ce qu'elle permettait. Alors, ne soyons pas plus pessimistes que nos amis ne l'étaient. Ce qu'il nous faut, c'est avoir confiance en nous-mêmes, savoir ensemble fixer nos méthodes de travail et de lutte. Et puis, si nous avons confiance en nous-mêmes et si nous avons fixé nos méthodes, il faut faire connaître ces méthodes et autant que possible, faire partager notre confiance. Seulement, il n'est pas possible qu'un camarade fasse partager sa confiance dans les destinées du Parti, dans l'avenir du Socialisme si, lui-même, partout où il va, crée le doute en exprimant son manque de confiance.

(Applaudissements)

Alexandre Baurens - Je voudrais dire que j'ai l'impression, quant à ma région tout au moins, que le problème majeur du Parti est le problème de la presse. Il est incontestable que l'affirmation en public de l'affirmation du Parti prend un caractère de révélation pour les auditeurs, en raison de l'absence quotidienne du Parti dans le domaine de la presse. J'en parle, vous le savez bien, pour la raison que je représente et où il se passe quelque chose d'étonnant, à savoir que nous soyons aussi quotidiennement absents dans l'opinion publique, malgré la force que nous représentions. Je ne veux pas faire une interruption spéciale sur ce point, mais je veux dire que je souhaiterais, dans ce domaine, que le mot "impossible" ne soit pas seulement non-français, mais non-Socialiste.

Guy Mollet - Complètement d'accord avec toi. D'ailleurs, les camarades savent la part que j'ai accordée hier matin, dans mon exposé de départ, au rôle que pouvait jouer la presse Socialiste, et l'appel que j'ai lancé pour la presse Socialiste nationale et de province.
Je conclus, camarades, en répondant d'un mot à Boutbien qui se demandait, hier, si monsieur Fontaine du Monde n'avait pas raison lorsque, parlant de Milan, il se posait cette question : "Manque-t-il une âme Socialiste ? "
Je connais bien monsieur Fontaine et nous commençons tous à bien connaître "le Monde". Monsieur Fontaine est de ceux qui souhaiteraient qu'il en soit ainsi. Et bien non, il ne manque pas d'âme Socialiste et ceux qui ont vécu Milan s'en sont rendu compte. A Milan, son rayonnement était non seulement maintenu, il était en formidable progrès. On sentait, au contraire, je vous l'ai dit hier, cette immense chance de le voir s'étendre à l'Extrême-Orient. Ce qui manque au Socialisme, ce n'est pas une âme. Ce qui fait sa faiblesse, aux yeux des sots, mais qui est en réalité sa force réelle, ce qui doit faire en nous la certitude des lendemains de victoire, c'est qu'à l'espoir aveugle, nous préférons la raison, et c'est tellement plus difficile de se battre pour la raison que de se battre pour une mystique. Mais si vraiment nous sommes certains comme c'est notre cas, qu'un jour, grâce à notre effort, parce que cet effort est la raison, la raison triomphera, camarades, nous pouvons avoir confiance, les lendemains sont à nous.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, nous en avons fini avec le premier point de notre ordre du jour.
J'ai quelques communications à vous faire.

(Le président donne des indications d'ordre pratique)

La séance est levée.

PARTI SOCIALISTE - SFIO

Coll. Fondation Jean Jaurès

Conseil national des 15 et 16 novembre 1952
Puteaux

Séance du dimanche 16 novembre 1952 (après-midi)

La séance est ouverte à 15 heures 30, sous la présidence d'Albert Gazier.
Les assesseurs sont Muech, de l'Orme, Mourrier, de l'Oise, Mazank et Bonnefoy, du Doubs.

Le président (Albert Gazier)
Je déclare la séance ouverte.
La parole est à Marzauk, pour le rapport sur la réforme de la loi électorale municipale.

Roger Marzauk
Ce n'est pas moi qui devrait vous faire ce rapport aujourd'hui c'est en effet notre ami Cordonnier, qui aurait du se trouver à cette tribune pour vous faire un court exposé que je vous propose de faire à présent.
Denis Cordonnier n'est plu là, et nul plus que moi ne le regrette, pour vous donner des indications que je vais apporter à cette tribune.
De quoi s'agit-il, après les grands problèmes de politique intérieure et extérieure abordés ce matin ? De la question d'une éventuelle réforme de la loi électorale municipale.
Au début de cette année on a commencé à parler de l'éventualité d'une modification du mode de scrutin pour les élections qui doivent avoir lieu vous le savez, au mois de mai 1953.
Vous savez quelle est la loi actuellement en vigueur, la loi qui a été appliquée lors des dernières élections de l'automne 1947.
La représentation proportionnelle est appliquée dans les villes de plus de 9 000 habitants. Au-dessous c'est le scrutin majoritaire, l'ancien scrutin qui est en vigueur. S'il n'y a pas de modification votée par le Parlement, c'est cette loi qui sera appliquée en mai 1953.
Je dois tout d'abord vous rappeler que l'introduction de la représentation proportionnelle dans les scrutins municipaux n'a affecté qu'un petit nombre de villes. Il n'y a que 5 à 600 villes qui ont été touchées par la représentation proportionnelle. La France est un pays de petites communes, vous le savez. Je rappellerai brièvement qu'il y a 38 000 communes en France, et sur ces 38 000, il y en a 32 000 qui comptent moins de 100 habitants. Il n'y a que 23 000 villes qui ont plus de 100 habitants, c'est-a-dire très peu, et enfin, il n'y a qu'un millier de villes en France qui aient plus de 4 000 habitants, c'est-à-dire ce que le ministère de l'Intérieur considère comme étant une commune d'une certaine importance.
Sur ce millier de villes de plus de 4 000 habitants, il y en a d'ailleurs 300 qui ont une municipalité Socialiste. Donc, il s'agit de savoir si on va modifier un mode

Fondation Jean-Jaurès

de scrutin qui touche actuellement 500 ou 600 villes françaises. Nous avons, au mois de janvier, à la fédération des élus municipaux Socialistes, a ouvert une enquête pour savoir quelles étaient les préférences de nos camarades en ce qui concerne la loi électorale municipale. Nous avons mené cette enquête par interrogation, par consultation des Secrétaires fédéraux.
Nous avons consulté les Secrétaires fédéraux, et nous avons demandé à nos responsables d'unions départementales leur avis.
Le nombre de réponses reçues a été de 72. Il s'agit de 72 départements qui nous ont répondu, il y a donc quelques départements, 15 ou 20, qui se sont abstenus, parce que : je suppose, ils n'avaient pu arriver, à l'intérieur du département, à se mettre d'accord sur la réponse à faire, ou bien parce qu'il n'avait pas eu le temps de rédiger cette réponse. De toute façon, je repousse l'hypothèse suivant laquelle il pourrait s'agir d'une négligence quelconque.
Comment se décomposent les réponses ?
Je vous donne tout de suite les chiffres. Une majorité importante, très importante même, s'est prononcé en faveur du maintien du système actuel, c'est-à-dire que, sur les 72 réponses reçues, 48, soit les deux tiers, se sont prononcés en faveur du système actuel du scrutin de liste majoritaire, jusqu'à 9 000 habitants, et représentation proportionnelle au delà. Seize départements se sont prononcés pour le retour à l'ancien scrutin de liste majoritaire, avec suppression de la représentation proportionnelle. Il y a 8 réponses qui sont un peu imprécises, que je n'ai pu classer, car mes correspondants ont été très réservés, faisant valoir des arguments pour et contre, et ne concluants pas.
Quoiqu'il en soit, il y a eu, vous le voyez, un courant très net.
Certains, parmi ceux-ci, nous ont répondu pour se prononcer en faveur de l'actuel scrutin, tout en émettant quelques réserves, et en demandant de légères modifications. Quoiqu'il en soit, il y a eu, vous le voyez, un courant très net.
Certains, parmi ceux-ci, nous ont répondu pour se prononcer en faveur de l'actuel scrutin, tout en émettant quelques réserves, et en demandant de légères modifications. Ils ont demandé que le plafond actuellement fixé à 9 000 habitants, fût abaissé à 4 000 ou 5 000, deux ou trois départements ont répondu dans ce sens, d'autres dans le sens contraire, demandant que le plafond fût élevé à 25 000, voire 100 000 habitants, ce qui restreindrait singulièrement le champ des modifications, mais d'une façon générale, les réponses, parmi les 48 que j'appellerais majoritaires, concluent au maintien pur et simple du scrutin.
Les réponses que j'ai reçues ont été intéressantes. Il ne s'agit pas, bien entendu, de vouloir vous lire les 72 lettres de camarades, quel que soit l'intérêt de cette lecture. Nos camarades ont analysé les avantages et les inconvénients des deux systèmes. Tous les délégués au Conseil national, je le crois, sont un peu au courant et je passerai donc très rapidement.
Certains de nos camarades nous disent que le retour au scrutin majoritaire nous permettrait, en différents endroits, d'arriver à enlever dans sa totalité un Conseil municipal, ce qui facilite de beaucoup l'exercice du mandat. Certains disent qu'un maire disposant d'un Conseil municipal homogène a sans doute les coudées plus franches qu'un maire obligé de compter avec les différentes

minorités, je le crois sans peine. D'un autre côté, on fait valoir, et c'est là évidemment un argument fort important, en faveur de la représentation proportionnelle, que ce scrutin nous permet d'avoir des minorités dans de nombreuses villes, ou nous ne serions pas entrés, si nous n'avions pas ce scrutin. Nous avons, dans tel Conseil municipal, 3, 6, 8 ou 12 membres, qui exercent tout de même un certain droit de regard, un certain contrôle, qui peuvent faire entendre la voix de la minorité. Ils en seraient privés avec un retour à l'ancien scrutin. Quelle est, en ce qui concerne cette éventualité d'une réforme électorale, la position des différents partis politiques.

D'après les renseignements que j'ai pu recueillir, auprès des parlementaires, la position est, en gros celle-ci :

Le Parti Communiste préfère le système actuel, pour les raisons que vous entendez bien. Ca lui permet d'entrer dans beaucoup d'endroits, ou il n'aurait aucun accès autrement.

Le MRP, pour les mêmes raisons, serait partisan de ce scrutin.

Le RPF n'est pas unanime, dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres. Je crois qu'une majorité des parlementaires RPF serait partisante du maintien du système actuel.

Les Radicaux sont, dans leur quasi totalité, favorables au retour à l'ancien système, et une proposition de loi a été déposée en ce sens, il y a quelque temps, proposition de loi demandant l'abrogation du système proportionnel et le retour au système d'avant-guerre. Là, aucun doute sur leur position.

Il nous reste à savoir la position des Indépendants. Je ne la connais pas très bien. Ceux de nos camarades qui sont parlementaires, et connaissent mieux que moi la pensée de leurs collègues, pourraient peut-être, à ce sujet, nous donner des indications. Je crois néanmoins, de façon très impartiale, qu'il y a une majorité à l'Assemblée actuelle, qui serait favorable au maintien du système employé en 1947, sauf modification, car il ne faut pas oublier que nous sommes en novembre, et que l'on voit généralement surgir toutes les demandes de modifications. En dernière heure, les partis dévoilent leurs batteries, et je ne sais pas quelle sera leur position au mois de février, mars ou avril prochain.

Je vous ai donné des indications, afin de faciliter, afin d'éclaircir un peu votre tâche, et vos débats. Je vous vous ai donné les indications sur les réponses que nous avons reçues des départements. Je suis ici en tant que Secrétaire de la fédération des élus municipaux, uniquement à titre consultatif, je me garderais de vous influencer dans un sens ou dans l'autre.

Vous allez discuter là-dessus. Je sais que les questions municipales vous intéressent, que les questions d'élections municipales vous intéressent beaucoup, je le vois avec plaisir, par le nombre de camarades qui nous ont annoncé leur présence à notre conférence des maires Socialistes, demain, et leur inscription à notre banquet. Je suis donc persuadé que vous accorderez à cette question toute l'importance quelle mérite.

Je voudrais tout de même me permettre de vous donner, si vous me le permettez, quelques indications, un conseil, une suggestion, à titre personnel. Je crois, qu'en tout état de cause, il y aurait intérêt à ce que vous n'envisagiez pas

Fondation Jean-Jaurès

d’engager une action quelconque pour demander de légères modifications à la loi actuelle. Si le Parti était de cet avis de retourner à l’ancien système, c’est une position. S’il était d’avis de conserver le système actuel, c’est une position. Je voudrais, néanmoins, attirer votre attention sur le danger qu’il y aurait à déposer une proposition de loi, comme l’on demandé, un ou deux de mes correspondants, pour tenter de faire abaisser à 6 000 au lieu de 9 000 le plafond, ou pour tenter de le faire élever de 9 000 à 12 000, par exemple. Je crains en effet beaucoup qu’en mettant le doigt dans l'engrenage nous ne soyons amenés, que le Parti ne soit amené à aller beaucoup plus loin qu'il ne le désirerait en enfin, il y a une autre chose, c'est la répercussion possible de ces modifications, en ce qui concerne le mode de scrutin pour les élections législatives.
Je sors peut-être là un peu du cadre de rapporteur auquel je suis limité, mais je crois réellement que vous avez le devoir de vous demander si cela ne vous entraînerait pas très loin en ce qui concerne d’éventuelles réformes du mode de scrutin pour les élections législatives.
J’avis le devoir d'attirer votre attention là-dessus. Chers camarades, Guy Mollet rappelait hier à cette tribune, que si nous avons connu, dans des élections partielles législatives des déceptions, disons le mot nettement, des insuccès, nous avions, par contre, fort bien tenu nos positions, souvent même amélioré, dans les élections partielles cantonales ou municipales.
Je puis le dire d'autant plus aisément, en ce qui concerne les élections municipales dans la Seine, où depuis deux ans, nous avons eu quelques élections municipales dans la banlieue, qui nous ont donné des résultats très satisfaisants.
Nous avons; je le crois dans le pays une audience très favorable sur le plan local parce que, comme on le rappelait également hier, les électeurs voient plus directement sur le plan municipal, départemental, quelles sont nos réalisations, quelle est l’action des hommes que nous avons mis à notre tête, et il est certain que nous avons un accueil favorable des électeurs sur le plan local.
Ce n’est pas de la démagogie, je l’espère, que de dire que cela est du à l’action, à la bonne administration de nos camarades élus municipaux, et départementaux.
C’est pourquoi, quel que soit le mode de scrutin employé pour les élections prochaines, je voudrais vous exprimer ma confiance dans le résultat de cette consultation, et je suis persuadé que notre fédération des élus, quand elle entreprendra la besogne très ardue de dresser le recensement de nos élus municipaux, après le scrutin, pourra le faire en en tirant le maximum de satisfaction.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Bonnefoi de la fédération du Doubs.

Bonnefoi

Camarades, c’est au nom d’une petite fédération que j’interviens à cette tribune, au nom d’une fédération unanime, qui milite dans des conditions difficiles, puisque nous avons, nous aussi notre Vendée.
Cette fédération, toutefois, grâce à l’activité de son parlementaire, j’ai nommé

Collection Jean-Jaurès

notre camarade Jean Minjoz, est en pleine croissance, et cette fédération a condamné, à l'unanimité, le retour au scrutin majoritaire. Elle m'a chargé d'expliquer brièvement les raisons qui ont déterminé cette position.
Nos camarades qui se sont arrêtés à ce scrutin voient, dans cette loi électorale, le moyen d'avoir des municipalités homogènes, mais nous disons que nous, Socialistes, nous n'avons pas à craindre l'opposition, que l'opposition, même au sein d'un Conseil municipal, est quelque chose de nécessaire, et quelle obligera les camarades qui auraient tendance à l'oublier, de réaliser et d'aller de l'avant.
D'autre part, a-t-on oublié, étant donné la situation politique actuelle de ce pays, qu'en cas de scrutin majoritaire, nous allons nous retrouvez, au deuxième tour, devant une élection triangulaire, le bloc des gauches ne pouvant plus se constituer, et que nous irons certainement, si j'envisage ma région, à de cruelles désillusions.
C'est pour ces raisons que la fédération du Doubs s'est prononcée pour une représentation proportionnelle, pour un mode de scrutin analogue à celui que nous connaissons. Pour nous, Socialistes la représentation proportionnelle est une loi de justice c'est la loi électorale qui permet la représentation la plus juste dans l'opinion de ce pays, et pour nous, la justice est un impératif avec lequel on ne compose pas : nous qui avons le respect du suffrage universel, nous avons le droit d'exiger une représentation qui défende une loi électorale juste.
Cette représentation permettra aux Socialistes d'être présents partout, dans le moindre Conseil municipal, sera pour nos camarades, une excellente occasion d'œuvrer, de méditer, de militer : c'est la meilleure école de cadres que nous puissions préconiser pour nous militants.
Enfin cette loi, cette représentation proportionnelle permettront au Parti de sauvegarder son indépendance. Vous savez très bien qu'en cas de scrutin majoritaire à deux tours, il faut faire ces mariages de raison qui, quelquefois, aboutissent à des divorces retentissants. On ne peut même pas s'arrêter à l'argument majeur de municipalités ingouvernables.
Il ne s'agit pas ici du plan national, l'autorité de tutelle existe et si vraiment la municipalité ne peut administrer la cité, l'autorité de tutelle a toujours le droit de renvoyer l'élu devant le corps électoral.
Et je pourrai citer de nombreux exemples et petites villes ou nos camarades, largement minoritaires ont réussi à être maîtres et où ils administrent les villes au mieux des intérêts des travailleurs.
En conclusion, la fédération du Doubs vous demande de vous prononcer pour une loi électorale qui assure la représentation juste du corps électoral, pour une représentation proportionnelle juste et elle vous demande également, si possible d'abaisser les plafonds et que cette représentation proportionnelle s'applique dans des bourgades de 3 000 habitants.
(Applaudissement)

Le président - La parole est à Mosse de la fédération de l'Isère.

Mosse

Camarades, la fédération de l'Isère m'a donné mandat de façon impérative, de venir défendre devant vous le retour au scrutin majoritaire à deux tours et elle m'a demandée de le faire avec le plus de vigueur possible.

La fédération de 1'Isère s'est prononcée sur cette question à l'unanimité ; or, je dois vous dire que chez nous, ce n'est pas une unanimité de "béni oui oui", c'est d'ailleurs un cas assez rare, je crois, dans les fédérations Socialistes d'avoir des unanimités de "béni oui oui" qu'on m'entende bien !

Et j'ajouterai que dans le cas particulier du Dauphiné, il y a un entêtement bien connu qui fait partie du caractère régional et qui peut vous expliquer que s'il y a eu unanimité, c'est parce que vraiment, dans la situation devant laquelle nous nous sommes trouvés, nous avons tous pensé qu'il y avait là un problème majeur et que la solution ne faisait pas de doute. Dans cette unanimité, je tiens à le souligner, il y avait les trois maires Socialistes des trois villes de l'Isère qui sont soumises au régime de la représentation proportionnelle : le maire de Grenoble, le maire de Vienne et le maire de Voiron, qui ne sont pas toujours d'accord sur les différents problèmes de politique coloniale ou internationale, mais ont été, pour une fois, complètement d'accord sur cette question-là.

Et aucune voix discordante ne s'est élevée à aucun moment pour défendre la représentation proportionnelle. Je ne veux pas analyser devant vous la situation dans chacune de ces villes, mais je veux au moins vous donner quelques détails sur la situation dans la principale d'entre elles; Je veux dire Grenoble.

En 1947, avec la représentation proportionnelle, il y a sur les différents partis représentés dans cette municipalité, dans son Conseil municipal; ce Conseil municipal été ingouvernable. Des majorités d'occasion ont un jour fait élire comme maire un RPF qui a été obligé au bout de deux ans de donner sa démission, parce qu'il était incapable d'administrer la ville, parce qu'il n'arrivait jamais à retrouver cette majorité qui s'était manifestés un jour, pour ainsi dire, par accident. Puis, nous avons eu un maire Communiste qui a été élu encore une fois, par une majorité occasionnelle. Il a dû lui aussi donner très vite sa démission ; le Conseil municipal a été dissous et au mois de janvier 1949, nous avons eu de nouvelles élections encore, bien entendu, avec la représentation proportionnelle.

Que s'est-il passé ?

Je veux vous le dire pour que vous y méditer. C'est un cas qui, certainement, n'est pas unique dans l'ensemble de la France et il vaut qu'on s'y arrête ; d'ailleurs la grande presse en son temps en a parlé suffisamment, mais il y a des points, peut-être qui ne sont pas présents à votre mémoire et vous m'excuserez de vous en parler. I l y avait trois listes en présence : il y avait une liste Communiste, il y avait pour l'extrême droite, une liste RPF combinée avec des indépendants au sens politique du terne, ou des indépendants au sens ou l'on veut dire des personnalités n'appartenant pas à la politique, et puis il y avait une troisième liste qui était en somme, si l'on veut, une liste de défense démocratique qui comprenait des Socialistes, qui comprenait des Radicaux et qui comprenait certains éléments de l'UDSR.

Qu’est-il sorti des urnes ?
Il est sorti des urnes, 15 conseillers municipaux Communistes, une douzaine de conseillers municipaux de la liste de troisième force et le reste appartenant à cette liste de droite.
La liste de troisième force avait comme tête de liste un de nos camarades, un ancien député de l'Isère, un militant qui a plus de 50 ans de Parti, qui reste aujourd'hui encore, un homme d'une vigueur et d’un courage extraordinaire, je veux dire le docteur Martin que certains d'entre vous ont probablement connu dans des Congrès nationaux ou au Parlement et qui reste aujourd'hui encore un homme ferme dans ses convictions Socialistes, un administrateur de grande classe, un homme qui est hautement estimé dans la ville, dans la région, et peut-être, plus largement encore.
Il était la tête de liste. Et bien, saviez-vous camarades, combien il y a eu de Socialistes élus sur cette liste de troisième force.
Il y en a eu exactement un, le docteur Martin.
Fort heureusement, les engagements qui avaient été pris ont été tenus et il a été élu maire par cette liste de troisième force qui s'est inclinée devant lui et qui s’est en somme inclinée devant les Socialistes, plus quelques autres qui l'ont soutenue.
Voilà dans quelles conditions le docteur Martin a été élu maire, bien que mous ayons fait à ce moment-là un accord avec le MRP et bien que pour l'avenir je ne répugne pas pour ma part à envisager un deuxième tour, des apparentements éventuels avec ce Parti. Je ne me gène pas cependant pas pour dire que dans ces circonstances, nous avons été, dans le cadre de la représentation proportionnelle, les victimes d'une manœuvre des autres partis avec qui nous faisions liste commune, grâce à ce fameux système des votes préférentiels.
Peut-être est-ce de notre faute, peut-être avons-nous manqué d'habilité, de ruse, certains diront même de machiavélisme !
Dans les autres partis, on a su très habilement manier le système des croix, on a passé des mots d'ordre de bouche à oreille, on a transmis et répandu des circulaires le résultat a été que nous n'avons eu comme je l'ai dit qu'un seul Socialiste élu, parce que ces petites manœuvres auxquelles le Parti comme le MRP se livre dans l'état d'esprit que vous connaissez et avec aussi les facilités de diffusion que vous connaissez également sans que j'ai besoin d'y insister, le MRP donc a pu faire cette manœuvre et nous avons été victimes, non pas seulement du système de la représentation proportionnelle, mais également de ce système des votes préférentiels qui a permis en somme à certains électeurs de voter deux fois, puisque la croix représentait une voix, ce qui a eu pour résultat que des MRP, ayant moins de voix que des Socialistes ont pu être élus grâce à ce système de vote préférentiel dont nous avons été les victimes et dont nous ne serions pas les victimes de la même manière s'il devait y avoir un système majoritaire à deux tours où je l'espère bien d'ailleurs, cela irait de soi si l'on revenait purement et simplement à 1'ancien système où il n'y aurait pas de vote préférentiel.
Que s'est-il passé après les élections ? Et bien, nous avons eu des séances du

Conseil municipal qui tenaient du cirque.
Il y avait non seulement parmi les conseillers municipaux, mais dans le public, un auditoire de Communistes, on grimpait sur les tables, on criait, on hurlait, on a lancé un encrier à la figure de notre maire et cette affaire a eu son épilogue en correctionnelle d'ailleurs, je dis épilogue et j'ai tort, car ce n'était pas la fin : ces séances de cirque, à un degré ou à un autre ont duré pendant des mois et même des années. On n'arrive pas à voter un budget ; on n'arrive pas à avoir des séances qui soient un petit peu décentes, convenables et disons le mot, dignes d'un régime démocratique.
Voilà à quel dur régime a été soumis notre maire Socialiste. Il y a aujourd'hui un deuxième conseiller municipal Socialiste venu il y a quelques mois à la suite d'un décès, mais cela ne change pas la situation, alors nous avons en quelque sorte, nous, Socialistes, la responsabilité de la mairie de Grenoble ; oh, évidemment, nous sommes très contents de dire le maire est Socialiste, mais en réalité, que peut-il faire ? Il endosse les responsabilités et cela peut-être dangereux pour le Parti et d'un autre coté, il ne peut pas administrer.
Alors je pense que vous pouvez comprendre pourquoi chez nous, à Grenoble il en est de même dans les autres villes de l'Isère, à des degrés peut-être un peu plus atténués et pour différentes raisons ; pourquoi donc, nous sommes hostiles à ce régime de représentation proportionnelle.
Mais, je veux envisager le problème d'une façon plus large et pas seulement du point de vue local.
On a fait valoir l'enquête dont le rapporteur tout à l'heure nous a donné le résultat. Je ne relèverai qu'un point sur les résultats de cette enquête : en somme, il y a 48 réponses favorables, et encore, des réponses favorables dont quelques-unes ne le sont qu'avec des réserves.
J'aimerais aussi savoir dans quelles conditions, d'une manière un peu plus détaillée, les différents militants membres du Parti, les sections ou les fédérations ont pu donner un avis sur ce problème.
Permettez-moi de dire tout de même qu'il y a une grande différence entre une réponse donnée à un questionnaire, par une personne, en somme à titre consultatif et en dehors de la procédure normale du Parti, et quelqu'un qui vient ici, comme moi, vous dire : "Nous avons discuté la question dans nos sections, nous l'avons discutée dans notre Congrès fédéral, nous avons consacré plusieurs heures à ce débat et nous avons réuni l'unanimité sur cette question.
Il me semble tout de même qu'une réponse comme celle que je vous donne là, au nom de l'unanimité d'une fédération qui a examiné le problème, a tout de même beaucoup plus de poids qu'une réponse faite à un questionnaire ou quelque fois- et je ne veux médire de personne, il faut répondre sous l'impulsion du moment et où l'on donne une réponse plus ou moins mitigée dans un sens ou dans l'autre.
Par conséquent, je vous en pris, ne considérez pas que la question est réglée parce que 48 réponses avec des réserves, c'est-à-dire en somme à peine la moitié des fédérations, se sont prononcées dans ce sens.
Ce sera à ce conseil de se prononcer en pleine connaissance de cause.
Mais, permettez-moi d'examiner d'autres aspects de la question. En somme, le

problème se présente en trois phases successives :
Première phase : la première, c'est la campagne électorale.
Deuxième phase : les résultats.
Troisième phase : l'exercice du pouvoir une fois installée.
Et bien, première phase : la campagne électorale. Quelles sont les conditions de la campagne électorale dans l'un ou l'autre système ?
Quel est des deux systèmes celui qui va nous permettre une campagne électorale plus favorable à la propagande pour le Parti? Car, j'espère que nous sommes bien d'accord : la campagne électorale n'a pas seulement pour but, elle a pour but, mais pas seulement cela, d'obtenir des élus, elle a aussi pour but de faire connaître les idées Socialistes et elle a pour but de recruter des membres et des sympathisants ; elle a pour but de donner un rayonnement particulier au Parti Socialiste.
Et bien, avec la représentation proportionnelle, nous sommes obligés, comme nous l'avons été à Grenoble de faire ce que j'appellerais des apparentements prématurés, qui nous empêcheront de faire de la propagande.
Cela nous oblige dès le début à nous lier les mains et cela nous oblige à nous lier les mains, parce que, songez-y, camarades, la règle du dix pour cent des inscrits pourrait bien inquiéter un certain nombre d'entre nous, au moment de la campagne électorale. 10% des inscrits, c'est difficile à réunir.

Roger Marzauk - Ce n'est pas 10%, mais 5%.

Mosse - Même 5% c'est difficile à réunir et cela peut être gênant.
Quoi qu'il en soit, avec le système de majorité, cela nous permettrait, conformément à une vieille formule beaucoup plus à l'aise, d'aller aux urnes avec notre drapeau largement déployé.
La formule est ancienne ; elle a encore du poids auprès des militants et auprès des électeurs. Cela nous permettrait de faire des alliances une fois connus les résultats du premier tour. Ce système, au fond, avait des avantages et je crois qu'on aurait tort de ne pas y revenir, parce qu'il permet de faire ces coalitions, selon les circonscriptions, selon les régions, en fonction des résultats.
Est-ce qu'il vaut mieux, je prends un chiffre arbitraire, avoir 1 000 conseillers municipaux répartis, isolés, dispersés, incapables de faire quoi que ce soit, ou bien ne faut-il pas mieux obtenir des résultats plus concentrés, avoir, dans un certain nombre de grandes villes la majorité concrète, des majorités solides.
Et bien, pour ma part, je le dis, je crois qu'il faut tout de même mieux, du point de vue de l'intérêt du Socialisme, de son rayonnement futur, avoir quelques places fortes solides, avoir quelques villes à donner en exemples.
Rappelés-vous, camarades, i1 y a un certain nombre de villes qui ont donné des exemples de ce que peut faire une municipalité Socialiste.
Je ne citerais pas seulement Grenoble ; il y a du reste des grandes villes qui ont été véritablement des foyers de rayonnement Socialiste, alors, ne vaut-il pas mieux nous concentrer sur certaines villes où nous pourrions avoir de fortes positions grâce à ce système majoritaire à deux tours, plutôt que de se contenter

de quelques sièges. Je vaudrais vous dire aussi et cela est évident, que le système majoritaire à deux tours aura pour effet l'élimination d'un grand nombre de Communistes des conseils municipaux.
Et bien, voyons, est-ce que pour nous, Socialistes, ce n'est pas notre ennemi principal.
Est-ce que nous n'avons pas intérêt à essayer de tenir des majorités solides et à administrer des villes sans avoir ces minorités qui nous empêchent de travailler.
Et enfin, dernier point, en ce qui concerne ce que j'ai appelé, reprenant une expression de Léon Blum, ''exercice du pouvoir'' : Ne vaut-il pas mieux renoncer là où nous sommes isolés, dispersés, impuissants, mais prendre les responsabilités, là où nous pouvons avoir vraiment les leviers de commande, là où nous pouvons les manœuvrer, là où nous pouvons faire la démonstration des capacités des Socialistes d'administrer des villes, ce qui montrera leur capacité, s'il en est besoin, d'administrer aussi des ensembles beaucoup plus vastes.
Eh bien, j'en ai terminé ; je veux simplement vous dire que je dépose ici, sur le bureau, la motion qui a été adoptée à l'unanimité par la fédération de l'Isère ; elle dénonce, sur le plan municipal les méfaits de la représentation proportionnelle, qui interdit, dans les communes de plus de 9 000 habitants la formation de majorités solides et stables, susceptibles d'administrer avec efficacité, mais favorise au contraire, la formation de minorités de combats, usant avec profit pour leur clientèle électorale, de la surenchère et de la démagogie. La fédération est unanimement favorable au scrutin majoritaire à deux tours ; elle demande aux parlementaires de déposer un projet de loi conforme aux principes majoritaires et de tout mettre en œuvre pour le faire aboutir dans les délais les plus courts.

Le président - Je donne la parole à Guy Mollet, qui va retourner à la Commission des résolutions.

Guy Mollet

Camarades, je m'excuse d'intervenir dès maintenant, mais je vais avoir à retourner devant la Commission des résolutions.
Je voulais donner mon point de vue sur cette question et surtout le donner, pour répondre à ce que vient de dire mon ami Mosse, en me servant de ses propres arguments. Je voudrais faire remarquer qu'il faut tenir compte de la situation de l'ensemble du pays. Ce n'est peut-être pas sa faute s'il y a dans l'Isère seulement trois villes de plus de 9 000 habitants ; mais je voudrais qu'il pense qu'il y a des départements, ne serait-ce que le Nord qui en ont 35; le Pas-de Calais en a 24 et donc ils se trouvent être particulièrement intéressés au problème.
Je voudrais qu'on tienne compte des préoccupations de ces départements.
Quant à la façon dont la fédération nationale des élus a été informée, Je voudrais, Mosse, que tu prennes un peu plus au sérieux le Parti.
Nous avons, en accord avec la fédération des élus demandé à nos fédérations de répondre, non pas au fédéral, mais aux fédérations et partout, les fédérations ont répondu après avoir demandé l'avis des intéressés !

Je peux m'en porter garant pour deux régions que je connais bien, le Nord et le Pas-de-Calais.

Mireille Osmin - Pour la Seine aussi.

Guy Mollet - Il y a des quantités de régions où nous avons fait des commissions fédérales de toutes sortes avant de vous dire la réponse.
Maintenant, j'en viens aux arguments de Mosse et je me félicite qu'il ait pris l'exemple de Grenoble, c'est 1'exemple le plus parfait de ce qu'il ne faut pas faire… (applaudissements)…
Comment ! A Grenoble, vous avez la possibilité de profiter du système de la proportionnelle, c'est-à-dire de tous battre seuls… (applaudissements)…, c'est-à-dire d'y aller, avec le drapeau Socialiste, en défendant une politique Socialiste, quitte à n'avoir qu'un élu ! Mais, le jour des élections de Grenoble, je vous rappelle, camarades de l'Isère, qu'au nom du Comité directeur, nous vous avons demandé si vous vouliez qu'on aille là-bas tous aider pour la propagande et faire votre propagande, vous avez répondu : "Ah non, nous allons faire une liste de coalition et nous parlerons le moins possibles de politique".
(Applaudissements)
Et vous vous étonnez après cela, d'avoir obtenu le résultat que vous avez obtenu.
(Applaudissements)
Mais c'est la condamnation même, et c'est vous qui l'avez prononcé cette condamnation, des listes de coalition !
(Applaudissements).
Quand, dans toutes ces listes de coalition, les Socialistes vont jouer le jeu, ils vont être, comme vous l'avez été, parfaitement cocufiés et même, ils vont voter pour toute la liste alors que les partenaires, qui sont généralement des adversaires vont avoir soin d'éliminer de la liste les vôtres, pour que s'il n'y en a que quelques-uns d'élus, ce soient les leurs ! Et pas les vôtres !
Vous avez vous même condamné, devant le Conseil national le système des coalitions. Vous avez dit qu'après cela, il était dangereux d'avoir un maire Socialiste et de le voir assumer des responsabilités qui ne sont pas les siennes.
Mais je vous demande pardon ! Qui l'y oblige ? Qui oblige Martin ? Il est le seul élu Socialiste! Je ne condamne pas le fait ; il y a des moments ou certaines de ces responsabilités peuvent le servir. Dans cette ville de Puteaux, je veux rendre un hommage au maire de Puteaux,… (applaudissements)…
Je suis venu, il y a trois semaines à une manifestation publique ici pour fêter, je crois, la centième carte nouvelle et ils ont profité de la mairie où ils étaient minoritaires pour faire du bon travail !
Je n'absous pas pour autant quiconque prend le titre de maire seulement pour avoir le titre, parce qu'il ne faut pas prendre la responsabilité de décisions qu'on ne peut pas prendre.
Je souhaite que dans touts la Seine on fasse aussi bien.

Mireille Osmin - Je voudrais préciser que le cas de Puteaux n'est pas unique, il y

a dix-huit autres dans la Seine !

Guy Mollet - Alors, je m'en félicite.
J'en arrive à envisager 2 points de vue :
Problème des résultats.
Je sais bien que le problème des résultats n'est pas le problème n° 1, encore qu'il compte, camarades, dans la situation politique actuelle, il est des régions ouvrières de France où le système que vous préconises du retour au deux tours se traduira souvent par l'élimination des Socialistes dans des grandes villes, pris, comme nous le sommes actuellement, entre une Droite férocement réactionnaire et des staliniens qui maintiendront partout leur opposition, et nous arriverons, dans pas mal d'endroits ouvriers, écrasés entre les deux.
Vous me dites :"Tant pis ! Vous irez dire cela à tous nos camarades sénateurs ! Vous irez leur dire que cela n'a pas d'importance, le petit nombre des élus, le jour où on se réunit pour désigner des candidats au Sénat".
Mais, je passe maintenant du domaine des résultats au domaine de la propagande, car c'est cela qui m'intéresse le plus.
Le système des 2 tours, mais, camarades, ne vous faites pas d'illusions! Dans un certain nombre de coins où vous avez des fédérations bien organisées, des sections solides, agissantes, vous maintiendrez le Parti fermement sur les lignes qu'il s'est fixé ; nos camarades auront refuser les coalitions mais dans combien de coins de France le système des coalitions n'amènera-t-il pas des camarades, soucieux d'un mandat municipal, à faire ici, avec les Staliniens, au besoin, des coalitions immorales, et là, contre les Staliniens, au besoin, des coalitions dangereuses pour la santé du Parti ?
Je vous dis qu'il y a là un très grand danger, il y en a un autre, c'est que ces coalitions vous condamnent, dans la campagne électorale, de deuxième tour, à renoncer au caractère Socialiste de la campagne,
Vos alliés, vous êtes bien obligés de les ménager. L'avantage même du système proportionnel, l'avantage essentiel, c'est que c'est grâce à lui que vous avez la possibilité, partout, de défendre la position du Parti sans aucune compromission avec les adversaires ou les voisins, parce que, en effet, avec qui allez-vous faire les coalitions devant le corps électoral? Les Staliniens? Les MRP ? Les Radicaux ? Les RPF ? Je voudrais bien que vous me le disiez !
Que vous ayez, dans les Conseils municipaux, où il n'y a pas de majorité absolue, des regroupements pour l'administration municipale, cela ne choque pas l'opinion publique, mais quand vous vous présenterez sur une même liste, quand vous essaierez de présenter sur une même liste des Socialiste et des MRP, vous aurez tous nos camarades qui, à juste titre, les laïques, diront : qu'est-ce que cette compromission étrange ? Et vous aurez, inversement, des calotins qui diront à leurs amis! "Avec qui allez-vous ? Avec Deixonne et compagnie ?"
Camarades, le système actuel n'est pas parfait, il crée certainement des difficultés et, parfois, de mauvaises conditions dans la vie des municipalités, mais je vous affirme que pour la propagande du Parti, c'est entre tous ceux qu'on nous propose, le moins mauvais actuellement.

Collection Jean Jaurès

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Staub, Loire-inférieure.

Edmond Staub

J'ai reçu de ma fédération le mandat de soutenir une thèse absolument inverse de celle de notre camarade Mosse, non pas, cela, à l'unanimité de la fédération, seulement pour les 9/10èmes, car nous ne sommes pas non plus des béni-oui-oui. Les raisons que je veux invoquer devant vous ne feront pas appel aux grands principes et notamment à la justice du vote, pour la raison simple et triste qu'il n'y ait pas de système électoral véritablement juste.

En effet, dès l'instant où une décision est à prendre et de quelque façon que les élus aient été désignés, s'il s'agit de voter un crédit, on le vote ou on ne le vote pas, s'il s'agit d'accorder de l'argent aux écoles libres, on vote ou on ne vote pas, mais ceux qui sont adversaires dans la position seront évidemment brimés, c'est la règle même qui fait que toute minorité doit s'incliner.

Il n'y a pas de système juste, mais il y a des systèmes plus ou moins efficaces et je ne voudrais pas laisser passer le fait sans le souligner, que le camarade Mosse nous a donné l'exemple type qui allait à 1'encontre de sa thèse.

Indépendamment de tout système politique, appliquer dans un système de représentation proportionnelle, une coalition qui est le système type d'un deuxième tour de scrutin majoritaire à 2 tours, c'est se tromper, c'est vouloir mettre de l'eau dans son réservoir ou de l'essence dans son radiateur quand on veut faire marcher son automobile cela ne donne pas de résultats remarquables.

On sait bien que nous n'avons ni le goût ni les moyens d'employer des procédés malhonnêtes d'associés, comme le MRP. Nous n'avons pas de confessionnaux, nous-autres ! Vous n'êtes pas obligés de faire cette alliance. Alliance pourquoi faire, d'ailleurs ? Vous figurez-vous qu'ajouter 10 000 Socialistes et 10 000 MRP cela fait 30 000 voix sur la liste, c'est loin d'être prouvé, camarades !

Je vous garantis que dans un certain nombre de régions, c'est la quasi certitude de renforcer le nombre des abstentionnistes qui n'admettent pas beaucoup ce qui leur semble être une malhonnêteté politique.

Chercher un système qui nous permette d'éliminer les élus Communistes. Ah, je voudrais bien qu'ils soient tous éliminés jusqu'au dernier, mais il est peut-être plus facile d'inventer un système de trucage électoral qui élimine les élus Communistes, qu'un système qui élimine l'électeur Communiste, ou plutôt la raisons qu'a l'électeur de voter Communiste et, à force de donner au public l'impression qu'il peut voter n'importe comment, que c'est acquis d'avance, vous renforcez le parti des pêcheurs à la ligne, mais pas à l'avantage de la démocratie, sans compter les dangers à craindre pour nous.

Nous sommes une minorité dans le pays, je pense ne pas vous l'apprendre une minorité, c'est une vérité connue depuis longtemps, a tout avantage à la représentation proportionnelle.

Nos alliances, Guy Mollet l'évoquait tout à l'heure, conditionnent la réponse que vous allez faire pour choisir la loi électorale; votre réponse technique en quelque

sorte, serait l'aspect de votre prise de position : car enfin, je ne pense que quelqu'un puisse venir ici nous soutenir.
1°) Nous ne voulons pas d'alliance avec le Parti Communiste ou avec le RPF, pares qu'elle serait immorale. Nous ne voulons pas d'alliances avec les MRP ou le Parti Radical, et cependant, nous voulons aller au scrutin majoritaire, car ce serait dire : nous voulons nous suicider partout et puis dites-moi, camarades, ceux qui, comme moi, n'étant pas élus vont accompagner les candidats partout, de commune en commune , qui parlent un jour dans un bout du département, un jour dans l'autre - je vais faire appel à votre expérience - vont s'entendre dire : "Oui, ici vous êtes d'accord avec le Parti Radical, mais à l'autre bout du département vous nous combattez ".
Dans cette situation, vous aurez plutôt bonne mine dans la propagande, camarades, et vous passerez pour des petits comiques.
Dans le département même, bien entendu, vous saurez si ce que l'on vous dit est vrai ou non, mais on viendra vous apporter des exemples de départements voisins ou plus ou moins éloignés et vous ne pourrez pas dire : "Citoyens vous mentez", à moins, qu'un hasard vous permette de pouvoir avec sûreté de démentir un contradicteur Communiste.
J'ai eu cette chance. Une fois, dans une réunion publique un communiste était venu me raconter une histoire de Maine-et-Loire et mettait en cause, un maire Socialiste du Maine-et-Loire. Il se trouve que je le connaissais personnellement, j'ai pu raconter la vérité et le gars s'est effondré, mais c'est une chance qui ne se renouvelle pas souvent !
Si vous n'avez pas ces possibilités, si vous êtes obligés d'aller partout à la bataille, tout seuls, on ne pourra pas raconter d'histoires à dormir debout aux électeurs, sans que vous ayez immédiatement le moyen de démontrer aux calomnieurs Staliniens qu'ils sont des calomnieurs.
Les résultats ? Moi non plus, je ne suis pas prophète. Je crois et sur ce point je suis d'accord avec Mosse qu'il y aura par endroit des pertes, par endroit des gains, mais je voudrais faire appel un instant à votre réflexion sur le point suivant : avoir de nombreux élus un peu partout, je crois camarades que cela a une importance qu'il ne faut pas sous-estimer et non seulement à cause des élections sénatoriale. Où voulez-vous que vos militants de sections se forment.
Ou voulez-vous préparer l'équipe qui, un jour ou l'autre assurera la relève d'une administration municipale si vous n’y avez personne ? Comment voulez-vous mettre les camarades au courant? Comment voulez-vous rendre les réunions de section intéressantes si vous n'avez pas un camarade élu, minoritaire qui vient faire un compte-rendu de ce qui se passe à la mairie et documenter les militants de la base ?
J'entends bien qu'il y a d'autres questions, mais je ne vous apprendrai pas que les camarades des sections s'intéressent d'abord et avant tout aux questions de clocher, à celles qu'ils voient de près et vous voudriez sous-estimer l'intérêt qu'il y a à avoir des élus un peu partout.
Et puisse qu’aussi bien c'est une espace de manie que nous avons nous autres de l'Ouest de toujours mettre les questions d’école en avant, je pourrais vous citer

Collection Jean Jaurès

dans mon département plusieurs communes où un seul élu minoritaire a réussi en manœuvrant habilement à limiter la casse ou à empêcher une majorité de commettre contre l'école les attentats qu'elle était prête à commettre.
Il ne faut pas sous-estimer nos camarades. Je crois par conséquent qu'actuellement il nous faut revenir à la position de toujours. Non seulement il faut au moins maintenir le système actuel mais à notre avis il faut l'élargir encore, c'est-à-dire diminuer la population limite des communes dans lesquelles le vote devra se faire au scrutin proportionnel.
(Applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à Mauperon des Alpes-Maritimes.

Mauperon

Mes chers camarades, je dois m'excuser auprès de vous car ma gorge est victime de l'antagonisme entre le soleil de Nice et la froidure de Puteaux.
Je n'ai pas l'intention de clore ce débat je m'étonne personnellement, en tant que vieux du Parti puisque j'ai trente et un ans de Parti, que l'on entende encore des camarades défendre une position comme celle de notre ami Mousset alors que toute notre vie nous nous sommes battus pour autres choses.
(Applaudissements)
J'avoue très franchement que je suis littéralement sidéré. Je pense que ce Conseil s'honorerait en ne perdant pas son temps à épiloguer sur des questions de clocher et en s'élevant comme nous l'avons fait dans notre pauvre petite section des Alpes-Maritimes, au-dessus du débat local. Nous pourrions apporter notre adhésion totale au maintien du statu quo en demandant même si c'est possible - mais nous savons évidemment que ce n'est pas possible - qu'on abaisse le taux des cotisations ou en tout cas que l'on demande à nos camarades parlementaires de se battre pour que cette cotisation ne soit pas trop élevée.
Je vous demande de ne pas vous battre sur des questions de clocher mais d'élever le débat et d'être fidèles à la tradition du Parti.
Pour ma part, j'apporte les quinze mandats de la fédération des Alpes-Maritimes pour le maintien du statu quo et contre toute modification du scrutin actuel.
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Rigaux du Rhône.

Rigaux

Camarades en ce qui me concerne je vous demande trois minutes, quatre tout au plus. Le Secrétaire général a répondu à toutes les questions qui nous préoccupaient. Je veux simplement rappeler à ce Congrès, en raison du mandat qui m'a été donné pour défendre la position du scrutin proportionnel, pourquoi la fédération s'est prononcée pour cette position.
C'est que voyez-vous, dans le Rhône avant la guerre tout au moins, il y avait une grande fédération, le Rhône était un grand département Socialiste.

Cour Fondation Jean Jaurès

Je rappelle au passage pour les vieux militants qui ont connu pas mal de ses élus que de 1905 à 1932 dans ce département du Rhône, le Socialisme allait montant. Mais, en même temps que l'activité Socialiste de ce département, il se manifestait à l'intérieur de ce Parti un certain nombre de camarades qui en dehors même de leurs attaches Socialistes, avaient d'autres attaches politiques et flirtaient avec le Parti Radical.
Une grande année est arrivée, l'année 1932. Une grande et malheureuse année pour le Parti Socialiste où, pour la première fois dans l'histoire du Socialisme dans le Rhône, Lyon recueillait la majorité absolue des élus. Mais il y avait aussi à la tête de cette liste Socialiste un homme qui s'appelait André Février.
A cette époque le scrutin en vigueur était le scrutin majoritaire à deux tours, la fédération Socialiste, comme vous pouvez le penser était toute heureuse de se réjouir à l'idée que le lendemain même elle allait prendre la direction de cette grande ville de France. Mais au moment où la délégation Socialiste du Rhône s'entretenait avec une délégation du Parti Radical en faisant connaître la décision tout à fait logique du corps électoral de prendre la direction de ce parti dans le cabinet de celui qu'on appelle "Monsieur le président" un autre élu Socialiste, André Février s'entretenait avec ce dernier et venait lui apporter la fidélité du Parti Socialiste et lui dire que malgré la victoire du Parti, étant donné l'ancienneté et le brevet de républicanisme délivré au président Herriot la fédération Socialiste s'inclinerait et voterait pour lui comme maire de Lyon.
Il existe une expression que vous avez souvent entendue et que l'on a maintes fois rappelée dans le Parti, les Socialistes "en peau de lapin" et bien cette expression vient de là, du président Herriot qui le lendemain réinstallé à son fauteuil présidentiel n'a pas hésité à qualifier le Parti Socialiste de Socialistes "en peau de lapin". L'expression avait peut-être une certaine valeur devant l'attitude d'un Février qui avec trente-deux sièges et une majorité absolue, s'inclinait devant le citoyen Radical.
C'est pour des raisons comme celles-ci que la petite fédération du Rhône aujourd'hui amenuisée, par les trahisons de beaucoup à une certains époque de 1940 à 1944 refuse à rejouer le jeu qu'elle a connue du système majoritaire à deux tours qui ouvre la porte à toutes les combinaisons politiques possibles.
Si demain à ces élections, comme le disait Guy Mollet, elle ne peut obtenir qu'un élu elle l'aura ; mais le Parti Radical comme le MRP sauront au moins pour la première fois peut-être dans l'histoire du Parti Socialiste dans le Rhône que cet élu est un élu Socialiste et qu'il n'a pas de contingences avec le Parti Radical.
(Applaudissements)
Mais si nous nous sommes prononcés pour le statu quo, nous demandons toute fois au Congrès s'il serait possible de se pencher sur deux petits aspects de la question et de la reprendre dans le cadre actuel.
En ce qui concerne les 9 000 habitants nous sommes d'accord. Mais pour les grandes villes et en particulier des villes comme la nôtre, pour Lyon il serait peut-être possible de modifier légèrement le système proportionnel et de le ramener au plan de l'arrondissement.
Je m'excuse de nous citer, mais notre fédération subit actuellement une crise que

connaissent peut-être beaucoup d'autres fédérations. Elle subit une crise d'hommes. Il est très difficile, malgré une liste proportionnelle, malgré une tête de liste, malgré une bataille bien menée ou menée compte tenu des possibilités pratiques dont nous pouvons disposer, de négliger la fait que l'électeur dans une certaine mesure aime voter un peu sinon pour son candidat du moins pour celui qu'il connaît la mieux dans son arrondissement.
C'est pour cela que nous avons pensé qu'il serait peut-être possible de ramener le système proportionnel dans le cadre de l'arrondissement. Ainsi au lieu d'avoir une seule tête liste sur le plan de la ville, comme nous avons sept arrondissements nous pourrions avoir sept têtes de liste, c'est-à-dire sept camarades qui militent sur le plan de l'arrondissement, étant mieux connus, faisant plus de travail sur le plan local et par conséquent pouvant mieux se justifier, mieux se défendre (car une ville de 500 000 habitants, ne l'oubliez- pas camarades c'est difficile à manœuvrer et a pénétrer) permettraient peut-être qu'au lieu d'avoir deux ou trois ou même quatre élus sur le plan de la ville on en ait un peu plus sur le plan de l'arrondissement dans le cadre de la proportionnelle.
Et puis, il y a aussi autre chose qui nous intéresse et ce n'est pas seulement dans le Rhône. Je pose la question à Defferre puisque c'est lui qui a été l'auteur de l'amendement dans la dernière législature. Nous n'avons pas très bien compris et ceci a été dur et pénible pour nous dans le Rhône et en particulier à Lyon.
Nous voudrions si possible, qu'on supprime les 5% non pas des élus mais des inscrits. En effet, dans le Rhône, à Lyon, camarades aux dernières élections nous avions obtenu par nos suffrages plus de 5% des votants mais du fait de la part importante des abstentionnistes nous n'avons pas obtenu les 5% des inscrits et nous avons perdu nos quatre sièges. Cela s'est joué à 22 voix. Par la faute du manque de 22 voix sur le nombre des inscrits, nous avons perdu quatre sièges.
Alors, nous demandons et très simplement s'il serait possible de modifier le texte, de le faire modifier par un amendement déposé par le groupe parlementaire pour que nous retenions simplement le principe de 5% des votants comme dans toutes les autres lois en vigueur actuellement.
Voilà ce que la fédération du Rhône vous demande, camarades.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Hauriou.

André Hauriou

Camarades, c'est au nom de la fédération de la Haute-Garonne que je viens apporter à cette tribune une proposition.
Je voudrais vous rappeler que dans la fédération de la Haute-Garonne la ville de Toulouse qui est actuellement la troisième ville de France a encore une municipalité Socialiste. Par suite, il est un problème qui a beaucoup préoccupé les militants de la Haute-Garonne et doit aussi, je le pense préoccuper les militant des autres départements.
Voici la proposition que je vais vous faire, je pourrais presque hésiter à la

présenter étant donné le mouvement d'opinion qui semble se dessiner à ce Congrès en faveur du maintien de la proportionnelle pur et simple.
Je voudrais cependant vous dire quelles sont les raisons qui ont guidées nos camarades de la Haute-Garonne. Il est bien certain que la proportionnelle pure et simple a été le mode de scrutin prôné pendant plus de cinquante ans par le Parti il est bien évident que c'est celui qui permet de déployer le plus largement le drapeau du Parti et de faire le plus clairement le plus honnêtement, le plus loyalement possible la propagande Socialiste. Mais il est également vrai qu'en ce qui concerne les grandes villes les résultats du scrutin de 1946 ont été particulièrement décevants.
Vous savez que des les premiers mois d'application de la loi de 1946 les difficultés pour gérer ces administrations communales ont été évidentes.
Il a fallu à la dissolution d'un nombre important de conseils généraux. Et souvent, après une nouvelle élection, les difficultés recommençaient car il était impossible de trouver une majorité permettant de voter le budget et de procéder d'une façon efficace à l'administration de la ville.
Or, ce problème ne peut pas laisser indiffèrent, les militants que nous sommes. On notait hier à cette tribune qu'une des chances du Socialisme paraissait se trouver présentement dans l'action locale puisqu'aussi bien les élections sur le plan départemental et sur le plan municipal nous donnent plus de satisfaction que les élections nationales.
Je crois qu'il est utile que chacun se souvienne qu'un parti est fortement assis et fermement ancré dans un pays lorsqu'il détient d'une façon nombreuse des sièges de Conseillers généraux, de Conseillers municipaux, voire des postes de maire et qu'il est à même sur le plan de la vie locale, qui parfois touche davantage l'électeur que le citoyen de faire la démonstration d'un Socialisme de l'action qui nous permet d'obtenir plus tard sur le plan national les victoires que pour la promotion d'un Socialisme démocratique, nous sommes obligés d'espérer.
C'est pour cela que malgré les objections qui ont été apportées de très haut tout à l'heure à cette tribune. Je voudrais tous faire la proposition qui a été mise au point par la fédération de la Haute-Garonne.
En bref c'est une proposition de proportionnelle mitigée, de proportionnelle comportant une prime à la majorité ou le échéant, aux minorités les plus fortes de telle façon qu'à l'intérieur du Conseil municipal une majorité puisse en tout état de causse se dégage, permettant de poursuivre dans des conditions normales l'action municipale.
Voici plus précisément quel est le mécanisme qui a été prévu par la fédération de la Haute-Garonne sous l'inspiration de notre camarade Raymond Badiou, maire de Toulouse qui aurait voulu venir défendre lui-même ce système à cette tribune mais il a été empêché par les devoirs de sa charge.
Le projet prévoit deux tours de scrutin. Avant le premier tour, les listes (car il s'agit bien entendu de scrutin de listes à la base) peuvent s'apparenter en groupes de listes, après les résultats du premier tour, si une liste isolée ou un groupe de listes obtient la majorité absolue des suffrages exprimés, il est attribué à cette liste ou à ce groupe de listes un nombre de sièges égal aux deux tiers des

sièges.
Dans le cas d'un groupe de listes il y a évidemment une répartition à faire au sein de ce groupement. Elle est faite suivant la règle de la plus forte moyenne.
Les sièges restants, un tiers, sont repartis suivant la suivant la règle de la plus forte moyenne entre les listes isolées et les groupes de listes minoritaires.
Si aucune liste ni aucun groupe de listes n'obtient la majorité absolue au premier tour, on procède alors à un second tour. Entre les deux tours, du reste, il est prévu qu'il est permis de modifier la composition des groupes de listes.
Après deuxième tour si une liste isolée ou un groupe de listes a obtenu la majorité absolue, on opère comme il a été indiqué tout à l'heure pour le premier tour. Si cette condition n'est pas réalisée, on attribue la moitié des sièges à la liste isolée ou groupe de listes qui a obtenu le plus de suffrages.
Les sièges restants sont repartis suivant la règle de la plus forte moyenne entre les autres listes ou les autres groupes de listes.
Ce système peut paraître, à l'énoncé, relativement compliqué et qui plus est arbitraire. En fait, il donne d'une application ou plutôt il doit être d'une application qui ne souffrirait pas de difficultés. Il est aisé en effet de connaître la liste ou la groupe de listes qui ont obtenu soit la majorité absolue au premier tour soit le plus grand nombre de voix au second tour et il est facile de distribuer entre deux tiers et un tiers les sièges des conseillers municipaux.
Ce système peut paraître arbitraire et peut-être même à certains inapplicable parce qu'il n'apporte pas aux minorités une représentation proportionnelle au nombre de suffrages obtenus. C'est d'ailleurs en cela qu'il constitue une prise à la majorité. Mais je voudrais que nous réfléchissions les uns et les autres : par les élections municipales, surtout dans les grandes villes, il s'agit de pourvoir d'organe d'importantes agglomérations qui seront capables de les administrer de gérer et de dépenser dans les meilleurs conditions des budgets qui vous le savez, se montent actuellement à plusieurs milliards et quelquefois à plusieurs dizaines de milliards. C'est quelque chose qui est important et c'est quelque chose qui mérite réflexion.
Je voudrais pour terminer indiquer que ce système qui, je m'en rends compte ne paraît pas à l'heure actuelle être dans la ligne des préoccupations du Congrès a cependant, sinon ce mérite, tout au moins ce caractère de transposer dans le cadre municipal le système d'apparentement que le Parti a adopté sur le plan national. C'est peut-être un système qui actuellement n'obtiendrait plus les suffrages des militants voir du groupe parlementaire. C'est tout de même un système qui, en 1951, a évité sur le plan national que des partis extrémistes n'accèdent au pouvoir.
A l'heure actuelle nous combattons une formation politique dont nous sommes non seulement absents mais adversaires. Mais peut-être préférons-nous être adversaires de l'actuel gouvernement que de nous trouver sous un régime RPF qui aurait balayé jusqu'aux fondements du régime démocratique.
Dans le cadre municipal le danger, pour n'avoir pas exactement le même caractère, est tout de même voisin. A force d'avoir des grandes villes que les partis républicains ne peuvent pas administrer, le Parti Communiste voit ses

critiques avoir chaque jour plus d'audience auprès des populations.
C'est le dernier argument que je voulais livrer à vos méditations. Je remettrai à la commission qui a charge d'en débattre le projet qui a été élaboré par la fédération de Haute-Garonne.
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Le Coutaller du Morbihan.

Jean Le Coutaller

Camarades. Je serai très bref puisqu'au si bien Guy Mollet a dit l'essentiel de ce que je pense.
Mais vous devez vous rendre compte par ce qui viennent de dire ici les différents orateurs qui m'ont précédé combien il est difficile de déterminer un mode d'élection donnant satisfaction à tout le monde, même à l'intérieur d'un parti.
En effet, il y a c'est évident une question de principe qui se pose. Mais il ya aussi qui tient aux circonstances du moment et aux circonstances locales. C'est la raison pour laquelle je ne peux pas dire ici comme notre camarade Mosse que je parle au nom d'une fédération unanime. Parce que j'ai sondé cette fédération, je me suis rendu compte que rares étaient ceux qui pensaient de même façon en raison des circonstances locales.
En effet, j'ai constaté que les camarades qui habitent des villes d'au moins neuf milles habitants sont partisans de la proportionnelle lorsqu'ils sont minoritaires et sont partisans du scrutin majoritaire lorsqu'ils sont majoritaires. De même dans les villes de plus de neuf milles habitants, les camarades sont partisans de la proportionnelle lorsque ce mode de scrutin leur permet d'accéder à la mairie ou même à la municipalité, au Conseil municipal qui leur serait fermé s'il y avait un scrutin majoritaire.
Et bien ceci est évident. Je voudrais vous indiquer qu'il est nécessaire de tenir compte des circonstances politiques et des circonstances locales.
Par principe je suis proportionnaliste. Mais tout de même je n'oublie pas que si actuellement on nous donnait le scrutin d'arrondissement nous serions écrasés dans le pays; tandis que si nous avions eu le scrutin d'arrondissement en 1945, le groupe parlementaire aurait la majorité absolue à l'Assemblée Nationale.
(Applaudissements)
Par conséquent il faut tenir compte de ces circonstances locales et de ces circonstances politiques. Je crois qu'il serait sage aujourd'hui que le Parti s'en tienne au statu quo avec peut-être de petites modifications, en abaissant le scrutin majoritaire de neuf milles habitants à cinq ou six milles habitants.
En effet, si je préconise cela c'est parce que dans les villes d'une certaine importance il y a une situation politique absolument difficile par le fait de la présence de Communistes, et bien souvent des Communistes très actifs. Or il sera impossible aux camarades de faire liste commune aussi bien au premier qu'au deuxième tour avec les Communistes dans les villes d'une certaine importance. Nous irons alors à des élections triangulaires qui porteront

forcément à la municipalité des hommes de la Droite.
En ce qui concerne les inconvénients du scrutin de la proportionnelle, du scrutin majoritaire. Je voudrais à notre camarade Mosse ce que Guy Mollet lui a déjà dit. Evidement si, alors qu'on nous donne la proportionnelle, nous faisons liste commune dès le premier tour avec le MRP, nous serons assurés d'être submergés par les autres ; cela est évident.
Mais justement, l'intérêt de la proportionnelle c'est de pouvoir aller à la bataille seule. En suite, lorsque le scrutin a eu lieu et qu'il s'agit d'élire la municipalité, et bien notre situation est bien plus commode car alors nous pouvons faire ce qu'on a fait dans certaines villes, dire aux autres : prenez vos responsabilités, quant à nous, nous nous présentons. Et à ce moment-là nous pouvons obtenir la municipalité. Nous pouvons, par le fait que nous avons cette municipalité, faire de la propagande pour le Parti par le moyen des réalisations que nous ferons et par les hommes que nous grouperons autour de nous du fait même que nous sommes au pouvoir.
Il faut bien dire en effet que malheureusement les sections se gonflent ou se dégonflent suivant que les camarades sont au pouvoir ou n'y sont pas. Ce qui est essentiel, quand on est au pouvoir, c'est de profiter de cette circonstance pour amener des camarades, faire leur éducation pour éviter qu'ils s'en aillent à la moindre tempête. Dans la mesure où nous savons profiter de cette circonstance, nous ne devons pas hésiter. C'est la raison pour laquelle notre fédération dans sa majorité demande le maintien du statu quo en abaissant le scrutin majoritaire de neuf milles habitants à cinq ou six milles habitants.
(Applaudissements)

Le président - Je donne maintenant la parole à Mireille Osmin de la Seine

Mireille Osmin

Camarades. La fédération de la Seine a étudié avec infiniment de sérieux le problème qui lui avait été posé par la fédération des élus Socialistes et par le Parti Socialiste quant à la question de la loi électorale visant les élections au Conseil municipal.
Notre commission exécutive s'est penchée sur le problème et a essayé voir quel pouvait être, non seulement pour le département de la Seine mais pour la France toute entière, le scrutin le plus favorable au Parti Socialiste, celui qui était le mieux susceptible non seulement d'envoyer un nombre important de conseillers municipaux au sein des conseils mais également de nous permettre de prendre la direction des municipalités.
La fédération de la Seine pense qu'il serait bon que nos camarades du groupe parlementaire s'efforcent de faire triompher à nouveau le statu quo. Nous nous sommes prononcés en effet pour ce statu quo et je n'ai pas l'intention, après Guy Mollet et après un certain nombre d'autres camarades qui ont parlé en faveur de la proportionnelle, de vous monter les avantages pour le Parti Socialiste de cette proportionnelle. Vous connaissez ces avantages aussi bien que nous. En tout cas, je dois indiquer à notre camarade Mosse, que nous pensons dans la fédération de

la Seine, que le fait d'avoir encore à l'heure actuelle le scrutin de 1947 permettra au Parti Socialiste de s'affirmer franchement Parti Socialiste et que lorsque nous présentons des listes au scrutin des électeurs, ce sont des listes Socialistes avec un programme Socialiste. Par conséquent nous irons à la bataille, comme il l'a dit, avec le drapeau largement déployé.
Je crois qu'un certain nombre de nos camarades et même notre camarade Marceau n'ont pas aperçu un danger qui est en train de se dessiner actuellement. Nous savons que du coté des Indépendants, du coté RGR et d'un certain nombre de groupements, une certaine tendance apparaît qui aurait pour but de proposer la modification de la loi électorale et de faire voter le scrutin majoritaire, scrutin de liste majoritaire à deux tours. De la sorte un certain nombre de coalitions pourraient se former, allant des éléments pétainistes à des éléments qui nous ont quittés comme, dans le département de la Seine, les éléments de l'ex-camarade Vergnol. Nous demandons à nos camarades du groupe parlementaire de se méfier de cela et de se battre avec acharnement pour éviter cela car il y aurait là pour le Parti Socialiste un danger particulièrement important surtout dans le département de la Seine.
Mais je tenais à insister sur un problème particulièrement important. C'est le problème de la répartition des sièges. Je ne l'ai entendu évoquer par aucun de nos camarades. Je n'insisterai pas mais, je vous indiquerais cependant que la fédération de la Seine demande à nos camarade du groupe parlementaire s'il est possible sans porter atteinte à la loi sur la proportionnelle, d'arriver à demander une autre répartition des sièges. Nous aimerions que ces sièges soient attribués non plus aux listes ayant obtenues la plus forte moyenne mais aux listes ayant obtenues le plus fort reste.
(Applaudissements)
Je crois que cette modification serait favorable à quantité de départements et je crois qu'il y aurait peut-être là pour notre Parti la possibilité de conquérir bon nombre de sièges encore plus important.
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Camille Delabre.

Camille Delabre

A la suite du dépôt par des sénateurs d'un projet de retour au scrutin majoritaire, nous avions alerté le secrétariat du Parti qui s'en était déjà saisi mais nous trouvions anormal qu'avant que le Parti en ait discuté des camarades prennent une telle initiative. Nous pouvons dire à Mosse que nous sommes une des quarante-huit fédérations qui ont répondu et qui ont étudié le problème.
Il y a d'abord eu un questionnaire qui a été envoyé aux sections puis un rapport du Secrétaire fédéral sur les réponses reçues, rapport discuté d'abord à l'assemblée des élus Socialistes du département, discuté ensuite en Congrès fédéral. Notre commission exécutive fédérale a revu, il y a quinze jours le problème en vue de ce Conseil national.
Nous avons, comme l'avait l'a dit tout à l'heure Guy Mollet, vingt-quatre

Fondation Jean Jaurès

municipalités de plus de neuf milles habitants. Cela compte dans un département comme le nôtre, surtout que nous sommes parmi les cinq ou six départements français qui élisent des sénateurs au scrutin proportionnel. Si nous n'avions pas le scrutin proportionnel nous pourrions dans ces vingt quatre villes perdre un certain nombre de délégués sénatoriaux, un certain nombre délégués de parlementaires. C'est ainsi que notre représentation sénatoriale pourrait diminuer. C'est pour cela que nous demandons au Parti de maintenir la représentation proportionnelle. Mais nous voulons tout de même faire à ceux de nos camarades qui sont majoritaires, une concession. Nous voudrions dans cette concession et après le nouveau recensement qui doit intervenir, mais interviendra-t-il avant les élections municipales? Porter le plafond à douze ou quinze mille habitants.

Maintenant, camarades, je suis d'accord avec relever le plafond, Mireille Osmin, sur la répartition des sièges. Chez nous, nous avons gardé, même la proportionnelle, des municipalités Communistes parce que le dernier siège a été attribué à la plus forte moyenne. Il serait plus juste qu'on en vienne au plus fort reste, ce serait plus juste et nous pourrions peut-être reconquérir dans une majorité contre les bolchéviques quelques sièges dans certaines villes.

Je voudrais maintenant dire à ceux qui parlent de dissolution, de difficultés administratives, que nous avons vingt quatre municipalités. La dissolution du conseil n'est intervenue que deux fois, et dans la même ville, à Calais. C'est une dissolution provoquée justement par nos camarades sur des positions justes qui ont amené des élections complémentaires mais qui ont donné le succès à la liste Socialiste parce que la propagande avait été axée sur les positions du programme de nos camarades.

Je tiens à dire tout de suite à Hauriou que nous ne sommes pas du tout d'accord avec son projet. Nous ne sommes pas d'accord tout d'abord parce que, s'il était adopté, dans notre région et surtout dans la région minière nous arriverions à livrer de nombreuses villes ouvrières aux Communistes, à une majorité Communiste. Nous avons lutté pendant ces mandats, nous avons réussi à faire que les listes de 1945 soient battues aux élections de 1947. Il faut se méfier et ne pas redonner un système électoral qui ramène les Communistes à l'administration de nos villes ouvrières.

Tu parlais tout à l'heure des minorités communistes qui peuvent travailler dans les municipalités. Nous disons qu'il est vrai qu'elles peuvent travailler mais c'est dans la limite où nos camarades ne font pas leur travail de Conseillers municipaux, d'élus municipaux et où nous ne sommes pas toujours sur la brèche pour répondre aux Communistes. Nous sommes dans une région minière ou la minorité Communiste est très forte ; et bien partout où nous avons réussi à prendre l'administration municipale nous avons fait taire les bolcheviques parce que nos camarades se sont tenus les coudes parce que, dans l'administration municipale. Ils ont été les meilleurs. Nous sommes même arrivés dans la ville de Lens, ou Lecœur a administré les Communistes pendant deux ans à démolir la fraction Communiste qui est encore conduite par un membre du Comité central. Et demain le projet déposé par nos camarades de la Haute-Garonne était accepté.

Cela redonnerait à la fraction Communiste une importance beaucoup plus grande. Je tiens à dire aussi aux camarades qui viennent ici réclamer le retour au scrutin majoritaire qu'ils ont de nombreuses municipalités élues au scrutin proportionnel. Mais malheureusement, trop de camarades qui viennent ici réclamer le retour au scrutin majoritaire sont des camarades dont les départements comportent très peu de villes ou l'on procède à la répartition proportionnelle. Je leur demande alors de prendre connaissance de nos problèmes. Ils connaissent les leurs mais nous demandons qu'ils connaissent aussi les nôtres et qu'à la Commission des résolutions nous essayons tous de faire quelques concessions. Notre concession la plus large serait de monter le plafond à quinze milles.
(Applaudissements)

Le président - Je donne maintenant la parole à Begarra.

Joseph Begarra

En matière de loi électorale municipale, la fédération d'Oran demande le statu quo. Mais cela ne veut pas dire qu'elle demande la proportionnelle car la loi électorale n'est pas la même en France et en Algérie. Si vous avez la proportionnelle ici, nous avons encore là-bas le scrutin de liste majoritaire. Lorsque la proportionnelle a été adoptée en France en 1946, tous les Socialistes d'Algérie, sans aucune exception je crois, ont souhaité et ont demandé que la proportionnelle soit étendue à l'Algérie. On ne nous a pas suivis et on a maintenu le mode de scrutin prévu par la loi de 1884.
Jusqu'à ces derniers mois, nous étions nombreux en Algérie à réclamer encore la proportionnelle. Mais depuis un an nous avons assisté à quelques changements et à quelques évènements de nature à nous faire repenser ce problème.
En effet, il ya un an au mois d'aout 1951 exactement, le Parti Communiste algérien a réussi à constituer ce qu'il appelle un front national algérien unissant le Parti Communiste algérien aux deux autres partis nationalistes musulmans.
C'est là un des évènements qui nous ont amené à revenir sur la position adoptée en matière de loi électorale municipale.
En effet si on appliquait en ce moment en Algérie la proportionnelle, ce serait introduire dans toutes les municipalités de plus de 9 000 habitants des conseillers Communistes qui alliés aux conseillers musulmans du deuxième collège, formeraient un nombre important de nature à donner bien souvent, par alliance des Communistes du premier collège aux nationalistes du deuxième collège, la majorité et peut-être même le poste de maire.
La majorité de la fédération d'Oran ne veut pas accepter cette responsabilité et voici pourquoi. Le Parti Communiste joue en ce moment en Algérie un jeu redoutable. Il y a huit jours à peine, je me trouvais dans la région la plus névralgique, dans le triangle Macta-Nemours-Mascara. J'y ai vu les Communiste à l'œuvre, s'employant à exploiter tous les mécontentements pour essayer de provoquer des troubles afin que le problème algérien soit posé sur le plan international. Tout cela, je le savais déjà ; je viens d'en avoir ces jours-ci la

Fondation Jean-Jaurès

preuve "sur le tas".
Et voilà pourquoi nous revenons momentanément sur la position que nous avions. Parti Communiste minoritaire en Algérie, comme le parti nationaliste d'ailleurs, d'entrer dans les municipalités et de pratiquer le jeu qu'ils mènent en ce moment. J'ajoute que la fédération d'Oran ne s'est pas prononcée à la légère. Toutes les sections ont été largement consultées, saisies de deux rapports, l'un en faveur de la proportionnelle, l'autre en faveur du scrutin majoritaire. Les sections, dans leurs réunions, ont pesé tous les arguments en faveur de l'une ou l'autre thèse. C'est en pleine connaissance que la fédération s'est prononcée à la majorité.
J'ajouterai un autre argument. Nous avons en Oranie cinq municipalités importantes Socialistes ou à direction Socialiste. J'ai consulté tous les maires Socialistes. J'ai consulté les secrétaires de sections. Ils sont tous unanimes à reconnaître qu'avec le scrutin majoritaire nous perdrions la tête de ces municipalités Socialistes. Le nombre des conseillers municipaux Socialistes augmenterait certes dans le département, mais ils seraient éparpillés dans une vingtaine de municipalités. Ils seraient en petit nombre partout et réduits à l'impuissance ainsi qu'on l'a signalé tout à l'heure pour des municipalités métropolitaines.
Pour dire toute la vérité, je dois ajouter que la position adoptée par la fédération d'Oran n'est pas celle de la fédération de Constantine. Celle-ci a conservé la position qu'elle avait adoptée depuis 1947. Ce n'est peut-être pas non plus la position de la fédération d'Alger mais là, je ne puis dire avec certitude quelle est sa position actuelle puisque la fédération d'Alger est absente.
C'est pour toutes ces raisons, raisons surtout locales ; que la fédération d'Oran abandonne, momentanément je l'espère, sa position en ce qui concerne le mode de scrutin municipal. Nous voulons penser que cette situation politique se modifiera et que nous pourrons reprendre la position qui était la nôtre il y a encore un an, c'est à dire la proportionnelle.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Charlot du Var.

Jean Charlot

Camarades. Je pense que la discussion vous a prouvé que tous les camarades qui sont intervenus sont intervenus en défendant le mode de scrutin qui semblait le plus favorable à leur fédération. Par conséquent, cela justifie la position de ceux qui, comme moi disent que le choix d'un mode de scrutin n'est pas un argument doctrinal mais que, conformément à ce que diésaient nos anciens bien avant nous, le meilleur scrutin pour nous est celui qui nous avantage le plus.
Par conséquent, qu'on ne vienne pas nous opposer des arguments doctrinaux pour défendre telle ou telle position.
D'un autre côté, je voudrais dire aussi qu'un des arguments qui ont été au scrutin majoritaire c'est de nous reprocher d'être obligés de faire des compromissions pour des compositions de listes communes susceptibles de nous

amener à une majorité absolue au premier tour ou à une majorité relative au second. Or je voudrais poser la question à de nombreux camarades qui, dans leur fédération, ont des municipalités ou, avec le scrutin proportionnel, nous avons obtenu deux élus et dont on s'aperçoit au lendemain de ces élections que l'un est maire et l'autre premier adjoint, pour leur demander si ces désignations n'ont pas pu être faites avec certaines compromissions qui sont au moins aussi fortes et aussi impensables sur le terrain doctrinal et politique qui pouvaient l'être les compromissions que l'on faisait lors de la constitution d'une liste commune. Je dirais même que c'est pire car dans la liste, l'électeur qui vote pour nous sait à quoi il est conduit alors que dans les combinaisons auxquelles je faisais allusion toute à l'heure l'électeur est quelquefois surpris de voir les résultats des voix qu'il a porté sur nos candidats… (applaudissements)…

Par conséquent, il n'y a d'arguments de ce genre à nous opposer sur le principe qui doit prévaloir dans le choix d'un mode de scrutin.

Je voudrais rappeler que je parle au nom d'une fédération qui a l'avantage de compter cent-dix municipalités Socialistes sur cent cinquante-deux et qui compte vingt-cinq Conseillers régionaux sur trente. Par conséquent, je puis vous dire à l'avance que le choix de notre fédération se portera sur le scrutin majoritaire. Mais la fédération du Var est soucieuse de l'intérêt du Parti, elle n'est pas seulement soucieuse de l'intérêt du Var. Elle est soucieuse de l'intérêt du Parti dans l'ensemble du pays. Et c'est en considération de ce souci que j'interviens aujourd'hui. Je ne défendrais pas devant vous, par conséquent, le principe du scrutin majoritaire partout. Je sais qu'il serait désavantageux pour un certain nombre de mes camarades, s'il était avantageux pour certaines localités de France. Et je veux rappeler une fois de plus que l'intérêt de l'ensemble du Parti prime pour nous sur l'intérêt de notre fédération.

Ceci étant dit, mes chers camarades, je voudrais appeler tout de même votre attention sur les difficultés qui sont plus nombreuses quand nous sommes en face d'une localité dont le nombre d'habitants est moindre, ce sont les difficultés qu'éprouvent un certain nombre de nos camarades. Lorsqu'ils ont la majorité au sein d'une municipalité, elle est bien juste ; si bien que lors de la discussion de problèmes importants notamment celui du budget, ils se trouvent dans l'impossibilité de faire voter un budget. Cela entraîne bien souvent ces dissolutions, ces démissions, ces dissolutions et ces élections complémentaires auxquelles nous avons assistées au cours de cette dernière session de nos conseils municipaux.

Notre souci d'administrateurs qui veulent une administration saine est de faire disparaître dans la mesure du possible ces inconvénients. C'est la raison pour laquelle j'applaudis à la proposition formulée par notre camarade Delabre tout à l'heure au nom de la fédération du Pas-de-Calais, à savoir que si l'intérêt général du Parti veut que l'on maintienne la base du scrutin actuel, ce à quoi la fédération du Var consent dans un souci de l'intérêt général du Parti; je pense qu'il serait sage que nous obtenions l'élévation du plafond au-delà duquel on passe à la proportionnelle et que ce plafond puisse être fixé à quinze ou vingt-mille, par exemple. C'est le souhait que je forme. Je voudrais que vous

réagissiez avec moi étant donné les explications que je vous ai données toute à l'heure. La fédération du Var ne pense pas seulement à son intérêt mais surtout à l'intérêt des Socialistes.

Le président - La liste des orateurs est close. Toutefois, vous avez pu remarquer que notre ami Mosse a été presque seul à défendre un point de vue combattu par beaucoup. Il demandait à prendre la parole pour une brève réponse. Je pense que le Conseil national sera d'accord pour lui donner cette possibilité.

Mosse

Camarades, je vous avoue que je suis un peu troublé par ce débat.
A Grenoble, la semaine dernière, l'unanimité, je vous l'ai dit, s'est manifestée dans un sens très net, et il n'y a eu aucune voix discordante.
Ici, je viens d'entendre une dizaine d'orateurs. Quelques uns ont bien formulé des réserves, un ou deux ont manifesté quelque sympathie modérée pour notre point de vue, mais enfin, reconnaissons que la très large majorité, non seulement parmi les orateurs, mais je le vois bien dans la salle, peut-être même une très grande majorité, est contre ma thèse.
Je ne sais pas ce que penseraient mes camarades de l'Isère si, comme moi, ils avaient eu le privilège d'entendre ces interventions, et tous ces points de vue. Peut-être, dans une certaine mesure, leur point de vue aurait-il été modifié, mais je n'en sais rien, et je n'ai pas le droit de faire des hypothèses à cet égard.
Je ne veux pas reprendre le débat général, bien entendu, il est trop tard. Je vous remercie de m'avoir permis de répondre.
Je ne mentionnerais que quelques points brièvement. D'abord je suis heureux que mes questions, et disons mes doutes, aient fait surgir des démonstrations indiquant d'une manière précise qu'un certain nombre de fédérations avaient étudié, avec sérieux, les questions qui avaient été posées par le secrétariat, sur la question, j'en prends acte bien volontiers.
Second point : comment se fait-il, camarades, puisque la représentation proportionnelle est notre revendication depuis un demi siècle, puisque la représentation proportionnelle avez-vous dit, c'est la justice, c'est l'équité, c'est la tradition de notre Parti, comment se fait-il que vous acceptiez, d'un cœur aussi léger, aussi allègre, que le système de la représentation proportionnelle ne soit pas appliqué dans trente et quelques milles communes de France ?
Pourquoi, alors une contradiction entre les villes de plus de 9 000 habitants, ou la représentation proportionnelle doit s'appliquer à nos grands principes, et les petites communes où elle ne devrait pas s'appliquer?
Pourquoi, en particulier, dans le cas de l'Algérie, conviendrait-on, et vous avez vu que nos camarades d'Algérie en sont partisans, un système majoritaire, et contraire à nos grands principes.
Voilà tout de même un point qui me permet de conserver ma préférence pour le scrutin majoritaire, et qui me permet de m'étonner un peu de cette situation ambiguë, dans laquelle vous vous placez, ou certains d'entre vous se placent.
On a dit, je l'ai appris par ce qui a été dit à la tribune tout à l'heure, que c'était le

Fondation Jean Jaurès

Sénat, et paraît-il de nos amis que serait venue l'initiative d'un retour au scrutin majoritaire à deux tours.
Or, l'un des arguments qui ont été invoqués pour la représentation proportionnelle est précisément que la représentation proportionnelle nous serait favorable en ce qui concerne le Sénat.
Comment se fait-il alors que ce soit du Sénat que soit venue l'idée, l'initiative de revenir au scrutin majoritaire ? et d'ailleurs, c'est précisément pour ce motif qu'en effet, dans 30 000 communes de France, on conserve le scrutin majoritaire que je défends. Et j'ai vu tout de même que l'Algérie, que le Var était du même avis que l'Isère ; j'ai appris par l'un de nos camarades qu'une fédération très importante, celle de la Haute-Vienne, qui ne s'est pas prononcée ici à la tribune mais dont j'ai su la position par un camarade, était aussi de cet avis.
Pendant que nous étions à Grenoble, il y avait un représentant de la fédération de la Haute-Savoie qui, lui aussi m'a dit que la Haute-Savoie était aussi d'avis de retourner au scrutin majoritaire. Donc, je ne suis peut-être pas aussi isolé qu'on aurait pu le croire à certains instants de ce débat. Je ne veux pas en dire plus long, et je voudrais parler maintenant d'un autre point.
Je voudrais m'étonner de la manière, disons-le, un peu désinvolte employée par notre camarade Guy Mollet, et je regrette qu'il ne soit pas là pour, en quelque sorte, tourner au ridicule les camarades de Grenoble et de l'Isère.
Tout de même !
Dans l'Isère, il ya trois villes qui ont plus de 9 000 habitants. Il y a trois maires Socialistes. Il y a un certain nombre de communes, et 105 d'entre elles ont un maire Socialiste. Il ne faut tout de même pas nous couvrir de ridicule pour notre action, et il faut tout de même penser, et certains l'ont dit sans se référer à notre cas particulier, qu'il y a des circonstances de temps et de lieu, qu'il y a un ensemble de circonstances politiques à considérer.
Je ne vous ferais pas l'histoire détaillée de ce qui s'est passé en 1949, et comment nous avons été amené à ce système de coalitions politiques à considérer.
Je vous dirais seulement que nous avons l'impression peut-être à tort que nous pouvions, dans cette liste dite de troisième force, il faut se rappeler les circonstances politiques du moment ; être l'élément moteur, l'élément dominant de cette troisième force. Nous avons saisi l'occasion, et que l'on ne vienne pas nous reprocher de ne pas avoir demandé à des orateurs du Parti de venir à Grenoble. Il y a eu sur place des personnes qui ont pu faire la campagne, et il y avait, d'ailleurs, certaines considérations locales qui ont pu faire que nous avons voulu faire notre campagne nous-mêmes. Ce n'est tout de même pas un reproche à nous adresser. Je veux bien admettre que, peut-être, à la lumière des évènements subséquents, la tactique que nous avons suivie n'a pas donné tout ce que nous en avions espéré, mais dans des élections et dans la politique, ce sont des choses qui peuvent (?) à tout le monde, et ce n'est pas une raison pour venir nous jeter la pierre à ceux qui peut-être, dans certaines circonstances, n'ont pas tiré le meilleur parti des possibilités que pouvait leur donner la loi électorale, je le répète. Je voudrais simplement dire ceci : chacun ici, traditionnellement, a le

droit d'exprimer son opinion, même s'il est en minorité, et je pense vous le prouver en m'écoutant maintenant, que celui exprime une opinion, même en minorité, reçoit ici le respect auquel il a droit. Je vous remercie, camarades, pour l'attention que vous m'avez accordée, et je dis en terminant, que je suis obligé de maintenir ma motion, puisque j'ai reçu impératif de le faire, et , puisque, en ce qui concerne ma conviction personnelle, je reste tout de même convaincu que ce serait une meilleure solution que la représentation proportionnelle.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Marzauk, en tant que rapporteur

Roger Marzauk

Camarades, je vous ai dit tout à l'heure, quand je vous ai fait mon rapport, que je n'intervenais pas, que je venais vous faire un exposé, vous donner des indications et essayer de situer le débat. Je crois l'avoir fait tout à l'heure fort impartialement. J'ai essayé de situer le débat, car je savais qu'il y aurait débat. Je savais que dès que l'on touche aux questions d'élection, de mode de scrutin, le sujet risque de ne pas être épuisé de sitôt. Je savais qu'il y aurait des thèses différentes, et je savais que, particulièrement parmi les camarades qui font partie de quelques départements n'ayant pas répondu à notre enquête, ils viendraient nous donner leurs avis, et j'ai pu ainsi avoir connaissances de quelques positions qui m'ont permis de modifier légèrement les chiffres que je vous ai donnés tout à l'heure. Je voudrais tout de même préciser un point. L'enquête que nous avons menée de façon extrêmement sérieuse, je le crois, dans nos départements.
Nous avons consulté les fédérations, et ces fédérations ont, démocratiquement, consulté leurs élus, consulté leurs sections. Je ne suis pas bien sûr que toutes les sections aient eu à se prononcer, mais je crois que la consultation a été faite très largement, de façon très démocratique, et si, tout à l'heure, notre ami Mosse, de l'Isère, nous a dit ne pas savoir quelle valeur accorder à une telle enquête, je ne m'en vexerais pas n'étant pas susceptible. Je n'aurai pas la susceptibilité qu'il me semble avoir montrée à l'instant, quant il s'est étonné de quelques paroles de Guy Mollet, et je peux très bien dire à Mosse, sans amertume, que cette enquête a été menée très sérieusement. Si Mosse ne sait pas bien comment cette enquête a été menée, c'est qu'il n'y a pas dans la fédération de l'Isère ; je profite de cette occasion pour le dire ; une fédération des élus Socialistes fonctionnant en liaison avec la fédération des élus, et je le déplore vivement, car c'est un département qui compte un grand nombre de municipalités Socialistes.
Si nous avions eu, avec ces municipalités de l'Isère, la liaison que je souhaiterais dans tous les départements, et vous savez la croisade que je mène depuis cinq ans pour cela, nous aurions pu agir là davantage en collaboration.
Mosse aurait su comment l'enquête avait été menée dans les autres départements, et il aurait vu quelle avait été menée aussi démocratiquement que dans son propre département.
Maintenant, quant aux résultats, nous avons 49 départements ; je dis 49 et non 48 puisque j'ai appris tout à l'heure que le département dont je n'avais pas reçu

Fondation Jean Jaurès

la réponse à mon enquête était en faveur du principe du scrutin actuel ; qui se sont prononcés en ce sens, contre 17 dans l'autre sens. Cher camarade Mosse, il me semble que, tout de même, cela doit avoir une valeur, et je crois que ce qui doit surtout avoir une valeur c'est ceci : nous cherchons quel est le moyen de conserver nos municipalités. Or, il est hors de doute que si nous regardons les 500 ou 550 villes de plus de 9 000 habitants ; je reste sur ce chiffre pour l'instant et si nous regardons les réponses des départements, un par un, si nous regardons combien, dans tel ou tel département, il y a des villes de plus de 9 000 habitants, que le système de la représentation proportionnelle nous favorise dans les 4 cinquièmes des villes considérées. C'est une précision que j'ai le devoir d'apporter à cette tribune, c'est cela qui est extrêmement important. Je comprends très bien combien il est pénible, pour des camarades qui ont un, deux, trois villes de plus de 9 000 habitants dans leur département, ou peut-être il y aurait plus d'avantage à revenir au scrutin majoritaire, d'avoir un système qui ne les favorise pas, mais je leur demande d'admettre aussi que les départements qui ont 10, 12 ou 25 villes de plus de 9 000 habitants dans leur département, et qui peuvent conserver ces municipalités grâce au système actuel, je leur demande de penser qu'il faut que nous regardions l'ensemble du pays et voir notre intérêt. Il ne faut pas que nous gagnions 2 municipalités d'un côté pour perdre 10 de l'autre côté.
Voilà une précision. En dehors de cela, je voudrais me permettre, et je m'excuse de ma répéter, de revenir sur un point qui me paraît très important, et que j'ai abordé dans mon rapport sans, à ma grande surprise, qu'aucun orateur parmi ceux qui m'ont succédé, ne l'aborde à son tour. Il s'agit du danger d'un changement du scrutin.
Si le Parti est partisan du retour, en ce qui concerne le scrutin législatif, au scrutin uninominal, il n'y a pas d'inquiétude à avoir. Si le Parti estime que nous avons intérêt pour le scrutin législatif à conserver la représentation proportionnelle, je lui demande de faire très attention en ce qui concerne ces demandes de révision, quant au scrutin municipal, car je craindrais, je le dis très sincèrement, avec une réelle inquiétude, que nous n'ayons réellement à nous en mordre les doigts.
(Applaudissements)

Georges Brutelle

Camarades, les conclusions qui ont été tirées par la plupart des orateurs se ramènent à un certain nombre de points extrêmement précis.
Une proposition de la Haute-Garonne originale, une proposition de Mosse, retour au scrutin majoritaire, puis, dans le cadre du système actuel, soit des propositions d'abaissement du plafond, soit des propositions d'élévation du plafond, soit des propositions de répartition au plus fort reste, et enfin la défense par certains camarades du statu quo. En plus, nous sommes saisis d'une proposition de Beggara demandant le maintien du statu quo pour l'Algérie.
Je crois, au lieu de faire une commission, que nous pourrions procéder à une série de votes qui permettraient de dégager clairement la volonté du Conseil

national. Je pense qu'en premier lieu nous devrions nous prononcer sur la proposition de la Haute-Garonne, qui, à mon sens, doit être repoussée pour deux raisons. La première, c'est qu'il n'est pas d'usage, dans les Conseils nationaux, d'établir des propositions destinées aux groupes parlementaires dans leurs détails techniques, et qu'il est indispensable en matière électorale, nous ne nous prononcions que sur des principes et sur des lignes générales.
La deuxième, c'est que, si toutefois les camarades de la Haute-Garonne avait voulu mettre en état le Parti, de discuter pleinement d'un projet original, il aurait fallu que nous en soyons saisis au moment où la fédération des élus a fait son enquête, afin qu'il puisse y avoir un débat plus large dans le Parti.
Pour ces raisons, je demande qu'on mette d'abord aux voix la proposition de la Haute-Garonne, et je demande qu'on la repousse.
Deuxième proposition à examiner : celle présentée par Mosse, pour ou contre le retour au scrutin majoritaire. Ensuite, nous pourrions nous prononcer sur le problème de la répartition au plus fort reste pour ou contre.
Si toutes ces propositions sont repoussées, il est évident qu'il ne nous restera que le statu quo. Une seule question reste cependant à envisager : allons-nous, dès maintenant, lier le groupe parlementaire sur une question d'élévation ou d'abaissement du plafond, ou de modification de la répartition du reste, étant donné le danger que Marzauk a signalé tout à l'heure, ou est-ce que notre vote simplement un sens indicatif, en laissant au groupe parlementaire ses possibilités d'action en la matière. Je pense que nous sommes tous d'accord là-dessus, et que nous ne donnerons qu'un caractère indicatif aux propositions. Si vous êtes d'accord, le président pourrait mettre aux voix successivement les propositions qui ont été faites.

Le président - Camarades, vous avez entendu les propositions de vote que vient de faire Brutelle. On peut évidemment en faire des quantités d'autres, mais je crois que cette méthode est bonne.

Mireille Osmin - C'est une précision que je désire demander à Brutelle. Notre camarade a parlé du statu quo, et ensuite des propositions faites par nos camarades tendant à abaisser ou à élever le plafond. Est-il entendu que pour le département de la Seine, il n'est pas question ni de baisser, ni d'élever le plafond, et qu'il n'est pas question, pour le département, uniquement de la proportionnelle.

Le président - La réponse de Brutelle est oui. Il n'y a pas d'autres observations ?

Jean Capdeville - Je pense qu'on peut deux votes : le Conseil national semble vouloir le maintien du statu quo. Si on vote d'abord le statu quo, ipso facto la proposition de la Haute-Garonne, et celle de Mosse, sont repoussées. Il ne reste que l'amendement, et l'on gagnera du temps ainsi.

Le président - Tous ces votes peuvent être faits très rapidement, camarade, parce

que les membres du Conseil national, ne demanderont un vote par mandat que sur la première question, qui pose une question de principe, c'est à-dire, le Conseil national veut-il ou non le retour au scrutin majoritaire. Mais les autres peuvent avoir lieu très rapidement, sauf si le dixième des délégués refuse le vote à main levée. Il existe donc une question préalable, posée par Brutelle, à savoir l'opinion du Conseil sur la proposition de la Haute-Garonne. Est-ce qu'Hauriou maintien sa proposition ?

André Hauriou - J'ai mandat impératif de la maintenir.

Le président

Nous allons donc voter à main levée sur l'adoption de la proposition d'Hauriou au nom de la fédération de la Haute-Garonne.
Je demande qu'on vote à main levée, mandat rose à la main.
Que ceux qui sont d'avis d'adopter la proposition d'Haurioux, de la Haute-Garonne, veuillent bien le manifester en levant la main avec le mandat rose.
Avis contraires ?
Abstention ?
La proposition est repoussée.
En second lieu, conformément aux propositions de Brutelle, je vais mettre aux voix le point suivant : Le Conseil national est-il partisan de revenir au scrutin majoritaire ?
Est-ce que le vote doit avoir lieu par mandat ? Vous savez que les statuts précisent que le vote a lieu par mandat lorsque le dixième des délégués le demande. Nous allons considérer que si dix camarades, avec mandat rose, demandent le vote par mandat, il aura lieu.
Que ceux qui sont d'avis d'adopter le vote par mandat lèvent la main.
Le vote aura lieu par mandat.
(Rumeurs)
Le vote par mandat peut aller très vite si on fait le silence le plus complet pendant l'appel des fédérations. Ceux qui voteront pour sont pour le retour du scrutin majoritaire. Ceux qui voteront contre sont pour le maintien du principe de la représentation proportionnelle, certaines modalités faisant ensuite l'objet de vote selon les propositions de.
L'appel des fédérations est fait par le camarade Cailleret.
La deuxième proposition de Brutelle concerne l'abaissement du plafond.
Je vais donc mettre aux voix la proposition suivante.
Ceux qui seraient partisans d'un abaissement du plafond actuel lèveront la main, et les autres se décideront contre.

Dans la salle - L'abaissement de combien ?

Le président - Il s'agit d'abord du principe. Si nous allons dans les détails nous n'en sortirons pas. Que ceux qui sont d'avis d'adopter le principe d'abaissement du plafond actuel de 9 000 habitants, lèvent la main avec le mandat rose.

Fondation Jean Jaurès

23 mandats.
Avis contraire ?
34 mandats.
Donc, la majorité du congrès est contre l'abaissement du plafond, mais parmi ceux qui ont voté contre, et qui ont la majorité, il peut y en avoir qui sont partisans du statu quo, et d'autres de l'élévation.
Il faut donc mettre aux voix la troisième proposition, à savoir le Conseil pense-t-il qu'il faut élever le plafond ?
Que ceux qui sont d'avis d'adopter le principe d'élever le plafond actuel lèvent la main avec le mandat rose.
21 mandats.
Avis contraires ?
Il résulte de ces deux votes, qu'en ce qui concerne le plafond, la majorité du Conseil national est pour le statu quo.
Il y a une nouvelle question : Le Conseil national pense-t-il qu'il faut changer la répartition des restes ?

Dans la salle - Mettez le statu quo aux voix, ce n'est pas sûr.
(Murmures dans la salle).

Le président - Le Conseil est-il partisan de modifier le système actuel des restes ? Le système actuel est l'attribution des (…) à la plus forte moyenne. Un certain nombre de camarades ont demandé que l'on change ce système, et que l'on adopte la répartition selon le plus fort reste. Je vais donc mettre aux voix la modification du système actuel, c'est-à-dire l'adoption du plus fort reste.
Ceux qui voteront pour, voteront pour le plus fort reste. Ceux qui voteront contre, voteront pour le statu quo, c'est à dire pour la plus forte moyenne.
C'est suffisamment clair ?
Que ceux qui sont partisans d'adopter le système du plus fort reste lèvent la main avec le mandat rose.
50 mandats.
Avis contraires ?
Il résulte de tous ces votes que la majorité du Conseil national est partisane du maintien du statu quo, avec cette seule modification concernant la répartition des restes.

Dans la salle - Mettez aux voix le statu quo, et vous verrez.

Le président - Je crois que la méthode est assez claire pour que chacun ait pu exprimer son opinion. Je mets donc aux voix l'adoption de la position : maintien du statu quo, avec changement seulement sur la répartition des restes.
Que ceux qui sont d'avis de maintenir le statu quo avec changement seulement sur la répartition des restes lèvent la main.
Avis contraires ?

Coll. Fondation Jean-Jaurès

La proposition est bien ratifiée.
Camarades, la Commission des résolutions a terminé.
Voilà le résultat du premier vote par mandat :
Pour l'adoption du scrutin majoritaire : 608 mandats.
Contre : 2 725.
Abstention : 499.
Absents : 5
La Commission des résolutions a terminé ses travaux. Elle a désigné, pour chacune des questions dont elle a été saisie, un rapporteur.
Voici comment vont se dérouler les débats : je donnerai d'abord la parole à Rougeron, qui rapporte une résolution sur le problème des nazis en Allemagne.
Après, Rosenfeld, qui rapportera sur l'UNESCO.
Ensuite, Pivert sur la réduction du service militaire.
Puis, Schmidt sur la construction et la reconstruction.
Ensuite, aura lieu un débat sur l'Indochine, rapporteur Bidet.
Ensuite, ce débat étant terminé, la motion générale sera rapportée par Christian Pineau.je rappelle qu'après les rapporteurs de chacune des questions, je donnerai la parole, conforment au règlement, qu'aux camarades présentant un amendement, et je ne la lui donnerai que pour cinq minutes. Les votes étant terminés sur les amendements, et la résolution ayant été adoptée, on passera au rapport suivant. Je donne la parole à Rougeron, qui rapporte au nom de la Commission des résolutions sur des nazis en Allemagne.

Georges Rougeron

Camarades, voici le texte que la Commission des résolutions vous propose, à la suite du débat du Bund, relatif à la recrudescence des activités des anciens nazis en Allemagne. Le Conseil national du Parti Socialiste, vivement ému de la recrudescence d'activité des anciens nazis en Allemagne, qui présente tout à la fois un aspect de scandale, et de danger pour la paix et pour la démocratie européenne, élève une véhémente protestation contre la tolérance dont elle a bénéficie de la part des autorités interalliées responsables du contrôle, de l'extension des clauses de l'armistice, relatives à la dénazification de l'Allemagne. Il invite le gouvernement français à effectuer les représentations utiles, tant auprès de la haute Commission interalliée qu'auprès de la République fédérale allemande, pour qu'il soit mis un terme sans équivoque à ces activités coupables.

Le président - Y-a-t'il des camarades désirant apporter des amendements ?
Je mets la proposition aux voix.
Que ceux qui sont d'avis de l'adopter lèvent la main.
Avis contraires ?
Abstentions ?
La proposition est adoptée à l'unanimité.
La parole est à Rosenfeld pour le rapport sur l'UNESCO.

Fondation Jean-Jaurès

Oreste Rosenfeld

La Commission des résolutions unanime vous propose, camarades, le texte suivant :
Le Conseil national réaffirme l'opposition irréductible du Parti Socialiste à l'admission de l'Espagne franquiste à l'UNESCO.
Le régime de réaction sociale, de totalitarisme et de cléricalisme en Espagne est en opposition aux principes de la liberté de parole, de presse, de pensée et de conscience sur lesquels est fondé l'UNESCO.
Le Parti ne peut donc pas admettre que le délégué de la France puisse voter pour l'admission de Franco, ou même de s'abstenir dans ce vote.
Je crois qu'il est inutile de commenter ce texte. Il est conforme à la position constante du Parti, et en particulier, conforme à la dernière résolution du congrès de Milan de l'internationale Socialiste.

Le président - Y-a-t'il des amendements ?
Que ceux qui sont d'avis de l'adopter lèvent la main.
Avis contraires ?
Abstentions ?
La proposition est adoptée à l'unanimité.
La parole est à Marceau Pivert pour la proposition sur la réduction du service militaire.

Marceau Pivert

Je crois que vous rapportez un texte qui sert, d'une part, pour la propagande du Parti, en même temps que l'expression de ce que tout le Parti pense sur ce problème fondamental. Nous avons assez de détails de divergences dans d'autres domaines, je crois que le Parti à l'unanimité en adoptant le petit texte suivant, marquera bien sa position :
Le Conseil national invite le gouvernement français à déposer, à titre de première étape vers un désarmement général à l'ONU, une proposition tendant à réduire pour tous les pays membres de l'ONU la durée du service militaire à un an, et à assurer un contrôle international sur l'exécution d'une telle décision.
Je pense, en effet, camarades, que sur ce point, les difficultés que nous avons à résoudre proviennent du fait qu'il y a des pays militaristes, qui obligent les autres pays, même quand ils ne le sont pas, à le devenir à leur tour.
Notre campagne internationale, qui devrait d'ailleurs être appuyée par toutes les sections de l'Internationale ; peut avoir une certaine résonance, et je suis heureux d'apporter ici ce texte au nom de l'unanimité de la Commission des résolutions
(Applaudissements)

Le président - Pas d'amendements ?
Que ceux qui sont d'avis d'adopter le texte veuillent bien le manifester en levant la main ?

Fondation Jean-Jaurès

Avis contraires ?
Abstentions ?
Le texte est adopté à l'unanimité.
La parole est à Schmidt sur les questions de construction et de reconstruction.

Schmidt

Le Conseil national du Parti Socialiste, réuni à Puteaux, les 15 et 16 novembre 1952, rappelle les précédentes décisions du Parti concernant la construction et reconstruction, et notamment les dispositions de la motion générale votée lors du 44ème Congrès de Montrouge, les 22, 23, 24 et 25 mai 1952.
Le problème du logement est plus que jamais le problème social numéro 1. Le Parti condamne donc de la façon la plus formelle la politique de malthusianisme du logement menée par le gouvernement Pinay qui méconnait tragiquement cet impératif national.
Le Conseil national donne mandat au groupe parlementaire de déposer un texte traitant de l'ensemble du problème du logement et s'inspirant de la double nécessité de parer de toute urgence à la terrible crise du logement et de permettre à l'épargnant d'accéder à la propriété.
Le Parti présentera un plan quinquennal de la construction, sorte des modalités de financement qui assureront la réalisation.
Il dénonce le caractère fallacieux des déclarations gouvernementales que contredit, dans les faits, une politique de réduction constante des crédits affectés à l'habitat.
Fermement attaché à la législation sur les HLM, il réclame la création d'une caisse nationale de l'habitat, dotée de moyens financiers autonomes, nécessaires à la réalisation du programme, essentiellement financée par l'emprunt.
D'autre part, le Parti s'attachera particulièrement à faire aboutir une formule d'épargne logement qui permette aux petits épargnants de mettre de coté non des francs, mais des mètres carrés de son logement futur.
Il dénonce la notion de rentabilité de la construction, convaincu que le logement est devenu un véritable service social que seuls peuvent assurer, dans la conjoncture actuelle et avec un maximum d'efficacité les différents organismes d'HLM.
En ce qui concerne la reconstruction et la réparation des dommages de guerre, le Parti confirme son attitude constante d'attachement à la loi du 28 octobre 1946 ; basée sur la solidarité nationale et l'égalité de tous les Français devant les charges de la guerre, dont le financement relève essentiellement de l'impôt, expression de la dette contractée par la nation à l'égard des victimes de la guerre.
Il fait confiance à la commission nationale d'étude du logement et au groupe parlementaire pour étudier et résoudre les problèmes déterminants de l'habitat, notamment ceux de la modernisation de la technique du bâtiment, de l'abaissement du coût de la construction et du financement des programmes.

Le président - Y-a-t'il des amendements à la proposition de résolution lue par

Schmidt ?
Il n'y en a pas je mets aux voix
Que ceux qui sont partisans de l'adopter, le manifeste en levant la main ?
Avis contraires ?
Abstentions ?
La proposition est adoptée à l'unanimité.
Nous passons au débat sur la motion présentée par la Commission des résolutions sur l'Indochine. Dans ce débat, notre camarade Boutbien va poser une question préalable. Mais je pense qu'il est de bonne méthode qu'avant vous soyez saisis du rapport de la Commission. Je vais donc donner la parole au rapporteur Bidet et tout de suite après Boutbien viendra exposer les raisons pour lesquelles il pose une question préalable et ensuite la question préalable ayant été tranchée par un vote, si elle est repoussée, la parole sera donnée aux auteurs d'amendements.
La parole est à Bidet.

André Bidet

Camarades, je vais me borner à la lecture du texte, j'argumenterai ensuite lorsque Boutbien aura défini sa position.
Depuis la fin de la dernière guerre mondiale, le Parti n'a cessé de mettre l'opinion contre l'incompréhension de la plupart des milieux politiques français à l'égard du problème vietnamien. Bien avant l'ouverture du conflit armé, il avait préconisé des solutions susceptibles de satisfaire les aspirations légitimes des populations vietnamiennes par l'accession à l'indépendance et le développement d'une politique de progrès social réalisée dans l'amitié avec la France.
Après que de lourdes erreurs commises de part et d'autre nous eurent entrainées dans la guerre, le Parti Socialiste, par les résolutions de ces Congrès et de ses Conseils nationaux, par la voix de ses orateurs à la tribune du Parlement, comme dans la lettre adressée par son Secrétaire général au président Queille en janvier 1949, n'a cessé de proclamer la recherche de négociations avec Ho-Chi-Minh, suggérant même à certains moments l'appel à l'ONU ou aux puissances intéressées au maintien de la paix en Asie pour tenter d'aboutir à la solution du conflit. Plusieurs de ces hommes et sa fédération du Sud-Viet-Nam ont, à plusieurs reprises, revendiqué l'autorisation d'entrer en contact avec le chef du Vietminh dans des conditions leur permettant des conversations directes propres à préparer le retour à la paix. Certains de ceux qui ont refusé de suivre le Parti Socialiste à l'heure où la guerre pouvait encore être évitée, et qui n'ont voulu entendre aucun des appels Socialiste à la négociation, parlent aujourd'hui, soit d'assurer la relève des troupes françaises par des troupes étrangères, ce qui équivaudrait à internationaliser le conflit, à transformer l'Indochine en une nouvelle Corée, soit de procéder au retrait pur et simple de notre corps expéditionnaire, ce qui entrainerait les conséquences les plus graves et sans aucun doute les plus sanglants massacres, aussi bien de civils français ou amis que des troupes de l'Union Française. Jamais le Parti Socialiste, s'il a préconisé

la recherche d'une solution internationale, n'a admis que l'on puisse envisager l'internationalisation de la guerre, ni la fuite devant toute responsabilité.
Il est maintenant clair, aux yeux de tous, que la France s'épuise dans une lutte sans solution militaire. Il est avéré que de nombreux partisans du vietminh, qu'une politique à l'image de notre idéal démocratique et des principes de la révolution française, aurait pu placer au rang de nos amis sont maintenant utilisés par la Russie soviétique qui désire entretenir en Indochine un conflit sans fin.
Ce conflit, en pesant lourdement sur notre économie, facilite le jeu de la propagande stalinienne dans la métropole et compromet notre effort de défense à l'Occident. Il est impossible que la France poursuive plus longtemps une politique qui, après avoir réduit ses chances de rayonnement démocratique en Asie, comporte pour elle des conséquences insupportables.
Une fois de plus, le Parti Socialiste demande que le gouvernement français, en accord avec les Vietniamiens, se déclare prêt à conclure immédiatement une trêve et à entamer des négociations en vue de mettre fin au conflit. Il demande que soient recherchés en même temps tous les appuis internationaux susceptibles de faciliter la négociation, en particulier auprès des nations intéressées au rétablissement de la paix en Asie. Afin de mettre les chefs vietminh en face de leurs responsabilités et d'intéresser les éléments nationaliste vietnamiens hostiles à la domination de la Chine Communiste et de la Russie soviétique, cette déclaration sur la trêve et la négociation devra comporter l'affirmation claire de notre volonté d'assurer l'indépendance du Viêt-Nam et de voir convoquer une Assemblée constituante, issue d'élections libres, sous contrôle international et chargé de décider librement des institutions futures du Viêt-Nam et du caractère de ses rapports ultérieurs avec la République française, la possibilité devant être laissée au Viêt-Nam indépendant de bénéficier du large plan d'équipement qu'il appartient à la France de préparer pour hâter le développement économique et social de tous les pays qui constituent l'Union Française ou qui vivent en harmonie avec celle-ci.
Enfin, le Parti Socialiste estime que dans l'attente d'un accord, la France doit assurer provisoirement de l'appui de ses troupes les actuels états associés, en réclamant à cette fin d'aide matérielle. Mais il considère essentiellement qu'elle se doit, afin de démontrer la sincérité de ses intentions et de faciliter l'ouverture des pourparlers, d'assurer pleinement dans l'immédiat l'indépendance totale de ces états en leur offrant l'assistance de ses techniciens que pour la réalisation de la politique hardie de réforme sociale définie par le Congrès du Parti Socialiste en 1951 : plan d'assistance technique, réforme agraire, diminution des taux de fermage, crédit agricole, législation du travail, libre exercice du droit syndical, qui s'avèrent indispensables au mieux être des populations.
Alors que va bientôt commencer la septième année d'une guerre coûteuse en vies humaines et ruineuses pour le pays, le Parti Socialiste en rendant hommage à l'esprit de sacrifice des combattants français, vietnamiens et de toute l'Union Française qui se battent dans des conditions particulièrement pénibles, tient à réaffirmer la volonté du Parti tout entier de voir cesser rapidement le conflit qui

oppose, en Indochine, les forces de l'Union Française à celle du Viêt-Nam.

Le président - Le camarade Boutbien a la parole pour sa question préalable.

Léon Boutbien

Camarades, c'est une des attributions du Conseil national d'avoir à émettre son jugement sur l'activité du Comité directeur dans l'intervalle des Congrès nationaux et la motion préalable tend précisément à mettre en discussion devant vous la question de savoir s'il est opportun à l'issue des travaux du Conseil national, de publier le texte qui vous est soumis sur le problème de l'Indochine. La motion préalable donc essentiellement sur l'opportunité de la publication.
Nous sommes tous unanimes à l'intérieur du Parti pour souhaiter la fin rapide du conflit. Nous sommes tous également d'accord pour y trouver une solution, mais le texte qui vous est soumis et qui est le fruit de laborieuses négociations et de synthèse de pensées répond-il aux objectifs qu'un parti peut se poser lorsqu'il met en circulation une opinion sur un problème aussi difficile ?
On peut envisager deux aspects de l'opportunité d'une publication : soit l'aspect de la propagande, soit la volonté de proposer une solution en vue d'aboutir à la fin du conflit, solution pratique.
Sur le plan de la propagande, il est bon, en effet, que ce texte qui sur ce plan, est alors trop court, rappelle historiquement les positions successives du Parti. Ce n'est pas aujourd'hui, à ce Conseil national, que nous prenons pour la première fois des positions sur cette question, mais dans ce rappel historique trop court, il y a une omission qui est considérable, c'est la transformation du problème vietnamien. Si, en 1945, 46, 47 et jusqu'au mois de décembre 1949, le problème était un interne à l'Union Française, c'est-à-dire s'il supposait des solutions qui étaient du ressort de l'Union Française, il n'en est plus ainsi depuis que les troupes de Mao Tsé Tungu occupent les frontières du Tonkin et que le Vietnam est relié d'une façon directe au bloc soviétique et que le théâtre général d'opérations de la guerre froide internationale traverse ce pays, si bien que même du point de vue de la propagande, ne serait-ce même que pour justifier les fautes du groupe parlementaire dans les années passées en ce qui concerne les crédits, c'est parce que le problème avait pris un caractère international et parce qu'on se trouvait placé, qu'on le veuille ou non, devant une situation, une alternative qui ne dépendait plus de la France seule, et il aurait été bon dans l'exposé des motifs, en ce qui concerne le rappel historique d'insister sur la transformation de ce problème.
Et enfin, il n'y a pas la transformation du problème du point de vue des aspects internationaux, il y a la transformation du problème dans son contenu lui-même, la transformation du vietminh à l'origine Front Populaire très large, groupant toutes les organisations comme nos fronts nationaux, en France, à l'issue de la résistance, se transformant lui-même, dévorant sa propre substance et réduisant ses chefs pratiquement, comme Ho Chi Min à l'impossibilité d'exercer une influence politique déterminante sur la conduite de leur gouvernement.
Est-ce que vous croyez que ces hommes qui, du reste, ne sont même plus dans le

vietminh, est-ce que vous croyez que les agents Staliniens sur place, accueilleront des négociations de trêve ? Leur réponse, ils l'ont déjà faite en 1948 : ils n'acceptent aucune négociation, ils acceptent le départ pur et simple des français et ils ne veulent pas de négocier ; malgré la misère qui sévit dans les populations contrôlées par le vietminh, il est certain que des appels à la trêve ne seront accueillis de leur part comme des gestes de volonté d'apaisement, mais, au contraire, comme l'impossibilité que nous avons de faire autre chose que d'abandonner.

Or, à qui allez-vous demander, dans l'immédiat, de transmettre cette offre ? A monsieur Letouneau ? A monsieur Letouneau qui est le continuateur là-bas de l'amiral Thierry d'Argenlieu ?

Avec tous ces aspects successifs, vous risquez, en ignorant la transformation du vietminh lui-même, de réveiller dans l'opinion publique une illusion supplémentaire et une illusion très grave.

Et vous allez faire cela au moment même où les combats se déroulent au Tonkin, au moment même où les familles qui ont des enfants engagés sont anxieuses, au moment même où le pays, et toutes les consciences françaises, s'interrogent, est-ce que vous avez véritablement estimé qu'il était opportun de le faire aujourd'hui même ?

Je crois, pour ma part, qu'il faut bien réfléchir lorsqu'on lance un tel appel au pays. Il faut réfléchir, car il faut mesurer les conséquences.

Par contre, dans le texte ce qui aurait pu lui donner une efficacité sur le plan de la propagande, ce qui aurait été compris, comme une dénonciation de tous les scandales, la dénonciation des gouvernements fantoches, tout cela semble un peu absent. On a déplacé sensiblement le point d'impact de la propagande, et je crois que nous avons tort de cesser de répéter combien nous pouvons être méfiants vis-à-vis de la politique de Bao Daï et de ses séides.

Quant au plan général de réforme agraire, tout cela c'est déjà écrit, c'est déjà publié, c'est déjà connu du Parti. Nous n'avons fait que le rappeler, et je dirais même le rappeler dans une forme moins bonne que ce que nous avions l'habitude de faire.

Et j'aborde le deuxième aspect de la question : mettons de côté l'aspect de propagande. Voulons-nous vraiment par ce texte armer notre groupe parlementaire, notre Comité directeur, nos militants et donner au pays l'impression que nous détenons une solution au conflit ?

Autrement dit, est-ce que ce texte dans l'état actuel où il se rédige, au début du mois de novembre 1952, il est opportun de le publier tel quel dans sa forme présente ?

Oh ! Je ne veux pas reprendre le débat de fond que nous avons eu hier, mais nous avons été tous d'accord pour dire que personne n'avait d'originalité spéciale en la matière. Le texte condamne à la fois l'abandon et l'internationalisation du conflit ; le texte condamne également une solution de reconquête militaire comme tétant impossible. Sur tous ces points nous sommes d'accord. D'ailleurs, quand on parle d'internationaliser le conflit, encore faudrait-il se préoccuper de l'opinion des Américains sur la question, car je ne

crois pas que les soldats américains soient disposés à faire la relève en Indochine, du moins si j'en juge par les renseignements qui nous sont fournis.
Alors, comme les solutions sont très difficiles, comme elles sont très compliquées, est-ce que vous croyez que vous ne gâchez pas une chance précisément, dans une situation militaire difficile et tragique, en parlant de trêve sans avoir les moyens de l'appliquer en lançant cette idée qui ne sera pas du tout interprétée comme une volonté de conciliation, mais comme la preuve que vous voulez quitter inconditionnellement ce territoire ?
Et cela me paraît aussi redoutable, en dehors des questions de détail, que les élections démocratiques libres à l'intérieur du Viêt-Nam. Il faut vraiment avoir une conception démocratique et laïque pour penser qu'une élection démocratique libre pourra s'exercer au Viêt-Nam, où la population est dans sa plus grande partie analphabète et ignore ce qu'est une tradition démocratique. Mais ce n'est pas ça le problème, et la vraie difficulté, je vais la résumer en deux points :
Le premier, le Président Eisenhower va prendre le pouvoir au mois de janvier. Il va peut-être, c'est dans les suppositions, modifier l'orientation de la politique américaine dans le sud-est asiatique et en Corée. Nous avons toujours dit que nous voulions lier la solution de la Corée à la solution du problème en Indochine, parce que nous reconnaissons dans ces deux foyers chauds deux aspects de la guerre froide internationale.
Il est possible que le président Eisenhower, déplaçant le centre d'intérêt des Etats-Unis vers l'Asie et abandonnant l'Europe, peut-être, sauf l'Allemagne et l'Espagne, prenne à son propre compte le règlement général du problème, soit par la voie de l'abandon soit par la voie d'une action militaire qui risque de déclencher un troisième conflit mondial.
Nous n'en savons rien, mais il est possible également qu'en fonction même de la réaction et de l'attitude américaine, nous devions définir alors notre vraie position en ce qui concerne le règlement du conflit indochinois.
Supposez que les Etats-Unis veuillent prendre à leur compte le règlement du problème indochinois par les moyens militaires et qu'ils embrasent l'Asie, à ce moment-là pourra se poser le problème de l'abandon et dans des termes très nets. Mais, par contre, nous n'avons pas le droit de précipiter les évènements, car les chances de trêve, de négociations sont si fragiles qu'il ne faut jamais donner l'impression surtout en Asie, et surtout aux Chinois, qu'on est prêt à négocier, car pour eux, ils ont une conception très sensible de ce problème.
Et, enfin, le deuxième argument qui me paraît alors, celui-là, purement intérieur et purement français, est le suivant :
En admettant comme nous le craignons, et comme nous le redoutons, que nous subissons dans les quelques jours ou les quelques mois à venir de redoutables revers en Indochine, ces revers nous les aurons dus aux fautes successives d'une politique française réactionnaire qui n'a pas su, à temps, intervenir et faire ce qu'il fallait faire. Aujourd'hui, précisément, lorsque l'heure est venue de payer les responsabilités, c'est nous qui allons aller apporter une thèse d'abandon à laquelle on se raccrochera et derrière laquelle on se camouflera, et on nous

rendra ensuite responsables des conséquences internationales possibles d'un échec total en Indochine ? Il faut être très très prudent en la matière. Si véritablement, aujourd'hui nous devons être très au courant et très attentifs à ce qui se passe en Indochine, il n'y a pas de précipitation de la part du Parti, dans les circonstances actuelles, à découvrir les cartes, d'autant plus que nous n'avons pas les moyens de contrôler l'usage de ces cartes et l'usage même des meilleures intentions que nous émettons. C'est pour ces raisons, mes chers camarades, que tout en étant d'accord avec l'ensemble du Parti sur une volonté fanatique de mettre un terme à la guerre d'Indochine, de ne laisser échapper aucune chance de négociations, de ne rien ménager dans la propagande pour dénoncer des erreurs du passé et la position du Parti, je considère que votre texte n'apportera rien si vous le publiez aujourd'hui, ni sur le plan de la propagande, parce qu'il est insuffisant, ni sur le plan de faire avancer la solution du conflit, parce que, hélas il manque dans les circonstances présentes, au 16 novembre 1952, des éléments qui peuvent venir très rapidement modifier l'ensemble et l'aspect du problème du sud-est asiatique.

Le président - Boutbien demande qu'on pose la question préalable de la publication.
Il y a deux façon d'interpréter la question de Boutbien, et je lui demande de bien préciser : ou bien, il s'oppose à la publication de tout le texte sur l'Indochine quel qu'il soit adopté aujourd'hui par le Conseil national, et alors c'est une véritable question préalable, et nous devons voter dessus maintenant. Ou bien, il s'oppose à l'adoption du texte qui tout à l'heure sera adopté par le Conseil national et que nous ne connaissons pas complètement, puisque des amendements peuvent être apportés en cours de discussion. Si c'est cela, on doit voter sur la publication après l'adoption du texte. Je lui demande quelle est l'interprétation qu'on doit donner à sa demande ?

Léon Boutbien - Nous devons être très francs les uns avec les autres, et c'est la première interprétation de Gazier qui est la mienne : je crois qu'il n'est pas opportun que le Conseil national vote et publie un texte sur cette question aujourd'hui.

Le président - C'est donc bien une véritable question préalable et elle doit être soumise tout de suite aux voix. La parole est à Bidet

André Bidet

Il est bien évident qu'au nom de la Commission qui s'est trouvée unanime à l'exception de Boutbien, je suis contre la question préalable.
Le texte qui vous est présenté, contrairement à ce que pense ou semble penser Boutbien, n'est pas une improvisation. Le Comité directeur en a discuté pendant quatre séances et, avec le concours des camarades qui sont connus comme étant parait-il des techniciens du problème. Je reconnais que Boutbien en est un, il est allé là-bas, mais il n'est pas le seul, d'autres aussi y sont allés et il est permis à

Fondation Jean Jaurès

ceux-là de n’être pas d'accord avec Boutbien sur le problème de l’Indochine.
Il me faudrait le temps pour suivre Boutbien dans ses considérations et nous nous livrerions à un véritable duel oratoire. Je me contenterais de répondre à certains aperçus de son exposé.
Il a posé la question de l’opportunité. Vraiment, je suis un peu surpris qu’on puisse discuter l’opportunité, étant donné que tout le pays est incontestablement préoccupé par le problème de l'Indochine !
Il suffit de se promener en France pour le constater et notamment à l'intérieur du Parti je n’ai pas fait une seule réunion ; et j'en ai fait beaucoup; sans que, quel que soit le sujet que j'eusse traité, à la fin du débat, on m’ait interrogé sur l'Indochine. Vous avez eu d’ailleurs dernièrement un court débat à l'Assemblée Nationale, et il me semble bien que même le groupe parlementaire a été quelque peu gêné pour prendre position et s'est demandé quelle devait être la position du Parti !
Par conséquent, il y a opportunité, il faut que le pays sache la position Socialiste actuelle sur l'ensemble du problème.
Aspect de propagande : Boutbien dit : " le texte est trop court", et j'ai entendu des camarades dire qu'il était trop long !

Dans la salle - Ah! Oui.

André Bidet - Ce qui peut-être prouve que nous sommes dans la position du juste milieu.
Il est bien évident que si l’on voulait traiter le problème à fond, c'est une brochure et même un livre qu'il faudrait écrire, mais nous ne nous adressons tout de même pas à des ignorants et puisque nous savons que c'est le peuple français tout entier qui suit ce problème avec angoisse, nous pouvons bien supposer un certain nombre de choses communes, et nous borner à l'indispensable !
Boutbien dit : avec qui allons-nous discuter ? Et bien, je dis que, d'après notre texte, quand nous demandons des conversations, il s'agit de conversations directes et de conversations indirectes, et cela est bien précisé dans un paragraphe de la motion dans lequel il est dit :
Il demande que soient recherchés en même temps tous les appuis internationaux susceptibles de faciliter la négociation.
Nous n’allons tout de même pas, les uns et les autres, énumérer les chefs d'Etats auxquels il nous est possible de penser, et dont nous pouvons croire que quelques-uns qui peut-être ont été réfractaires à une intervention de leur part lorsqu'ils n'ignoraient pas que nous étions sincères dans cet ordre de négociations, maintenant qu'ils sentiront notre sincérité, interviendront.
Et je pense au pendit Nehru, s'il est convaincu que la France est vraiment disposée à des négociations en vue de la trêve, lorsqu'il se rendra compte qu'il pourra avoir bientôt, près de sa frontière les Communistes, il se préoccupera du sujet, car il y a tout de même un moment où il a abandonné son magnifique calme olympien. C'est lorsqu'il a su l'envahissement du Tibet : à ce moment-là, il a eu lui aussi un frisson, et ce frisson peut se produire de nouveau, et l'amener à

prendre une position de médiateur.
La grosse différence qu'il y a entre Boutbien et nous, c'est celle-ci : je ne veux pas le suivre dans ses prophéties concernant la politique américaine, car, dans le domaine des hypothèses, tout est permis et je pourrais aussi en échafauder quelques-unes, mais lorsqu'il dit : " On ne doit pas donner l'impression qu'on est prêt à négocier", je dis qu'au contraire, nous déclarons vouloir donner l'impression, la certitude que nous sommes prêt à négocier… (applaudissements)… Et ce que le texte, dont je connais les imperfections ; il est en fait imparfait comme tout texte qui résulte d'un effort de compromis : vous n'avez pas idée de la difficulté que nous avons eue à nous rassembler sur un texte commun !
Ce que ce texte, dis-je, a d'important, c'est qu'il fixe la position du Parti, c'est qu'il sera permis d'espérer désormais que quand nos camarades parleront d'Indochine, ils tiendront enfin, tous, le même langage, et que nous ne nous verrons pas exposés, au cours de réunions, publiques, à nous entendre dire : "Mais, un tel a dit ceci, tel autre a dit cela".
C'est encore une des raisons des difficultés que connaît le Parti dans sa propagande. Et j'ajoute que ce texte est encore plus important parce qu'il condamne que par ce qu'il propose. Il a aussi, dans ce domaine, l'avantage de montrer ce qu'a été la continuité de pensée du Parti. J'entends des camarades se dire gênés par le rappel historique de nos positions. Je vais vous citer un simple fait : j'ai fait la campagne électorale aux dernières élections en Lozère; elle s'est déroulée presque exclusivement sur la question de l'Indochine et je suis toujours arrivé à faire applaudir les positions du Parti, même dans des réunions où il y avait quelques progressistes.
Par conséquent, je demande au Conseil national de voter le texte et je dirais que je suis un peu surpris de l'attitude de mon bon ami Boutbien. Hier, il reprochait au Parti d'être absent de la scène, aujourd'hui, nous entrons en scène et c'est lui qui nous demande d'en disparaître !
(Applaudissements).

Le président - Je vais mettre aux voix la proposition de Boutbien ; il demande qu'on ne procède pas aujourd'hui, à la diffusion d'un texte sur l'Indochine.
Je mets donc aux voix la proposition Boutbien.
Que ceux qui sont d'avis de l'adopter, c'est-à-dire de supprimer tout débat sur la question indochinoise lèvent la main avec le mandat rose ?
…
Baissez les mains. Avis contraires ?
…
La question préalable de Boutbien est repoussée.
Je donne la parole à Andrée Vienot.

Andrée Viennot

Mes chers camarades, j'aurai voulu proposer deux amendements.
D'abord, les paragraphes 3 et 4 de la motion condamne la solution qui

Contribution Jean Jaurès

consisterait à évacuer l'Indochine, solution dont je pense qu'elle est la seule réaliste et celle à laquelle le Parti devra se rallier un jour. Sachant que l'opinion au Parti n'est pas encore préparée à accepter de telles solutions, j'aurais tout au moins désiré qu'elles ne soient pas imprudemment condamnées et que donc, les paragraphes 3 et 4 soient supprimés et remplacés par un texte reprenant seulement l'idée que nous condamnons l'internationalisation du conflit. D'autre part, la motion ne prévoyant pas quelle sera l'action du Parti si le gouvernement n'accepte pas ces suggestions risque de rester à nouveau un vœu pieux.
J'indique que j'aurais voulu que le Conseil national indique qu'au cas où le gouvernement ne prendrait pas de mesure dans le sens que nous demandons, nous ne voterons pas les crédits d'Indochine.
Ces réserves faites, le texte représente malgré tout un progrès dans notre attitude, moins par les solutions qu'il préconise que par le ton et la vigueur avec lesquels la fin de la guerre est exigée.
D'autre part, je le répète, je sais très bien que le Parti dans sa très grande majorité ne veut pas encore reconnaître la nécessité de l'évacuation et que d'autre part un texte demandant le vote contre les crédits d'Indochine risquerait d'être irrecevable dans le cadre du Conseil national pour des raisons de procédure.
Je n'insiste donc pas pour un vote sur les deux amendements, j'ai voulu simplement préciser ma pensée et dire dans quel esprit et avec quelles restrictions mentales, je voterai le texte, afin de ne pas rompre l'unanimité du Parti.

Le président - La parole est à Capdeville.

Jean Capdeville

Camarades, je serai très bref. J'ai écouté attentivement ce que nous a dit notre camarade Bidet, Mais, j'ai relevé une contradiction entre la première et la dernière partie du texte qui nous est proposé.
Dans la première partie, nous sommes entièrement d'accord, on invite le Conseil national à s'opposer à l'internationalisation du conflit.
Mais je lis un paragraphe dans la dernière partie qui est ainsi rédigé :
"Nous estimons que dans l'attente d'un accord la France doit assurer provisoirement de l'appui de ses troupes les actuels états; associés en réclamant à cette fin l'aide matérielle et financière des nations libres, qui lui est indispensable".
Il va de soi qu'il y a là un appel à l'internationalisation du conflit, c'est sûr et personne ne sait en effet, combien de temps nous mettrons à obtenir cet accord. Aussi, je pense, que pour faciliter la propagande, il convient de modifier la forme dans laquelle nous avons voulu rédiger ce paragraphe. Sans cela, je crains qu'on puisse nous opposer la première et la dernière partie du texte.
Alors, je demanderais à Bidet - parce que je n'ai pas eu le temps de vous proposer une nouvelle formule, de trouver le moyen de rédiger cette partie autrement, sans cela, je répète qu'il y a une contradiction flagrante dans les deux textes.

Fondation Jean Jaurès

Le président - La parole est à Duroux.

Duroux.

Je regrette que la procédure m'ait empêché de prendre la parole, ce matin, à propos de la motion de Boutbien. Je crains, reprenant l'observation que j'ai faite ce matin, que la position que nous allons prendre dans un Conseil national à propos de l'Indochine, ne soit interprétée, même si le texte est aussi bref que celui qui nous a été présenté, d'une façon fort différente, par ceux qui sont chargés d'informer l'opinion publique.

La fédération de l'Ariège a voulu, sur ce point, marquer l'inquiétude des camarades du Parti sur un problème qui est au premier rang de ses préoccupations. Je crois résumer la préoccupation qui est celle de la fédération de l'Ariège en vous lisant une motion, sous forme d'amendement, que je présente :

"Le Conseil national mandate le Comité directeur et le groupe parlementaire pour que s'ouvre à l'Assemblée Nationale, par voie d'interpellation, dans les délais les plus brefs, un débat sur l'Indochine dont la conclusion ne saurait être autre que la recherche de la fin du conflit par la négociation."

Le président - Y a-t-il d'autres propositions ?

Est-ce que le rapporteur demande la parole ?

André Bidet

Sur l'amendement présenté par notre camarade Duroux, je n'ai aucune objection à faire, au contraire… (applaudissements)…

Je suis tout à fait d'accord.

En ce qui concerne l'amendement proposé par notre camarade Capdeville, je crois qu'il n'y a pas tellement la contradiction qu'il signale dans le texte.

Il faut se rappeler ce que nous avons toujours considéré comme "internationalisation du conflit". Quand nous parlons d'internationalisation du conflit, nous voulons dire qu'il serait fourni une aide militaire en hommes : c'est cela l'internationalisation du conflit dans notre pensée ! Mais, quand nous demandons aides matérielle et financière, c'est la continuation de ce qui se produit et c'est tout.

Ce que je pourrais vous proposer, c'est d'accepter le texte tel qu'il vous est présenté, en laissant le soin au Comité directeur de le "relustrer" un peu dans la forme, dont, à la lecture, j'ai bien senti qu'elle avait un peu besoin d'être mise au point. Mais, c'est tout : il est question peut-être, de mots ou de virgules, mais quant à la pensée, quant au fond, il est bien entendu que nous n'y toucherons pas le moins du monde.

Le président - Andrée Viennot a dit qu'elle n'insistait pas pour que soient mis aux voix les deux amendements qu'elle a présentés et d'autre part.

Fondation Jean-Jaurès

Un membre - Je reprends à mon compte les amendements d'Andrée Viennot et je demande le débat immédiat de l'Indochine, sans condition.
Il a suffisamment coûté d'hommes, de sang et d'argent au pays !

Le président - La question sera donc mise aux voix, puisqu'elle est reprise par notre camarade.
Capdeville a satisfaction par la réponse de Bidet.
D'autre part, Duroux a satisfaction, puisque son amendement est inséré dans la proposition de Bidet.
Je n'ai donc qu'un amendement à mettre aux voix c'est celui d'Andrée Viennot, sur l'évacuation, repris à l'instant par notre camarade.

Duroux - Le but de mon amendement est d'éviter un texte, et de marquer le souci du Parti d'avoir sur ce point des éclaircissements et je crois qu'il est beaucoup plus net et plus prudent qu'une motion de Congrès dont je regrette que la longueur lui permette de tout dire.

Le président - Alors, ce n'est pas un amendement, il veut qu'on substitue au texte lu par Bidet 1e texte qu'il a lui-même proposé.

Guy Mollet

Non, camarades autant j'étais d'accord avec l'acceptation de l'amendement de Duroux, comme adjonction, autant je pense qu'il serait utile, quand le Parti va avoir dit ce qu'il demande et ce qu'il condamne, qu'à ce moment-là, nous réclamions un débat devant l'Assemblée nationale, autant je me demande ce que vont aller dire à l'Assemblée nationale les porte-paroles du Parti s'il n'y a pas eu d'abord, fixation de notre position, par notre Conseil national !
Comment ! Mais, va-t-on aller dire qu'on est partisan du départ immédiat pour certains ! Va-t-on dire qu'on est d'accord pour l'internationalisation du conflit pour d'autres ! Quel est le langage que tiendront nos camarades devant l'Assemblée Nationale ?
Duroux, je te demande de ne pas insister. Ton amendement est excellent, et je l'approuve dans la mesure où il complète l'ensemble de la décision prise : il deviendrait quelque chose de plus dangereux que tout, s'il devait se substituer à l'ensemble d'une décision qu'alors on ne prendrait pas !

Duroux - Je transforme donc ma proposition en amendement.

Le président - Alors, l'amendement de Duroux est donc inséré dans la proposition de Bidet avec son accord. Il ne reste plus qu'un amendement, celui qui concerne l'évacuation. C'est donc cela que je vais mettre aux voix. Je vais d'abord mettre aux voix.

Dans la salle - C'est proposé par qui ?

Fondation Jean-Jaurès

Dans la salle - Par l'Aisne.

Un membre - Est-ce qu'il est possible que 1'amendement de Duroux prévoit dans le temps le moment où le Parti demandera le débat : et je crois que c'est un souci auquel il faut répondre ; lorsque nous reviendrons dans nos fédérations, il faut que nous sachions le plus rapidement possible, si on nous renvoie à six mois ou à un an et nous savons ce que la procédure peut faire ! Il nous faut - et je vous le demande - préciser très rapidement cela. Moi je voulais, même que, notre Parti aille jusqu'à prévoir, en conclusion du texte de Duroux, une délégation de parlementaires ou de membres du Comité directeur auprès du chef de l'Etat pour que peut-être, dans la nuit du 24 au 25 décembre prochain, dans l'appel qui sera lancé aux combattants d'Indochine, on parle aussi, du désir formel de la nation française et en particulier du Parti Socialiste de voir la guerre cesser. Car, c'est ce que demande le peuple, et c'est ce que demandent les militants Socialistes.
Quant aux solutions, cela les dépasse bien souvent c'est tout ce que je voulais vous dire.

Guy Mollet - Je crois que le texte de Duroux se suffit. On donne mandat au Comité directeur et au groupe parlementaire et dans ce domaine, c'est plus spécialement le groupe parlementaire dont il s'agit d'agir d'urgence pour obtenir le débat devant l'Assemblée. Camarades, c'est tout ce que le Comité directeur peut faire.

Un membre - Et c'est le règlement de l'Assemblée.

Guy Mollet - En effet.

Un membre - Est-ce que le deuxième amendement qui avait été retiré....

Guy Mollet - On commence à adopter des procédures extraordinaires dans nos Conseils nationaux !

Dans la salle - Ce sont des méthodes de parlementaires !

Guy Mollet - Oui, mais qui n'ont rien à voir avec nos Conseils nationaux !
Un Conseil national doit savoir se limiter à ce que sont ses attributions.
Je voudrais rappeler que dans les lendemains immédiats de la Libération, on a apporté à la vie du Parti une modification de structure qui a été la suivante. Les anciens Conseil nationaux étaient intégralement supprimés. Il n'y avait plus de prévu, dans la proposition faite au Parti qu'un Congrès par an et dans l'intervalle, on donnait le mandat à l'ancienne CAP qu'à cause de cette transformation on appelait Comité directeur, d'apprécier les décisions du Congrès et de les interpréter, ainsi que de les appliquer.
Telles étaient les propositions faites au lendemain de la Libération.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Des camarades, et j'en étais, ce qui m'autorise à défendre maintenant les positions sur lesquelles je me suis fait battre ont estimé que c'était long que de laisser ainsi pendant un an le Comité directeur appliquer et interpréter.
J'ai demandé et obtenu d'un Conseil extraordinaire que l'on recrée la notion de Conseil national, mais il a été décidé que le rôle des Conseils nationaux n'était pas celui des Congrès. Le rôle du Conseil national c'est de dire au Comité directeur et maintenant ce n'est plus au Comité directeur seul, c'est au Comité directeur et au groupe parlementaire réunit, pour certains problèmes, en vertu de nos dernières décisions et au groupe parlementaire s'ils appliquent bien ou mal les décisions du Congrès.
Tel est le rôle du Conseil national.
Pour le reste, pour le cas précis qui vient d'être soulevé, c'est au groupe parlementaire et au Comité directeur réunis qu'il appartiendra de tenir compte des décisions prises par le dernier Congrès, sauf à se faire blâmer par le Conseil national suivant.
Mais il n'est pas possible qu'un Conseil national quelques semaines ou quelques mois avant une décision, impose des positions à priori différentes de celles qui ont été prises par les Congrès précédent.
Autrement, camarades, vous allez mettre ce Parti, notre Parti, dans l'impossibilité totale de jamais agir. Je connais des grands pays, où il y a de grands Partis Socialistes : ils en sont arrivés à cette action qu'ils ne font plus un Congrès que tous les deux ans, pour tâcher qu'il y ait continuité dans l'action.
Je ne propose rien de semblable ; il nous faut notre Congrès annuel ; je suis partisan que le Conseil national fasse le travail, mais si vous arrivez à transformer chaque Conseil national en un petit Congrès, car pour chaque Congrès on envoie des rapports aux fédérations, les sections discutent et votent, alors qu'ici on nous demanderait d'apporter des précisions nouvelles sur des points sur lesquels les fédérations n'ont pas été averties, n'ont jamais discuté ni voté, vous vérifiez que tous les trois mois qu'est-ce que je dis, avec nos Conseils extraordinaires, il y en a un le mois prochain sur les problèmes d'Outremer, un autre demandé aujourd'hui sur les problèmes d'organisation du Parti, vous allez donc bientôt avoir le Congrès national mensuel avant longtemps ce Parti qui ne passe pas la moitié de son temps à se battre sur le plan extérieur va consacrer toutes ses forces à faire, d'un Congrès au Conseil suivant un appel permanent des décisions prises par le Congrès précédent.
Camarades, je vous demande de rester fidèles à la règle du Parti parce que c'est la règle du Parti. J'oppose le règlement du Congrès, le règlement du Parti à la proposition qui est faite, non pas parce que je dis ‘’On votera pour’’ je ne veux pas qu'on déforme et ce n'est pas à nous aujourd'hui à en décider, mais ce sera demain au groupe parlementaire et au Comité directeur.
N'ayons pas cette méfiance permanente des organismes que nous avons choisis ; faisons-leur confiance pour tenir compte des décisions du Congrès et que le Conseil national fasse bien son métier de contrôle permanent de l'action des organismes que vous avec choisis. Il y a quelque chose sur lequel on ne peut pas voté : aujourd'hui c'est cette proposition ; il y a quelque chose sur lequel je sens

que le Conseil souhaite voter, c'est la proposition d'Andrée Viennot reprise par notre camarade de l'Aisne.
Je vous mets en garde, camarades, dans le cas où vous voudriez prendre une décision de cet ordre ; vous allez, vous, Conseil national, prendre la responsabilité, sans qu'aucune fédération en ait discuté y compris probablement celle de l'Aisne de modifier intégralement les positions adoptées jusqu'à maintenant par les Congrès successifs du Parti.

Un membre - Il ne fallait alors pas soulever le problème si le Conseil national est une boîte aux lettres, il faut le dire !

Guy Mollet - L'immense différence qu'il y a, c'est que depuis cinq ans, des Congrès du Parti et quelques Conseils nationaux à pouvoir de Congrès - car un Congrès peut toujours décider cela - ont adopté une ligne politique suivie ce que nous demandons au Conseil national aujourd'hui c'est de confirmer les décisions antérieures de Congrès et rien d'autre.

Le représentant de l'Aisne - Je crois qu'il y a malentendu dans l'esprit de notre camarade Guy Mollet. Je demande que soit substitué aux paragraphes 3 et 4 le texte suivant : "Si le Parti a préconisé la recherche d'une solution internationale, il n'admet pas par contre, qu'on puisse envisager l'internationalisation du conflit qui risque de faire de 1'Indochine une nouvelle Corée".
Ceci, il est bien dans la possibilité du Conseil national de le faire !
Et quant tout à l'heure je disais que je reprenais la position de la citoyenne Viennot, et que je demandais le départ inconditionnel d'Indochine, c'est encore, je pense dans les possibilités et dans les attributions du Conseil national, parce que vous avez sorti un texte : il ne fallait pas le sortir alors!
Vous sortez un texte ; on en discute, par conséquent, il y a des amendements sur ce texte ; je ne comprends pas où l'on veut en venir. S'il y a violation de la règle du Parti, c'est bien le Secrétariat général qui l'a à non avis violée!

Guy Mollet - Je ne dis qu'un mot, camarades, car je crois qu'il y a vraiment un gros malentendu, je l'ai dit samedi matin, mais les séances du samedi matin sont moins fournies que celles du dimanche soir.
Le Comité directeur, dans la séance de mercredi dernier, conformément à son mandat a adopté le texte dont on vous parle ce soir; c'est le rôle du Comité directeur. Il y reprend toutes les décisions affirmées par les Congrès antérieurs, car les Congrès antérieurs ont interdit au Parti Socialiste de se prononcer en faveur de l'internationalisation du conflit ce que reprend notre camarade de l'Aisne, mais nos Congrès antérieurs se sont prononcés contre le départ pur et simple, tous sans exception depuis le premier jour. Le Comité directeur reprend cela dans sa résolution. Cette résolution, au lieu dans la publier jeudi matin, nous décidons de dire : "nous allons demander au Conseil national si c'est bien conforme aux décisions antérieures du Congrès, car nous étions à trois jours du Conseil national. Nous estimons que c'est nécessaire pour la raison essentielle

que j'ai dite tout à l'heure. Il faut vraiment que les membres du Parti qui parlent ou qui écrivent, tiennent tous le même langage et que le langage soit conforme aux décisions du Congrès. Le Comité directeur a fait son devoir. Ce que le Conseil national peut et doit faire maintenant, c'est dire si cette résolution qui est soumise à son examen est conforme aux décisions des Congrès antérieurs.
Ce qu'il ne doit pas faire, c'est de proposer maintenant, vous pourrez le faire en décembre, car le Conseil aura pouvoir de Congrès, une modification aux décisions antérieures prises par le Congrès.
Si bien, qu'il n'y a vraiment aucun viol des décisions antérieures du Parti et que nous restons bien dans le respect de nos règles.

Le président - Je demande maintenant aux auteurs des ces amendements, car il faut terminer nos débat, s'ils ne sont pas prêts à les retirer aujourd'hui, étant entendu qu'il ne s'agit pas du tout d'une renonciation à la position qu'ils ont développés, mais que simplement ils considèrent que la question doit être posée non devant un Conseil national ordinaire, mais devant un Congrès ou un Conseil national ayant pouvoir des Congrès ?
Avec ces réserves, sont-ils d'accord pour retirer leurs amendements ?

Le représentant de l'Aisne - Oui, mais nous les reprendrons au prochain Congrès.

Le président - Je vais donc mettre aux voix le texte rapporté par Bidet et complété par l'amendement de Duroux. Que ceux qui sont d'avis de l'adopter veuillent bien le manifester en levant la main avec les mandats roses ?
Avis contraires ?
Trois.
Abstention ?
Cinq.
Le débat sur la question de l'Indochine est terminé.
Passons maintenant au débat sur la motion général.
Je vais donner la parole au rapporteur Christian Pineau et tout de suite après lui à Marceau Pivert qui a une question préalable à poser.
La parole est à Christian Pineau.

Christian Pineau

Camarades avant de vous lire le texte de la Commission des résolutions sur la politique générale, j'ai deux communications à vous faire.
La première, pour indiquer que la proposition des anciens du Parti est renvoyée au groupe parlementaire et au Comité directeur.
La deuxième c'est que le Comité directeur, dès mercredi prochain se prononcera sur la position du Parti quant à l'attitude du gouvernement à l'égard de 1'ONU.
En effet, nous ne nous trouvons pas dans les mêmes conditions que pour l'Indochine. Le Conseil national n'a pas été saisi d'un texte préparé par le Comité directeur et il eut été évidement dangereux de l'improviser en séance; dans ces

Coll. Fondation Jean Jaurès

conditions, le Comité directeur préparera un texte et, suivant les circonstances, et suivant la rapidité nécessaire de la publication, il sera amené ou à le publier tout de suite, ou s'il le peut, à le soumettre au prochain Conseil national qui se tiendra au mois de décembre. Je crois donc, qu'en définitive, vous reportez simplement votre décision d'un mois à l'autre.

J'en viens maintenant aux textes de la Commission des résolutions.

C'est un texte d'unanimité sous la seule réserve d'une question préalable qui sera tout à l'heure développée par le camarade Marceau Pivert.

Je commence par le lire et j'y ajouterai si vous le permettez, quelques commentaires destinés à le préciser.

"Le Conseil national, constate que le gouvernement Pinay dont il avait dénoncé la responsabilité grave, dans la réduction des crédits d'équipement, de logement et de reconstruction, le sabotage de l'échelle mobile, l'amnistie des fraudeurs et la politique de force en Tunisie, a encore illustré cette tendance réactionnaire par de nouvelles atteintes à la laïcité de l'Etat, par des attaques contre la Sécurité sociale et les coopératives agricoles, par l'arrêt de la politique de baisse et l'affaiblissement des moyens d'intervention de l'Etat, enfin, par une pseudo réforme fiscale, oui, tout en augmentant indirectement les impôts, ne fait rien pour remédier à l'injustice et à la complication du système actuel.

"Il invite dans le cadre des décisions du Congrès, le Comité directeur et le groupe parlementaire à combattre avec une énergie accrue contre les réactionnaires ou la majorité actuelle, qu'aucune circonstance ne pourra atténuer par la confrontation constante des solutions Socialistes avec les expédients de la politique d'un gouvernement qui, au pouvoir malgré nous, le Parti ne peut compter sur lui pour s'y maintenir, à déposer, dans le plus court délai possible des contre-projets ou des propositions de loi concernant la réforme fiscale, le contrôle des prix, l'organisation des marchés agricoles et des circuits de distribution, l'équipement agricole du pays, l'extension et la Sécurité sociale et des retraites vieillesse aux non-bénéficiaires, la construction d'habitations à loyers modérés et de locaux scolaires, la réforme démocratique de l'enseignement.

"A refuser toute collaboration avec une majorité de Droite qui s'est affirmés de manière continue, depuis un an, à rechercher le groupement de tous les éléments de la cause démocratique française sur une politique de progrès social et d'expansion économique conforme aux intérêts des classes laborieuses de la nation.

Comme vous le voyez, ce texte est court, et je crois que c'était absolument indispensable pour un Conseil national.

En réalité, c'est un texte de synthèse, puisqu'il reprend trois paragraphes des trois motions déposées, l'une par Francis Leenhardt, l'autre par Marceau Pivert et la troisième par moi-même, et nous nous étions pas du tout concertés à l'avance pour la rédaction de ces motions.

Mais il est nécessaire, pour bien comprendre nos textes, d'apporter certaines précisions devant le Conseil national.

Tout d'abord, nous avons tenu à condamner de manière absolument formelle,

Collection Jean Rabaut

avec toutes les précisions nécessaires, l'expérience Pinay, de manière à ce qu'il soit vraiment impossible à tous les militants du Parti de croire, parce que d'autres le leur disent, que nous ne sommes pas dans une opposition formelle à l'égard du gouvernement.
D'autre part, on demande au Comité directeur et au groupe parlementaire de combattre avec une énergie accrue l'action du gouvernement, encore que le dernier débat ait vraiment montré, en ce qui concerne le groupe parlementaire, que celui-ci était vraiment capable d'énergie.
Puis, vient une phrase qui a été l'objet de négociation et de discussions un peu longue et qu'il convient de ne pas interpréter de travers.
C'est la phrase qui vous demande, notamment, de traduire cette opposition par la confrontation constante des solutions socialistes avec les expédients de la politique gouvernementale et qui indique bien que le gouvernement au pouvoir malgré nous, ne peut compter sur nous pour s'y maintenir.
Notre camarade Francis Leenhardt - et il m'interrompra si je ne traduis pas sa pensée - avait demandé une formule plus précise, indiquant, en somme, qu'en tout état de cause, nous serions amenés à voter contre le gouvernement sur toutes ces propositions, surtout dans le cas où la question de confiance serait posée et il donnait un mandat ferme au groupe parlementaire et au Comité directeur en ce sens.
Je crois que le principe du mandat ferme pour les raisons qui ont été exposé tout à l'heure par notre camarade Guy Mollet, est assez dangereux, car il faut tout de même, étant donné les décisions suffisamment claires, laisser au groupe parlementaire et au Comité directeur des initiatives qui sont les leurs, mais ce n'est pas la raison pour laquelle nous avons hésité à retenir le texte de Leenhardt.
C'est que nous nous sommes trouvés, je vous donnerai tout à l'heure deux exemples précis devant une possibilité, que le fait de voter contre le gouvernement puisse nous amener à prendre une position exactement contraire à la position du Parti.
Je vais vous citer deux exemples qui sont tous les deux pris dans la politique internationale.
Premier exemple : concernant la Communauté de Défense : supposons que dans un débat sur la Communauté de Défense, le RPF qui aurait immédiatement l'appui des Communistes dépose un texte condamnant le principe même de la Communauté de Défense car, nous avons adopté le principe si nous avons posé des conditions et à ce moment-là, le gouvernement pose la question de confiance contre ce texte. Est-ce que nous allons alors voter, sous prétexte de voter contre le gouvernement et de ne pas voter la confiance contre une position qui est la position traditionnelle du Parti Socialiste.
Deuxième exemple: après les débats à l'ONU sur la Tunisie, pour peu que la position de l'ONU ne soit pas conforme aux désirs du gouvernement français, et encore moins aux désirs de l'extrême droite de l'Assemblée Nationale, supposons et c'est une réalité possible, que le RPF et les indépendant déposent une motion invitant le gouvernement français à quitter l'ONU ! Les Communistes sont parfaitement capables de voter cette motion et si le

gouvernement pose la question de confiance, est-ce que nous allons voter un texte invitant le gouvernement à quitter l'ONU, uniquement pour le plaisir de renverser le gouvernement ?
Voilà le scrupule et je crois qu'il est valable que nous avons eu, mais il reste parfaitement entendu, dans notre esprit que le seul cas dans lequel nous serions amenés à voter dans le même sens que le gouvernement, serait uniquement le cas où nous voudrions continuer à affirmer des positions Socialistes, et que nous dirions même à la tribune que nous votions ainsi, par fidélité à la tradition et non pas pour soutenir un gouvernement que nous combattons.
Et nous souhaitons d'ailleurs que la question ne se pose jamais.
Enfin, dans le texte indiquant les points sur lesquels le groupe Socialiste et le Comité directeur seront amenés à faire des propositions Socialistes précises, nous avons apporté certaines limitations et nous n'avons pas voulu faire une énumération trop longue, d'abord parce que les énumérations trop longues affaiblissant toujours la portée de ces énumérations, et aussi, parce qu'il faut bien déposer des projets de loi sur toutes les grandes questions que nous avons soulevées posent des problèmes extrêmement complexes et difficiles et qu'on ne dépose pas un projet de loi avec autant de facilités qu'on le pense, Il faut faire des études très sérieuses et déposer des textes qui ne sont pas de simples résolutions proposées !
J'insiste en particulier sur un point qui a préoccupé nos camarades et qui a donné lieu à des discussions hier, c'est l'attitude du groupe parlementaire et du Comité directeur à l'égard de la réforme fiscale.
Je crois que nous sommes tous d'accord pour dire que dans le cadre du projet actuel du gouvernement, que nous ne considérons pas comme une véritable réforme fiscale, nous pouvons à la rigueur et le groupe parlementaire et le Comité directeur se prononceront, déposer un contre-projet qui ne sera pas non plus une véritable réforme fiscale, mais que cela ne doit pas nous empêcher d'autre part, et en le précisant, d'étudier un projet de réforme fiscale spécifiquement Socialiste que nous serons amenés à déposer et à discuter hors des préoccupations actuelles du gouvernement.
Enfin, dernier point, nous insistons sur le fait qu'il n'y a aucune collaboration possible avec une majorité de droite, et nous recherchons le groupement avec les éléments de la Gauche démocratique française ; certains camarades avaient fait l'objection qu'il était peut-être dans la majorité actuelle de droite, des hommes susceptibles de quitter cette majorité et de se regrouper avec nous ; c'est à eux qu'il appartient de prendre leurs décisions; le Parti affirme ses positions, il demande le rassemblement des véritables démocrates autour de ces positions et s'il existe encore dans les autres groupes, il leur appartiendra, et à eux seuls, de se désolidariser de la politique actuelle.
Voila, chers camarades, dans quel état d'esprit la Commission des résolutions vous soumet ce texte, qui a été adopté à l'unanimité sous réserve d'une intervention de notre camarade Marceau Pivert.
(Applaudissements)

François Leenhardt

Je voudrais dire que l'interprétation donnée par Pineau dépasse un peu le cadre de ce que nous avons décidé, en ce sens que tu laisse entendre que d'ores et déjà, le Conseil national décide que nous aurons à voter, le cas échéant, la confiance, dans un débat international.
Or, dans le débat sur l'Indochine, nous venons de dire que nous ne voulions pas donner mandat au groupe parlementaire et au Comité directeur et qu'ils auraient à apprécier ; et tous avez opposé à ma thèse que je voulais, moi, enfermer le groupe parlementaire et le Comité directeur dans un mandat impératif.
Alors, je demande qu'il soit bien entendu que sur le vote de la confiance, dans un débat international, le Conseil national n'ait pas à prendre position et qu'il appartiendra au Comité directeur et au groupe parlementaire de se prononcer car c'est une situation très difficile. Je pense que nous démolissons tout le bénéfice de l'opposition si même dans un débat international, nous votons la question de confiance et je voudrais que le groupe parlementaire et le Comité directeur puissent éviter que nous nous trouvions dans cette situation et j'ai surtout voulu attirer l'attention sur la nécessité d'éviter, même sur une question internationale, d'aboutir indirectement à la prolongation de l'expérience Pinay.

Christian Pineau - Je voudrais dire à Leenhardt qu'il a cru que je n'étais pas d'accord avec lui sur ce point, mais, c'est parce que je me suis mal exprimé, car j'ai dit que c'était le groupe et le Comité qui seraient amenés à dire en toutes circonstances et j'ai dit que l'indication générale donnée par le Conseil national était de tout faire pour ne pas être amenés à voter la confiance au gouvernement, et j'ai précisé que dans le seul cas où il pourrait y avoir un doute c'est le cas où nous serions amenés ainsi à voter contre nos propres positions, mais dans un débat de politique internationale, rien ne dit que le texte que soutiendra le gouvernement sera conforme à nos propres positions; il en sera peut-être, tout autrement ; par conséquent, peut-être serons-nous amenés à voter contre, peut-être serons-nous amenés à nous abstenir, mais j'ai simplement fait une réserve destinée à expliquer pourquoi nous donnions ce mandat au groupe parlementaire et au Comité directeur.

Le président - Camarades, la parole est à Marceau Pivert.

Marceau Pivert

Camarades, je regrette d'avoir à paraître rompre une unanimité qui est pourtant souhaitable ; je voudrais vous persuader qu'il ne s'agit pas du tout d'une manifestation de mauvais caractère ou de personnalisme : la fédération de la Seine a examiné la situation générale, la politique générale du Parti ; elle n'a pas cru, en proposant le texte que je vais lire qu'elle sortait du cadre des décisions possibles du Conseil national.
"Le Conseil national", dit cette résolution, qui est la fin d'une partie de la résolution que nous avons déjà adoptée et je m'empresse de dire que sur la

première partie, il y aura unanimité, il n'y a pas de désaccord entre nous, mais vous allez voir la divergence. "Le Conseil national, constatant le caractère rétrograde de la politique économique et financière du gouvernement, estime impossible, pour des Socialistes, de voter le budget.
"En conséquence, le Conseil national mandate le Comité directeur et le groupe parlementaire, primo pour voter contre l'ensemble du budget, secundo pour voter contre les dépenses militaires.
"Le Conseil national déclare qu'il n'est pas possible pour des Socialistes de voter un budget dont les recettes sont essentiellement basées sur l'inégalité fiscale et dont les dépenses sont également inspirées par la défense des privilèges au détriment de l'expansion d'une économie de consommation.
"Il est impossible en particulier, pour le Parti Socialiste de s'associer à un budget militaire qui absorbe actuellement 12% du revenu national alors qu'il représentait 8% de celui-ci à la veille de la deuxième guerre mondiale. "Le Conseil national mandate expressément le Comité directeur et le groupe parlementaire pour faire connaître à l'opinion ouvrière les solutions Socialistes de solidarité internationale d'égalisation des charges et des risques de mobilisation des forces prolétariennes indépendants, en vue de lutter contre la misère, contre le militarisme, contre la tyrannie totalitaire qui menace la paix du monde et la liberté." Là-dessus, les camarades de la Commission de résolution et Guy Mollet a déjà dit les principales raisons à l'occasion d'un autre amendement m'ont objecté que c'était déjà traité par le Congrès et qu'il n'y avait pas à y revenir. Je dirais tout de suite, que je ne suis pas tellement persuadé que la décision du Congrès est aussi cohérente et que son autorité soit absolument impeccable !
Je dirais tout de suite, qu'on peut parfaitement mettre dans une résolution des choses parfaitement contradictoires.
Je dirais aussi qu'une résolution disant qu'on doit défendre le niveau d'existence de la classe ouvrière et voter un budget militaire écrasant, me paraîtrait être précisément le type même de la résolution contradictoire qui n'a aucune autorité ; pour moi, un théorème de géométrie ce n'est pas un problème de majorités ou de minorité et c'est parce qu'il y a une faute de logique dans ce qu'on prétend être un vote de Congrès que j'appelle l'attention du Conseil national.
Ce sont les députés qui, eux-mêmes, en épluchant le 4 juin après le Congrès, le budget militaire et qui ont demandé qu'au moins on s'abstienne, ce sont ces députés qui avaient raison.
Au nom de la fédération de la Seine, je leur demande de persister dans leur attitude, non pas publiquement, à l'intérieur du Parti, pour amener le Parti à corriger une attitude qui actuellement est absolument incompréhensible par ces militaires !
En effet, l'argument qui m'a été opposé par Guy, le 4 juin, est le suivant.
"Le Congrès nous a dicté de voter les crédits militaires et à dix jours du Congrès tu n'as pas le droit de poser ce problème".
Je l'ai pris sous ta dictée ! Je l'ai dans mes notes, et encore aujourd'hui, il y a une attitude différente.

Guy nous a dit tout à l'heure, "peut-être que demain nous voterons contre le budget militaire".
Bien ! Mais alors ! Si un militant ou un membre du groupe parlementaire peut revenir sur cette décision du Congrès dès aujourd'hui contre le budget militaire pour une raison quelconque, c'est donc que la décision prise par le Congrès n'est pas définitive jusqu'au prochain !
C'est tout ce que je voulais démontrer : dix jours après le Congrès, je considérais que la politique du gouvernement était tellement réactionnaire et que les contradictions de cette politique étaient telles, que le Parti Socialiste devait prendre une position qui le dégage de solidarités encombrantes.
Je ne dis pas des choses extraordinaires, c'est un problème qui se pose devant tout le Parti Socialiste et c'est un problème déjà résolu ailleurs et lorsque notre camarade Pineau a dit : "Vous allez tout confondre, peut-être si nous continuons dans cette voie avec le Parti Communiste", je dis : Pardon, camarades, d'abord, il y a des votes sur la laïcité où vous êtes côte à côte. Ce n'est pas de votre faute, c'est comme cela, et puis cela ne vous dit rien d'être alors automatiquement et systématiquement, avec les RPF, les réactionnaires, pour le général Juin ou pour les militaires.
Cela, ça vous semble tout naturel, et si par hasard la politique du Parti nous met à coté des Communistes, alors, cela devient quelque chose de très dangereux !
Et bien, précisément, je dirais que c'est le meilleur moyen de lutter contre eux : c'est de leur enlever cette attitude d'hypocrisie parce qu'ils sont eux, les militaristes, à l'origine de cette course aux armements, et août ne pouvons vraiment lutter contre eux que si nous n'adoptons pas la même position avec un autre bloc militaire.
Et puis ce n'est pas le seul argument : je suis obligé de constater que vous allez donner à votre propre décision, votés unanimement ou presque, sur l'Indochine, le caractère d'une motion après d'autres motions, qu'on met dans les tiroirs et si on vote les crédits d'Indochine, bien que le gouvernement repousse notre politique, on aura fait la preuve qu'en réalité on n'est pas un parti sérieux.
Quand on a une position politique, ou bien le gouvernement 1'accepte et on vote avec le gouvernement, même si c'est Pinay, puisqu'il s'agit d'une politique qui a été voulu par le Parti, ou bien le gouvernement ne l'accepte pas et on vote contre : et cela seulement, les prolétaires peuvent le comprendre et à partir du moment où vous votez "pour" alors que le gouvernement fait la politique contraire à la vôtre, je rappellerais à notre ami Guy qu'à Lyon, c'est lui-même qui a prononcé la parole fameuse: "Nous ne voulons pas faire la politique des autres", et il avait raison !
Le Parti était d'accord avec lui ; par conséquent, le Congrès a bien décidé qu'il y aurait en effet la question des charges militaires ; mais, ce n'est pas du tout sur le même plan qu'autrefois ; il y a des charges militaires nécessaires mais et ce sont les termes du Congrès, compatibles avec le revenu national ; or, je suis obligé de constater que la part des budgets militaires dans notre revenu national est supérieure de 53% à et qu'elle était en 1938, de 8% à l2% !
Si vous acceptez cela, vous acceptez par conséquent qu'il y ait une répercussion

sur la vie ouvrière et vous ne pouvez pas en même temps, sans manquer de franchise, parce que cela se répercute sur la classe ouvrière, vous ne pouvez pas en même temps revendiquer l'élévation du niveau d'existence de la classe ouvriers. En Italie, la proportion est de 7,5 ; en Norvège de 6,8; en Angleterre de 13,8 ; Oui ! Mais, monsieur Churchill lui-même a été obligé d'étendre son bloc et les Travaillistes qui avaient acceptés trop vite sous la pression des circonstances cette militarisation ont eu une répercussion de la classe ouvrière anglaise elle-même et c'est peut-être à cause de ce militarisme excessif que les Travaillistes ont perdu le pouvoir et en tout cas aujourd'hui, c'est Churchill lui-même, qui était ministre de la guerre, qui demandait les deux ans, qui fait campagne pour qu'on revienne au service militaire d'un an.

Quand le Parti belge et le Parti anglais votent contre les crédits militaires, est-ce que cela veut dire qu'ils sont contre la sécurité collective ? Non, camarades. Par rapport au budget, nous sommes aujourd'hui à 36% et si vous faites une réforme fiscale et un projet de budget du Parti, je vous demande comment vous pourrez prévoir, en acceptant comme intangible ce chiffre, résoudre le problème de répartition des charges qui ne tombe pas sur la classe ouvrière !

Je rappelle que notre Congrès de 1948, sur notre proposition à nous, fédération de la Seine, avait limité à 25% cette proportion : mais, cela on l'a oublié, et on a fait bien autre chose, mon cher Guy, quand on a accepté les combats de Thin malgré les décisions de Congrès, décisions qui ont engagé le Congrès dans une voie, sans doute confirmée par les Congrès ultérieurs mais qui n'était pas conforme à et que voulait le Parti à ce moment-là.

En réalité, je reprends les paroles prononcées par Bevan, sur un chiffre qui est à peu près le même 1 400 millions de livres, budget anglais, c’est à dire peu près 1 400 milliards de francs et Bevan dit aujourd'hui :"Qui est-ce qui serait assez malhonnête ou assez aveugle pour affirmer encore que cet énorme détournement de ressources à des fins improductives, n'ait pas affecté le volume de marchandises consommables, accessible aux acheteurs ?"

Vous pouvez retenir cela comme Socialistes et économistes, affirmer que cela n'a pas, de conséquences sur 1a vie ouvrière ! Allons donc ! Il y a là une position fondamentale du Parti et l'argument que si nous votons contre les crédits militaires cela signifierait que nous sommes contre la défense collective : c'est l'argument que toujours, la réaction a dressé contre le Socialisme après la guerre toujours le même argument ; je pense que nous sommes tout de même capables, de montrer que nous sommes les meilleurs défenseurs de la sécurité collective et plus que les réactionnaires eux mêmes.

Passons vite à d'autres horizons : j'ai presque terminé.

Il y a les fortunes énormes scandaleuses qui sont faites sur ces crédits par des constructeurs privés, qui achètent des circonscriptions politiques qui transforment la nature même de la démocratie politique parce qu'ils ont des fortunes scandaleuses. Je pourrais citer des cas. Il y a d'ailleurs en Amérique, dans les caisses du Parti Républicain, des millions des grandes firmes ; n'oubliez pas que c'est cela qui est en train de peser sur la politique internationale. Que le Parti Socialiste soit associé de près ou de loin à ce genre de phénomènes est

pour moi intolérable !
N’oubliez pas les attaques indirectes contre 1'industrie aéronautique nationalisée, les menaces de fermeture des arsenaux, les gaspillages : une chaîne pour fabriquer 800 tanks ! La préparation de l'opinion au service de deux ans !
Si on ne l'a pas actuellement, c'est parce que le refus des crédits off shore fait qu'on n'aurait pas de matériel, mais l'idée y est, nous y sommes et il faudra prendre position là-dessus aussi : c'est l'économe libérale, comme base de cet effort militaire qui est précisément que nous devons dénoncer !
L'armée, enfin, est un instrument d'une politique et cette politique n'est pas la nôtre. Oui, il y a dans cette question des résonnances à orientation politique incontestables. Vous pourrez affirmer qu'elles ne sont pas recevables dans ce Conseil national : je le regretterai pour le Parti car que je souhaite que le Parti sache exactement ce qu'il veut.
Si vous voulez une politique socialiste internationale cohérente, autonome, capable de ne rien céder, ni aux pressions totalitaires, ni aux hypocrisies capitalistes! Il faut faire cet acte de confiance dans la capacité des classes laborieuses, de maitriser leurs propres efforts contre la misère, contre la tyrannie et contre la guerre. En votant contre les crédits militaires, en expliquant pourquoi, je crois que vous aurez l'occasion de dire ce qu'est le Socialisme international, ses espérances, ses perspectives !
Il est encore temps de le faire, camarades, mais n'oubliez pas et peut-être hélas s'en rappellera-t-on les temps sont courts, les délais sont brefs ! Faites-le, alors que vous en avez encore le temps !

Guy Mollet

J'avais l'intention de ne pas intervenir dans ce débat, mais c'était au rapporteur de répondre. Mais, Marceau m'a pris à parti et m’a mis en cause à plusieurs reprises.
Il a dit sa particulier : "Guy, quelques dix jours après le dernier Congrès, m'a opposé comme argument ceci : " Comment ! Voici dix jours que le Congrès s'est prononcé et c'est après moins de dix jours que tu remets la décision en cause!
Marceau a l'habitude de prendre des notes, malheureusement, il ne prend pas tout ; il extrait de ce que chacun dit la phrase dont il se servira plus tard !
Je regrette, nais je le dis à Marceau, même amicalement ; il sait bien que nous avons déjà trouvé quelquefois même écrits, des comptes-rendus de séances du Comité directeur qui n’étaient pas tout à fait conformes aux procès-verbaux. Le récit qu’il vient de faire, n’est pas, lui non plus, tout à fait conforme.
Tu as essayé de rétablir, mais ta phrase va bien se trouver dans ce que je vais dire.
En réalité, nous avons eu au dernier Congrès, un débat précis sur cette question même, et un certain nombre de camarades avec exactement les mêmes arguments, et Marceau lui-même sont venus demander au Congrès une prise de position de principe pour le vote à priori contre les crédits militaires.
Ce que le Congrès a décidé à une grand majorité, c’est qu’il se refusait à une prise en considération d’une position de principe de cet ordre ; il ne voulait pas

qu’on dise qu’en principe, il serait contre les crédits militaires et parmi les arguments qui ont prévalu il y a eu celui-ci : c’est que le Parti Socialiste ne pouvait donner l’impression qu’il se désintéressait de la sécurité collective. C'est donc bien vrai que quand six jours après, tu viens nous dire : "Il faut que le Parti reprenne la position de principe de dire qu'a priori, il vote les crédits militaires", je dis que le Conseil national ne peut pas le faire ; il faut demander à un Congrès, car le Congrès précédent a déclaré, lui, que nous n’acceptons pas de refuser par principe, le refus à priori !

Mais, est-ce que pour autant, cela veut dire comme tu veux le faire dire, que nous voterons toujours les crédits militaires ?

Pourquoi avoir besoin de déformer la pensée de celui avec qui on n’est pas d’accord pour le combattre plus facilement ?

Je répète ce que j’ai dit ce matin : il est possible et pour certains budgets, il est même vraisemblable d’ores et déjà que le groupe sera amené, et le Comité directeur avec lui, à voter contre.

Mais, on ne votera pas contre a priori ; on ne votera pas contre pour une raison de principe ; à voter contre à cause du contenu. C'est ça et ça seulement, la décision du dernier Congrès !

Cette fois, aujourd'hui encore, tu veux faire appel de la décision au prochain Congrès. Attends le prochain.

Je demande au Parti, dans le Conseil national de ne pas informer ce qui a été dit jusqu'à maintenant.

Il ne doit pas ; il y a des décisions de Congrès ; le Parti ne votera jamais à priori, contre la défense nationale, contre les crédits de la défense nationale, contre la sécurité collective, mais ses organismes responsables, Comité directeur et groupe parlementaire, devront, en face de chaque budget, apprécier le contenu, et si, dans un mois quand on va avoir étudié tous les budgets, si ces budgets comportent les pourcentages dont tu parles, et bien, ils décideront sûrement de voter contre.

S'il n'est tenu aucun compte des préoccupations Socialistes ! Si ce n'est pas, conformément aux décisions prises au dernier Congrès, compatible avec l'économie nationale, ils voteront contre, mais c'est au groupe parlementaire et au Comité directeur de le dire en face du texte qui leur sera proposé. Ce n'est pas aujourd'hui au Conseil national de dire !

Nous allons maintenant procéder à priori : "vous voterez contre".

Moi, je demande à Marceau Pivert de retirer son amendement. Je sais bien que je n'ai pas beaucoup de chances d'obtenir satisfaction, mais je voudrais attirer son attention sur ceci : "S'il y a un vote sur son amendement, quelle en sera la signification" ?

Il y a des camarades qui, parce qu'ils veulent laisser aux organismes responsables le soin de prendre leurs responsabilités, vont se prononcer contre le texte de Marceau Pivert, et demain, ce sera interprété dans la presse d'une autre façon. On dira : "Il y a une majorité du Parti Socialiste qui s'est prononcée pour le vote du budget et des crédits militaires", alors qu'il n'y a cela dans l'intention d'aucun d'entre nous ; je voudrais tout de même qu'il y ait entre nous, davantage

Fondation Jean-Jaurès

de fair play et de confiance !
On est lié par une décision de Congrès : je répète aujourd'hui ce que je disais dix jours après. Restons-y fidèles, et faisons confiance aux organismes responsables pour appliquer ce que nous avons décidé et si un jour, ils l'ont mal appliqué, à ce moment là, vous les sanctionnerez!

Le président - Je demande à Marceau Pivert de se ranger aux raisons que vient de donner Guy Mollet et qu'il fasse comme les camarades de tout à l'heure ; s'il trouve que la question doit être posée devant un des organismes souverains du Parti, qu'il réserve la question pour plus tard et que pour le moment il n'insiste pas pour la mise aux voix de sa résolution.

Marceau Pivert - Une simple question au Secrétaire général du Parti ; si les chiffres que j'ai cités étaient tels et si 1'économie appelle l'attention du Parti sur un autre chapitre des résolutions du Congrès, il est possible que le groupe parlementaire se saisisse de la question?

Guy Mollet - Groupe Parlementaire et le Comité directeur réunis.

Marceau Pivert

Sous cette forme, j'ai en partie satisfaction et cela aide à clarifier un peu la situation, car lorsque j'ai posé la question la première fois, ce qui m'a amené et ce qui a amené la fédération à la poser encore, c'est qu'on m'a opposé un veto absolu. Or, je considère qu'il y a une contradiction fondamentale dans la dernière décision du Congrès et que si vous voulez vraiment avoir une politique ouvrière de défense du niveau d'existence, vous ne pouvez pas en même temps avoir, ipso-facto, je ne dis pas a priori, car je n'ai jamais parlé de cela, ce n'est pas en principe contre les crédits de la sécurité collective, c'est contre le fait qu'après la guerre de Corée on a pris des chiffres qui ne sont pas acceptables par les pays, qui ne peuvent être absorbés, un vote de crédits militaires importants. C'est l'honneur de la Gauche travailliste d'avoir dit "Non" et je regrette que le Parti SFIO n'ait pas dit "Non"; il est encore hésitant actuellement, et je veux qu'il dise "Non", parce qu'il s'agit de l'avenir même de la défense, non seulement du niveau d'existence de la classe ouvrière, mais parce que la lutte pour la paix commence par la défense du niveau de vie de la classe ouvrière !
C'est pourquoi si Guy Mollet me dit que ces arguments seront examinée et qu'on n'y fera pas une réponse purement formelle, en disant : "Je ne veux pas l'examiner", alors je ne rallie aux arguments et je m'incline devant eux, mais je réserve ma liberté de membre du Comité directeur et j'enregistre qu'on ne pourra pas me dire: "Cette question a été traitée, tu n'a pas à la traiter ". Si tu me dis que j'ai cette satisfaction, je retire mon amendement, sinon je le maintien.

Guy Mollet - Tu as satisfaction ; j'ajoute que tu as toujours eu cette satisfaction et ce droit !

Fondation Jean-Jaurès

Le président - La proposition de Marceau Pivert est retirée aujourd'hui?
Maintenant que la question préalable est réglée, je voudrais faire une observation en tant que président.
La Commission des résolutions s'est mis d'accord pour que deux questions préalables soient exposées.
Je me permets de dire que cette procédure ne doit pas être continuée parce qu'elle n'est pas conforme aux règlements du Conseil national qui veut que la dernière séance soit une séance destinée à adopter des textes et non pas à recommencer sous une forme quelconque des discussions générales.
Seules des modifications à des textes peuvent être apportées.
Je considère que la procédure des motions préalables adoptée par la Commission des résolutions, est de nature à faire rebondir complètement une discussion générale et qu'il faudra l'abandonner définitivement pour les prochains Conseils nationaux.
Je demande s'il y a des propositions d'amendements relatives au texte lu par Christian Pineau.
Il n'y en a pas ?
Je mets donc aux voix. Que ceux qui sont d'avis d'adopter ce texte veuillent bien le manifester en levant la main ?
Baisser les mains.
Avis contraires ?
Abstentions ?
Le texte est adopté à l'unanimité.
Pierre Commin demande la parole.

Pierre Commin

Camarades, une simple communication destinée surtout aux Secrétaires fédéraux. Vous savez par une circulaire que nous vous avons adressée que nous sommes en train de réaliser un film sur les réalisations des municipalités du Parti.
Ce film sera vraisemblablement prêt au début décembre et par conséquent, dès le début de l'année, les fédérations pourront en disposer.
Vous savez que les finances du Parti sont extrêmement faibles, et nous vous demandons, pour celles des fédérations qui le peuvent, de nous passer dès maintenant commande des copies, aux conditions que nous avons fixées ; cela soulagera la trésorerie du Parti et cela nous permettra de travailler plus rapidement.
D'autre part, je demande aux fédérations de désigner dès maintenant le responsable à la propagande cinématographique. Nous disposons d'un certain nombre d'appareils, nous les adresserons aux fédérations qui auront montré le plus de dynamisme dans la propagande cinématographique.
C'est précisément, camarades Secrétaires fédéraux, en vous attachant à cette propagande, ainsi que le rappelait hier notre camarade Depreux, vous aurez là un instrument efficace pour la diffusion de la pensée Socialiste.

Fondation Jean-Jaurès

Le président - Camarades, vous en avez pris connaissance. La séance est levée.

Coll. Fondation Jean-Jaurès